

Cahiers du mouvement ouvrier

• Charles Allain : les famines soviétiques de 1932-1933 • Frank La Brasca : la première guerre impérialiste de Libye (1911-1912) • Jean-Jacques Marie : Trotsky et l'idiot de service • Rémy Janneau : la croisade de Reynald Sécher • Victor Serge : la tragédie des écrivains soviétiques...

C
E
R
M
T
R
I

Marie



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- Rémy Janneau : du génocide au mémoricide,
la croisade de Reynald Sécher p. 5
- Daniel Jouteux : lettre à Reynald Sécher
sur une grossière falsification p. 14
- Nicole Perron : les délires antijacobins
de la sénatrice Esther Benbassa p. 17
- Jacques Macé : Lénine et les Lafargue,
colloque à Longjumeau p. 25
- François de Massot : à propos du *Lénine*.
La révolution permanente de Jean-Jacques Marie p. 31
- Frank La Brasca : les débuts « prometteurs »
de l'impérialisme italien :
l'expédition de Libye (1911-1912) p. 37
- Jean-Jacques Marie :
Trotsky et l'idiot de service p. 49
- Liliane Fraysse : à propos du livre de François Ferrette,
toujours sur les origines du Parti communiste français p. 55
- Jean-Jacques Marie : les décistes
et l'Opposition de gauche p. 61
- Document de l'Opposition unifiée :
la déclaration des 84 (URSS, 1927) p. 71
- Charles Allain :
les famines soviétiques de 1932-1933 p. 81
- Victor Serge : la tragédie des écrivains soviétiques p. 89
- Marcel Picquier : le testament politique
de Walter Benjamin p. 97
- Charles Teulin : le massacre de Babi Yar dans l'histoire
et la littérature ou les gaietés de la censure p. 105

- **Communication de Jean-Pierre Cassard
lors du rassemblement du 29 octobre 2011 en hommage
aux vingt-sept fusillés de Châteaubriand p. 111**
- **Les Cahiers du mouvement ouvrier, n° 54 :
un numéro spécial sur la guerre civile
en Espagne (1931-1939) p. 114**
- **Les Cahiers du Cermtri, n° 143 :
« Les premières organisations de la IV^e Internationale
en Argentine (1929-1943) » p. 115**
- **Chronique des falsifications p. 119**
- **Notes de lecture p. 123**
- **Courrier de lecteur p. 141**
- **Document : le « Manifeste des états généraux
de l'histoire et de la géographie » p. 143**

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

**www.trotsky.com.fr
<<http://www.trotsky.com.fr>>**

Le CERMTRI a pu acquérir quelques exemplaires du volume de la Librairie du travail *Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste* reproduisant les résolutions des quatre congrès. Le CERMTRI peut les céder au prix coûtant aux premiers demandeurs pour 15 euros (port compris).

Consultez le blog “l’histoire défigurée, la géographie manipulée”

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros (+ 1,50 euro de port)**

A partir du n° 54, le prix du numéro passera à 9 euros et celui de l’abonnement pour la France à 32 euros.

Le prix actuel est maintenu jusqu’à la sortie du n° 54.

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **30 euros** ;
- Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Chèques à l’ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

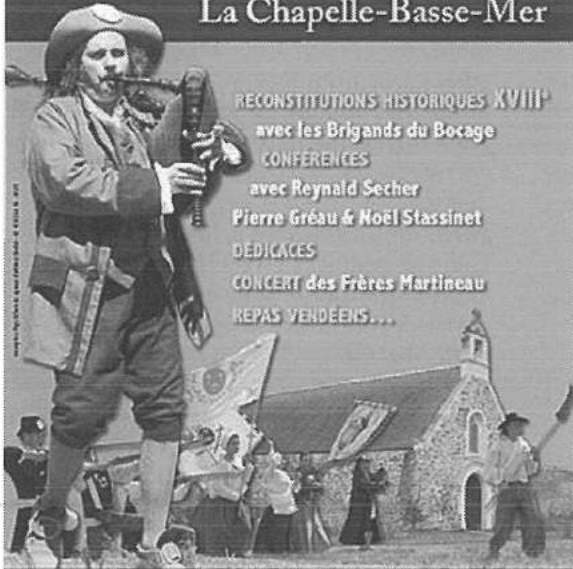
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

1^{er} et 2 octobre 2011

Vendée

Journées de la Mémoire

La Chapelle-Basse-Mer



RECONSTITUTIONS HISTORIQUES XVIII^e
avec les Brigands du Bocage
CONFÉRENCES
avec Reynald Sécher
Pierre Gréau & Noël Stassinet
DEDICACES
CONCERT des Frères Martineau
REPAS VENDEENS...

Aut initiatives organisatrices : Miroir de Feix, Les Brigands du Bocage, La Jeunesse Chouane de Bretagne
contact et réservation au 06 47 61 25 82, Chapelle-Follet-Plere, Les Lignes, 49430 La Chapelle-Basse-Mer

*“Reconstitutions
historiques XVIII^e
avec les Brigands
du Bocage.
Conférence avec
Reynal Sécher,
concert des Frères
Martineau
et repas vendéens...”
Tout un programme...*

Du génocide au mémoricide

La croisade de Reynald Sécher

N'est pas Taine (1) qui veut. La contre-révolution a pu s'enorgueillir de meilleures plumes et ceux qu'intéresse l'histoire pourraient se dispenser de lire le dernier livre de Reynald Sécher si le vote récent d'une loi réprimant la négation « *de tous les génocides* » ne venait nous rappeler qu'on ne doit négliger aucun ennemi, même le plus médiocre. Publié aux très cléricales éditions du Cerf, dans une collection dirigée par Stéphane Courtois, l'ouvrage de Sécher est suivi de deux postfaces qui en disent long du but recherché : l'une d'Hélène Piralian, « *philosophe et psychanalyste* » réputée spécialiste « *des effets psychiques du déni des génocides* », particulièrement du génocide arménien, la seconde de Stéphane Courtois lui-même.

Le génocide imaginaire

Rien de bien nouveau dans cet ouvrage truffé de falsifications et d'affabulations : la Convention aurait commis, en Vendée, un « *génocide* » que les régimes successifs auraient sciemment couvert d'un « *mémoricide* », source, chez les descendants des « *génocidés* », d'un traumatisme qui expliquerait aujourd'hui des maux auxquels une repentance officielle de la République serait le seul remède. Ce « *génocide franco-français* » serait la matrice de ceux du XX^e siècle, particulièrement du génocide arménien et du « *génocide de classe* » prêté aux

(1) Hippolyte Taine (1828-1893) : auteur des *Origines de la France contemporaine*, monument de la littérature contre-révolutionnaire.

bolcheviks, le « *mémoricide* », la condition qui les a rendus possibles. La répétition d'un mensonge n'en fait pas une vérité mais elle peut le banaliser dangereusement, dans une situation où la mémoire historique tend à s'estomper.

Le concept de génocide a été forgé dans le contexte de l'immédiat après-guerre, pour définir des réalités dûment constatées et en punir les coupables. Il n'a, pour autant, aucune validité scientifique et ses bases juridiques sont extensibles à l'infini. Son application rétroactive à des événements vieux de deux siècles relève donc de l'instrumentalisation idéologique et politique, non de l'histoire.

L'invention du « génocide » vendéen

L'invention du « *génocide* » vendéen n'a jamais reposé sur la moindre approche scientifique. Le terme est apparu dans les années 1960, dans les milieux qui cultivaient un très monarchiste et très clérical « *souvenir vendéen* ». Pierre Chaunu l'a repris en 1984. Reynald Sécher, qui se présente en descendant et justicier des « *génocidés* », en a fait, depuis vingt-cinq ans, son fond de commerce. En matière de falsifications, *Vendée, du génocide au mémoricide* atteint des sommets. Page après page, sont assemblés, comme des évidences, la « *volonté exterminatrice* » des conventionnels et le « *plan d'extermination* » du Comité de salut public, Nantes devient « *le plus important camp d'anéantissement et d'extermination de la Vendée militaire* » et ceux (innombrables, il est vrai !) qui en doutent sont dénoncés comme « *négationnistes* ».

La profusion de documents semble tenir lieu de démonstration. Le premier critère à établir pour « *prouver* » le « *génocide* » est évidemment celui des caractères de la population visée. Sécher se réfère hors de propos à Raphaël Lemkin (2) qui limite la définition à la destruction « *de groupes nationaux, raciaux ou religieux* », et à la Convention de 1951 qui, reprenant les mêmes critères, exclut explicitement les groupes politiques, économiques et culturels. On

voit mal en quoi ces références établiraient le « *génocide* » des Vendéens qui, jusqu'à preuve du contraire, n'entrent dans aucune des catégories concernées.

La Convention européenne des droits de l'homme et le Code pénal français apportent, en revanche, fort opportunément, des critères beaucoup plus extensibles : la première y inclut la destruction « *des modes de vie et de pensée de gens différents de ceux qui mènent cette entreprise de destruction* », le second la destruction « *d'un groupe déterminé à partir de tout autre critère arbitraire* ». Dans sa préface, l'avocat Gilles-William Goldnagel ajoute aux critères ethnique, racial et religieux « *l'extermination partielle ou totale d'un groupe humain de type (...) politique* ». Au vu de tels critères, que de régimes et d'institutions à convoquer devant le tribunal pénal de l'histoire !

Un amalgame totalement étranger à la démarche d'un historien

Seule la République — qu'il hait — retient évidemment l'attention de Sécher. Les juifs et les Arméniens ne sont là que pour l'accabler par le biais d'un amalgame totalement étranger à la démarche d'un historien. Il lui faut, en effet, réécrire l'histoire pour établir le caractère « *arbitraire* » des mesures qui seraient, selon lui, à l'origine du soulèvement et la nature « *religieuse* » ou « *politique* » spécifique de la Vendée. La République aurait voulu « *imposer par la force des principes nouveaux porteurs de haine et de division* », en particulier « *l'interdiction de croire* ». Nous y voilà : « *Cette révolte vendéenne est d'abord un combat pour la liberté de conscience individuelle.* » « *L'extermination* » de cette minorité religieuse opprimée relève donc bien du génocide. CQFD... au prix d'une inversion des rôles ! Le clergé de l'ouest, fortement imprégné depuis un siècle des

(2) Juriste américain, conseiller du ministère de la Guerre des Etats-Unis, qui forgea, en 1946, le concept de génocide.

idées réactionnaires de Grignon de Montfort, s'est opposé à la liberté de conscience, précisément, dès le début de la Révolution.

Lorsqu'en février puis en avril 1790, la Constituante a repoussé la proposition de Dom Gerle de reconnaître la religion catholique pour seule religion de la nation, trente prêtres réunis à Rennes ont immédiatement réagi : tout en proclamant leur attachement à l'œuvre de la Constituante, ils ne pouvaient admettre que « l'Erreur » jouisse des mêmes droits que « la Vérité ». La racine du conflit est bien là. La Constitution civile, adoptée ultérieurement, n'a rien modifié du dogme et n'a jamais interdit à quiconque « de croire ».

La question du serment n'a été qu'un facteur déclenchant. Quant aux masses paysannes, qu'elles aient été, sur d'autres plans, déçues par la révolution bourgeoise, n'est pas niable mais, bien encadrées, elles ont accepté le programme de l'Armée catholique et royale : suppression de l'égalité accordée par la Révolution aux juifs et aux protestants, tolérance subordonnée à un serment de fidélité à Louis XVIII, dans l'attente d'un statut conforme aux représentations formulées par le clergé à l'endroit de l'édit de tolérance de 1787 (3).

Un génocide suppose également, à la différence de tout autre massacre de masse, l'intentionnalité, la *volonté d'éliminer* un groupe *pour ce qu'il est*. C'est peu de dire que, pour établir la préméditation, Sécher sollicite les textes. Il cite longuement les lois, selon lui « *génocidaires* » des 1^{er} août et 1^{er} octobre 1793. Celle du 1^{er} août, ordonne « *la destruction* des forêts, des taillis et des genêts, *des repaires de rebelles* » (art. VI et VII), la confiscation de leurs biens dont une partie indemniserait « *les citoyens demeurés fidèles à la patrie* » (art. XIV). On y cherchera en vain la moindre expression d'une quelconque volonté « *génocidaire* ».

Non seulement la Convention distingue bien « *les citoyens fidèles à la patrie* » des « *rebelles* », mais les plus faibles seront éloignés de la zone des combats : « *Les femmes, les enfants, les vieillards seront conduits dans l'inté-*

rieur. Il sera pourvu à leur subsistance et à leur sûreté avec tous les égards dus à leur humanité » (article VIII). Ce que Sécher traduit ainsi : « *La Convention déporte les femmes, les enfants et les vieillards* », le mot *déporté* étant évidemment chargé des connotations que lui a apportées le XX^e siècle.

La loi modificatrice du 1^{er} octobre promet « *la reconnaissance nationale (...) aux armées et aux généraux qui, dans cette campagne, auront exterminé les brigands* ». « Les brigands », c'est-à-dire, sans ambiguïté, les vendéens et les chouans qui ont pris les armes contre la République ou qui se sont rendus complices de la révolte.

La France affronte alors une coalition européenne. La crise intérieure place la République au bord de l'abîme. On peut comprendre que, dans un tel contexte, la répression d'un soulèvement monarchiste ait pu être sans quartier. « *Il faut terminer d'ici le 20 octobre, l'exécrable guerre de la Vendée* ». Le texte ne dit rien d'autre. Au motif que le texte ne mentionne plus expressément « *les citoyens demeurés fidèles à la patrie* », Sécher conclut : « *Les vendéens bleus, au même titre que les blancs doivent être exterminés.* » Voilà donc bien la preuve que les vendéens sont tués non pour ce qu'ils ont fait mais pour ce qu'ils sont ! Tout est à l'avenant.

Un tour de passe-passe

La « démonstration » repose essentiellement sur un tour de passe-passe consistant à traduire « brigand » par « vendéen », sans distinction d'âge, de sexe ni d'opinion. A partir de là, dans un contexte de guerre civile où les passions sont portées à leur paroxysme et où l'on n'est jamais avare de formules vengeuses, les « preuves » ne manquent pas. Sécher produit ainsi ces fameux « *petits bouts de papier* » qui prouveraient irréfutablement, selon lui, que le Comité de salut public avait conçu un « *plan d'anéantissement et d'extermination* ».

(3) Voir Nicole Perron : 1793, la contre-révolution en Vendée, Cahier du Cermri, n° 126, septembre 2007, page 41.

Satisfait de sa formule, il consacre un chapitre à ce « *génocide par petits bouts de papier* ».

Rien de bien sensationnel pourtant : ces courriers adressés aux représentants en mission et aux généraux, en particulier à Turreau, déclinent en termes radicaux, la loi du 1^{er} octobre (« *exterminer les brigands* », les « *fusiller* », « *en purger le sol libre* », les « *anéantir jusqu'au dernier* »...) mais ne prescrivent en rien l'extermination de la population.

Deux documents suggèrent « *l'extermination de tous les habitants* ». L'un est la lettre du 24 janvier 1794 dans laquelle Turreau expose au Comité de salut public le plan qu'il a conçu pour en finir avec la Vendée : « *Si mes intentions sont bien secondées, il n'existera plus dans la Vendée sous quinze jours ni maisons, ni subsistances, ni armes, ni habitants que ceux qui auront échappé aux plus scrupuleuses perquisitions.* » Turreau n'est pas un tendre et, sous le Consulat, il ne se comportera pas autrement dans le Valais.

De là à soutenir que ce courrier est « *similaire sur le fond* » au télégramme de Talaat Pacha ordonnant au gouverneur d'Alep de « *mettre fin à l'existence* » des Arméniens, il y a une marge : celle qui sépare un vocabulaire de guerre civile d'une volonté étatique d'extermination d'une population qui n'a d'autre tort que celui d'exister. Qu'importe à Sécher.

Il lui faut impliquer le Comité de salut public qui aurait, sous la signature de Carnot, avalisé ce « *plan d'extermination* ». Or Carnot dit : « *Extermine les brigands jusqu'au dernier* », et : « *Nous regarderons comme traîtres tous les généraux, tous les individus qui songeraient au repos avant que la destruction des rebelles soit entièrement consommée* » (souligné par nous). A l'évidence, l'ordre est, là encore, de détruire des rebelles insurgés, non une population « pour ce qu'elle est ».

Le second document est l'acte d'accusation de Carrier qui aurait donné au général Haxo l'ordre « *de faire exterminer tous les habitants de la Vendée* ». L'acte est dressé après Thermidor, ce qui doit inciter à la prudence. Un tel ordre venant de Carrier que la Convention de-

vait rappeler, précisément, en raison de ses excès, est néanmoins fort plausible. En tout état de cause, une formule excessive, dans un contexte où les haines sont exacerbées et où tuer est devenu d'une grande banalité, prouve-t-elle, en quoi que ce soit les intentions « *génocidaires* » que Sécher prête à la Convention ?

Parfaitement hors de propos

Certains documents qui témoignent du caractère inexpiable de « *l'horrible guerre de Vendée* » sont parfaitement hors de propos quant à la réalité du prétendu génocide : une lettre dans laquelle Marceau confie à sa sœur sa répugnance à « *verser le sang français* », le récit d'un massacre de femmes et d'enfants, l'imprécation d'un Billaud-Varennes excédé contre cette « *race impure* », un discours enflammé dans lequel Barère parle « *d'exterminer les royalistes* »... Autant de « *preuves* » du « *génocide* ».

On aurait pu s'attendre à ce que ce « *spécialiste* » de la Vendée ne confonde pas l'histoire et le mythe. Or ceux qui contestent la pieuse mémoire du massacre des Lucs-sur-Boulogne sont présentés comme des « *négationnistes* ». Vers 1860, Jean Bart, curé des Lucs, a réuni en un seul massacre tous les morts jadis répertoriés par l'abbé Barbelette *pour l'ensemble de la période 1792-1794*. Les victimes de trois années d'affrontements puis de guerre civile sont ainsi devenues celles d'un massacre perpétré en quelques heures. L'Eglise et la réaction ont pieusement entretenu la mémoire de ce prétendu massacre (demande de béatification de cent dix enfants, vitrail réalisé *en 1942*, publications, érection d'un monument...) dont Sécher

(4) Voir François Lebrun, *Guerre de Vendée : le massacre des Lucs a-t-il eu lieu ?* (*L'Histoire*, n° 161, décembre 1992) ; Jean-Clément Martin et Xavier Lardière, *Le massacre des Lucs, Vendée 1794* (Geste Editions, La Crèche, 1992). Sur Barbelette, voir également Jean-Clément Martin, *La Vendée et la France*, Seuil, 1987, pages 109 et 333.

fait, pour les besoins de sa mauvaise cause, une vérité historique (4).

Reste évidemment à apprécier l'étendue réelle des pertes. Aveuglé par sa haine de la Révolution, Pierre Chaunu, mieux inspiré quand il traitait de Séville ou des Amériques, a repris, en 1984, le chiffre invraisemblable de six cent mille morts (l'équivalent des victimes de la guerre de Sécession) avancé par Hoche puis repris, pour des raisons idéologiques opposées, par Chateaubriand. On était à la veille du bicentenaire.

Reynald Sécher en a fait le cheval de bataille de tous ceux qui ont, pour des raisons diverses, des comptes à solder avec la République souveraine, une et indivisible. Ses propres calculs le conduisent d'ailleurs à une estimation plus vraisemblable, quoique d'une précision étonnante : 117 257 *disparus* dont il fait *ipso facto* des *victimes* sans tenir le moindre compte de ceux qui sont morts de sous-alimentation ou d'épidémie, ni des dizaines de milliers de réfugiés qui ont quitté la Vendée militaire pour n'y jamais revenir, moins encore des vendéens bleus massacrés par les blancs. Vingt-cinq ans plus tard, il reprend, à l'unité près, le même chiffre.

Même si l'on retient la fourchette beaucoup plus élevée de Jean-Clément Martin [170 à 200 000 morts (5)] — qui récuse, lui, la thèse du génocide — on est très loin de l'extermination systématique d'une population que Sécher — toujours précis — évalue à 815 000 habitants. Des massacres, des atrocités, assimilables au « *dégât* » (6) systématiquement appliqué par les armées de l'Ancien Régime, les exactions qui accompagnent toute guerre civile, sans nul doute. Un génocide, certainement pas.

Après le “génocide”, le “mémoricide”

Depuis deux siècles, ce « génocide » aurait été occulté par un second crime : le « *mémoricide* », oubli organisé, qui aurait rendu possible les génocides, réels ou inventés, du XX^e siècle. La Convention n'aurait rendu qu'une parodie de justice qui, dans la mémoire collective, aurait assigné les vendéens au rôle de

traîtres et de bourreaux. Afin de « *relativiser puis de nier les faits, les révolutionnaires puis leurs héritiers* (auraient) *systématiquement entretenu la confusion entre la guerre civile proprement dite et le génocide* ». Napoléon aurait ensuite acheté les consciences en indemnisant les victimes. Soucieux de paix civile, les Bourbons eux-mêmes auraient « *entériné ce semblant de justice* ».

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la Vendée aurait subi « *la violence d'Etat* », la « *terreur de moyenne intensité* » et vécu sous « *la menace d'un nouveau génocide* ». Louis-Philippe, « *roi républicain* » se serait inscrit dans la logique « *mémoricidaire* ». Comble de l'horreur, il a fait abattre les statues de Cathelineau et de Charrette, retirer une fleur de lys monumentale et fait interrompre la construction d'une chapelle voulue par la duchesse d'Angoulême. La III^e République a appliqué une « *politique violemment anticléricale et antireligieuse* » (en clair : la laïcisation de l'enseignement, la séparation de 1905 et les « *inventaires* »).

Les historiens ont évidemment joué dans ce « mémoricide » un rôle accablant, en particulier Michelet, « *père du négationnisme* » (Sécher) et Jaurès « *stupidement fanatique en matière d'antichristianisme* » (Courtois).

Une conspiration du silence aurait ainsi permis jusqu'en 1985 de cacher aux Français le martyr de la Vendée. « *Jusqu'à ma thèse, écrit modestement Sécher, le génocide vendéen est demeuré inconnu.* » « *Ce travail novateur* » qui « *comblait une lacune historique majeure* » aurait suscité un véritable « *terrorisme intellectuel* ». Universitaires et journalistes, « *au nom de l'héritage de Robespierre* », lui auraient appli-

(5) Jean-Clément Martin (Dir), *Dictionnaire de la contre-révolution*, Perrin, 2011. Article Vendée.

(6) Voir sur ce point la mise au point de François Lebrun : *La Guerre de Vendée, massacre ou génocide ? L'Histoire*, n° 78, mai 1985. Voir également Jean-Clément Martin, *La Révolution française, 1789-1799 ; une histoire socio-politique*, Belin, sup., 2004, pages 206 et 207.

qué — rien de moins ! — la « guillotine sèche » (expression qui désignait, sous le Directoire, la déportation à la Guyane !). Lors du bicentenaire, « une opinion dominante négationniste » s'est ainsi imposée. La terreur imposerait silence, aujourd'hui encore, à certains universitaires. Reynald Sécher qui, nous dit Courtois « n'a plus rien à perdre », sa carrière ayant été « massacrée », poursuivrait seul sa courageuse croisade.

Criminaliser les révolutions

Jurant ses grands dieux qu'il n'est pas d'extrême droite, Sécher nous ressert un grand classique de la contre-révolution : rendue nécessaire par la crise de l'Ancien Régime, la Révolution était légitime, à condition que le peuple sache rester à sa place, qu'elle récuse le rationalisme au bénéfice du préjugé ancestral, qu'elle ne modifie qu'à la marge les structures sociales et le système politique, qu'elle n'écorne en rien la toute puissance de l'Eglise et qu'elle ne bouleverse les coutumes de personne !

Avant de devenir ses ennemis jurés, les plumes les plus réactionnaires ont d'abord sympathisé avec la Révolution. Rivarol était favorable à l'abolition des privilèges, Mallet du Pan sympathisait avec les monarchiens, Joseph de Maistre aurait approuvé le serment du Jeu de paume et la nuit du 4 août, Louis de Bonald a organisé la fédération des gardes nationales à Millau... L'irruption des masses populaires sur la scène politique a refroidi leurs premiers enthousiasmes.

Des allures de farce

Comparés à leurs écrits qui portaient la marque d'un grand drame historique, le livre de Sécher prend des allures de farce. La Révolution, écrit-il, « se voulait porteuse d'espérances », elle « paraissait juste et nécessaire ». Les vendéens auraient opposé à un « système liberticide », à la « tyrannie égalitariste jacobine », les « droits fondamentaux proclamés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ». Leur « résistance » aurait été « un droit et un de-

voir ». Le faux nez du droit-de-l'homme ne cache pas grand-chose. Sécher est trahi par sa plume et par ses références. Son « devoir de résistance à l'oppression » ne doit rien à la Constitution de 1793. Son inspirateur est... Thomas d'Aquin.

Sécher annexe volontiers Locke et même Babeuf pour mieux incriminer Rousseau. Il affirme avoir lu dans le *Contrat social*, que, « pour créer une république, il (faut) nécessairement passer par l'extermination d'une partie de la population ».

Repris par les révolutionnaires, ce « principe » mènerait à une alternative unique : « ami ou ennemi », « liberté ou mort » qui serait à l'origine de tous les génocides. L'affirmation, parfaitement extravagante, ne s'appuie, et pour cause, sur aucune citation.

De l'abbé Barruel à Pierre Gaxotte, en passant par Taine, les auteurs contre-révolutionnaires ont toujours reproché à Rousseau ce qui leur était odieux : la souveraineté populaire et l'idée même d'égalité. Sécher, chez qui la falsification tourne à la manie, réécrit *Du Contrat Social* qu'il a, dans le meilleur des cas, lu de manière singulièrement cursive !

Il jette d'ailleurs bien vite, comme son compère Courtois, le masque encombrant de défenseur de la liberté. La charge de l'un contre Jaurès montre ce que vaut sa réputation de critique « de gauche » des totalitarismes (7).

L'autre ne cache pas où vont ses sympathies : « Nous retrouvons une situation similaire en Espagne républicaine entre 1931 et 1936. (...) Les violences continues et les assassinats gratuits à l'encontre des catholiques ne pouvaient que provoquer une réaction de la part des persécutés qui sont allés chercher secours auprès de l'Eglise et de l'armée » (page 28, souligné par nous). Franco et le clergé espagnol champions des persécutés ! Voilà qui a le mérite de la clarté.

(7) Voir Michel Gandilhon, *Courtois tératologue, Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 51, page 192.

Le discours prononcé par Soljenitsyne

Avide de grandes cautions morales, Sécher cite également le discours prononcé par Soljenitsyne lors de l'inauguration du mémorial des Lucs-sur-Boulogne : « *oui ! Ces paysans se révoltèrent contre la Révolution. C'est que toute révolution déchaîne chez les hommes les instincts de la plus élémentaire barbarie, les forces opaques de l'envie, de la rapacité et de la haine ; cela, les contemporains l'avaient trop bien perçu.* »

Cette grande conscience désigne ensuite la tache originelle : « *La Révolution française s'est déroulée au nom d'un slogan intrinsèquement contradictoire et irréalisable : liberté, égalité tendent à s'exclure mutuellement, sont antagoniques l'une de l'autre ! La liberté détruit l'égalité sociale — c'est même là un des rôles de la liberté — tandis que l'égalité restreint la liberté (...). Quant à la fraternité, elle n'est pas de leur famille. Ce n'est qu'un aventureux ajout au slogan et ce ne sont pas des dispositions sociales qui peuvent faire la véritable fraternité. Elle est d'ordre spirituel.* »

Réduire une inégalité qui est naturelle (et voulue par Dieu ?) ne mène qu'à la barbarie ! En écho aux propos de ce saint homme, Sécher se félicite de la canonisation de Nicolas II et de sa famille « *associée à des centaines de martyrs du communisme* ».

Etablir une filiation avec le « *génocide de classe* » attribué aux bolcheviks et identifier ces derniers aux nazis nécessite plus que des cautions morales. Les faits étant, comme chacun sait, têtus et réfractaires au mensonge, faute de démontrer, après avoir sollicité les textes et fabriqué de fausses citations, Sécher, insinue, associe, superpose des situations, procède par analogies et répète inlassablement des formules dont, espère-t-il, il restera toujours quelque chose...

L'affirmation quasi rituelle selon laquelle Lénine a « *réemployé les méthodes utilisées en Vendée* » renvoie à la note suivante : « *Il est à préciser qu'à l'été 1910 il séjourne à Pornic avec sa femme et sa belle-mère (détail de la plus haute importance ! — NDA), à la colonie*

socialiste "Le Grand Air" puis à la villa des Roses, rue Mondésir. » Lors de sa venue au Mans en décembre 2009, Sécher avait affirmé qu'en prévision des forfaits qu'il s'apprêtait à commettre dix ans plus tard, Lénine était venu étudier de près comment l'on exterminait une population. Comme il peut être risqué de publier les contes à dormir debout que l'on déverse impunément à un parterre tout acquis, Sécher se borne ici à suggérer...

La démonstration est plus consternante encore pour ce qui concerne le recours aux gaz. Deux pages sont consacrées aux recherches — infructueuses — de Foucroy et du « *pharmacien Proust* » d'Angers. Aucun vendéen n'a jamais été gazé, mais quand bien même les républicains auraient eu recours à des gaz de combat, on voit mal en quoi ces recherches préfigureraient les chambres à gaz plus que l'emploi de l'ypérite pendant la Première Guerre mondiale. Sécher n'en a cure : le « *souvenir populaire* » d'*une* asphyxie collective qui a plus à voir avec les « *enfumades* » de Bugeaud qu'avec Auschwitz, une formule du général Rossignol dont l'authenticité resterait à vérifier, une proposition expéditive de Santerre... Voilà démontrés le passage à une « *phase industrielle de l'élimination de masse* » et la sempiternelle filiation avec le nazisme !

Une croisade antirépublicaine

Sécher enjambe allègrement les siècles pour établir, au mépris de toute démarche historique, des analogies qui lui tiennent lieu de démonstration. Kang Kek-leu n'avait, nous dit-il, « *jamais eu le moindre doute* » car « *douter c'est trahir* ». Sécher ne s'appuie sur aucune référence. Qu'à cela ne tienne : ce lieutenant de Pol-Pot est donc « *un bureaucrate de la mort comme l'ont été en leur temps Carrier, Fouquier-Tinville, Iejov, Eichman...* » Voilà comment, sans faits, documents ni démonstration, la Révolution française devient la matrice de tous les génocides ! Une lettre dans laquelle un soldat raconte sans états d'âme apparents les atrocités auxquelles il a partici-

pé renvoie aussitôt à un extrait de *La mort est mon métier* de Robert Merle. Conclusion de Sécher : « *Les bourreaux sont parfois d'excellents pères de famille et de bons enfants. Nous retrouvons les mêmes lettres écrites par des nazis.* » Les colonnes infernales sont donc bien la préfiguration des SS et des Khmers rouges !

Pol-Pot et Hitler, cependant, ne sont mentionnés qu'à l'occasion, pour envelopper la Révolution dans l'horreur que leur nom peut encore susciter. Le « *génocide de classe* » des bolcheviks revient, en revanche, comme un leitmotiv. L'ordre des filiations n'est pas anodin : « *Lénine saura exploiter cette expérience franco-française (...). Staline profitera de celle de Lénine, Hitler de celle de Staline.* » Nous sommes bien ici dans une perspective noltéenne : le « *génocide de race* » n'est qu'une transposition nazie du prétendu « *génocide de classe* ».

Toutefois c'est au génocide arménien que Sécher s'efforce manifestement d'arrimer la Révolution française. Il reçoit le renfort opportun d'Hélène Piralien, « *philosophe et psychanalyste* », qui se présente, de surcroît, comme la petite fille d'un délégué au traité de Sèvres. Spécialiste, nous dit-on, des traumatismes subis par les lointains héritiers des victimes, elle brosse, dans une postface indigeste, la souffrance indicible de vendéens totalement identifiés aux Arméniens.

La justification de ce « *rapprochement des génocides* » vaut d'être mentionnée : « *Tous deux sont constitutifs d'une république.* » Vendéens et Arméniens seraient donc victimes d'un mémoricide qui, rendant le deuil impossible, placerait pour les survivants « *le futur hors d'atteinte* ».

Le bonheur serait « *vécu comme une trahison* ». Les vivants seraient contraints « *à fusionner avec (leurs ancêtres) dans une temporalité abolie et à rester fixés au temps du trauma génocidaire, là où la différence entre les générations, mais aussi entre les sexes, se trouve comme effacée dans une indistinction qui les précipite les uns contre les autres en une proximité incestueuse (...) qui ne peut dès lors qu'enfanter d'éternels survivants* ».

Les incestes, les meurtres, insiste-t-elle, trouveraient leur origine dans un tel traumatisme ! La citoyenneté même serait interdite aux vendéens : « *Cette société vendéenne, repliée sur elle-même, tente désespérément de rester séparée de la société dite française, c'est-à-dire républicaine, en refusant ses symboles qui, pour elle, renvoient les vendéens à ce qui est socialement lié à l'origine de leur destruction.* »

A ces élucubrations, Sécher ajoute sa pincée de ridicule : preuve du traumatisme subi, les Vendéens, répugneraient, aujourd'hui encore, à franchir la Loire et à épouser des non Vendéennes ! Seule la « *levée du mémoricide* » pourrait avoir « *un effet cathartique, réparateur et salvateur sur les victimes (après la résurrection ?) et leurs descendants* ».

Mieux vaudrait en rire si l'enjeu de la manœuvre n'était la pénalisation de la « *négation* » du « *génocide franco-français* ». Sous le titre « *Le mémoricide, un crime toujours à l'œuvre* », Hélène Piralien n'hésite pas à écrire que « *s'en remettre aux historiens pour rétablir la vérité quand ils participent au mémoricide n'est qu'une manière de se débarrasser du problème, un problème qui, en outre, n'est pas de la seule compétence de ceux-ci...* »

En clair : les historiens étant, à l'exception de quelques personnalités réactionnaires ou complaisantes, des « *négationnistes* », il appartient au juge et au législateur d'imposer la « *vérité* » qu'ils dissimulent avec tant de zèle. Sécher concède, bon prince, que « *la république actuelle, et surtout la représentation nationale (...) n'est pas responsable de ce crime contre l'humanité* », mais — grâce à ses travaux — « *elle connaît maintenant la vérité. Si elle reste dans cette attitude de non reconnaissance (...), elle se rend chaque jour coupable de complicité de crime contre l'humanité et de ce fait cautionne les négationnistes.* »

La République sommée de faire repentance

Voilà donc la République sommée de faire repentance et de « reconnaître » le « *génocide* » vendéen en débaptisant

tous les établissements scolaires, rues et autres lieux portant les noms de Marceau, de Kléber, de Robespierre et surtout de Carnot, objet d'une haine toute particulière au motif qu'il aurait signé l'ordre « *d'extermination* », et en créant « *les moyens juridiques, intellectuels et sociaux d'empêcher le processus mémoricidaire ...* »

En clair : en faisant adopter par le Parlement une loi « *mémorielle* » réprimant le prétendu « *négationnisme* ». Sécher rappelle avec amertume les propositions de loi que l'Etat « *mémoricidaire* » est parvenu à mettre sous le boisseau : proposition de Lionel Luca, contresignée par huit députés de droite (février 2007), formulée exactement dans les mêmes termes que la loi de 2001 « *reconnais-sant* » le génocide arménien ; dépôt, à nouveau, de cette proposition par Hervé de Charrette, en décembre de la même année.

Fait significatif : dans la liste de ces tentatives méritoires, Sécher inclut le texte instituant « *une journée nationale d'hommage aux victimes des régimes communistes* », déposé, en février 2009, par seize députés UMP. On pourrait encore ajouter deux propositions de « *reconnaissance* » du « *génocide* » ukrainien...

Ces "lois mémorielles" visent à enfermer la recherche et l'enseignement de l'histoire

La loi du 22 décembre 2011 qui condamne, au prétexte de la négation du génocide arménien par la Turquie, celle de tous les génocides reconnus par la loi, indique dans quel carcan juridique et idéologique ces « *lois mémorielles* » visent à enfermer la recherche et l'enseignement de l'histoire. Au cours des débats, deux députés ont tenté de faire voter un amendement condamnant l'imaginaire « *génocide* » vendéen. Le président de l'Assemblée aurait crié : « *Hors sujet.* » L'amendement a été retiré. Pour combien de temps ? La droite la plus réac-

tionnaire a toujours rêvé d'une revanche contre la Révolution française. Une partie de la « *gauche* » est d'ores et déjà acquise à une réécriture de l'histoire lavant la « *République* » (plus exactement ce qu'il en reste) de la tache révolutionnaire originelle. Si la droite et la « *gauche* » dites « *républicaines* » en sont encore, suivant la formule de Mona Ozouf, à « *faire (leur) marché dans la Révolution* » (les « *droits de l'homme* » oui, mais sans la violence des masses et la Terreur ; la République, peut-être, mais pas l'exécution de cette pathétique Marie-Antoinette...), les affrontements sociaux qui se profilent peuvent fort bien les conduire à rejeter la Révolution en bloc et à se rallier aux thèses les plus extravagantes.

De leur côté, les historiens résistent, toutes nuances confondues. Sécher reste marginal. Furet n'a pas vraiment fait souche. Concernant les lois « *mémorielles* », Pierre Nora, président de l'association *Liberté pour l'histoire*, mettait récemment en garde contre la « *connotation extensive* » (8) du mot génocide. Les levées de boucliers provoquées par les lois de 2001 sur le génocide arménien et de 2005 sur l'œuvre bénéfique des colons indiquent, pour le moins, qu'ils ne sont pas disposés à permettre une caporalisation de leur discipline. Il est douteux cependant que la question se règle sur le seul terrain du débat historique. L'histoire a vu à plusieurs reprises la peur sociale faire basculer des classes entières. La grande Révolution a rendu dévote une noblesse voltairienne. En 1848, la bourgeoisie anticléricale a fait sa paix avec l'Eglise... Sur ce terrain aussi, « *l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne* ».

Rémy Janneau,
16 janvier 2012

(8) Pierre Nora, *Lois mémorielles : pour en finir avec ce sport législatif purement français*, *Le Monde*, 28 décembre 2001.

Une falsification parmi d'autres

Lettre de Daniel Jouteux, président de la Société des amis de la Révolution française (SARF) à Reynald Sécher

Le Mans, le mardi 31 janvier 2012

A Monsieur Reynald Sécher

Monsieur

J'ai lu avec attention votre récent ouvrage intitulé *Vendée, du génocide au mémoricide*. Je ne partage pas du tout votre opinion présentant la guerre civile de « Vendée » comme une entreprise génocidaire et Rousseau comme son prophète. Ce point de vue s'inscrit dans la tradition contre-révolutionnaire, dans un style qui est loin, il est vrai, d'égaliser celui de Pierre Gaxotte et avec des excès — pour ne pas dire plus — qui feraient presque d'Hippolyte Taine un historien pondéré. Mais il appartient à vos lecteurs de se faire librement une opinion.

La liberté d'opinion, toutefois, n'autorise personne à écrire ou à laisser écrire n'importe quoi, surtout quand on veut porter l'honorable titre d'historien.

Aux pages 148-149 de votre livre, vous citez un extrait des *Brigands démasqués* où le général Danican range René Levasseur, conventionnel de la Sarthe, dans une liste d'officiers et de représentants qui « ont été capables de brûler cinq cents lieues dans la République, capables d'éventrer des femmes, de porter leurs enfants au bout de la baïonnette, capable de massacrer des vieillards parce qu'ils croyaient en Dieu. »

René Levasseur n'a pris aucune part aux dites atrocités. Il s'agit d'un amalgame honteux visant à salir la mémoire de ce conventionnel sarthois et que vous avez choisi de publier sans rectificatif ou commentaire, ce que se devait pourtant de faire un historien soucieux de l'exactitude des faits et de la vérité.

Levasseur fut envoyé en mission en 1793 sur les bords de la Loire par le Comité de salut public pour empêcher l'Armée catholique et royale en fuite de repasser la Loire. Son action à Orléans, Blois, Saumur puis Angers se borna à organiser la défense des dites villes afin de prévenir toute attaque des rebelles et de les empêcher de repasser le fleuve. D'ailleurs, dans ses *Mémoires*, M^{me} la marquise de Larochejaquelein rend hommage à ce travail de fortification réalisé sous l'autorité du représentant en mission Levasseur, en écrivant : « Les républicains avaient barricadé toutes les entrées, et protégé tous les endroits faibles par quelques fossés et des

remparts en terre. Ils avaient des batteries fort bien placées. » Et d'ajouter : « *Et se bornèrent à se défendre, sans tenter une seule sortie.* » Si pendant trois jours, il y eut des combats entre les assiégeants et les assiégés, il n'y eut ni massacre ni femmes éventrées... par les républicains et Levasseur, de l'aveu même d'une ennemie de la République. Après le départ des rebelles « vendéens » vers Le Mans, Levasseur, resté quelque temps à Angers, fut rappelé par la Convention et ne participa pas à la bataille du Mans et à l'écrasement de l'Armée catholique et royale.

Ce fut la seule mission de Levasseur dans l'ouest de la France. Alors pourquoi le général Danican le cite-t-il comme ayant commis des atrocités qui ont pu avoir lieu en d'autres lieux et à d'autres dates ?

N'est-ce pas parce que lors du siège d'Angers, le général Danican — qui commandait alors les troupes de cette ville — prit prétexte d'une mauvaise chute de cheval, en réalité sans gravité aucune de l'avis même du chirurgien Levasseur, pour rester au lit pendant ledit siège évitant ainsi de participer à repousser l'assaut des ennemis ? « *Je racontai à mes collègues les exploits du général Danican ; quoique nous fussions tous bien convaincus que ce général était resté dans son lit ou par lâcheté ou par trahison, nous ne le destituâmes point* » (*Mémoires de René Levasseur*).

Cette trahison apparaîtra en pleine lumière quand il participera à l'insurrection royaliste du 13 Vendémiaire an IV (5 octobre 1795) et tentera de marcher sur les Tuileries, contre la Convention. Lorsqu'en 1796, il accuse faussement, par la pratique de l'amalgame, le représentant en mission Levasseur dans les lignes suscitées, c'est clairement comme royaliste qu'il le fait, certainement pour effacer « *sa lâcheté ou sa trahison* » dans les murs d'Angers en 1793 dont Levasseur fut le témoin.

J'ajouterai enfin que lors de son retour à la Convention, René Levasseur proposa le 26 frimaire an II (18 décembre 1793) « *qu'il soit accordé une amnistie en faveur des citoyens forcés par les brigands, depuis qu'ils ont passé la Loire, de les suivre, sous peine d'être fusillés...* » (*Archives parlementaires*, tome 81, p. 641).

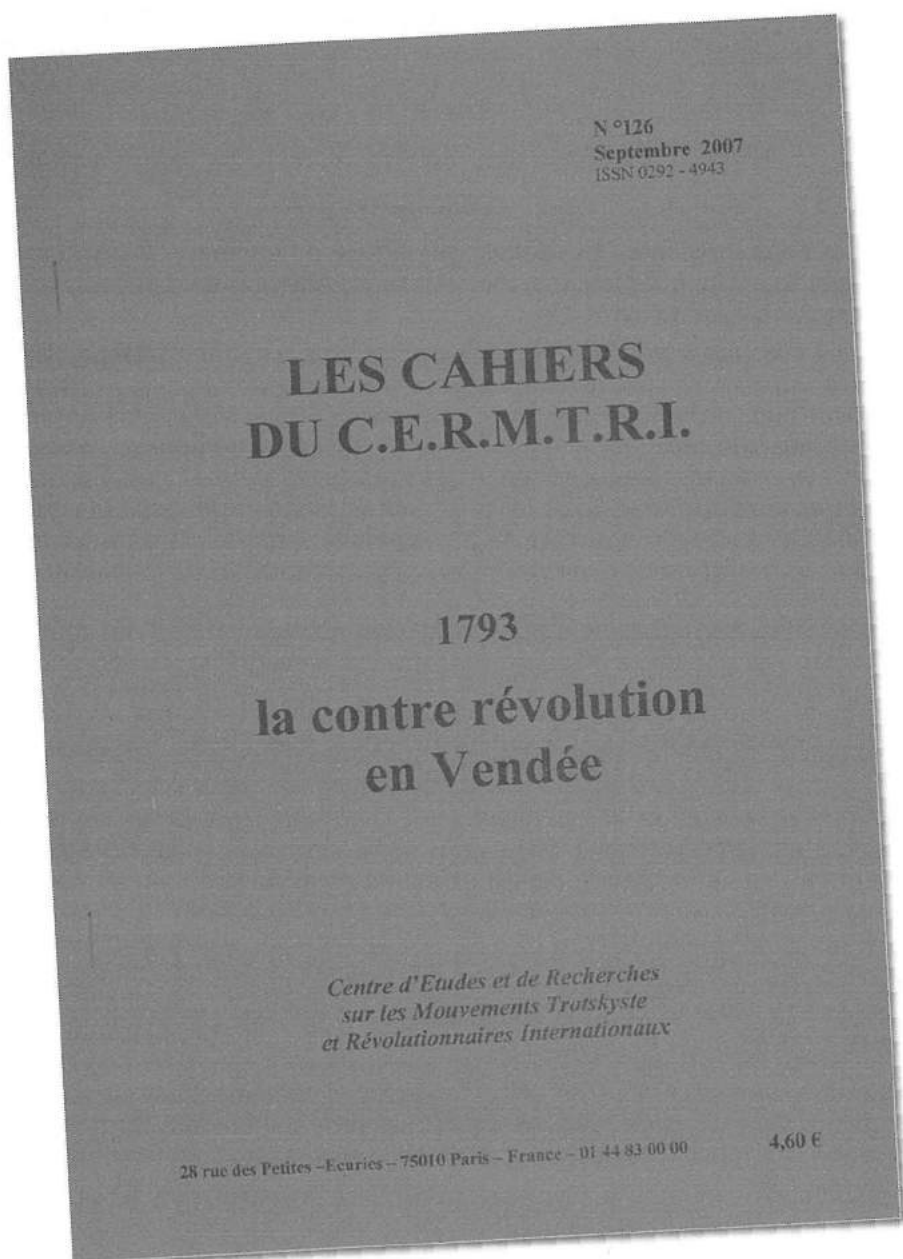
Ainsi, en publiant le passage des écrits de 1796 du royaliste Danican, vous avez manqué au devoir critique de l'historien en citant, sans commentaire ni rectificatif, un texte visant délibérément à salir la mémoire de celui qui, par ailleurs, fit voter par la Convention l'abolition de l'esclavage.

En qualité de président du Club René Levasseur de la Sarthe, qui s'honore de son patronyme, je vous demande, par conséquent, de bien vouloir rectifier publiquement cette contre-vérité, et de bien vouloir porter à ma connaissance ledit rectificatif.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mon attachement à la vérité et à la République, garante de nos libertés.

**Pour la SARF, son président,
Daniel Jouteux**

P. S. : Nous tenons à votre disposition, pour la somme modique de 15 euros, les *Mémoires* de René Levasseur qui restent, pour beaucoup d'historiens, un texte de référence (Messidor-Éditions sociales, Paris, 1989, 759 pages).



**Toujours disponible,
le n° 126 des
Cahiers du CERMTRI :
“1793, la contre révolution
en Vendée”**

Les délires antijacobins de la sénatrice Esther Benbassa

“Ce pelé, ce galeux,
d’où venait tout leur mal”

(Jean de La Fontaine)

Comme l’âne de la fable, les Jacobins n’ont cessé de susciter depuis 1789 des anathèmes proférés par les puissants et ceux qui les courtisent. Dans le numéro 22 de cette revue nous avons analysé les ressorts de la « croisade » antijacobine conduite par François Furet et ses disciples dans les années 1970-1980 : le jacobinisme était alors devenu la « matrice des totalitarismes » du XX^e siècle, il s’agissait d’enfouir toute perspective révolutionnaire sous les décombres du Mur de Berlin.

Furet est mort mais la haine des Jacobins et de leur œuvre ne désarme pas, car la « vieille taupe », l’espérance révolutionnaire, continue de miner le sous-sol du vieux monde confronté aux destructions sociales engendrées par l’impérialisme pourrissant. Les soulèvements des peuples de Tunisie et d’Égypte inquiètent les défenseurs de l’ordre européen et l’on voit ressurgir le combat antijacobin. De nouveaux croisés formulent

des accusations inédites. Ainsi, Esther Benbassa — dans la préface qu’elle a donnée au numéro spécial de la revue *Mouvements* de septembre 2011, titré *La France en situation postcoloniale ?* —, nouveau procureur, y prononce ce réquisitoire ahurissant.

Réquisitoire ahurissant

« La France n’a jamais cessé d’être nationaliste, d’un nationalisme lié directement à l’essence même du jacobinisme, qui, s’il se présente sous le label d’un universalisme, entend assurer la domination d’une couleur, d’une religion et d’un genre. Un universalisme donc blanc, masculin et catholique. Et qui se ressource le cas échéant dans la laïcité, laquelle, à son tour, peut à certains moments tourner au dogmatisme laïciste. »

Les Jacobins « blancs » champions de la domination des Européens sur les Noirs ? Champions de la religion catho-

lique ? Champions de « l'oppression masculine » sur les femmes ? Cette philippique suscite d'abord un haussement d'épaules : simple dérapage politique d'une sénatrice élue en septembre 2011 dans le Val-de-Marne sous les couleurs d'Europe Ecologie-Les Verts qui s'est laissé aller à surfer sur tous les thèmes à la mode, la théorie du « genre », l'antiracisme à tout propos et hors de propos, sans oublier la dénonciation rituelle du « dogmatisme laïciste » chère à la nouvelle « gauche ».

Mais avant de devenir sénatrice, madame Benbassa a donné des travaux estimés sur l'histoire des juifs sépharades chassés de l'Espagne musulmane médiévale ; elle dispose d'un prestige universitaire certain. Il n'est donc pas inutile de revenir sur l'histoire des Jacobins afin de dissiper la confusion intellectuelle qui règne de plus en plus sur cette question.

Rétablissons d'abord la vérité historique sur les combats concrets menés par les Jacobins réels avant de nous prononcer sur cette « essence » métaphysique : le jacobinisme blanc, catholique, machiste ! Nous nous interrogerons ensuite sur les relations entre l'universalisme jacobin (qui fut une réalité et une grande conquête de la démocratie) et la nation ici fustigée derrière le vocable de nationalisme.

Des champions de la suprématie blanche ?

Rappelons que la Convention abolit l'esclavage dans toutes les colonies françaises le 16 pluviôse-4 février 1794 ; ce combat ne fut pas un long fleuve tranquille !

En proclamant que « *tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* », la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen votée le 26 août 1789 avait ouvert une nouvelle ère dans l'histoire universelle puisqu'elle proclamait l'égalité des droits sans établir aucune distinction fondée sur la religion ou la couleur de la peau. Elle devait bouleverser les îles à sucre antillaises qui constituaient le plus beau fleuron de l'empire colonial français : au cours du XVIII^e siècle, la valeur du négoce colo-

nial français a probablement décuplé. Les produits fabriqués dans l'ouest breton, angevin et aquitain, les vins et les toiles, étaient vendus par les négociants de Nantes, de Bordeaux aux planteurs antillais et le café, le sucre, le rhum, l'indigo, fruits du travail des esclaves étaient réexportés vers tous les pays d'Europe.

A partir des années 1770, cette richesse principalement assise sur les plantations de Saint-Domingue (1) montre des signes de fragilité : les colons blancs sont de plus en plus endettés et contestent le monopole dont profitent les négociants français, ces derniers rencontrent d'autres concurrents sur les marchés européens de réexportation des denrées coloniales (2). La société esclavagiste antillaise ressent comme une menace l'universalisme des Lumières : Raynal et Diderot ont dénoncé les brutalités des conquêtes coloniales et les horreurs de l'esclavage pendant que se déploie la campagne contre la traite des Africains et pour une abolition progressive de l'esclavage. En 1788, elle est menée par la Société des amis des Noirs qui compte Mirabeau, l'abbé Grégoire, Brissot, Condorcet... En réplique, les esclavagistes durcissent une ségrégation fondée sur « l'aristocratie de l'épiderme », et s'efforcent d'imposer par une violence accrue « le respect de la couleur blanche » aux esclaves et aux métis [les « hommes de couleur »] (3).

Le déni de l'égalité des droits pour les métis en 1790-1791

Sous la Constituante, le débat relatif au statut des Antillais non libres se focalisa sur celui des hommes de couleur : nombre de ces métis, plus dynamiques que les planteurs blancs, s'étaient enrichis, possédaient des esclaves et

(1) Devenue Haïti, première République noire indépendante en 1804.

(2) Guy Lemarchand, in *La Révolution française, une histoire toujours vivante*, p. 232.

(3) Florence Gauthier, *L'aristocratie de l'épiderme*, CNRS éditions, 2010.

payaient suffisamment d'impôts pour prétendre exercer le droit de suffrage que la Constituante accordait en métropole aux seuls citoyens « actifs ». Mais les planteurs esclavagistes et racistes comprenaient que si ces métis réussissaient à franchir « la ligne de démarcation » cela donnerait aux esclaves un formidable espoir quant à la possibilité de renverser une domination blanche exécrée. Ils élurent donc des assemblées locales mandatées pour obtenir de l'Assemblée nationale le maintien du statu quo. Ils eurent gain de cause en mars 1790 grâce au lobbying du club Massiac relayé à l'Assemblée nationale par ceux qui apparaissaient alors comme les plus talentueux des leaders... jacobins : Charles de Lameth, grand propriétaire au sud de Saint-Domingue, Barnave, dont le grand-père maternel présidait l'assemblée coloniale du nord de l'île et créa la milice du Cap.

Cette première victoire du club Massiac fut confirmée le 13 mai 1791 quand la Constituante décréta comme article constitutionnel qu'« aucune loi sur l'état des personnes non libres (euphémisme pour esclaves) ne pourra être faite par le corps législatif pour les colonies que sur la demande formelle et spontanée des assemblées coloniales ». C'était inscrire l'esclavage dans la durée, piétiner les principes universels de la Déclaration des droits de l'homme et accorder aux colonies le droit d'établir chez elles leurs propres lois contrairement au principe de la souveraineté nationale qui délègue le soin d'élaborer la loi à la seule Constituante. Ainsi faut-il comprendre la fameuse déclaration de Robespierre du 13 mai 1791 : « Dans le moment où dans un de vos décrets, vous aurez prononcé le mot esclave, vous aurez prononcé votre propre déshonneur et le renversement de votre Constitution (...). Eh ! périssent les colonies si vous les conservez à ce prix. Oui, s'il fallait ou perdre les colonies, ou perdre votre honneur, votre gloire, votre liberté, je répéterais : périssent vos colonies. »

Le soir même aux Jacobins, Charles de Lameth fut hué, ce qui signalait le début de la fin de son emprise sur le club. Robespierre, Pétion, Brissot, Grégoire avaient été mis en minorité mais ils

n'avaient pas cédé au lobby colonial qui jamais n'accorderait les droits politiques, fût-ce à une minorité des hommes de couleur, et jamais n'abolirait l'esclavage : « régime absurde », devait confesser Barnave le 23 septembre 1791, « mais il est établi (...) ; ce régime est oppressif, mais il fait exister en France plusieurs millions d'hommes ; (...) barbare, mais il y aurait une plus grande barbarie à vouloir y porter les mains (...) car le sang d'une nombreuse génération coulerait par votre imprudence. »

La guerre civile allait faire couler des flots de sang à Saint-Domingue et par avance Barnave en rendait responsables, non les colons, mais les Amis des Noirs et les Jacobins qu'entre-temps il avait quittés avec Lameth et la Fayette pour fonder le club des Feuillants. C'est aux Feuillants que se trouvaient désormais les vrais partisans de la domination blanche et non plus aux Jacobins !

Nous ne pouvons évoquer toutes les péripéties du long combat qui devait aboutir au vote du décret d'abolition de l'esclavage ; contentons-nous de relever le rôle qu'y jouèrent des Jacobins remarquables.

Vers l'abolition de l'esclavage

A Saint-Domingue, une situation chaotique s'est développée, marquée par l'insurrection des esclaves à partir d'août 1791, la division entre hommes de couleur, dont certains ont combattu aux côtés des esclaves et d'autres ont rallié le camp adverse, tandis que certains blancs esclavagistes faisaient appel à l'alliance anglaise pour conserver leurs esclaves ! Le jacobin Sonthonax, choisi en juillet 1792 par Brissot comme commissaire civil chargé de rétablir l'ordre (mais lequel ?), proclame un an plus tard « la liberté générale » (l'abolition de l'esclavage) dans le nord de Saint-Domingue le 23 août 1793, suivi par son collègue Polverel pour le sud et l'ouest de l'île le 21 septembre (un an après la proclamation de la fin de la monarchie en France).

Le 4 juin 1793, Chaumette conduit au nom de la Commune de Paris une importante délégation noire et blanche qui

demande à la Convention de décréter l'abolition de l'esclavage, demande appuyée par le jacobin Chabot et par l'abbé Grégoire. Le 4 février 1794 enfin, la Convention reçoit la députation tricolore de Saint-Domingue, Bellay, le Noir, Mills, l'homme de couleur, et Dufay, le Blanc, tout juste sortis de prison où les avaient jetés les calomnies colportées contre eux par les députés esclavagistes Page et Bruley soutenus par le trouble Amar... membre du Comité de sûreté générale ! Ce 4 février 1794-16 pluviôse an II, la Convention unanime abolit l'esclavage dans toutes les colonies françaises dans un grand élan d'enthousiasme.

Au soir de sa vie, le jacobin Levasseur, de la Sarthe, alors exilé à Bruxelles, se souvient : l'un de ses oncles, un colon, l'avait privé d'un héritage de 15 000 livres de rente parce qu'il défendait les principes qui devaient triompher à la Convention : « *Si j'avais hérité de mon oncle, j'aurais sans doute quitté la France pour les colonies et je n'aurais pas pu faire partie de cette illustre assemblée, à laquelle, en dépit de toutes les calomnies accumulées sur nos têtes, il est glorieux à mes yeux d'avoir appartenu. Et qui ne préférerait comme moi végéter octogénaire dans la pauvreté et l'exil, après avoir concouru à la régénération du monde, plutôt que de vivre dans une prospérité obscure, sans avoir la consolation d'avoir servi dans sa jeunesse sa patrie et l'humanité !* » (4).

Quatre ans avaient suffi pour abolir en principe l'esclavage et les Jacobins avaient finalement frayé leur chemin malgré les calomnies et les manœuvres, les difficultés de s'informer et de juger les hommes dans le contexte de l'éloignement et de la guerre civile. Leur fil à plomb, c'était la Déclaration universelle des droits de l'homme, n'en déplaise à la sénatrice verte. Bien conscients de l'importance de ce vote, les représentants en mission mobilisèrent les clubs jacobins des départements pour organiser des fêtes révolutionnaires dans de grandes villes comme Lyon, Brest, Bordeaux ou de plus modestes comme Orbec, Bourgen-Bresse, voire un petit village comme celui de Bouleternère, dans les Pyrénées-Orientales... Ici les soldats du camp se

sont associés aux villageois pour fêter le triomphe de la liberté en plantant un arbre qui ne fut pas le peuplier habituel mais ... un cerisier !

« *Le cerisier a eu la préférence comme le plus propre à figurer l'égalité des couleurs ; cet arbre en effet fournit également à tous les fruits qui le décorent le suc nourricier que la terre lui prodigue, et ses fruits présentent à la fois les trois couleurs fondamentales qui distinguent les hommes, les blancs, les mulâtres et les noirs. Nous l'avons préféré au mûrier comme montagnard et plus durable ; ce symbole de l'égalité s'est élevé aux cris de vive la liberté ! Vive la Montagne ! Vive la République démocratique, une et indivisible ! Périssent tous les rois, tous les despotes, tous les ennemis de l'égalité !* » (5). Bel exemple de pédagogie populaire inventive ! Ailleurs, les représentants en mission et les hommes de couleur présents échangeaient de spectaculaires embrassades...

Des Jacobins champions du catholicisme ?

Voilà qui eût bien étonné le pape Pie VI ! L'énormité est telle qu'on hésite à répondre !

A quelle date, en quelle manière les Jacobins auraient-ils défendu le catholicisme ? En août 1789, quand fut proclamée la *liberté d'opinion* étendue aux matières religieuses selon l'article 10 de la Déclaration des droits ? Le jacobin Mirabeau fut encore plus incisif que le pasteur Rabaut Saint-Etienne qui avait plaidé pour la simple tolérance ; la majorité refusa à l'Etat le droit de régenter les consciences. Protestants et juifs obtiendront les mêmes droits que les catholiques, si bien que le pape condamna par le bref *Quod aliquantum* du 10 mars 1791 puis l'encyclique *Adeo nota* du 23 avril 1791 « *les 17 articles sur les*

(4) *Mémoires de René Levasseur*, éditions Messidor/éditions sociales, p. 426. Voir aussi la préface de Christine Peyrard citée dans le n° 50 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

(5) Cité par Caroline Crouin, *Annales historiques de la révolution française*, janvier-mars 2005.

droits de l'homme de la déclaration faite par l'Assemblée nationale de France de ces mêmes droits si contraires à la religion et à la société... Cette égalité, cette liberté si exaltées par l'Assemblée nationale n'aboutissent qu'à renverser la religion catholique et voilà pourquoi elle a refusé de la déclarer dominante quoique ce titre lui ait toujours appartenu... »

Accorder ces droits aux « *peuples étrangers à l'Eglise tels que les infidèles et les juifs ?* » Sacrilège pour Pie VI ! « *La liberté de penser et d'agir est un droit chimérique contraire aux droits du créateur* » (6).

Les Jacobins auraient-ils servi le catholicisme en votant la Constitution civile du clergé en juillet 1790 ? L'abbé jacobin Grégoire voulut le croire, lui qui souhaitait une régénération de l'antique institution, lui qui allait prêter le serment exigé, devenir évêque constitutionnel de Blois. Mais l'histoire allait démontrer la vanité de son espérance.

Les Jacobins qui inspiraient l'œuvre des Constituants ne voulaient nullement porter atteinte au dogme mais ils appliquèrent à l'organisation interne de l'Eglise le principe électif qui valait aussi bien pour l'administration, la justice, le pouvoir législatif à venir. Or l'Eglise s'était construite depuis des siècles sur le principe de la centralisation hiérarchique : l'autorité, la vérité circulant du haut vers le bas, elle ne pouvait accepter ce changement radical ni l'expropriation de ses biens votée dès novembre 1789. Fort logiquement, le pape déclara la Constitution civile du clergé « *hérétique et schismatique* » le 13 avril 1791, et fort logiquement le clergé « *réfractaire* » (la moitié environ des curés) allait encourager les résistances puis les initiatives ouvertement contre-révolutionnaires.

Esther Benbassa a-t-elle à l'esprit la fête de l'Etre suprême du 20 prairial an II en laquelle les adversaires de Robespierre ont voulu voir le lancement d'un nouveau culte dont il serait le grand prêtre, le « *pontife* » selon l'expression de Michelet ? Ce présumé pontife voulait-il refermer la parenthèse de la déchristianisation forcée au risque de rétablir subrepticement le catholicisme ?

Hypothèse invraisemblable à moins de concevoir un catholicisme sans clercs, sans rites et sans dogme ! Et quelle que soit la nature de la divinité exaltée en ce jour fameux, Etre Suprême, Raison, Liberté, Nature, il n'était pas dans l'intention de Robespierre, ni de Couthon de l'imposer aux républicains. Lorsque le député de la Corrèze, Bréal, demanda aux Jacobins le 15 mai 1794 de condamner l'athéisme du représentant Lequinio manifesté lors de sa mission en Charente inférieure, Robespierre rappela les droits de la conscience libre, la distance nécessaire à observer entre le domaine des croyances privées et celui de la morale publique : « *Lorsque nous avons développé les principes immortels qui servent de base à la morale, nous en avons parlé en hommes publics et sous le rapport de l'intérêt sacré de la liberté ; mais la Convention a-t-elle prétendu se mêler de leurs opinions individuelles ? Non, son intention n'allait pas au-delà de ce qui intéresse le salut de la France libre. Que nous importe ce que tel a dit, ce qu'il a écrit ?* »

Quelles qu'aient été les divergences entre Jacobins, divergences devenues dramatiques en 1794 à l'heure de la déchristianisation forcée et de la terreur emballée, tous, athées comme Fouché ou Javogues, déistes comme Couthon ou Robespierre, ont combattu l'Eglise catholique, son statut de religion dominante, son intolérance, les superstitions cultivées dans les masses, tout cela incompatible avec l'expansion des Lumières, ses liens jamais dénoués avec la royauté et les privilégiés.

Un jacobinisme partisan de la domination masculine ?

Accordons à Esther Benbassa que certains faits paraissent lui donner raison sur ce point, mais cette fausse vérité d'évidence mérite d'être réexaminée

(6) Pierre Pierrard, *L'Eglise et la révolution*, Paris 1988, et Jean-Marc Schiappa, *Une histoire de la Libre Pensée*, L'harmattan 2011.

comme l'ont fait les historiennes Dominique Godineau et Martine Lapied (7).

Certes, nulle voix ne s'est élevée aux Jacobins pour critiquer le refus de la Constituante d'accorder le droit de vote aux femmes — tandis que le suffrage censitaire a suscité les protestations éloquentes de Robespierre, de Marat. Apparemment, la pression sociale du préjugé était trop forte pour être combattue tant à l'Assemblée qu'aux Jacobins. On sait avec quelle éloquence Condorcet a dénoncé en 1791 les arguments fallacieux par lesquels on justifia sous la Constituante le refus d'accorder les droits politiques aux femmes ; mais lorsqu'en avril 1793 la Convention discuta le projet girondin de Constitution qui fut largement son œuvre, les femmes n'y figuraient pas et il n'intervint pas dans le débat. Seul le montagnard Romme s'éleva contre cette exclusion maintenue : doivent participer au « *corps politique (...) tous ceux qui peuvent servir la chose commune (...), les pères, les mères de famille ou tous ceux qui sont en âge de l'être (...), tout homme de l'un et l'autre sexe dès qu'il est parvenu à l'âge de maturité.* »

Mais remarquons aussi que peu nombreuses furent les femmes à revendiquer le droit de suffrage : la fameuse Olympe de Gouges dont tous les manuels citent aujourd'hui la déclaration des droits de septembre 1791 paraît avoir été une exception. Madame Roland elle-même se présente modestement comme simple conseillère de son époux...

Toutefois, lorsque la Convention organisa en juillet 1793 un référendum populaire sur la Constitution adoptée le 24 juin 1793, des femmes ont fait entendre leur voix ; elles ont fait savoir dans une trentaine d'assemblées primaires de canton qu'elles adhéraient à cette Constitution démocratique. La « société des amies de la liberté et de l'égalité » du canton de Lamazan (Lot-et-Garonne) a élu une députée chargée de transmettre leur vote unanime à la Convention, puis elle a accepté de confier ce vœu au député masculin de l'assemblée primaire, seul légitime, l'argent du voyage ainsi économisé devant servir à secourir les « frères de Ven-

dée » ! Dans le canton d'Excideuil (Dordogne), trente-quatre femmes revendiquent le droit de suffrage et précisent : « *Nous reconnaissons les droits de l'homme qui sont aussi les nôtres, nous acceptons unanimement la Constitution républicaine.* » Dominique Godineau, qui fait cette mise au point (8), reconnaît qu'il n'y eut pas de violation massive de la loi sur le suffrage universel exclusivement masculin.

Les femmes et les clubs

Pourtant, les femmes ont exercé le droit d'exprimer leur opinion politique, surtout de juin à octobre 1793 à l'heure où les Jacobins établissaient la domination montagnarde sur la Convention : elles ont participé aux journées de Juin qui ont entraîné l'éviction des leaders girondins. Elles entrent alors dans les sociétés populaires qui deviennent mixtes à Paris en nombre significatif (6 et peut-être 12 sur les 32 sociétés documentées). Elles ont participé durant tout l'été à la campagne orchestrée par le journaliste Hébert pour mettre la terreur à l'ordre du jour contre les aristocrates.

“Il n'est pas possible que les femmes exercent les droits politiques”

Mais les Jacobins y ont vu un danger pour la politique montagnarde qui voulait réserver le droit de dénoncer et de châtier les ennemis de la révolution aux seuls comités de gouvernement, Comité de salut public et Comité de sûreté générale : le 20 octobre 1793, la société des citoyennes républicaines révolutionnaires est interdite ; le 30 octobre, sur le rapport d'Amar (membre du Comité de sûreté générale), la Convention interdit

(7) Dominique Godineau, *Citoyennes trico-teuses*, Alinéa, 1988. Voir aussi le site *revolution-francaise.net* et Martine Lapied, un chapitre du livre collectif *La Révolution française, une histoire toujours vivante*, Talandier, 2009.

(8) Site *revolution-francaise.net*

tous les clubs féminins à l'unanimité moins une voix, celle du député Charlier. Commence alors le reflux du mouvement populaire.

La situation sociale et familiale des femmes s'est malgré tout améliorée

Cela ne doit pas nous faire oublier les avancées réelles de la situation faite aux femmes sous la Révolution, notamment à son apogée jacobine en 1793 : le droit de divorcer décrété le 20 septembre 1792, qui prévoit le divorce pour incompatibilité d'humeur, efface l'oppression séculaire qui faisait du mariage une alliance indissoluble négociée par les pères pour servir les intérêts de deux familles. Le mariage devient désormais une union consentie entre deux individus, scellé par un contrat qui peut se dénouer librement (9).

En matière de droit à l'instruction, la Révolution a peu réalisé, mais elle a posé des principes parmi lesquels le droit à l'instruction comme « besoin de tous » (Déclaration des droits de l'homme de juin 1793, l'homme étant pris ici au sens générique). L'instruction des filles que l'évêque Talleyrand arrêta à 8 ans s'allongea jusqu'à 11 ans dans le projet du jacobin Le Peletier que défendit Robespierre...

Concluons provisoirement : l'infériorité des filles et des femmes qui était acceptée comme vérité « naturelle » en 1789 ne l'était plus en 1793. « *L'exclusion est bien devenue un problème et non plus une évidence* », écrit avec justesse Dominique Godineau.

1793, l'année jacobine par excellence, entendit frapper à la porte de l'émancipation universelle non seulement les esclaves (qui obtinrent en février 1794 une victoire éclatante de principe parce qu'ils avaient pris les armes), mais aussi les femmes dont la plupart se battirent non pour le droit de vote mais contre la cherté des denrées de première et de « seconde nécessité » et qui obtinrent satisfaction sur ce point avec le maximum général de septembre 1793.

Quant aux droits à l'instruction, il leur faudra attendre un siècle (les lois Ferry) et un siècle et demi pour obtenir le droit de vote (1945). Mais les Jacobins n'étaient pour rien dans cette pesanteur sociologique !

Vive la nation, vive la loi (identique sur toute l'étendue du territoire), vive la patrie, vive la liberté, vive la Montagne, autant d'expressions synonymes d'adhésion à l'ordre révolutionnaire en voie de construction criées dans les clubs jacobins en 1793-94. Bien que devenues plus nombreuses en l'an II, ces « sociétés populaires » restaient très minoritaires, 5 500 pour 40 000 communes, et leurs adversaires étaient innombrables. Elles apportèrent néanmoins un appui décisif aux députés montagnards qui allèrent le plus loin dans l'affirmation de droits nouveaux dont certains restèrent à l'état virtuel (le droit aux secours pour les vieillards, les malades, les indigents sans travail).

Au-delà de leurs divergences, les Jacobins unirent leurs efforts pour combattre l'ordre aristocratique ; ils y déployèrent une énergie qui stupéfia et paralysa leurs adversaires et nourrit une haine durable.

Les partisans Verts de l'Europe de Bruxelles, ceux qui rêvent de diriger des régions « compétitives » et rivales les unes des autres, ne peuvent que détester ces défenseurs acharnés de **l'égalité des droits conquise par la nation** et c'est pourquoi ils tentent de discréditer les défenseurs actuels de ces droits menacés en les amalgamant aux nationalistes chauvins qui ont ensanglanté le XX^e siècle.

Nicole Perron

(9) Jean-Jacques Clère, in *La Révolution...*, op. cit., Tallandier.

LOUIS ANTOINE DE SAINT-JUST

DE LA NÉCESSITÉ DE DÉCLARER
LE GOUVERNEMENT
RÉVOLUTIONNAIRE JUSQU'À LA PAIX

Rapport du 19 vendémiaire an II



COLLOQUE LÉNINE À LONGJUMEAU (22 OCTOBRE 2011)

Lénine et les Lafargue

Par Jacques Macé, historien

Nous évoquons dans ce colloque le séjour de Lénine et de son épouse Nadia à Longjumeau durant l'été 1911 mais on sait moins que l'année précédente, en 1910, le couple a fait un bref séjour dans une autre commune de notre actuel département de l'Essonne, à Draveil, au domicile de Paul et Laura Lafargue, le gendre et la fille de Karl Marx.

Exilé à Paris depuis le début 1909, Vladimir Ilitch Oulianov vit avec son épouse et sa belle-mère dans un petit appartement du 4 rue Marie-Rose (XIV^e). Il poursuit assidument ses recherches à la Bibliothèque nationale et fréquente également, comme nombre de ses compatriotes, la Bibliothèque russe de Paris, animée par le socialiste Charles Rappoport, lui-même d'origine russe. Lors de son séjour à Londres en 1903, Lénine a beaucoup regretté d'arriver trop tard pour rencontrer Karl Marx ou Friedrich Engels, décédés respectivement en 1883 et 1894. Mais, par l'intermédiaire de Rappoport, il va rencontrer Paul Lafargue, qui fut pendant plus de dix ans le secrétaire de Marx, son agent de liaison avec les socialistes français, le fondateur avec Jules Guesde du Parti ouvrier fran-

çais, l'auteur du célèbre *Droit à la paresse*. En 1909, Lafargue est membre de la commission administrative permanente (la CAP) de la SFIO et rédacteur à *L'Humanité*.

Paul Lafargue

Né à Cuba en 1842, Paul Lafargue compte parmi ses grands-parents un juif, une métisse créole et une caraïbe. « *Le sang de trois races opprimées coule dans mes veines* », dira-t-il ou lui fera-t-on dire. Il revient à Bordeaux avec ses parents à l'âge de 10 ans et monte à Paris en 1862 pour y faire des études de médecine. C'est l'époque du début timide de la libéralisation du second Empire et une vive agitation règne dans les milieux étudiants, conquis par les idées de Proudhon, mais surtout celles du révolutionnaire Auguste Blanqui, dont Lafargue devient un partisan actif. Il est associé à la création de la section française de l'AIT, la Première internationale, rencontre Karl Marx au cours d'une mission à Londres et, en octobre 1865, participe avec les blanquistes au premier congrès international étudiant qui se tient à Liège. Ses interventions sont violentes ; il fait en

particulier une profession d'athéisme (1) dont la presse se fait largement l'écho et qui irrite fortement les milieux cléricaux, notamment M^r Dupanloup, le sénateur-archevêque de Lyon. Lafargue est exclu à vie de l'université de Paris et part terminer ses études de médecine à Londres. Dans la capitale britannique, il fréquente Karl Marx et devient l'un des jeunes gens qui boivent ses paroles durant sa promenade du soir. Marx, dont l'épouse Jenny est d'origine aristocratique et dont les trois filles ont reçu une éducation intellectuelle et sociale très poussée. La seconde, Laura, traductrice en anglais et en français des œuvres de son père, est une disciple ardente et convaincue de ce dernier. Paul entreprend sa conquête, malgré le peu d'enthousiasme de Karl Marx qui préférerait pour ses filles des époux allemands, se méfiant de la fantaisie des Français. Pourtant deux d'entre elles épouseront des Français et la troisième aura une longue liaison avec un exilé de la Commune !

Paul et Laura se marient donc à Londres en 1868, reviennent à Paris où Paul a le plus grand mal à obtenir la validation de son diplôme anglais et se trouvent à Bordeaux au moment de la guerre de 1870 et de la Commune de Paris. Lafargue tente de déclencher un mouvement analogue à Bordeaux, échoue et doit se réfugier en Espagne. Les révolutionnaires espagnols étant plus disciples de Bakounine que de Marx, il ne peut s'y imposer et revient à Londres où il va vivre avec Laura pendant dix ans. Durant leurs fuites et pérégrinations, ils ont perdu successivement leurs trois jeunes enfants.

Paul perd toute confiance dans la médecine qu'on lui a enseignée. Il exerce la profession de photolithographe, qui lui rapporte peu, et surtout devient le secrétaire de son beau-père qui écrit alors les volumes II, III, IV du *Capital*. Toute la famille Marx-Lafargue vit aux crochets de Friedrich Engels, issu d'une famille de riches industriels rhénans, qui se montre fort généreux.

Le couple Lafargue est très proche d'Engels et entretiendra jusqu'à la mort de ce dernier, en 1894, une intense correspondance quasi journalière, qui a été

publiée et constitue une source historique remarquable. Lafargue rédige la correspondance de Marx avec les Français exilés ou non qui s'adressent à lui et préparent la révolution socialiste, Jules Guesde, Gabriel Deville, etc. tout en restant en liaison avec Auguste Blanqui. Lafargue fait valider par Marx le « programme électoral des travailleurs socialistes », qui est adopté au congrès du Havre en 1880.

L'amnistie de la Commune permet à Lafargue de rentrer en 1882 à Paris où il reprend immédiatement son activité militante. Il fonde avec Jules Guesde le Parti ouvrier, qui deviendra plus tard le Parti ouvrier français, au programme d'inspiration fondamentalement marxiste. Il collabore à de nombreux journaux, plus ou moins éphémères, et parcourt la France pour y tenir des meetings, souvent très agités. Si bien que, dès avril 1883, il est condamné à six mois de prison, avec Jules Guesde et le syndicaliste Jean Dormoy (2). Il fait ainsi son premier séjour à la célèbre prison politique de Sainte-Pélagie, où on reçoit librement des visiteurs et où on fait bombance. Laura, qui les ravitaille en victuailles et boissons, nous a laissé de savoureux récits de ses visites à son époux.

C'est là, à Sainte-Pélagie, qu'il termine l'ouvrage qui va le rendre célèbre : *Le droit à la paresse, réfutation du droit au travail de 1848*. Il s'agit d'un pamphlet, d'une provocation pour frapper l'esprit du monde ouvrier. Lafargue démontre aux ouvriers l'ineptie de réclamer le droit au travail comme en 1848 : on leur a donné du travail, jusqu'à quatorze heures par jour, sept jours sur sept, pour des salaires de misère et l'objectif de travailler encore plus, pour gagner plus. Le monde ouvrier est responsable de sa

(1) « La science ne nie pas l'existence de Dieu. Elle fait mieux : elle la rend inutile. L'idée que la volonté divine gouverne nos actes est une invention de l'intelligence humaine. Un effort est donc nécessaire pour rejeter cette croyance. Guerre à Dieu, là est le progrès. »

(2) Lafargue sera le « parrain » du fils de son grand ami Jean Dormoy et suggérera le prénom de Marx.

propre aliénation. Lafargue, lui, explique qu'au contraire il doit lutter pour l'amélioration de ses conditions de travail, pour des salaires qui permettent de faire vivre une famille, et surtout pour disposer du temps nécessaire pour s'occuper de sa santé, se cultiver et avoir des loisirs. Lafargue calcule qu'avec le progrès technique et en supprimant les classes parasites, une journée de travail de quatre heures, soit environ vingt-cinq heures par semaine, permettrait une vie agréable pour tous et, aussi, le développement économique. On est donc encore assez loin de l'objectif de Lafargue et je ne vous dis pas comment son pamphlet a été perçu par les bourgeois qui l'ont pris au premier degré !

Lafargue reprend son activité de journaliste et de propagandiste mais aussi, après la mort de Marx, développe ses propres conceptions philosophiques, étendant la méthode d'investigation marxiste à tous les domaines scientifiques. Aujourd'hui cela est considéré de peu de valeur et lui est même reproché. Mais ce qui fait tout l'intérêt de l'œuvre de Lafargue, c'est son énergie, sa violence même, son sens de la polémique, sa dénonciation des bourgeois, des propriétaires voraces, de la religion et de toutes les tares de la société. Il critique féroce-ment Victor Hugo, Alphonse Daudet, et même Emile Zola !

On arrive ainsi en 1889, à l'Exposition universelle à l'occasion de laquelle est inaugurée la Tour Eiffel, et durant laquelle se déroule le congrès socialiste international au cours duquel est lancé le projet de Deuxième Internationale. Paul et Laura Lafargue, polyglottes, y accueillent les délégations venues de toute l'Europe. L'organisation par les guesdistes n'a pas été facile, les possibilistes modérés tenant même un contre-congrès. Mais c'est un succès et la création d'une journée internationale pour réclamer la journée de travail de huit heures est alors décidée : le 1^{er} Mai.

En 1890, le 1^{er} Mai est un grand succès populaire et se déroule en France sans incident, seulement des grèves. Celui de 1891 s'annonce encore mieux. Le gouvernement décide alors d'arrêter le mouvement, en envoyant des troupes

dans les zones ouvrières les plus sensibles : le Nord, le Centre.

Paul Lafargue, député

Fourmies, dans le Nord est une petite ville de 16 000 habitants ; les hommes y travaillent dans une grande verrerie et les femmes dans des filatures. Le 1^{er} mai 1891, les gendarmes arrêtent des grévistes qui font le tour des ateliers pour inciter les ouvriers à débrayer et les retiennent dans la mairie, gardée par une compagnie d'infanterie. En fin d'après-midi, une foule de femmes et d'enfants se presse devant la mairie pour exiger la libération des détenus. Un mouvement se produit, un officier paniqué et fait ouvrir le feu. On relève neuf morts, essentiellement des enfants et des jeunes gens (3). L'émotion est intense dans toute la France et le gouvernement cherche un bouc émissaire.

Or Lafargue a tenu quelques jours plus tôt un meeting près de Fourmies, invité par un syndicaliste local, et ses propos, imagés comme toujours, ont été rapportés par la presse locale. Ces articles sont joints au dossier et Lafargue est inculpé pour « *incitation au meurtre* » et condamné à un an de prison.

Le voilà de retour à Sainte-Pélagie, où il reprend ses habitudes. Trois mois plus tard, un député de Lille décède et tous les mouvements socialistes s'accordent pour soutenir la candidature de Lafargue. Il fait campagne depuis sa cellule et tous les leaders viennent à Lille le soutenir. Il est élu député et entre à la Chambre, non sans quelques difficultés de validation de son élection en raison de sa naissance à Cuba.

(3) Emile Cornaille, 11 ans, Gustave Pestiaux, 14 ans, Félicie Tonnelier, 16 ans, Ernestine Diot, 17 ans, Marie Blondeau, 18 ans, Kléber Giloteaux, 19 ans, Louise Hublet, 20 ans, Charles Leroy, 20 ans, Emile Ségaux, 30 ans. Leur souvenir est toujours commémoré chaque 1^{er} Mai à Fourmies. Marie Blondeau, abattue en agitant la branche d'églantine (le Mai) offerte le matin par son fiancé, est encore évoquée comme la Jeanne d'Arc de Fourmies.

Pendant deux ans, il va multiplier les propositions de lois sur le travail des femmes et la protection des femmes enceintes, les congés maternité, la séparation des Eglises et de l'Etat, etc. Si bien qu'à l'élection suivante le ministre de l'Intérieur retire quelques faubourgs ouvriers de sa circonscription pour les remplacer par des communes rurales. Il ne sera pas réélu.

Friedrich Engels, qui vit à Londres, poursuit avec l'aide de Laura la publication des œuvres de Marx après le décès de celui-ci. Il décède lui-même en 1894, léguant un quart de sa fortune à Laura Marx-Lafargue.

Le couple Lafargue, qui a mené pendant trente ans une vie dramatique et misérable, décide de prendre un peu de repos, de bien-être, et achète une belle propriété à Draveil, en Seine-et-Oise. Celle-ci comprend une dizaine de pièces, de nombreuses dépendances, un parc avec bassin, salon d'été et un jardin potager d'un hectare (4). Ce domicile fera beaucoup jaser dans les milieux socialistes. Ne parlons pas de leurs adversaires !

Le POF se rallie à la nouvelle SFIO créée par Jean Jaurès et espère s'y imposer. En fait il se trouve marginalisé et les congrès socialistes retentissent d'accrochages parfois violents entre Jaurès et Lafargue. Mais ils se retrouvent sur l'essentiel, notamment sur l'affaire Dreyfus où Lafargue s'écarter alors de Guesde qui a beaucoup tardé à prendre position, estimant qu'il s'agissait d'un problème entre bourgeois et militaires. La maison de Draveil devient le rendez-vous dominical des anciens membres du POF qui s'y retrouvent pour reconstruire le monde dans des repas bien arrosés, où Paul et Laura se comportent en hôtes hédonistes. Tous les ans, on y tue et y met en pièces de charcuterie le *cochon de Lafargue*. Dans les congrès socialistes, Guesde et Lafargue s'ignorent ostensiblement.

A la SFIO, Paul Lafargue est particulièrement chargé des relations avec les partis frères allemand, anglais, roumain, hongrois, etc., avec l'assistance de son emblématique épouse, la « fille de Marx » comme on dit dans les milieux populaires. Et c'est ainsi que nous allons retrouver Lénine.

La rencontre de Draveil

Lors de son premier séjour à Paris en 1894, avant sa déportation en Sibérie où il prendra le nom de Lénine, Vladimir Oulianov rencontra de nombreux exilés russes mais aussi Paul Lafargue pour approfondir auprès de lui sa connaissance de la pensée de Marx. On dit même que le futur Lénine racontait que les ouvriers et le peuple russes étaient imprégnés de la philosophie marxiste. Ce à quoi, Lafargue lui aurait répliqué : « *Quoi ! Moi, cela fait vingt ans que je fais de la propagande marxiste en France et ils n'y comprennent toujours rien !* ». Mais l'ouvrage de Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, comporte quelques références aux écrits de Lafargue.

Cependant Lafargue fut très impressionné par la révolution russe de 1905 et y vit un présage. Aussi fut-il très heureux de revoir Lénine à Paris en 1909 et ils reprirent leurs discussions philosophiques. C'est alors que Lénine exprima à Paul Lafargue le vif désir de Nadia Kroupskaïa et de lui-même de faire la connaissance de Laura Marx. Donc, un beau dimanche de l'année 1910, Vladimir Ilitch et Nadia arrivent à bicyclette à Draveil. Cette journée est ainsi évoquée dans l'ouvrage de Mémoires publié par Nadia Kroupskaïa, *Ma vie avec Lénine* : « *Paul Lafargue et sa femme Laura, fille de Marx, habitaient Draveil, à 20 ou 25 kilomètres de Paris. A cette époque-là, ils se tenaient déjà à l'écart de l'activité pratique. Un jour, Ilitch et moi allâmes les voir à bicyclette. Les Lafargue nous accueillirent très aimablement. Ilitch parla avec Lafargue de son ouvrage philosophique tandis que Laura Lafargue m'emmenait faire un tour dans le parc. J'étais très émue : j'avais devant moi la fille de Marx ! Je la regardais avidement et dans ses traits je cherchais malgré moi ceux de Marx. Toute confuse, je bégayais des choses incohérentes sur la Russie et la participation*

(4) Cette propriété, quelque peu remaniée et embellie, existe toujours : 108, boulevard Henri-Barbusse, à Draveil. Elle appartient aujourd'hui à une association suisse, philosophique et humaniste, nommée Les Amis de l'Homme.

des femmes au mouvement révolutionnaire... » (5).

Grâce à ce témoignage de Kroupskaïa, la rencontre de Draveil est entrée dans l'histoire soviétique, était enseignée à l'école et les touristes draveillois à Moscou dans les années 1970-1990 étaient tout surpris de voir le nom de leur commune si connu, et de souvent bénéficier d'un accueil privilégié.

Dans le film *Lénine à Paris*, tourné en 1979 par le metteur en scène russe Serge Youkevitch, des scènes en extérieur ont été tournées à Draveil et à Longjumeau, en particulier l'arrivée à bicyclette de Lénine et Nadia chez les Lafargue à Draveil.

La fin des Lafargue

L'École de Longjumeau ne fonctionne qu'une saison et ferme le 30 août 1911. Lénine et les siens regagnent Paris où, comme les socialistes du monde entier, ils vont être trois mois plus tard, le 27 novembre, profondément éprouvés par l'annonce du double suicide des époux Lafargue. Au petit matin du dimanche 26 novembre, leur domestique découvre, dans leurs chambres respectives de leur maison de Draveil, les corps inanimés de Paul et Laura Lafargue. Selon l'enquête, Paul Lafargue avait fait une injection mortelle d'acide cyanhydrique à son épouse puis s'était lui-même suicidé par le même moyen. Il laissait un testament ainsi rédigé :

« Sain de corps et d'esprit, je me tue avant que l'impitoyable vieillesse, qui m'enlève un à un les plaisirs et les joies de l'existence et qui me dépouille de mes forces et physiques et intellectuelles, ne paralyse mon énergie, ne brise ma volonté et ne fasse de moi une charge à moi-même et aux autres.

Depuis des années, je me suis promis de ne pas dépasser les 70 ans ; j'ai fixé l'époque de l'année pour mon départ de la vie et j'ai préparé le mode d'exécution de ma résolution : une injection hypodermique d'acide cyanhydrique.

Je meurs avec la joie suprême d'avoir la certitude que, dans un avenir prochain, la cause à laquelle je me suis dévoué quarante-cinq ans triom-

phera. Vive le communisme ! Vive le socialisme international ! Paul Lafargue. »

Cependant Laura n'avait laissé aucun document attestant de son adhésion à la décision de son époux, cet étrange silence a créé autour de la fin des Lafargue un malaise qui n'est toujours pas dissipé cent ans plus tard. Dans *Ma vie avec Lénine*, Nadia Kroupskaïa aborde le sujet : *« Il prouvera bientôt, dit Laura de son mari, combien il est sincère dans ses convictions philosophiques, et les deux époux échangèrent un regard qui me parut bizarre. Je compris le sens de ces paroles et de ce regard plus tard, en apprenant la mort des Lafargue : ils se donnèrent la mort lorsque, la vieillesse venue, les forces leur manquèrent pour continuer la lutte. »* Le couple était très uni mais jusqu'à quel point Laura, trois ans plus jeune que Paul, était-elle pleinement consentante ? Malgré ce point délicat, le suicide des Lafargue participe aux débats sur l'euthanasie et le droit de mourir dans la dignité qui agitent toujours la société française.

Les obsèques de Paul et Laura Lafargue au Père-Lachaise réunirent près de 20 000 personnes. Durant l'incinération de leurs corps, une dizaine de discours furent prononcés par les leaders socialistes venus de toute l'Europe. Au nom du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (nom officiel du Parti bolchevique), Lénine lut un long discours en français (6). Nadia Kroupskaïa nous révèle qu'il l'avait écrit en russe et qu'il avait été traduit par Inessa Armand. En voici quelques extraits :

« Tous les social-démocrates de Russie ont appris à estimer profondément Lafargue comme l'un des propagateurs les plus doués et les plus profonds du marxisme, dont les idées ont été brillamment confirmées par l'expérience de la

(5) Il est toujours possible de se promener dans le paisible et agréable parc de la maison Lafargue à Draveil en évoquant la rencontre de Nadia et de Laura. S'adresser aux propriétaires qui sont très accueillants.

(6) Jean Jaurès fit également un discours, mais Jules Guesde était absent, s'étant fait « porter malade ».

lutte des classes dans la révolution et la contre-révolution russes ; C'est sous le signe de ces idées que s'est groupée l'avant-garde des ouvriers russes, qu'elle a, par sa lutte de masse organisée, porté un coup à l'absolutisme et qu'elle a défendu la cause du socialisme, la cause de la révolution, la cause de la démocratie, malgré toutes les trahisons, les hésitations et les tâtonnements de la bourgeoisie libérale. (...)

Dans l'esprit des ouvriers social-démocrates russes, deux époques se rejoignaient dans la personne de Lafargue : l'époque où la jeunesse révolutionnaire de France marchait avec les ouvriers français, au nom des idées républicaines, à l'assaut de l'Empire, et l'époque où le prolétariat français, dirigé par les marxistes, menait la lutte des classes conséquent contre tout l'ordre bourgeois, se préparait à la lutte finale contre la bourgeoisie, pour le socialisme (...).

Pour nous, social-démocrates russes, qui avons subi l'oppression de l'absolutisme, imprégné de barbarie asiatique et qui avons eu le bonheur de puiser dans les œuvres de Lafargue et de ses amis la connaissance directe de l'expérience et de la pensée révolutionnaire des ouvriers européens, il nous est maintenant évident que le triomphe de la cause, à laquelle Lafargue a consacré sa vie, approche rapidement. La révolution russe a ouvert l'époque des révolutions démocratiques dans toute l'Asie et 800 millions d'hommes participent maintenant au mouvement démocratique dans tout le monde civilisé. En Europe se multiplient

de plus en plus les signes précurseurs de la fin de l'époque où dominait le parlementarisme bourgeois, prétendument pacifique, époque qui cédera la place à celle des combats révolutionnaires du prolétariat, organisé et éduqué dans l'esprit des idées du marxisme, qui renversera le pouvoir de la bourgeoisie et instaurera l'ordre communiste. »

Lénine avait admiré le stoïcisme de Lafargue face à la mort et déclaré qu'il fallait l'imiter quand on n'avait plus la force de poursuivre le combat révolutionnaire. Lafargue avait quelque peu anticipé, disant que s'il attendait des signes tangibles de dégradation physique ou mentale, il n'aurait plus alors le courage de passer à l'acte. Comme on le sait, Lénine mourut paralysé et grabataire.

Jacques Macé

Bibliographie

Nadiejda Kroupskaïa, *Ma vie avec Lénine*, Payot, Paris, 1933.

Georges Cogniot, *Lénine à Paris*, Editions Messidor, Paris, 1967.

Georges Bardawil, *Inès Armand, La deuxième fois que j'entendis parler d'elle*, J.C. Lattès, Paris, 1983.

Jacques Macé, *Paul et Laura Lafargue, du droit à la paresse au droit de choisir sa mort*, L'Harmattan, Paris, 2001.

Association Renaissance et Culture de Longjumeau, *Lénine et l'Ecole de Longjumeau, Le Citoyen*, magazine de la ville de Longjumeau, n° 130, juillet-août 2006.

Jean-Jacques Marie, *Lénine. La révolution permanente* (Payot)

Certains de ceux qui ont appris que paraissait, sous la plume de Jean-Jacques Marie, une nouvelle biographie de Lénine se sont peut-être posé la question : pourquoi un autre livre sur Lénine alors qu'il y en a déjà tant, que Jean-Jacques Marie est lui-même l'auteur d'un *Lénine* paru en 2004 et que nombre de ses ouvrages se rapportent à Lénine et au léninisme (1) ?

Face à l'avalanche de calomnies et de stupidités

La réponse commence à être donnée dans l'introduction même du livre : face à l'avalanche de calomnies et de stupidités qui, souvent aujourd'hui, tiennent lieu « d'histoire », il n'est pas inutile — il est même indispensable — de rétablir le véritable visage de Lénine et de restituer, dans sa vérité, son héritage politique.

D'autant plus que les événements marquent l'actualité de celui qui écrivait, par exemple : « *D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations en parasites "à perpétuité" vivant sur le corps du reste de l'humanité, à "s'endormir sur les lauriers" de l'exploitation des Noirs et des Indiens...*

D'autre part la tendance des masses opprimées, plus que par le passé, et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier » (L'impérialisme et la scission du socialisme, octobre 1916).

Y a-t-il du nouveau à apporter encore à la connaissance de Lénine ? Pour qui lira le livre de Jean-Jacques Marie, la réponse sera positive. En effet, le lecteur français qui ne connaît pas le russe ne peut aborder les écrits de Lénine qu'à partir de ses *Œuvres* complètes publiées par les Editions de Moscou. Or celles-ci sont délibérément incomplètes. Y compris certaines coupes qui avaient été opérées dans les années du stalinisme et qui ont été partiellement réintégrées dans de nouvelles éditions en langue russe ne figurent pas dans l'édition française. Or nombreuses sont les citations qui éclairent la pensée de Lénine, qui en soulignent — contrairement aux clichés sur son dogmatisme — la souplesse et le sens de la nuance.

(1) Cette question légitime, aucun critique attitré ne semble se l'être posée puisque (à ma connaissance) le livre de Jean-Jacques Marie n'a fait l'objet d'aucun article dans la presse hebdomadaire et quotidienne. Silence éloquent, c'est le cas de le dire.

Un pan essentiel de l'histoire du XX^e siècle

Ajoutons que le *Lénine* de Jean-Jacques Marie a les qualités d'un bon manuel — et par les temps qui courent, ce n'est pas un mince compliment —, ce qui rend accessible, à travers le personnage de Lénine et l'expérience du Parti bolchevique, un pan essentiel de l'histoire du XX^e siècle, aussi bien à ceux qui n'auraient jamais eu l'occasion de l'aborder qu'à ceux qui se sont d'abord heurtés aux épaisses murailles de la calomnie et de la falsification. La clarté, la concision, le recours constant à des références vérifiables ne se payent pas — comme le mot « manuel » pourrait peut-être le faire redouter — par une certaine aridité.

Au contraire, que l'on lise les chapitres « *Tout le pouvoir aux soviets* » et « *Le Rubicon* », consacrés aux mois précédents Octobre 1917 et à la Révolution d'octobre elle-même (2) : c'est le rythme même des semaines fiévreuses conduisant à Octobre qui commande ces pages.

On passe du « *premier tumulte de la guerre civile prochaine, une immense jacquerie (qui) dévale comme une avalanche sur la Russie* » (p. 193) à l'expression politique de plus en plus intense dans les villes, de cette situation révolutionnaire, se traduisant sur le plan de l'action des couches les plus concentrées du prolétariat par le fait que, dans la préparation du congrès des soviets, « *le vote bolchevique prend l'allure d'une avalanche* ».

Dans cette situation, on voit — avec une netteté cinématographique — Lénine qui « *harcèle le comité central et rassemble ses partisans pour lui forcer la main (...). Le 1^{er} octobre, dans une lettre au comité central, aux comités de Petrograd et de Moscou, il exige : "Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir immédiatement. Ce faisant, ils sauvent la révolution mondiale."* »

Puis, c'est le soir du 26 octobre, où Lénine « *fait valider par le congrès la constitution d'un gouvernement provisoire ouvrier et paysan* », après avoir

fait voter par le congrès des soviets « *un décret sur la paix, proposant à tous les belligérants une paix immédiate et sans annexion* », puis un décret sur la terre « *annulant la propriété de la terre transmise pour répartition aux comités paysans* », texte établi par 242 comités paysans dirigés par les socialistes-révolutionnaires. Aux dirigeants bolcheviques, stupéfaits de cet abandon du programme agraire bolchevique, Lénine répond qu'il parle là au nom des soviets et non du parti, et que la démocratie consiste à respecter la volonté des paysans (p. 215).

Des réformes démocratiques

On voit, dans les pages qui suivent, Lénine assurer, dans les premiers jours suivant la prise du pouvoir, alors que nombre de dirigeants et de militants bolcheviques ne pensaient pas que le nouveau pouvoir tiendrait, la promulgation de décrets constituant des réformes démocratiques :

« *Alors que la famine menace et que les propositions de paix vont se heurter à un silence total (...), Lénine multiplie les réformes démocratiques et sociales. Quel que soit le destin ultérieur de la révolution, il veut laisser un ensemble cohérent et novateur de lois démocratiques, balayant l'héritage féodal, réactionnaire et clérical du tsarisme* » (p. 225).

Le *Lénine* de Jean-Jacques Marie est une biographie vivante de Lénine. C'est une biographie : Jean-Jacques Marie note que Lénine a produit en trente ans l'équivalent de 300 000 pages et qu'il est donc tentant de « *réduire sa biographie à ses écrits et à ses décisions et de la dissoudre dans l'histoire* » (p. 19). Il ne tombe pas dans ce piège. Le personnage de Lénine — et quel personnage ! — est bien présent. Mais cette réalité individuelle est celle d'un homme dont son adversaire politique, le menchevik Dan, résumait ainsi le comportement : un homme « *occupé vingt-quatre heures sur vingt-quatre de la révolution* ».

(2) Pages 185 à 240.

Biographie vivante parce qu'elle va à l'essentiel, biographie vivante avant tout parce que, si elle est passionnée, respectueuse de son sujet par le travail considérable sur lequel elle repose, elle n'est jamais déférente.

Entourer sa mémoire de bandelettes que souvent on craint de déchirer

Ceux qui avaient momifié la dépouille de Lénine pour trahir ce pour quoi il avait toute sa vie combattu, avaient aussi, si l'on peut dire, entouré sa mémoire de bandelettes que souvent on craint de déchirer. La place particulière qu'occupe le *Lénine* de Jean-Jacques Marie, c'est qu'il restitue Lénine à l'histoire.

Cela ne veut pas dire que cet ouvrage se situe en quelque sorte à un « juste milieu » entre les délires intéressés qui font de Lénine un démon sanglant et une « légende dorée ». Non, *Lénine. La révolution permanente* est un livre passionnément léniniste parce que Lénine a forgé l'instrument indispensable au combat pour briser le joug du capital financier, combat qui continue et dont Jean-Jacques Marie est partie prenante.

Tout le livre est sous-tendu par la profonde conviction politique que les leçons de l'action politique de Lénine et de la construction du Parti bolchevique sont d'une brûlante actualité. Mais c'est la plus grande rigueur dans la recherche historique qui étaye cette position.

La place exceptionnelle de Lénine

Le refus de caricaturer l'image de Lénine en le traitant comme une icône, le rejet de la conception religieuse de l'infaillibilité, la volonté de restituer Lénine à la vérité historique — et donc de situer son action dans son contexte —, loin de la diminuer soulignent la place exceptionnelle de Lénine dans l'histoire et, plus précisément, dans le combat révolutionnaire du mouvement ouvrier.

L'exemple utilisé au début de cet article sur la préparation d'Octobre et « la

prise du pouvoir » indique de manière plus générale la méthode que suit Jean-Jacques Marie et que nous avons caractérisée plus haut. Il y est souligné que c'est de la « volonté du peuple » (la paix, le pain, la liberté) qu'est porteur le congrès des soviets, parce que le Parti bolchevique y a acquis la majorité, et que c'est pourquoi il fait sien le programme agraire des socialistes-révolutionnaires.

On retrouve cette même volonté d'aller à l'essentiel, aussi bien dans les chapitres consacrés à la naissance du bolchevisme — de 1903 à la révolution de 1905 et à la constitution effective du Parti bolchevique en 1912 — que dans ceux dont le centre est « *le dernier combat de Lénine* ».

Bien des idées reçues seront écornées

Au fil des pages, bien des idées reçues seront écornées. On pourra constater que le fameux « article 1 des statuts » sur le vote duquel s'opère la scission entre bolcheviks et mencheviks n'a pas la valeur absolue qu'on lui confère parfois. C'est Lénine lui-même qui déclare : « *Pour un mauvais paragraphe des statuts, nous ne mourrons pas.* » Et, en 1906, lors du congrès de réunification où les mencheviks sont largement majoritaires, c'est la formulation de Lénine, qu'ils avaient rejetée en 1903, qui sera adoptée à l'unanimité.

Ce qui n'ôte rien à ce qui était en cause. Lénine cherchait à mettre sur pied « *une organisation de militants politiques capables d'aider les masses à acquérir la conscience politique nécessaire pour renverser l'autocratie* » (p. 69).

Pour Lénine, parce qu'il considérait que cette organisation devait être démocratique, il était nécessaire de préciser qui était membre du parti pour déterminer qui définirait la politique du parti, donc, comme l'écrit Lénine, « *distinguer ceux qui travaillent de ceux qui bavardent* ».

Il en est de même lorsqu'on en vient aux années qui suivent la révolution. C'est une situation effrayante qu'a créée la conjonction des conséquences de la

guerre impérialiste, la victoire de la révolution en Russie mais son échec en Europe.

Comme le souligne Jean-Jacques Marie, « *l'échec de la révolution en Europe laisse la révolution russe noyée dans l'océan sans rivage d'une Russie patriarcale* ». Et, faut-il ajouter — ce qui est d'ailleurs largement documenté dans ces chapitres — d'une Russie qui a subi un assaut destructeur sans précédent. Par des millions de morts, par la famine, par des destructions provoquées ou facilitées par l'intervention étrangère, le peuple russe paie le prix d'avoir affirmé sa volonté, de s'être retiré de la guerre impérialiste et d'avoir liquidé l'autocratie en procédant à toute une série de transformations démocratiques.

Loin d'une ligne droite tracée par un "génie" serein au milieu des tempêtes

Il est vrai que pour ce faire, il lui a fallu chasser la bourgeoisie, instaurer le pouvoir des comités d'ouvriers et de paysans... crime impardonnable. Dans cette situation, on est loin d'une ligne droite tracée par un « génie » serein au milieu des tempêtes. Au contraire. Que d'interrogations, d'hésitations, de contradictions qui se combinent avec les convulsions d'une direction qui vacille au bord du gouffre, avec l'Etat dont elle est la clé de voûte !

Dans ce chaos, Lénine combat sans trêve, dans le cadre d'une situation qui lui est imposée, en choisissant les moyens qui — à tort ou à raison — lui paraissent les plus efficaces pour quelques objectifs : ne pas céder sur les conquêtes essentielles arrachées par la révolution, ce qui serait trahir la révolution internationale. Tout faire pour aider au développement de cette révolution internationale dont dépend le sort de l'Etat établi par la révolution.

Pour tenir, ne pas prétendre que « *l'on édifie le socialisme* » mais permettre à la classe ouvrière de restaurer ses forces, ce qui implique qu'elle puisse maintenir son indépendance vis-à-vis de

son propre Etat, qui est « *un Etat ouvrier à déformations bureaucratiques* ».

Ces chapitres établissent la continuité qu'il y a entre Lénine, dirigeant du Parti bolchevique au pouvoir et le jeune révolutionnaire qui expliquait en 1894 : « *Lorsque les représentants avancés de la classe ouvrière se seront assimilés les idées du socialisme scientifique (...) et que des organisations solides se seront fondées parmi les ouvriers, susceptibles de transformer l'actuelle guerre économique (c'est-à-dire les grèves) (...) en une lutte de classe consciente, alors l'ouvrier russe, prenant la tête de tous les éléments démocratiques, abattra l'absolutisme et conduira le prolétariat russe (aux côtés du prolétariat de tous les pays) par la voie directe d'une lutte politique déclarée, vers la victoire de la révolution communiste.* »

Le dernier combat de Lénine

C'est sans doute dans les pages consacrées à cette période que se trouve la justification la plus forte du titre choisi par Jean-Jacques Marie : *Lénine. La révolution permanente*. Cela vaut, tout particulièrement, pour le dernier combat de Lénine, son affrontement avec Staline, alors qu'il est déjà prisonnier de la maladie. Comme l'écrit Jean-Jacques Marie, « *Lénine avait commencé sa vie en conspirant contre le tsar, il la termine en conspirant contre Staline dans des conditions plus difficiles* ». Ce n'est pas un combat entre personnes. C'est la première phase de la résistance du Parti bolchevique comme expression la plus avancée de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière, face à la montée de la bureaucratie, comme couche sociale contre-révolutionnaire, dont Staline est l'expression.

Ce n'est pas une coïncidence si cet ultime combat se livre autour de la question du monopole du commerce extérieur — c'est-à-dire, en fait, de la relation entre la préservation de l'URSS et le développement de la lutte des classes internationale — et la question nationale (à propos de la Géorgie), c'est-à-dire d'une expression majeure de la démocra-

tie. Il y a une continuité évidente entre Lénine qui s'oppose à la politique stalinienne et celui qui écrivait en 1916 : « *Le socialisme est impossible sans la démocratie dans les deux sens suivants : 1) Le prolétariat ne peut pas accomplir la révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas en luttant pour la démocratie. 2) Le socialisme victorieux ne pourra pas maintenir sa victoire et conduire l'humanité vers le dépérissement de l'Etat sans réaliser complètement la démocratie.* » N'est-ce pas là la révolution permanente ?

La « révolution permanente », comme théorie développée de ce qu'est la révolution à l'époque de l'impérialisme, c'est incontestablement Trotsky. Et c'est aussi Trotsky qui est le premier marxiste à l'appliquer à la révolution russe. Jean-Jacques Marie n'a nullement l'intention d'expliquer — ce qui sortirait du cadre de son ouvrage — le contenu des désaccords entre Lénine et Trotsky, et encore moins de les ignorer.

Certes, les *Thèses d'avril*, l'orientation sur laquelle le Parti bolchevique combat après le retour de Lénine en 1912, procèdent de la théorie de la révolution permanente. Mais Lénine n'a jamais été partisan de la théorie de la révolution par « étapes », si l'on veut dire par là la conception selon laquelle pour la « victoire de la démocratie » il faudrait s'installer dans la « société bourgeoise » et attendre que l'expérience permette d'entreprendre la « lutte pour le socialisme ». Jean-Jacques Marie le démontre.

Etendre l'incendie à l'ensemble du monde

Mais il me semble que si Jean-Jacques Marie a choisi ce titre, ce n'est pas seulement parce que Lénine a écrit en septembre 1905 : « *De la révolution démocratique, nous passerons aussitôt, selon le degré de nos forces et la force du prolétariat conscient et organisé, à la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution permanente. Nous ne nous arrêterons pas en chemin.* » C'est aussi parce que Lénine a consacré sa vie entière à « *préparer méticuleusement, pa-*

tiement, avec acharnement les moyens pratiques de réaliser son entreprise et d'avoir ensuite tout mis en œuvre pour tenter de le faire exister, tout en s'efforçant d'étendre l'incendie qu'il avait propagé à l'ensemble du monde » (p. 16). C'est le contenu même du livre de Jean-Jacques Marie.

André Fontaine écrivait dans *Le Monde*, daté du 20 février 1996 : « *Lénine disait : "Le bolchevisme mondial l'emportera sur la bourgeoisie mondiale." (...)* Lénine avait identifié le conflit mais s'était trompé sur le vainqueur. »

Le livre de Jean-Jacques Marie est une arme précieuse pour tous ceux qui, sur la base des faits et de l'examen rationnel des développements en cours, tirent la conclusion inverse : celle de Rosa Luxembourg : « *Le bolchevisme l'emportera partout.* » Explication suffisante du silence qui entoure ce livre et dont on pourrait s'étonner.

François de Massot



Lénine. La révolution permanente,
éditions Payot

Prix : 27,50 euros.

Les débuts "prometteurs" de l'impérialisme italien : l'expédition de Libye (1911-1912)

L'actualité politique récente a placé au centre de l'attention mondiale la Libye, pays riche et convoité par les puissances impérialistes pour ses importantes ressources pétrolières et pour sa position stratégique de plaque tournante entre la rive sud de l'Europe et l'Afrique sub-saharienne.

Le rejet suscité par la politique dictatoriale du dictateur nationaliste Muammar Kadhafi, loin de déboucher comme dans la Tunisie et l'Égypte voisines sur d'authentiques processus révolutionnaires qui laissent, au moment même où nous rédigeons ses lignes, encore ouverte et incertaine l'issue de la lutte entre les forces de la révolution et celles de la réaction, a donné lieu à la première intervention de puissances impérialistes en Afrique du Nord depuis plus d'un demi-siècle (guerre menée par l'impérialisme français en Algérie et expédition franco-britannique de Suez de 1956).

Les enseignements politiques de cet événement sont bien entendu au cœur des débats qui opposent les différentes organisations politiques se réclamant du

mouvement ouvrier et de la lutte pour le socialisme, mais qu'il n'est bien entendu nullement opportun d'évoquer ici.

Par un curieux clin d'œil de l'histoire, les événements dramatiques auxquels nous avons assisté tout au long de l'année 2011 sur le théâtre libyen constituaient comme l'écho amplifié d'une autre entreprise de conquête qui s'était produite exactement un siècle auparavant ? Cette conquête avait permis à la toute jeune nation italienne, qui célébrait en 1911 son cinquantenaire, de conquérir de façon précaire, on le verra, ce que la rhétorique nationaliste de l'époque nommait « la quarta sponda », son quatrième rivage, selon une géographie fantasmagique issue d'infatuations impériales et romaines destinées à une fort sinistre postérité.

Le présent article vise à montrer comment la politique générale de prédation et d'exploitation de l'impérialisme dominant pouvait trouver des déclinaisons spécifiques dans des formations étatiques subalternes et étroitement dépendantes des puissances alors dominantes (France, Angleterre, Allemagne).

Cette brève étude se veut donc comme une modeste illustration de cette loi « du développement inégal et combiné » que Trotsky évoquera si lumineusement dans ses écrits et en particulier dans son *Histoire de la révolution russe* (1).

“La grande proletaria si è mossa” (La grande nation prolétaire s’est mise en marche)

Cette martiale et pompeuse expression est due au poète Giovanni Pascoli (1855-1912) (2), pourtant anarchiste, puis socialiste, adhérent à l’Association internationale des travailleurs (AIT) dans sa jeunesse et même condamné à quelques

mois de prison en 1879 pour avoir facilité la fuite hors d’Italie d’une des figures tutélaires du mouvement ouvrier italien, Andrea Costa (1851-1910) (3). Ce dernier s’était lui aussi laissé aller, sur le tard, à des divagations basées sur une extension abusive des concepts de la lutte des classes aux nations, distinguant ainsi parmi elles les « prolétaires » qui auraient elles aussi eu le droit à leur « juste » part dans le pillage des ressources de zones entières de la planète et les « bourgeoises » et repues qui devraient être contraintes de gré ou de force (par la diplomatie ou par la guerre) à leur laisser une place au banquet des grands de ce monde (4).

L’Italie, qui en cet automne 1911 (la guerre contre la Turquie, puissance théoriquement détentrice de la souveraineté de ces territoires auxquels les Européens

(1) « *La loi rationnelle de l’histoire n’a rien de commun avec des schémas pédantesques. L’inégalité de rythme, qui est la loi la plus générale du processus historique, se manifeste avec le plus de vigueur et de complexité dans les destinées des pays arriérés. Sous le fouet des nécessités extérieures, la vie retardataire est contrainte d’avancer par bonds. De cette loi universelle d’inégalité des rythmes découle une autre loi que, faute d’une appellation plus appropriée, l’on peut dénommer loi du développement combiné dans le sens du rapprochement de diverses étapes, de la combinaison des phases distinctes, de l’amalgame de formes archaïques avec les plus modernes. A défaut de cette loi, prise, bien entendu, dans tout son contenu matériel, il est impossible de comprendre l’histoire de la Russie, comme en général de tous les pays appelés à la civilisation en deuxième, troisième ou dixième ligne* », Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, traduit par Maurice Parijanine, introduction de Jean-Jacques Marie, avant-propos d’Alfred Rosmer, vol. 1 : *La révolution de Février*, Paris, Seuil 1995 [collection « Point Politique » n° 314] (1950), p. 41-42 (c’est nous qui soulignons).

Dans sa biographie (*Trotsky*, Paris, Fayard, 1988, p. 661), Pierre Broué signale qu’un jeune ami de Trotsky, E. B. Solntsev, avait rédigé en déportation une étude exhaustive sur ce sujet, document qui a malheureusement disparu dans les archives du GPU.

(2) C’est le titre d’un vibrant discours nationaliste, tout gonflé d’une rhétorique ronflante exaltant la pseudo-continuité entre l’Italie actuelle et l’Empire romain (Giovanni Pascoli était professeur de lettres classiques et composa même une partie de son œuvre poétique en langue latine) et non exempt de sinistres considérations racistes sur les peuples jugés primitifs, que Pascoli prononça le 26 novembre 1911, alors même que les opérations militaires opposant le corps expéditionnaire italien aux troupes turcs et aux populations berbères et arabes locales étaient encore en cours, au théâtre communal de la petite ville toscane de Barga, et qu’il dédia symboliquement aux soldats italiens morts et blessés au cours de l’expédition. Parvenu en 1906 au couronnement de sa carrière d’enseignant, en accédant à la prestigieuse chaire de littérature italienne de l’Université de Bologne. Pascoli donnait ainsi au colonialisme expansionniste propagé par le Parti nationaliste et utilisé par les grands intérêts financiers et industriels, et le gouvernement italien à leur service, l’onction de la grande culture classique et humaniste que beaucoup d’intellectuels considéraient comme l’apanage de leur patrie.

(3) Ce personnage central des débuts du mouvement ouvrier révolutionnaire en Italie, après avoir été un disciple de Bakounine lors du séjour de ce dernier dans la péninsule (1864-1867), fut le fondateur du Parti socialiste révolutionnaire de Romagne (1881), avant de devenir le premier député socialiste élu à la Chambre des députés l’année suivante.

(4) Point n’est besoin de souligner ici le rôle délétaire que ces fumeuses considérations occuperont dans la propagande fasciste, au moment où Benito Mussolini, avec l’onction du roi Victor-Emmanuel III, décidera de transformer la monarchie italienne en empire, en déclenchant en 1935 la sanglante conquête coloniale de l’Ethiopie.

avaient conféré le nom antique de Libye, mais dont la dénomination exacte était respectivement *vilayet* de Tripolitaine et *mutassariflik* (5) de Cyrénaïque, est officiellement déclarée le 29 septembre de cette même année 1911 à 14 h 30, échéance fixée la veille dans un ultimatum présenté par l'ambassadeur d'Italie à Constantinople) se lance dans une aventure dont les grands intérêts financiers et la classe dirigeante espère tirer de grands avantages non seulement économiques et financiers, mais surtout politiques, est un pays marqué par de très forts contrastes et de terribles inégalités sociales.

La misère sociale touche le pays tout entier, mais est particulièrement sévère dans les régions méridionales où les conditions de vie d'une population composée en grande partie de journaliers asservis à la grande propriété foncière ne sont pas foncièrement meilleures que celles qui règnent dans les pays déclarés « primitifs », comme le soulignent les socialistes et les démocrates bourgeois républicains et méridionalistes (6) opposés à toute politique d'expansion coloniale.

Le choléra, la malaria, la gale, la malnutrition et l'analphabétisme déciment et touchent des régions entières du pays.

Un opposant à l'expédition libyenne cité par une publication du Bureau international de la paix, dont le siège est à Berne, dénonce le fait qu'on compte dans le pays 1 364 communes privées d'eau potables, 4 877 qui n'ont pas d'égouts, 1 700 où le pain est une denrée rare, 4 355 où l'on ne mange jamais de viande, 600 qui n'ont aucun médecin, 366 sans cimetière, 200 000 personnes qui vivent comme des troglodytes (7).

On relèvera une centaine de morts

Parallèlement, l'exploitation féroce à laquelle se livrent les grands propriétaires fonciers et les industriels provoquent des grèves et des mouvements de protestations de plus en plus violents : lors d'émeutes de la faim à Milan en mai 1898, le général Fiorenzo Bava Beccaris fait tirer au canon sur la foule ; on relè-

vera une centaine de morts (dont plusieurs enfants) (8). Le chômage sévit, les grèves se multiplient dans les usines et notamment dans la sidérurgie, essentielle à l'effort de guerre. A la suite d'une relative stagnation de l'économie à partir de 1908, les prix augmentent et l'habileté du président du Conseil, Giovanni Giolitti, revenu au pouvoir en mars 1911, parvient à se concilier la complicité plus ou moins ouverte des dirigeants les plus réformistes du Parti socialiste et de la CGL (la Confédération générale du travail), créant la division et un certain désarroi dans les rangs ouvriers.

(5) Le terme administratif turc de *vilayet* (conservé aujourd'hui dans son équivalent arabisé de *wilaya* désignant les subdivisions territoriales de l'Algérie indépendante) correspond à ce que nous appellerions « province » ou « gouvernorat ». Le *vilayet* a à sa tête un *vali* (gouverneur), tandis qu'un *mutassarif* est un fonctionnaire placé sous l'autorité du *vali* et qui dirige un *mutassariflik*, subdivision administrative du *vilayet*.

(6) On désigne sous ce vocable une véritable école de sociologues, économistes, observateurs politiques qui tentent d'attirer l'attention des autorités et de l'opinion publique sur la situation d'exclusion et de discrimination dont sont victimes le sud de l'Italie, c'est-à-dire tous les territoires situés au sud de Rome et qui avaient été soustraits au pouvoir monarchique des Bourbons de Naples lors de la mythique épopée garibaldienne de 1860, ainsi que la Sardaigne. Le chef de file de ces intellectuels éclairés fut l'historien Gaetano Salvemini (1873-1957), future figure importante de l'antifascisme démocratique.

(7) Ces chiffres sont cités dans l'ouvrage de Sergio Romano (*La quarta sponda. La guerra di Libia, 1911-1912*, Milano, Bompiani, 1977, p. 33), historien né en 1929 et ancien ambassadeur d'Italie à Moscou de 1985 à 1989.

(8) Un mois plus tard, ce vaillant officier recevra des mains du roi de l'époque Humbert I^{er} la croix de grand officier de l'ordre militaire de Savoie pour services rendus « aux institutions et à la civilisation » qui, visiblement avait encore à imposer sa loi, non tant pas aux portes du Sahara, mais bien au pied des Alpes !

Mais si cette conjoncture générale incite à la réserve la plupart des dirigeants socialistes et des républicains ainsi qu'un certain nombre de bourgeois éclairés, elle provoque aussi une poursuite et une intensification de l'émigration massive (9). Cette émigration, en butte à un certain rejet de la part des pays d'accueil, prenant parfois la forme de véritables pogromes anti-italiens comme lors des tragiques événements d'Aigues-Mortes ou de la Nouvelle-Orléans, nourrit la propagande démagogique des nationalistes qui se servent de la situation inhumaine souvent réservée à ces compatriotes déshérités pour justifier leur chauvinisme et leur soif de conquêtes de territoires prétendument destinés à offrir une vie meilleure aux paysans et aux travailleurs sur des territoires qui deviendraient, du fait de leur annexion, partie intégrante de la nation.

L'argument démographique sert aussi de prétexte à la propagande nationaliste pour justifier la conquête de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque qui se transforma ainsi à, grands renforts de contre-vérités sur les ressources réelles et la fécondité fabuleuse de ces territoires en une nouvelle Terre promise, avec tout ce que ce terme, comme l'histoire récente nous l'a enseigné, suscite de résonances émotives et mystiques qui ne sont pas toujours bonnes conseillères.

Mais les rêveries nationalistes et les velléités guerrières qui s'exprimaient par exemple dans le mouvement artistique né à l'initiative de l'homme de lettres Filippo Tommaso Marinetti (1876-1944) — qui dans son *Manifeste du futurisme*, publié en français à la une du *Figaro* le 20 février 1909, proposait d'exalter la guerre comme « *seule hygiène du monde* » — n'auraient sans doute pas suffi à entraîner le pays dans l'aventure coloniale, si cette dernière n'avait correspondu aux intérêts des milieux d'affaires, du gouvernement de l'époque soucieux de préserver l'équilibre politique en divisant et circonvenant les deux forces politiques non encore assimilées dans le consensus national postunitaire : le socialisme et le catholicisme.

Giovanni Giolitti (1842-1926) : “ministre de la pègre” (10) et-ou homme providentiel de la bourgeoisie italienne

Revenu au pouvoir après avoir connu une disgrâce momentanée en 1893 due à son implication dans un scandale financier et manœuvré habilement pour faire échouer la grande grève générale de septembre 1904, Giovanni Giolitti, assurément l'homme politique central de la bourgeoisie italienne des deux premières décennies du nouveau siècle (11), était

(9) Dans les années qui précèdent l'expédition de Libye, les chiffres sont impressionnants : en 1905, le nombre des émigrants atteint 788 000 ; il atteint un pic de 3 256 500 pour les cinq années 1906-1910, dont 60,5 % concerne l'émigration outre-mer, c'est-à-dire à caractère durable et souvent définitif. Dans les vingt années qui vont de la défaite humiliante subie à Adoua, en Ethiopie, par l'armée italienne en 1896 à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente lors du premier conflit mondial (1905), ce sont plus de dix millions d'émigrants qui ont quitté le sol national, une véritable seconde nation au-delà des frontières et des mers que les nationalistes tentent bien sûr d'instrumentaliser à leurs visées chauvines et expansionnistes (pour ces données statistiques, cf. Jean-Louis Miège, *L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours*, Paris, Société d'édition d'enseignement supérieur [Regards sur l'histoire, sous la direction de Victor-Lucien Tapié : II.-Histoire générale : 3], 1968, p. 82).

(10) *Il ministro della mala vita* : c'est le titre du féroce pamphlet que publia contre lui G. Salvemini (cf. note 5 ci-dessus) en 1913 pour stigmatiser la façon dont il utilisait les délinquants de droit commun comme force de pression électorale, notamment dans le sud du pays, selon une pratique qui se généralisera ensuite, y compris sous les gouvernements « démocratiques » issus de la Résistance.

(11) C'est aussi à lui que la bourgeoisie italienne est redevable d'avoir évité que l'épisode de l'occupation des usines en 1920 ne puisse déboucher sur une issue révolutionnaire. (Sur ce point, voir le *Cahier du Cermtri*, n° 114 (septembre 2004), *Italie 1919-1920, situation révolutionnaire ?*)

revenu à nouveau au pouvoir en mars 1911, quelques mois avant l'expédition de Libye.

Adversaire de tout fanatisme idéologique, il ne comptait pas au départ parmi les partisans de l'entreprise, mais sut rapidement changer de point de vue quand il comprit le parti qu'il pouvait tirer de cette opération d'unité nationale propre à élargir la base sociale et politique du fragile édifice de l'Etat libéral, tâche à laquelle il consacra l'essentiel de sa longue action politique.

La pénétration de la Libye par les intérêts italiens et notamment par le Banco di Roma, établissement financier étroitement lié au Vatican, avait commencé dès 1881 et correspondait par ailleurs à l'intérêt économique croissant manifesté par le capital italien pour la zone d'influence de l'Empire ottoman, l'homme malade de l'Europe en voie de décomposition et de démembrement.

Les grandes entreprises italiennes, comme la compagnie sidérurgique Ansaldo, le Banco di Roma, l'industrie textile italienne, et notamment cotonnière exportent une partie notable de leur production dans les régions dépendant de la Sublime Porte (12).

Dès 1907, les investissements italiens en Libye passent environ d'un vingtième des investissements étrangers à pratiquement un tiers, selon l'économiste Luigi Einaudi (1874-1961) (13), par ailleurs opposé à l'expédition.

Cette hausse spectaculaire est bien entendu le signe sans équivoque d'une entrée dans la phase opérationnelle de la conquête désormais également mise à l'ordre du jour par la restructuration des intérêts territoriaux et coloniaux des impérialismes majeurs mise en évidence par l'affrontement franco-allemand à propos du Maroc, qui se solda à l'avantage de la France à la conférence d'Algésiras (1906), la révolution constitutionnelle des Jeunes-Turcs à Constantinople, la proclamation d'indépendance de la Bulgarie et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Empire austro-hongrois (1908), la rencontre italo-russe de Racconigi (1909) conclue par un accord entre le gouvernement italien et Nicolas II pour une politique concertée des

deux Etats tant dans les Balkans que dans les Dardanelles en prévision de l'effondrement de l'Empire ottoman, l'incident d'Agadir qui fit craindre à nouveau un conflit franco-allemand à propos du Maroc (juillet 1911, à quelques mois du déclenchement de la guerre italo-turque).

On voit bien se profiler dans cette série d'événements s'enchaînant à un rythme soutenu les deux futures guerres balkaniques (1912-1913), que Trotsky suivit de près en tant que correspondant de guerre (14), et surtout l'éclatement du terrible conflit mondial de 1914, marquant selon certains la véritable fin du XIX^e siècle et le début de notre « court vingtième siècle », selon l'expression de l'historien anglais Eric J. Hobsbawm (15).

L'étude un peu attentive des nombreuses motivations qui finirent par créer les conditions politiques d'un engagement dans le conflit fait donc justice de la distinction quelque peu artificielle établie par certains spécialistes entre un colonialisme « politique » fondé de manière prédominante sur des élans idéologiques et patriotiques, en somme avant tout spirituels, et un colonialisme « économique », expression achevée du développement capitaliste.

(12) Paolo Maltese, *La Terra Promessa ...*, op. cit., pp. 23-25.

(13) Ce personnage fut un représentant éminent du libéralisme italien et un opposant au fascisme, ce qui lui valut d'être le premier président de la République italienne (1948-1955) après la chute du régime. Il avait développé ses vues mitigées sur l'expansion coloniale italienne dès 1900 dans un ouvrage intitulé *Un principe mercante. Studi sull'espansione coloniale italiana* [Un prince marchand. Etude sur l'expansion coloniale italienne] (Torino, Bocca).

(14) Lev Trotsky, *Les guerres balkaniques 1912-1913*, Paris, éditions science marxiste, 2002, traduction française de l'édition italienne publiée par le groupe « Lotta Comunista » (Lev Trotsky, *La guerre balcanique 1912-1913*, Milano, Edizioni Lotta comunista, 1999) du recueil d'articles écrits par Trotsky en tant que correspondant de guerre du périodique ukrainien *Kievskaya Mysl*.

(15) Eric John Hobsbawm, *L'âge des extrêmes. Le court vingtième siècle 1914-1991*, (éd. originale anglaise, 1994), André Versaille éditeur, 2008.

Selon cette distinction artificielle, le colonialisme italien, expression de l'orgueil national d'un pays économiquement arriéré et ayant encore à réaliser des tâches propres à la bourgeoisie (démocratisation de la vie politique, réforme agraire, industrialisation, urbanisation) relèverait bien entendu de la première catégorie, alors que la seconde serait l'apanage exclusif des nations économiquement les plus avancées où les tâches historiques bourgeoises seraient désormais accomplies.

On comprend bien l'utilisation que peuvent faire d'une telle analyse les apologistes d'un colonialisme « admissible » : libéraux bourgeois, démocrates laïques, catholiques plus ou moins prosélytes, sans oublier, bien sûr, la droite réformiste au sein du Parti socialiste, convaincue par une vision étapiste et progressive de la transformation socialiste des sociétés, que l'extension du système capitaliste aux zones arriérées était un facteur positif qui allait dans le sens des intérêts de la classe ouvrière.

Bref, ce sont ici tous les problèmes qui vont se poser au mouvement ouvrier au cours du XX^e siècle (avec des prolongements jusqu'à notre actuelle période), à la grave mais nécessaire fracture qu'il va connaître et qui débouchera sur la révolution d'Octobre et aux distorsions et situation inédites que va créer le développement impétueux des mouvements d'indépendance nationale confronté à l'hégémonie délétère du stalinisme et à la relative marginalité des organisations se réclamant du marxisme révolutionnaire et de sa vision stratégique synthétisée dans la théorie de la révolution permanente, seule capable d'assurer une réelle émancipation de la classe ouvrière internationale et des masses déshéritées, projetées de fait sur le devant de la scène.

Un révolutionnaire anticolonialiste nommé Benito Mussolini (1883-1945)

Le Parti socialiste italien est profondément divisé en son sein entre une droite représentée par les partisans de l'aven-

ture coloniale et composée notamment d'un groupe de députés socialistes du Mezzogiorno — Giuseppe De Felice Giuffrida (1859-1920), Guido Podrecca (1865-1923), Alessandro Tasca Filangieri di Cutò, surnommé « le Prince rouge » (1874-1943) — sans doute poussés par un clientélisme lié au lobby agraire, et de figures de premier plan du Parti socialiste, tels que Leonida Bissolati (1857-1920), futur ministre de deux gouvernements successifs d'union nationale pendant la Première Guerre mondiale, et Ivanoe Bonomi (1873-1951), qui deviendra, lui, deux fois président du Conseil, d'abord en 1921-1922, où il succéda à Giovanni Giolitti et fut d'une grande complaisance vis-à-vis des menées fascistes contre le mouvement ouvrier, puis à la Libération, en 1944-1945, où il succéda au transfuge du régime mussolinien, le célèbre maréchal Pietro Badoglio (1871-1956), pour finir enfin sa carrière politique dans le rôle de second personnage de l'Etat né de la défaite du fascisme en tant que premier président du Sénat de la toute nouvelle République italienne (1948-1951).

A côté de ces éléments droitiers et les plus influencés par le réformisme d'Eduard Bernstein (1850-1932) (16), figurent d'autres personnalités de premier plan du socialisme italien qui, tout en s'opposant à toute théorisation de l'anticolonialisme actif et en exprimant leur réserve par rapport aux actions militantes susceptibles de le contrecarrer, demeurent formellement opposés par observance doctrinale à l'entreprise libyenne.

Il s'agit de Filippo Turati (1857-1932), le théoricien du socialisme italien et le directeur de la revue *La Critica sociale* qui, devant les signes toujours plus évidents des préparatifs de l'expédition, préférait écarter l'hypothèse sur un ton

(16) Son ouvrage théorique fondamental, véritable manifeste du réformisme (*Socialisme théorique et social-démocratie pratique*) avait paru en Allemagne en 1898 et avait été traduit en français (Paris, Stock) en 1900. Cette traduction a été republiée plus récemment sous le titre *Les présupposés du socialisme* (Paris, Seuil, 1974).

dédaigneux en déclarant encore dans les colonnes de sa revue le 16 septembre (soit onze jours seulement avant la déclaration de guerre officielle de l'Italie à la Turquie !) que ce « bluff » (on dirait aujourd'hui ce « buzz ») autour de Tripoli ne devait en aucun cas être pris au sérieux et qu'il fallait lui attribuer autant de crédit qu'à n'importe quel autre « *serpent de mer de la zoologie journalistique estivale* ». La formule, pour être bien tournée, n'en montre pas moins jusqu'à quel point ce courant prétendument orthodoxe du socialisme italien était prêt à se boucher les yeux et les oreilles pour ne pas avoir à susciter ni même à soutenir tout éventuel mouvement de masse d'opposition à l'aventure risquant de mettre à mal l'alliance objective du Parti socialiste avec la politique apparemment conciliatrice de Giolitti et de son gouvernement à l'égard des leaders socialistes et syndicalistes « raisonnables » et prêts à collaborer avec lui, tout en gardant intacte leur fallacieuse « pureté » doctrinale aux yeux des masses.

Cette configuration politique, même si elle date d'un siècle, rappelle tout à fait une conjoncture similaire qui est aujourd'hui l'une des raisons du retard de la crise révolutionnaire dont la situation mondiale est pourtant grosse, dans toute une série de pays, dont le nôtre.

Derrière Filippo Turati, alors leader historique et prestigieux de ce courant, se rangeaient sa compagne, Anna Mikhaïlovna Koulitchev (1857-1925), militante d'origine russe depuis longtemps installée en Italie (17), ou encore Claudio Treves (1869-1933), qui dirigea le journal central du parti, *L'Avanti*, de 1909 à 1912, date à laquelle il dut céder ce poste au « révolutionnaire » Benito Mussolini.

A côté de ces deux variétés de socialistes réformistes, campaient un certain nombre de militants et de dirigeants qui s'opposaient violemment à eux au nom de la révolution, du culte de la violence et de la grève générale, et se revendiquaient des idées du théoricien français Georges Sorel (1847-1922).

Il s'agit avant tout d'Arturo Labriola (1873-1959) qui proclamait haut et fort que la guerre coloniale constituait pour

le prolétariat une occasion de se préparer au combat de classe et qui n'hésitait pas à définir le syndicalisme révolutionnaire comme « *une forme d'impérialisme ouvrier* » ni à s'adresser à ses camarades socialistes en ces termes dans un article paru dans une publication socialiste la veille du déclenchement des opérations militaires :

« *Mes camarades, savez-vous pourquoi le prolétariat d'Italie n'est pas capable de faire la révolution ? Eh bien, c'est justement parce qu'il n'est même pas capable de faire une guerre. Laissez la bourgeoisie l'habituer à se battre pour de bon, et vous verrez alors qu'il apprendra à battre la bourgeoisie elle-même !* » (18).

Là encore, sans vouloir tomber dans une version téléologique de l'histoire, on ne peut qu'être frappé par le fait que cette étrange convergence entre le discours de

(17) Cette personnalité singulière de militante politique avait d'abord été la compagne d'Andrea Costa dont il a déjà été question (cf. note 3 ci-dessus). Le rôle important qu'elle joua non seulement dans l'histoire du mouvement ouvrier italien, mais plus généralement dans celle du mouvement social et féministe, mériterait peut-être qu'une étude plus approfondie lui soit un jour consacrée dans ces *Cahiers*.

(18) Arturo Labriola, *La nuova impresa della nuova Italia* [La nouvelle entreprise de l'Italie nouvelle], *La Scintilla* [L'Étincelle] datée du 26 septembre 1911. L'itinéraire d'Arturo Labriola est également significatif : après avoir abandonné les rangs du syndicalisme révolutionnaire, il devint ministre du Travail dans le dernier gouvernement Giolitti (1921-1922). Il dut momentanément s'exiler durant le fascisme en raison de son appartenance à la franc-maçonnerie. Mais au moment de la guerre d'Éthiopie (1935), il se rapprocha du régime fasciste et retourna en Italie où il collabora avec Nicola Bombacci (1879-1945) — qui avait été parmi les fondateurs du Parti communiste d'Italie au congrès de scission de Livourne de 1921 et se rallia à la sinistre République sociale italienne de Salò en 1943 pour finir fusillé avec Mussolini et ses derniers fidèles en avril 1945 — à la revue fasciste « de gauche » *La Verità* publiée de 1936 à 1943. Il faut croire qu'on ne tint pas trop rigueur à Arturo Labriola de cet engagement pourtant, puisqu'il fut élu sénateur de la République en 1948.

militants qui se considèrent comme l'avant-garde de la révolution prolétarienne et socialiste et les fureurs bellicistes des milieux réactionnaires et nationalistes semble anticiper des phénomènes du même type qui se développeront en Europe avec la montée des fascismes et qui survivent encore de nos jours avec le relatif développement de ce qu'on appelle communément les mouvances « rouges-brunes ».

Mais la majorité du Parti socialiste était représentée par une gauche et un centre qui conservait les vieux réflexes d'opposition à la politique de la bourgeoisie et qui prendra d'ailleurs le contrôle du parti lors du XIII^e Congrès de Reggio d'Emilie (7-9 juillet 1912), procédera à l'exclusion des éléments les plus réformistes (L. Bissolati, I. Bonomi, Angiolo Cabrini [1869-1937]) et propulsera Benito Mussolini à la direction de *L'Avanti* et à la direction du Parti.

Cette majorité ne resta pas inactive dans la période qui précéda l'expédition coloniale et affirma avec force son opposition résolue et principielle à celle-ci.

Lors du XII^e Congrès du parti qui se tint à Modène, le jeune révolutionnaire romagnol Benito Mussolini, membre de la fraction révolutionnaire de la fédération de Forlì et qui s'était éloigné du parti, avec un certain nombre des fidèles dont il avait su gagner l'estime et l'admiration, pour protester contre la politique droitière du parti, fut sollicité pour y rentrer. L'opposition qui se manifesta alors dans les rangs socialistes et de la CGL, qui décréta une grève générale pour le 27 septembre et le rôle de pointe joué par Mussolini et ses partisans dans les actions de protestation qui furent organisées, finirent par l'imposer comme un des nouveaux dirigeants d'un parti censément revenu à ses principes révolutionnaires.

Dès le 5 août, le jeune leader maximaliste s'exprimait ainsi dans le journal *La Lotta di classe* :

« Si la patrie — cette fiction mensongère qui a désormais fait son temps — exige de nouveaux sacrifices en termes d'argent et de sang, le prolétariat qui suit les directives socialistes répliquera par la grève générale. La guerre entre

les nations se transformera alors en une guerre entre les classes » (19).

Joignant les actes à ces mâles paroles, Mussolini et Pietro Nenni (1891-1980), alors tout jeune militant républicain et qui, passé au Parti socialiste en 1921, en deviendra par la suite le principal dirigeant jusqu'à une période assez récente, organisèrent alors des manifestations dans toute la Romagne durement réprimées par la police ; elles donnèrent lieu à des incidents violents qui aboutirent à l'arrestation et à la condamnation à des peines de prison ferme pour les deux protagonistes en novembre 1911. Libéré quatre mois plus tard, grâce à une remise de peine, Mussolini acquit ainsi dans le mouvement socialiste italien et international un prestige considérable.

Mais cet épisode flamboyant ne doit pas faire oublier la leçon essentielle qui se profilait derrière ces soubresauts de fierté révolutionnaire : la protestation exclusivement confinée en Romagne et de façon plus diffuse dans le nord de l'Italie, montrait déjà l'extrême fragilité du Parti socialiste dont aucune des factions, même celle qui se prévalait des appellations tonitruantes d' « intransigeante » ou de « maximaliste » n'était réellement préparée à affronter les événements cataclysmiques qui couvaient sous la cendre de l'involution impérialiste de l'ensemble du système.

Tripoli "belle terre d'amour" (20) et le revers de la médaille

Il n'est pas nécessaire de trop s'attarder ici sur le détail des opérations diplomatiques et militaires qui aboutirent finalement par le traité de Lausanne du 15 octobre 1912 (sanctionné à Ouchy le 18 octobre) à la reconnaissance de la

(19) Cité par Renzo De Felice dans le premier tome de sa monumentale biographie de Mussolini.

(20) *Tripoli, bel suol d'amore*, titre d'une inepte chansonnette patriotarde très célèbre à l'époque.

souveraineté italienne sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque qui prenaient désormais le nom antique de Libye ainsi que sur Rhodes et les îles du Dodécanèse que l'Italie s'engageait à restituer à la Grèce (ce qu'elle ne fit évidemment pas jusqu'à la fin du fascisme).

En fait, tous les mensonges sur lesquels les partisans de la conquête avaient fondé leur propagande débridée avaient connu un cruel démenti que les autorités gouvernementales et la presse aux ordres ne réussissaient plus à masquer.

Mensonge que la prétendue richesse inépuisable des territoires conquis où certains avaient vu une profusion prodigieuse d'oliviers « *plus colossaux que des chênes* » (21) qui n'étaient en fait que des arbustes communs et d'autres des quantités inépuisables d'eau qui n'existaient que dans leur imagination plus ou moins sincère.

Mensonge que la prétendue sympathie des populations arabes, lassées du joug ottoman, aurait nourri envers les Italiens venus les libérer de l'oppression et de l'arriération.

Mensonge encore la proclamation que l'expédition ne serait qu'une promenade militaire, car les forces turques et les populations locales réussirent à former des unités combattantes qui se révélèrent d'une redoutable efficacité et d'une réelle valeur militaire.

Inévitablement, comme c'est malheureusement la règle dans ce genre d'entreprises, toutes ces billevesées visaient en fait à couvrir une réalité sordide de massacres, y compris de populations civiles, d'exécutions sommaires, d'expropriations, de pillages et de viols entraînant à leur tour leur cortège de représailles et d'atrocités.

Après des débarquements victorieux à Tripoli et à Benghazi, le corps expéditionnaire italien subit de nombreux et sanglants revers, notamment le 23 octobre à Shiara Shiat, puis à Sidi Mesri. En 1915, une révolte arabe eut lieu à Trahuna et Beni Oulid au cours de laquelle 2 200 italiens (militaires et civils) perdirent la vie.

Bien que la censure s'efforçât de taire soigneusement ces désastres qui démentaient le triomphalisme de la propagande

officielle et nationaliste, il semble que le peuple italien dans son ensemble n'était pas dupe ; en 1912, on enregistrait encore un million et demi de départs d'émigrants vers les Amériques (Etats-Unis et Argentine étant les deux destinations privilégiées), qui continuaient donc d'apparaître, malgré la xénophobie et les conditions de vie souvent terribles réservées aux immigrants, comme des terres d'accueil beaucoup plus fiables que les rivages brûlants des Syrtes.

En fait, la fameuse « conquête » historique de la Libye se limita au contrôle d'une étroite bande littorale, alors que le reste de cet immense territoire échappait totalement au contrôle de Rome, jusqu'à ce qu'en 1931, vingt ans donc après le débarquement si exalté d'octobre 1911, Mussolini décide d'expédier en Libye le sinistre maréchal Rodolfo Graziani (1882-1955) (22). Ce dernier nommé, gouverneur de la Cyrénaïque, utilisa des méthodes d'une brutalité inouïe pour

(21) C'est ce qu'affirmait, dans une tartarinade ridicule, en avril 1911, l'envoyé spécial du quotidien turinois *La Stampa*, le journaliste Giuseppe Bevione (1879-1976), journaliste nationaliste qui se rallia au fascisme et fut nommé en 1923 par Mussolini directeur du quotidien milanais *Il Secolo*, exemple cité par Silvio Bertoldi dans son compte rendu de l'ouvrage de l'historien Angelo del Boca (*Gli Italiani in Libia, 1860-1922*, Bari, Laterza, vol. 1, 1986) *Tripoli, bel suol di menzogne* [Tripoli, belle terre de mensonges, paru dans le *Corriere della Sera* daté du mercredi 1^{er} octobre 1986.

(22) Rodolfo Graziani « s'illustra » plus tard avec la même brutalité au cours de la guerre d'annexion d'Éthiopie (1935-1936), où (autre « innovation » effroyable) il n'hésita pas à employer les armes chimiques contre la population civile, méritant ainsi d'être élevé au rang de vice-roi d'Éthiopie. Fasciste convaincu et fanatique, notamment durant les terribles années de la République sociale italienne de Salò, il fut arrêté à la Libération, jugé et condamné à dix-neuf ans de prison. Mais sa peine fut réduite à deux années seulement (!), preuve que la patrie « démocratique » éprouvait quelque reconnaissance pour les « prouesses » guerrières de l'armée au service du précédent régime. Il continua jusqu'à sa mort à défendre sa propre cause dans des ouvrages fort auto-apologétiques mais aussi celle de l'idéologie qu'il avait servi ; il adhéra en 1948 au Movimento

« sécuriser » la colonie en se servant, comme l'avaient fait les Anglais pendant la guerre des Boers, de la déportation en masse des populations civiles entassées dans des conditions inhumaines dans des camps de concentration. Il suscita ainsi une intensification de la résistance arabe guidée par un chef de guerre légendaire, Omar al-Moukhtar, surnommé « le lion du désert », qui finit par être capturé et pendu par les Italiens, et figure encore aujourd'hui au panthéon des grands héros de la lutte d'émancipation des peuples arabes (23).

L'impérialisme italien, "impérialisme en haillons" (24), mais expression du caractère international du phénomène impérialiste

Malgré les tentatives faites à l'époque pour mettre l'accent sur les spécificités du colonialisme italien, notamment par le sociologue Roberto Michels (1876-1936), que Lénine cite et critique souvent, et l'économiste nationaliste Mario Alberti (1884-1939), pour y voir une exception aux lois générales de l'impérialisme comme « stade suprême » et donc putrescent du mode de production capitaliste, tentatives qui n'ont pas manqué non plus à notre époque, l'opération libyenne marque, selon l'historien Pierre Renouvin (1893-1974), « *le premier acte vraiment autonome de la politique extérieure de l'Italie* » (25) ; elle sanctionne aussi l'entrée de l'Italie, malgré toutes ses tares et son retard de développement, dans l'arène des puissances impérialistes, et place désormais sur l'agenda la nécessité de la révolution prolétarienne et du gouvernement ouvrier et des masses, contre toute tentative de préconiser des solutions intermédiaires et-ou exclusivement dictées par des considérations purement « nationales » (26).

Six ans après l'épisode libyen,

l'exemple de la révolution d'Octobre en fournira l'illustration exemplaire pour la Russie, pays lui aussi « spécifique », mais dont Lénine avait déjà démontré dès 1899 dans son essai *Sur le dévelop-*

Sociale Italiano (MSI), formation néo-fasciste reconstituée sous la direction d'un autre serviteur de la République de Salò, Giorgio Almirante (1914-1988), ex-collaborateur aussi de la revue ultra-fasciste et raciste *Difesa della razza* [Défense de la race] dirigée par Telesio Interlandi (1894-1965). A la fin de sa vie, Rodolfo Graziani dut s'éloigner du MSI car il fut soupçonné de tentative putschiste, ce qui témoigne au moins d'une certaine constance dans les idées qu'on peut lui reconnaître, et risquait donc de mettre en péril la façade pseudo-démocratique et légaliste que le parti néo-fasciste essayait de présenter.

(23) La saga de ce résistant nationaliste et musulman fut l'objet, en 1980, d'un film hollywoodien dirigé par le réalisateur syro-américain Moustafa Akkad (qui trouvera la mort en 2005 en Jordanie lors d'un attentat de la résistance irakienne à l'occupation américaine), *Le lion du désert*, avec Anthony Quinn dans le rôle de Omar al-Moukhtar, tandis que Rod Steiger et Oliver Reed incarnait respectivement Benito Mussolini et Rodolfo Graziani. Le film eut un grand retentissement dans tout le monde arabe et dans les pays abritant de nombreuses communautés arabo-musulmanes. Sa projection fut interdite en Italie (pour « *offense aux forces armées* ») jusqu'en 2009, où il fut projeté par une chaîne de télévision satellitaire lors d'une visite dans la péninsule de Kadhafi, alors en grâce auprès du gouvernement italien de l'époque qui était le quatrième et (vraisemblablement le dernier) du sieur Silvio Berlusconi.

(24) L'expression, on le sait, est due à Lénine et est devenue célèbre dans les études des spécialistes italiens du phénomène sous l'appellation d'« *imperialismo straccione* ».

(25) Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales*. Tome VI. *Le XIX^e siècle*, Paris, 1955, p. 229, cité par Jean-Louis Miège, *L'impérialisme colonial italien...*, op. cit., p. 94, n. 39.

(26) Pour une excellente synthèse de l'ensemble de ce débat passé et actuel sur la nature et la portée de l'impérialisme italien à la lumière de la guerre de Libye de 1911-1912, on se référera à l'ouvrage de Maurizio Degl'Innocenti, *Il socialismo italiano e la guerra di Libia*, Roma, Editori Riuniti [Biblioteca di storia. Collana diretta da Ernesto Ragionieri : 53], 1976, en particulier pp. 12-20.

pement capitaliste en Russie (27) que, contrairement à ce que disaient les théoriciens populistes, le pays était en voie d'intégration au système capitaliste mondial dont il présentait même certains traits sous une forme exacerbée.

Dans une note consacrée à l'impérialisme italien et publiée dans la revue *Le Communiste* à la fin du mois d'août 1915, c'est-à-dire au moment où le dirigeant bolchevique a entamé la lutte contre le social-chauvinisme et l'opportunisme, soulignant contre le « bavard » et « superficiel professeur bourgeois » Roberto Michels, « l'intérêt à comparer, sous certains rapports, l'impérialisme et le socialisme dans ces deux pays » (28), il reconnaît à son cynisme colonialiste visant à justifier le « pauvre petit » colonialisme italien contre son « méchant grand » concurrent anglais, Lénine déclare :

« La politique coloniale et l'impérialisme ne sont pas du tout des anomalies pathologiques et curables du capitalisme (comme le croient les philistins, et Kautsky avec eux), mais l'inévitable résultat des fondements mêmes du capitalisme : la concurrence entre les différentes entreprises pose une seule alternative, à savoir, être ruiné ou ruiner les autres ; la concurrence entre les différents pays pose une seule alternative : rester loin en arrière et risquer constamment de subir le sort de la Belgique, ou bien ruiner et asservir d'autres pays, en jouant des coudes pour se faire une place parmi les « grandes » puissances (29). »

A sa manière, la guerre coloniale de Libye de 1911-1912 était une illustration de cette loi d'airain qui mettait alors, comme elle l'est encore aujourd'hui, la révolution prolétarienne internationale à l'ordre du jour ; jusque dans ses horreurs et ses distorsions, elle témoignait que l'impérialisme italien allait tenir ses promesses de destruction, de désastres et de malheur comme allait le démontrer le déroulement tragique de son histoire : boucherie de la Première Guerre mondiale, dictature fasciste, horreurs de la Deuxième Guerre mondiale, exploitation et pourrissement institutionnel et sociétal de l'hégémonie démocratéchrétienne, suivi de la quasi-disparition

du mouvement ouvrier organisé indépendant, des pantalonades du berlusconisme et de la mise sous tutelle toute récente du pays tout entier par la triarchie FMI, CEE, BCE, grosse de nouvelles et imprévisibles catastrophes.

Frank La Brasca

(27) L'ouvrage connut une seconde édition complétée en 1908.

(28) Il s'agit de l'Italie et de la Russie. Cf. V. I. Lénine, *Impérialisme et socialisme en Italie* (note), in *Œuvres*, Paris, Editions Sociales-Moscou, Editions en langue étrangère, 1960, tome 21 (août 1914-décembre 1915), pp. 370-379.

(29) *Ibid.*, p. 371.



Février 1912 : massacre à Derna.



Juin 1912 : massacre à Lebda.

Trotsky et l'idiot de service

Lénine décédé deux ans avant sa mort

Dès la première page de la biographie de Trotsky par Robert Service, on est frappé par la désinvolture de l'auteur, de la traductrice, de la maison d'édition ou des trois ensemble. « *A la mort de Lénine, en 1922...* » (1), lit-on en effet. L'affirmation est surprenante car, jusqu'à Robert Service, chacun pensait que Lénine était mort le 21 janvier 1924. La date de 1922 est attribuable évidemment à la désinvolture avec laquelle le texte a été traduit ou corrigé, et le texte anglais porte bien entendu la date de 1924. L'étonnant, en revanche, est qu'aucun des articles de journaux ou de revues, tous plus dithyrambiques les uns que les autres, ne signale cette énorme bourde. Ou les journalistes ne l'ont pas remarquée — ce qui en dit long sur leur professionnalisme — ou ils l'ont délibérément passée sous silence pour ne pas dévaloriser la charge de Service contre Trotsky, ce qui en dit long sur leur honnêteté intellectuelle. En revanche, quand Robert Service fait mourir Natalia Sedova en 1960 et non en 1962, il s'agit là d'une marque d'ignorance, que les laudateurs n'ont pas remarquée non plus.

Certes, il n'y a pas d'ouvrage historique sans quelques menues erreurs

et coquilles. Mais cette erreur plutôt grossière précédée et suivie de pas mal d'autres est un peu fâcheuse pour un ouvrage que nombre de journalistes qui ne l'ont sans doute lu qu'en diagonale (et encore une très large diagonale) présentent comme la première véritable (ou la meilleure, voire la définitive) biographie de Trotsky.

Un historien stupide...

Les sujets d'étonnement ne manquent pas dans l'ouvrage de Service. On a beau être blasé sur le traditionnel empirisme britannique, un certain nombre de rapports de cause à effet chez l'historien britannique ne manquent pas de surprendre. Ainsi quand il établit un rapport étonnant entre émotion et transpiration : « *Bon orateur, écrit-il, il pouvait émouvoir son auditoire sans se mettre à transpirer abondamment* » (2), ou mieux encore : « *On remarquait la maigreur de ses doigts, mais ses poignées de main n'étaient pas molles du tout. C'est lui qui maîtrisait les préparatifs de l'insurrection* » (3). On s'interroge sur le rapport entre l'absence

(1) Robert Service, *Trotsky*, Perrin, 2011, p. 15.

(2) *Ibid.* p. 112.

(3) *Ibid.* p. 215.

de mollesse des mains et le rôle joué par Trotsky dans l'insurrection et l'on se demande dès lors : est-ce parce que Zinoviev avait les mains molles qu'il était hostile à l'insurrection ?

Longue est la litanie des phrases dénuées de sens. En voici quelques-unes au hasard :

« *Alexandre Parvus avait raison de dire que les objectifs socialistes resteraient hors d'atteinte si les marxistes concentraient tous leurs efforts sur l'élimination des éléments subversifs* » (4).

« *Si Lénine n'avait pas souligné les avantages d'une coopération tactique avec les mencheviks, les problèmes auraient pris une tout autre ampleur* » (5).

« *Les bolcheviks étaient aussi en plein désarroi : la plupart d'entre eux ne voulaient pas collaborer avec le mouvement ouvrier* » (6).

« *Trotsky était convaincu que la "révolution permanente" était dans l'air* » (7).

Une théorie de la révolution « dans l'air » ? Pourquoi pas « dans le vent » ?

« *L'écriture lui permettait aussi de garder son prestige au sein de la direction du parti et en même temps de rallier des adeptes grâce à quelques messages politiques dont il émaillait judicieusement sa prose* » (8).

En dehors de ces « quelques (?) — donc rares — messages politiques » de quoi parlait donc Trotsky ?

... grotesque

On pourrait organiser un concours des phrases les plus stupides de Service. L'un des plus belles est sans doute celle-ci :

« *Trotsky avait attendu la grande guerre avant de poser des conditions d'adhésion au Parti ouvrier social-démocrate de Russie* » (9).

Trotsky attendant (?) la guerre de 1914 pour poser (à qui ?) « des conditions d'adhésion » (au nom de quoi ?) à la social-démocratie russe, alors divisée entre bolcheviks et mencheviks, et dont la plupart des militants sont en exil ou en prison ? C'est une idée particulièrement

saugrenue. Aussi saugrenue que cette découverte « servicienne » : « *Aucun groupe trotskiste ne se forma durant la Grande guerre, ce qui ne fut pas pour préoccuper Trotski* » (10)... et pour cause ! Parce que l'idée même d'un « groupe trotskyste » en 1914 ou en 1918 était tout à fait anachronique, proprement impensable et n'est jamais venue dans la tête de personne à commencer par celle de Trotsky lui-même qui menait alors une propagande inlassable pour l'unité du Parti social-démocrate contre la division entre bolcheviks et mencheviks.

Assez jolie aussi l'affirmation qu'en 1917 « *selon Trotski il fallait établir une République d'ouvriers révolutionnaires* » (11).

Mais le summum de l'invention, grotesque est sans doute atteint par la phrase :

« *Les bolcheviks n'avaient pas hésité avec d'autres (qui ? mystère...) à présenter Trotski comme un cinglé incapable de comprendre quoi que ce soit au marxisme* » (12). Un cinglé ? Pourquoi pas un psychopathe ? Robert Service ne donne aucun nom ni aucune référence à cette affirmation grotesque qu'il enrichit d'une autre du même tonneau :

« *Toute identification nationale au sien du mouvement socialiste lui semblait détestable (...). En 1914, lorsque les sociaux-démocrates allemands votèrent les crédits de guerre, c'est encore pour la même raison qu'il les condamna* » (13). Donc, parce qu'en votant les crédits de guerre, ils auraient affirmé leur identité allemande !

Or évidemment pour Trotsky, comme pour Lénine, le vote des crédits de guerre n'était nullement un signe d'identification nationale mais un signe

(4) *Ibid.* p. 99.

(5) *Ibid.* p. 101.

(6) *Ibid.* p. 114.

(7) *Ibid.* p. 115.

(8) *Ibid.* p. 127.

(9) *Ibid.* p. 176.

(10) *Ibid.* p. 168.

(11) *Ibid.* p. 185.

(12) *Ibid.* p. 190.

(13) *Ibid.* p. 231.

de subordination des Partis socialistes à leur bourgeoisie et à leur gouvernement qui leur interdirait de les combattre quand les masses accablées par les maux de la guerre se tourneraient contre eux.

Autre summum : « *Les léninistes se moquaient éperdument du Parti ouvrier social-démocrate de Russie* » (14) dont ils dirigeaient pourtant une fraction !

En 1936, selon l'« historien » britannique, « *Trotsky percevait très bien que ses partisans français risquaient de ne pas savoir quand ni comment tenter un coup d'Etat* » (15). Diable ! Les trois cent cinquante trotskystes français tentés par l'idée d'un coup d'Etat en 1936 mais ne sachant ni quand ni comment s'y prendre, à la grande déception de Léon Davidovitch, ça c'est une découverte !

Comment qualifier la perle qui suit ?

« *Parmi les révolutionnaires beaucoup, d'origine juive, promettaient de construire une société nouvelle sans apporter les ressources matérielles nécessaires* » (16). Quels filous vraiment ces révolutionnaires d'origine juive !

... menteur

A ces perles que l'on pourrait continuer d'enfiler, il faut ajouter les marques d'ignorance ou les falsifications pures et simples.

Évoquant la formation, le 26 octobre 1917, du premier Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom) où Trotsky fut nommé commissaire aux Affaires étrangères, Robert Service écrit : « *Le nouveau commissaire du peuple était aussi, tout simplement, le Juif le plus connu d'un Sovnarkom où ils figuraient en nombre disproportionné* » (17).

Vraiment ? La composition de ce premier gouvernement soviétique a été publiée des milliers de fois depuis sa formation et n'exige aucune recherche dans les archives. Rappelons-la : Lénine, Rykov, Milioutine, Chliapnikov, Antonov-Ovseenko, Krylenko, Dybenko, Noguine, Lounatcharski, Skvortsov, Trotsky, Oppokov, Teodorovitch, Avilov, Staline. On peut chercher à la loupe. Le seul juif est Trotsky. En fouillant bien,

comme l'ont fait des Russes blancs, on peut certes découvrir que l'arrière grand-père paternel de Lénine, Moshe, Mochko ou Moïse Blank, était juif... mais il s'était converti à l'orthodoxie sous le tsar Nicolas I^{er} pour qui un juif converti n'est plus un juif.

C'est que Service n'hésite pas à trafiquer des faits connus.

Autre exemple : évoquant la discussion passionnée sur la signature ou non de la paix avec les Allemands en février 1918, il évoque la réunion décisive du comité central du 23 février. Selon lui, « *Trotsky inflexible ne cessait de répéter qu'une paix séparée trahirait les principes révolutionnaires* » (18) Or le procès-verbal de cette séance a été publié il y a plus de cinquante ans. Il suffit de le consulter pour constater que Trotsky ne dit absolument pas ce que Service met dans sa bouche (19). Ce jour-là, même Boukharine, le plus acharné partisan de la guerre révolutionnaire, ne dit pas ce que Service prête à Trotsky.

Tout lecteur de *Cours nouveau, de La Révolution permanente* ou de *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* ne pourra enfin que sursauter en lisant l'assertion de Service selon lequel « *l'économie importait aussi peu à Trotsky qu'à Lénine, peut-être moins* » (20).

... ignare

Robert Service, en prime, ignore l'histoire du mouvement ouvrier de l'époque. Ainsi, il évoque deux fois le social-démocrate allemand Bernstein dont l'ouvrage *Les présupposés du socialisme* suscita une discussion passionnée dans les rangs de la social-démocratie internationale (y compris russe) plusieurs années durant à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Mais il ne sait manifes-

(14) *Ibid.* p. 147.

(15) *Ibid.* p. 467.

(16) *Ibid.* p. 233.

(17) *Ibid.* p. 220.

(18) *Ibid.* p. 244.

(19) *Les bolcheviks et la révolution d'octobre*, Maspero, 1964, pp. 287-291.

(20) Service, *op. cit.*, p. 202.

tement pas de quoi il s'agit. Il évoque « *les idées modérées, non violentes d'Edouard Bernstein* » qui, écrit-il un peu plus loin, « *cherchait à éloigner le marxisme de la doctrine révolutionnaire, préférant un changement politique en douceur* » (21). Ces deux phrases qui semblent présenter Bernstein comme un précurseur du Mahatma Gandhi ne permettent pas au lecteur de savoir ce que Bernstein a écrit alors qu'il était très clair. Bernstein affirmait simplement la pérennité du capitalisme grâce à sa capacité — prétendue — à surmonter ses crises. « *La lutte des classes, écrit-il, perd de son intensité dans l'ensemble des pays industriels* », car les crises économiques et sociales s'atténuent. Selon lui, « *l'extension gigantesque du marché mondial (...) a enrayé le processus des crises ; la richesse accrue des pays industriels européens, jointe à la souplesse de crédit moderne et à l'apparition des cartels industriels* » (les trusts — NDA) font que « *pour une période assez longue, des crises générales (...) sont devenues improbables* » (22). Ce que la suite n'a guère confirmé, à moins de considérer comme autant de modes de régulation normaux des crises économiques, la Première Guerre mondiale, la crise de 1929, la Seconde Guerre mondiale, les crises suivantes, dont celle de 2008 qui a fait disparaître en fumée 25 000 milliards de dollars en quelques jours, celle d'aujourd'hui, qui promet de faire mieux encore dans la destruction d'un nombre fantastique de forces productives... et des droits sociaux arrachés par la classe ouvrière au cours de décennies de lutte. C'est ce mode de régulation qui provoque aujourd'hui contre elle la levée en masse du peuple grec, signe avant-coureur de la levée en masse d'autres peuples menacés dans leur vie même.

... réactionnaire

Robert Service brosse un portrait politico-psychologique de Trotsky : « *Il s'est donné beaucoup d'importance (...). En 1918-1919, (...) il a provoqué des violences inutiles et commis des erreurs fatales. Par la suite il se montra versatile*

et peu fiable. Sur les questions de tactique il manquait de finesse : il était arrogant, individualiste et, même dans l'adversité, au cours des années vingt, il chercha plutôt à éblouir ses partisans qu'à les rassurer et à les encourager. Egocentrique, il ne doutait pas que sa ferveur et son éloquence assureraient la victoire. (...) Son penchant pour la terreur et la dictature, il le cachait à peine. (...) Son égocentrisme était extraordinaire. »

Certes Service concède : « *Malgré tout Trotsky ne manquait pas de qualités séduisantes. Ce serait une erreur de le réduire à l'image d'un homme ordinaire* » (23). On s'en serait douté, car c'est en général le cas de ceux, quelle que soit leur politique, qui font l'histoire dans les périodes de bouleversements.

Que Trotsky ait été sûr de lui, exigeant et parfois cassant, voire arrogant, cela ne se discute guère. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Lorsqu'il se trouve avec Lénine et une poignée de bolcheviks à la barre d'une révolution encerclée par la faim, le typhus, les armées blanches, le blocus franco-anglais, l'intervention des armées étrangères — même affaiblies par la volonté des soldats de rentrer chez eux lorsque la guerre s'achève —, ou lorsqu'il est confronté à une avalanche quotidienne de calomnies inimaginables (agent de Hitler, de la Gestapo, du Mikado, de l'Intelligence service, saboteur, terroriste, assassin, etc.) et à la traque organisée contre lui et ses partisans, il valait mieux pour tenir qu'il fût sûr de lui et de sa politique, rigoureux et exigeant. Sans cette rigidité il n'aurait pu faire face. Et puis, si l'on prétend changer l'ordre (ou plutôt le désordre) du monde, mieux vaut ne pas être un Hamlet rongé d'hésitations et de doutes. Sinon, comme le menchevik Iouli Martov, que Trotsky qualifiait précisément de Hamlet du socialisme démocratique, on reste sur le bord du chemin de l'histoire, certes lesté d'analyses fines, intelligentes,

(21) *Ibid.* p. 81.

(22) Edouard Bernstein : *Les présupposés du socialisme*, Seuil, 1974, pp. 17 et 109.

(23) Service, *op. cit.*, pp. 18-19.

perspicaces mais qui ne se transforment jamais ou presque en actes. Trotsky l'a affirmé clairement. Pour lui il y avait deux conceptions du monde radicalement différentes : celle qui affirme « *au début était le verbe* » et celle qui pose en principe « *au début était l'action* ». Trotsky était bien entendu partisan de la seconde, celle qui peut se traduire par l'aphorisme de Napoléon, repris par Lénine : « *On s'engage et puis on voit...* »

Selon Robert Service, dont la logique n'est pas le point fort, « *Trotski était surtout opportuniste* », car il avait « *la conviction absolue que les principes révolutionnaires devaient être mis à l'essai* » (24), ce qui ne semble guère compatible avec l'opportunisme ! Enfin, pour suggérer que la révolution débouche inéluctablement sur le stalinisme et le goulag, Service affirme en conclusion de son livre : « *Il était proche de Staline dans ses intentions comme dans ses actes* » (25), ce qui interdit de comprendre le sens du combat mené par Trotsky dans les douze dernières années de sa vie, combat que, de 1928 à 1940, il est évidemment impossible d'expliquer par le ressort de la prétendue « rivalité ».

Staline et Trotsky même combat... On ne peut pas dire que la thèse soit nouvelle ! Elle est rebattue de toutes parts depuis plus d'un demi-siècle. C'est en particulier la rengaine traditionnelle des défenseurs du désordre existant. Alexis de Tocqueville l'avait déjà souligné : « *L'histoire est une galerie de tableaux où il y a peu d'originaux et beaucoup de copies.* » Celle-ci ne vaut vraiment pas la moyenne.

...et dans le sillage de Staline

En octobre 2009, Robert Service, dans une conférence de lancement de son *Trotski* en anglais, avait pourtant expliqué : « *There's life in the old boy Trotski yet, but if the ice pick didn't quite do its job killing him of, I hope I've managed him* », soit, en gros : « *Il y a encore de la vie dans ce vieux type de Trotski, mais si le pic à glace n'a pas*

complètement fait son boulot en l'éliminant, j'espère que j'y suis parvenu. »

Placer sa biographie dans le sillage d'un meurtre réussi physiquement mais inachevé politiquement, et donc la présenter comme l'achèvement d'un assassinat à demi-raté, c'est une conception particulière de la biographie. Robert Service n'est certes pas à la hauteur de cette ambition tout à fait dans l'air du temps, mais à moins de s'intéresser à des médiocres comme Louis XVI ou Nicolas II, néants sonores gonflés néanmoins par les énormes possibilités que leurs fonctions leur procurent, les biographes sont, en règle générale, d'une pointure largement inférieure à ceux dont ils racontent la vie. C'est inévitable. Il est beaucoup plus difficile de faire l'histoire que de tenter de l'écrire. Mais nul n'oblige le biographe à se comporter comme un nain grotesque.

Robert Service annonce d'emblée la couleur ; il s'assigne une tâche politique : poursuivre et parachever l'œuvre de Staline. Au cas où le lecteur n'aurait pas compris ce que cela signifie, il le précise dans son introduction : « *Si Trotski avait obtenu le rang de chef suprême à la place de Staline, le risque de voir l'Europe plongée dans un bain de sang aurait été bien plus grand* » (26). Pourquoi ? Service répond : « *Devenu un personnage de premier plan au sein d'un parti au pouvoir en octobre 1917, il a affirmé sa détermination à révolutionner le monde* » (27). Donc remercions Dieu que Staline ait éliminé ce dangereux maniaque ! Et, crime suprême, que Service définit dans son langage de petit-bourgeois étranger au mouvement ouvrier : « *Il n'abandonna jamais complètement (sic !) le programme irréaliste qu'il avait fixé pour lui-même et le parti. Il a vécu pour un rêve* » (28). En un mot, même si Service le dit très maladroitement, le crime de Trotsky,

(24) Ibid.

(25) Ibid. p. 546.

(26) Ibid. p. 17.

(27) Ibid. p. 21.

(28) Ibid.

c'est d'avoir jusqu'au bout considéré que le maintien du capitalisme menaçait la civilisation humaine elle-même et qu'il fallait donc aider la classe ouvrière à le renverser. C'est à tenter de conforter cette affirmation que tout l'ouvrage de Service est consacré. C'est là ce qui suscite l'enthousiasme journalistique quasi unanime suscité par ce mauvais livre.

Jean-Jacques Marie

P. S. : entre l'orthographe « Trotski » et « Trotsky », je choisis cette dernière, comme la plupart de ses biographes.

N. B. : une autre perle de Service mérité de retenir l'attention : « *Trotski ne détestait pas les juifs en tant que juifs* » (p. 232). En tant que quoi alors les détestait-il, si, en plus, il ne les détestait pas ?

A propos du livre de François Ferrette Toujours sur les origines du Parti communiste français

François Ferrette publie un ouvrage dont le titre suscite intérêt et curiosité : *La véritable histoire du Parti communiste français*.

Son objectif est ainsi défini dans son introduction : « *L'actuelle déflagration capitaliste qui s'abat sur tous les pays avec son cortège de malheurs (...) impose de retrouver l'esprit frondeur des révolutionnaires d'antan* » (1).

Donc son livre se veut un outil d'armement militant.

Une vision très éclatée

Or l'auteur suit une méthode fort peu pédagogique pour étayer sa démonstration. En effet, il présente dans une première partie « *l'incroyable ascension du communisme en France* » (2), dans laquelle il traite essentiellement du comité de la III^e Internationale jusqu'au Congrès de Tours. Selon lui, pour retrouver l'ardeur révolutionnaire passée, on doit admettre « *que les révolutionnaires étaient essentiellement concentrés dans le comité de la III^e Internationale en 1920* » (3). Aucun désaccord fondamental là-dessus.

Ensuite, il présente une deuxième partie intitulée : « *Les mythes fondateurs du communisme* » (4), dans laquelle nous trouvons une présentation des commémorations stalinienne, de la stalinisa-

tion, des positions des trotskystes et des maoïstes pour finir avec les positions de Kriegel et la dénonciation des positions anticommunistes de « furétistes », Lazar, Ducoulombier et consorts. Si nous partageons certaines de ces analyses, nous voyons mal la logique interne de cette partie. Enfin, la troisième partie, « *Le kaléidoscope* », évoque des thèmes aussi variés que le zinovévisme, les socialistes face au traité de Versailles, Trotsky et le PC, la statue de Cachin... bref, encore une fois, une vision très éclatée de l'histoire du Parti communiste français.

Un premier aspect est à souligner. Si l'auteur reconnaît à de multiples reprises l'impact de la situation internationale, de la révolution russe et de l'évolution du parti russe, il n'organise pas sa démonstration autour de ce fait. Ce qui donne à son ouvrage une vision trop nationale, trop française. En 1920, il ne fait aucun doute pour tous les révolutionnaires que c'est la révolution mondiale qui est encore à l'ordre du jour. C'est ce qui préside à l'urgence et à la nécessité de la construction d'un véritable Parti com-

(1) François Ferrette, *La véritable histoire du Parti communiste français*, Demopolis, 2001, page 4.

(2) *Ibid.*, page 7.

(3) *Ibid.*, page 3.

(4) *Ibid.*, page 77.

muniste. La conclusion de la première partie de François Ferrette peut paraître alors superficielle : « *Pendant les premières années du Parti communiste en France, le programme politique n'est pas stabilisé, le groupe dirigeant tergiverse dans un contexte qui n'est plus en faveur de la révolution* » (5).

S'agit-il vraiment d'hésitation ?

Les différents moments de la situation

Il faut préciser les différents moments de la situation, car celle-ci évolue très rapidement.

— De janvier 1921 à la fin de l'année, la perspective de la révolution mondiale est toujours à l'ordre du jour, même si le prolétariat français en particulier, a subi des reculs importants. La question du programme, et en particulier la question d'un programme minimum, ne figure pas parmi les préoccupations prioritaires des fondateurs du parti puisqu'il s'agit de se préparer à la prise du pouvoir. Ajoutons qu'il se déroule une lutte entre la direction du Parti communiste aux mains de l'aile droite, dirigée par Cachin et Frossard, et les militants du comité de la III^e Internationale qui publient régulièrement le *Bulletin communiste*. L'enjeu de cette lutte est la nature des liens entre la section française et l'Internationale.

— En juillet 1920 a lieu le II^e Congrès de l'Internationale communiste (IC), et en juillet 1921, le III^e Congrès. C'est à cette occasion qu'est analysée l'évolution de la situation mondiale et qu'est mise sur pied la tactique du front unique. Relations avec l'IC et front unique sont les deux pierres d'achoppement entre la direction « centriste », dirigée par Frossard, et la « gauche », dirigée par Souvarine. Combat rude, puisqu'au congrès de Marseille en décembre 1921, Souvarine, pourtant considéré comme le représentant officiel de l'IC, n'est pas réélu au comité directeur (ce qui entraîne la démission des autres membres de la « gauche »). Il n'y a tergiversation que du côté de Frossard qui accepte du bout des lèvres les positions de l'Internationale et qui les remet en cause dès qu'il est de retour en France. Ainsi, sous son

influence, le comité directeur du Parti communiste français se prononce en janvier 1922 contre la tactique du front unique. Frossard défend clairement son opposition au front unique dans le *Bulletin communiste*.

— Au IV^e Congrès de l'IC (novembre-décembre 1922), la question française est à l'ordre du jour. C'est Trotsky qui présente le rapport et qui fait les propositions pour sortir le parti de l'ornière. La situation est devenue intenable pour Frossard et ses amis, qui démissionnent le 1^{er} janvier 1923. C'est la « gauche », héritière du comité de la III^e Internationale, qui a désormais les moyens politiques et la volonté de construire un véritable Parti communiste ancré dans la classe ouvrière.

Le rôle spécifique de Trotsky

Il est important de revenir sur le rôle spécifique de Trotsky dans les relations avec le jeune Parti communiste pendant ces années.

L'on peut être d'accord avec l'auteur lorsqu'il affirme : « *Nous sommes encore aujourd'hui influencés par les productions stalinienne. Et cet héritage est un obstacle à la prise de conscience à la fois sur la définition de communisme, le programme politique et la manière de mener le combat pour faire triompher le communisme* » (6). L'insuffisant intérêt des historiens pour le combat de Trotsky vers le PCF en est la démonstration.

Rappelons que Trotsky, dès son arrivée en France en septembre 1914, participe immédiatement au courant d'opposition à la politique socialiste officielle, courant regroupé autour de Rosmer, Monatte, Merrheim et Bourderon, et de *La Vie ouvrière*. Il est aussi l'animateur du journal *Nache Slovo*, journal des socialistes pacifistes russes.

Rosmer relate ainsi la rencontre avec Trotsky : « *Ni suffisance ni pédantisme dans l'expression : un camarade exceptionnellement bien informé traitait le sujet que les circonstances lui avaient per-*

(5) *Ibid.*, page 76.

(6) *Ibid.*, page 3.

mis de connaître à fond... Nous eûmes tous l'impression que notre groupe venait de faire une recrue remarquable ; notre horizon s'élargissait ; nos réunions allaient prendre une nouvelle vie » (7).

L'intervention politique de Trotsky est décisive dans la naissance du mouvement zimmerwaldien. Elle restera une référence pour tous les fondateurs du Parti communiste français. En témoigne le nombre important de textes et de discours de Trotski publiés par le *Bulletin communiste* jusqu'au mois de mars 1924.

Les changements de 1922-1923

Depuis 1922 et 1923, les choses évoluent à la fois sur le plan international et à l'intérieur du parti communiste russe. La nomination de Staline en avril 1922 au poste de secrétaire général du comité central et en mai les premières attaques de la maladie de Lénine vont révéler la montée en puissance de l'appareil et de la bureaucratie.

C'est justement le moment en France où les conditions de construction d'un véritable parti révolutionnaire sont les plus favorables. Le conseil national du parti du 23 janvier 1923 prend les dispositions essentielles recommandées par le IV^e Congrès de l'IC. Aucune divergence sur le programme à suivre : construire de véritables cellules ouvrières, se tourner vers la jeunesse, soutenir les travailleurs allemands lors de l'occupation de la Ruhr par l'armée française. Monatte et ses amis syndicalistes-révolutionnaires adhèrent au parti en mai 1923.

Dans le parti cependant, un certain nombre de difficultés sont apparues. Elles font écho aux discussions qui se déroulent dans le parti russe et que le *Bulletin communiste* relaye constamment. Résistance sur la proposition de création de délégués permanents appointés ou la proposition que 90 % des candidats proposés aux élections de 1924 soient des ouvriers. Ces propositions sont défendues par le « couple Treint-Girault » dont les méthodes autoritaires dans la puissante fédération de la Seine suscitent des remous.

Discussions vives, quelquefois brutales, comme le débat entre Souvarine et Treint sur le front unique, mais il n'y a aucune limitation dans le débat démocratique, et le congrès de Lyon consacre en janvier 1924 les positions politiques de Souvarine, de Rosmer et de Monatte.

Personne ne peut envisager que trois mois plus tard Souvarine sera démis de sa responsabilité à la direction du *Bulletin communiste* et qu'en décembre Rosmer, Monatte et leurs amis seront exclus du parti !

La "bolchevisation"

Comment une évolution aussi rapide a-t-elle été possible ?

D'abord parce que l'opposition de gauche a été battue dans le parti russe et que, désormais allié à Staline et à Kamennev, Zinoviev, à la tête de l'Internationale, va consacrer toute son énergie à la lutte contre Trotsky et les opposants. Il va rallier à sa cause Treint qui y voit là la possibilité de reconquérir une position dominante dans le parti français.

Bolchevisation, zinovievisme, stalinisation, toutes ces questions sont traitées de manière non suivie dans ce livre. Est-ce que cela implique, pour l'auteur, une différenciation de nature entre ces trois notions ?

Le terme de « bolchevisation » apparaît au V^e Congrès de l'IC. Il sera repris comme un leitmotiv à la fin de tous les articles de Treint après mars 1924 : « Pas de débolchevisation du parti russe, mais au contraire bolchevisation de tous les Partis communistes », écrit-il dans le *Bulletin communiste* (8).

Déjà, au IV^e Congrès de l'Internationale, Lénine, dans un discours prononcé le 13 novembre 1922, a conclu son intervention sur une critique intéressante. Il évoque la résolution votée dans le congrès précédent sur « la structure du Parti communiste et sur les méthodes et le contenu de son action ». Il affirme qu'elle est excellente, mais qu'elle est

(7) Citation de Rosmer, in *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, BS 20, François Maspero 1971, page 113.

(8) *Bulletin communiste*, 28 mars 1924.

totallement incompréhensible donc inapplicable pour les étrangers : « *Les étrangers ne peuvent la comprendre précisément parce qu'elle est trop russe, non parce qu'elle est écrite en russe, car elle est excellemment traduite dans toutes les langues, mais elle est pénétrée, imbue d'esprit russe (...). Mon impression est que nous avons commis là une grosse erreur (...). Nous n'avons pas trouvé la forme dans laquelle nous devons présenter nos expériences russes aux étrangers (...) et pour cela toute la résolution est restée lettre morte. Si nous ne la trouvons pas, nous n'avancerons pas* » (9). Or « la bolchevisation » impulsée par Zinoviev, c'est la transformation des Partis communistes en clones du parti russe, le tout sous la direction « du parti mondial de la révolution », nouvelle appellation de l'Internationale. Cette orientation niait les conditions propres dans lesquelles chaque parti se construisait pour ne développer que l'imitation servile du parti russe. Cette transformation, très rapide, n'a pu se faire que par des méthodes bureaucratiques d'appareil dont Treint est le meilleur exemple. Transformation qui ouvre la voie de la stalinisation.

Lutte contre qui et quoi ?

Cette expression a pour objectif d'organiser la lutte contre ceux que l'on va qualifier de « droitiers » et qui n'approuvent pas la nouvelle politique de l'Internationale. En fait, il s'agit de la lutte contre « le trotskisme », expression qui apparaît au même moment. En effet, il s'agit bien de cette lutte engagée par la troïka et par Staline en particulier.

Ce n'est pas le fait du hasard si, à partir de la fin du mois de mai 1924, le *Bulletin communiste*, repris en mains par Treint, publie sur sept numéros « les bases du léninisme » sous la signature de Staline. Dans cet article, qui « canonise » Lénine, l'auteur prend la peine d'un long développement contre... la révolution permanente.

Dans le numéro daté du 13 juin 1924 du *Bulletin communiste*, Staline, en utilisant de nombreuses citations de Marx et

de Lénine, écrit : « *Ainsi donc Lénine combattait les partisans de la révolution permanente, non parce qu'ils affirmaient la permanence de la révolution, thème qu'il ne cessa jamais lui-même de soutenir, mais parce qu'ils sous-estimaient le rôle de la paysannerie qui est la plus grande réserve de force du prolétariat.* »

Il affirme encore : « *Voilà pourquoi, il considérait cette théorie comme semi-menchéviste et disait qu'elle "emprunte aux bolcheviks l'appel à la lutte révolutionnaire décisive et à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et aux mencheviks la négation du rôle de la paysannerie. Voilà comment Lénine concevait la transformation de la révolution bourgeoise"* » (10).

Le processus de stalinisation à ses débuts

Il est évident que le processus de stalinisation n'en est encore qu'à ses débuts, mais les éléments essentiels sont mis en place. Staline définit pour la première fois « *le socialisme dans un seul pays* », en automne 1924.

Personne n'a, à cette époque, conscience de ce qui se met en place, et pour tous les révolutionnaires exclus du parti en 1924, la tâche est de redresser le parti. Le 15 avril 1929, Trotsky réaffirme cette position : « *De divers côtés, on cherche à nous attribuer le projet de créer une IV^e Internationale : c'est une idée entièrement fautive. Le communisme et le "socialisme" démocratique représentent deux profondes tendances historiques dont les racines s'enfoncent dans les relations entre les classes. L'existence et la lutte de la II^e et de la III^e Internationale forment un long processus intimement lié au sort de la société capitaliste (...). Nous continuons et développons la ligne de la III^e Internationale, que nous avons préparée pendant la guerre et à la fondation de laquelle nous avons participé avec Lénine, après la révolution d'Octobre* » (11).

(9) *Bulletin communiste*, 22 décembre 1922.

(10) *Bulletin communiste*, 13 juin 1924.

Trotsky modifie sa position en 1933, lorsque la capitulation de la classe ouvrière allemande, sans combat, devant Hitler provoque une défaite effroyable du prolétariat et que la direction de l'Internationale communiste approuve à l'unanimité la politique de division systématique menée par le KPD qui a conduit à ce désastre.

La défaite de la révolution allemande de 1923 laisse la révolution russe complètement isolée, et c'est dans ces conditions que le processus de bureaucratisation se développe et permet qu'une couche sociale bureaucratique confisque à son profit le pouvoir politique au sein du parti russe et dans l'Internationale. C'est cette réalité qui tisse le lien entre bolchevisation, zinoviévisme et stalinisme.

Certes, pour les historiens actuels façonnés par la pensée de Furet, la bolchevisation (terme qui remplace le bolchevisme) française commence bien avant 1924, en particulier dès le comité directeur de janvier 1923. Le but est de démontrer la continuation parfaite entre Lénine et Staline et de fournir la base à la thèse sur la parenté entre communisme et fascisme... les deux totalitarismes du XX^e siècle !

Et Marcel Cachin...

Ferrette, dans son livre, remarque qu'aujourd'hui Frossard bénéficie d'un prestige certain et il constate aussi qu'aucune biographie n'a été faite de Marcel Cachin. Celui-ci reste encore aujourd'hui très populaire dans le PCF. Pourtant l'on sait que la présence de Cachin et de Frossard dans le jeune PCF, éloignait un certain nombre de militants issus du syndicalisme révolutionnaire comme Pierre Monatte. Ce n'est qu'en mai 1923 que Monatte rejoindra le Parti communiste français, pour peu de temps !

Trotsky raconte une discussion avec Lénine à propos de Cachin : « Parfois plaisantant à demi dans la forme, mais restant très sérieux quant au fond, Lénine me demandait : "Est-ce que vous ne considérez pas avec trop d'indulgence les girouettes parlementaires du type Ca-

chin ?" Je répondais que les Cachin représentent seulement une passerelle provisoire permettant d'aller à la masse des ouvriers français et que, lorsque de véritables révolutionnaires surgiraient et s'organiseraient, ils balaièrent de leur route les Cachin et consorts » (12).

Il n'est pas inutile de rappeler les méandres de son évolution politique, mais ce qui assure son attachement au Parti communiste, devenu stalinien, c'est l'évolution politique de celui-ci, sa rupture de fait avec les principes défendus par Lénine et Trotsky. On ne peut que reprendre les lignes que lui consacre Philippe Robrieux dans le tome 4 de son *Histoire intérieure du Parti communiste* : « En réalité le rôle politique effectif de Marcel Cachin ne fut décisif qu'entre 1920 et 1923. A partir de cette date, il a progressivement tout accepté, y compris de ne plus jouer qu'un rôle de symbole. » Bien qu'informé et convaincu que le procès du prétendu parti industriel en 1930 « était truqué de A jusqu'à Z (...), lui, le militant de l'innocence de Dreyfus, se borna à sursauter avant de continuer à justifier le régime et ses procès de plus en plus honteux au point d'accepter de s'en faire une spécialité dans L'Humanité » (13). C'est ainsi qu'il jouera un rôle de pure parade sans aucun poids réel dans la direction du PCF jusqu'à sa mort.

Liliane Fraysse

(11) Trotsky in *L'Internationale communiste après Lénine*, tome 1, page 7.

(12) *Ibid.*

(13) Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste français*, tome 4 (biographies, chronologie, bibliographie), pages 120-121.



Marcel Cachin (1869–1958)

Une page d'histoire du Parti bolchevique

Les décistes et l'Opposition de gauche

Le groupe d'opposition dit « Centralisme démocratique » (d'où le nom de décistes donné à ses membres à partir des initiales des deux mots russes) se constitue au IX^e Congrès du parti bolchevique en 1920. L'un de ses fondateurs, Vladimir Smirnov (1), l'un des dirigeants de l'insurrection bolchevique à Moscou en octobre 1917, a participé lors du congrès précédent au groupe d'opposants très divers dit « opposition militaire » dont le seul trait commun entre ses membres était leur opposition à la construction d'une armée centralisée utilisant largement le corps des officiers tsaristes (dit, dans le langage de l'époque, « spécialistes militaires »).

Au neuvième congrès, les deux dirigeants de Centralisme démocratique, Timothée Sapronov et Vladimir Smirnov, concentrent leurs interventions contre le principe de commandement unique au lieu de la gestion collective dans les entreprises et des droits et pouvoirs des divers organismes locaux du parti et des soviets face au centre. Sapronov dit que le commandement unique est possible dans les petites entreprises mais pas dans les grosses. Il déclare : si le président d'un presidium d'ispolkom (comité exé-

cutif du soviets) peut diriger seul, alors aussi bien dissoudre l'ispolkom (2) !

A ce congrès, Vladimir Smirnov précise les limites dans lesquelles s'insère sa critique en déclarant : « *Trotsky prétend que je suis l'adversaire de la méthode de la contrainte dans la classe ouvrière et que je ne suis prêt à l'appliquer que par rapport aux paysans. C'est tout à fait faux* » (3).

Les décistes ne disent mot de la question des privilèges qui avait été soulevée au début de 1919 par les dirigeants du Parti bolchevique de Moscou (Vardine-Mgelazde) et qui fera l'objet d'une longue circulaire très vigoureuse d'Evgueni Preobrajenski, alors secrétaire du comité central en juillet 1920 (4).

Leurs critiques rencontrent un certain écho auprès des cadres moyens du parti et des soviets qui renâclent lors du

(1) Ne pas confondre avec Ivan Smirnov, le futur condamné à mort du premier procès de Moscou.

(2) *Deviaty Sjezd* [procès-verbal du IX^e Congrès du PCR(b)], Moscou, 1960 ; p. 139.

(3) *Ibid.*, p. 155.

(4) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 24 et Jean-Jacques Marie, *Lénine, la révolution permanente*, pp. 315 et 336.

congrès du Parti communiste ukrainien (17-23 mars 1920). Les décistes obtiennent une courte majorité au sein des 240 délégués sur la motion de politique générale et de condamnation du bilan du comité central ukrainien sortant. 105 délégués refusent de participer à l'élection du comité central où les décistes deviennent évidemment majoritaires. Aussitôt, le comité central russe dissout le comité central ukrainien et désigne un comité central provisoire... sans déciste.

Au cours de l'année, l'opposition des décistes se précise. A la IX^e Conférence du parti (22-25 septembre 1920) Sapronov, pour Centralisme démocratique, et Loutovinov, pour l'Opposition ouvrière, qui vient de se former, réclament la liberté totale de discussion et la fin des nominations à des postes électifs, dont ils exigent l'un et l'autre qu'ils soient effectivement soumis à élection.

A la conférence du parti de Moscou préparatoire au congrès, l'Opposition ouvrière et Centralisme démocratique font bloc ; ils reçoivent 124 voix contre 154 à la liste du comité central. Ce résultat en dit long sur l'ampleur des sentiments d'opposition à la direction qui existent alors dans le parti.

Le X^e Congrès

Mais cette alliance se disloque au congrès national. Au congrès, Ossinski dénonce la « *criarde Opposition ouvrière* » qui « *s'accroche au mécontentement dans les usines, (...) insulte tout le monde (...), joue au renverseur de ministère* » (5).

Tserepetchko, de l'Opposition ouvrière, attaque Centralisme démocratique : « *C'est un courant qui se décompose, qui est à moitié décomposé, et le X^e Congrès le détruira définitivement. Ce groupe ne voit rien, il ne voit aucune autre tâche du parti que d'avoir Sapronov, Ossinski à l'avant-garde du parti. Ils ne voient nulle part ailleurs où aller (...).* »

Ce groupe cherche à faire de l'Opposition ouvrière un épouvantail et s'efforce d'effrayer les gens avec cet épouvantail de l'Opposition ouvrière » (6). Et il les accuse de nourrir le même « bureaucra-

tisme » et le même « centralisme » que la direction.

Au X^e Congrès le dirigeant de l'opposition ouvrière, Alexandre Chliapnikov, précise : « *Nous n'avons pas de divergences (avec la direction) sur les questions fondamentales de notre politique intérieure et internationale (...). Mais nous avons beaucoup de divergences dans les questions tactiques, sur la manière de réaliser notre ligne politique générale* », dont il affirme que les « *modes de travail assimilés pendant la guerre civile* » ne permettent pas de la réaliser et « *repoussent des larges groupes du prolétariat de nous et du parti (...). Les raisons du mécontentement que nous observons à Moscou et dans les autres villes ouvrières ne nous mènent pas à l'Opposition ouvrière mais au Kremlin (...). Il faut mettre fin immédiatement au commandement individuel dans le travail du parti et cesser de mettre l'accent sur les mandataires.* » Il reproche au comité central de « *mener le combat contre les localités à l'aide de la nomination et des mandataires* » (7).

Au X^e Congrès, au vote sur le rapport d'activité du comité central, la majorité reçoit 514 voix ; les deux textes critiquant ce rapport d'activité reçoivent l'un (l'Opposition ouvrière) 47 voix et l'autre (le texte de Centralisme démocratique) 45. C'est le seul texte soumis au vote par les décistes.

Le X^e Congrès a été précédé par une très âpre discussion

Le X^e Congrès a été précédé par une très âpre discussion sur le rôle et la place des syndicats qui a agité le Parti communiste de haut en bas ; trois plates-formes ont finalement été soumises aux réunions préparatoires au congrès (celle de Lénine-Zinoviev-Staline dite des Dix, celle de Trotsky-Boukharine et des trois secrétaires du comité central, et celle de

(5) *Desiaty Sjezd* [procès-verbal du X^e Congrès du PCR(b)], Moscou, 1963 ; p. 78.

(6) *Ibid.*, p. 91.

(7) *Ibid.*, pp. 71, 73 et 75.

l'Opposition ouvrière dirigée par Chliapnikov, Kisselev et Medvedev. L'âpreté de la discussion peut se mesurer par une décision dénoncée par le déciste Rafaïl : la fraction communiste du syndicat des mineurs a désigné ses candidats à la direction des syndicats, en majorité partisans de l'Opposition ouvrière ; le comité central a annulé cette liste et a imposé la sienne.

Les décistes, eux, bottent en touche. Ils lisent au congrès un texte sur les syndicats signé : Boubnov, Bogouslavski, Kamenski, Maximovski, Ossinski, Rafaïl et Sapronov (Vladimir Smirnov n'est pas délégué à ce congrès). Considérant que les deux grandes plates-formes sont similaires, leur texte affirme : « *La crise des syndicats est très aiguë, mais n'est pas du tout la question fondamentale du moment, elle n'est qu'une partie de la crise générale vécue par l'appareil soviétique* » (8). Et dans son intervention, Rafaïl insiste : « *Nous, groupe du Centralisme démocratique, avons indiqué que les syndicats n'étaient pas la question centrale du moment présent. Mais elle s'est transformée en question centrale* » (9).

Drobnis intervient au nom de Centralisme démocratique pour souligner que la discussion sur les syndicats est « *une tentative de détourner le parti de la crise du parti* » (10). Donc, dit-il, ils ont participé à la discussion syndicale le plus tard possible, ne déposent pas de texte là-dessus au congrès et invitent les camarades de Centralisme démocratique à voter pour la résolution que chacun d'eux choisit.

La majorité concentre ses attaques sur l'Opposition ouvrière dont Radek déclare qu'elle « *ouvre la porte à l'ennemi. En exprimant au nom de notre parti ce que la masse sans parti crie, elle ouvre la porte aux ennemis du prolétariat* » (11). Smilga qualifie l'Opposition ouvrière et le Centralisme démocratique d'aile droite du parti, porte-voix de l'élément petit-bourgeois dans le parti, mais il ne parle guère des décistes et concentre son offensive sur l'Opposition ouvrière. Sapronov n'intervient pas à ce congrès, pas même pour répondre aux attaques de Smilga contre lui.

La bureaucratie stalinienne fera une différence entre les deux courants d'opposition qui se manifestent à ce congrès. L'édition des procès-verbaux du X^e Congrès en 1963, sous Khrouchtchev, qualifie ainsi l'Opposition ouvrière de « *groupe fractionnel antiparti* », alors qu'elle se contente de définir le groupe Centralisme démocratique comme un « *groupe oppositionnel opportuniste* » (12).

Le congrès devait se conclure le 15 mars 1921 à minuit. Une séance supplémentaire est in extremis décidée pour le lendemain afin de discuter du ravitaillement (très déficient !) en combustible, dont Lénine ne parlera pas. Il présente de façon impromptue une résolution proclamant l'interdiction « provisoire » — ce provisoire devant être la durée de la NEP — de toute fraction dans un parti appelé à resserrer ses rangs. Radek déclare : « *Je vote pour cette résolution tout en sachant qu'elle peut se retourner aussi contre nous* » (13). Une écrasante majorité vote pour, 21 contre, 7 s'abstiennent ; les délégués centralistes démocratiques votent pour. Mais le vote exprime le désarroi d'une bonne partie des congressistes : alors qu'il reste dans la salle 694 délégués, après le départ de quelque 200 d'entre eux pour combattre les insurgés à Cronstadt, le texte des Dix recueille 336 voix, celui de Trotsky 50 voix et l'Opposition ouvrière 18 (alors qu'elle compte 37 délégués !) ; 290 délégués n'ont donc voté pour aucun des textes en présence : ils ont quitté la salle au moment du vote ou se sont abstenus. La résolution ordonne la dissolution des fractions, mais une résolution spéciale invite tous les membres de l'Opposition ouvrière dissoute à obéir à la discipline du parti et leur ordonne de rester à leur poste et de ne pas démissionner. La résolution ne dit mot du groupe Centralisme démocratique qui se dissout sans mot dire. L'Opposition ouvrière renâcle mais se soumet à peu près...

(8) *Ibid.*

(9) *Ibid.*, p. 99.

(10) *Ibid.*, p. 367.

(11) *Ibid.*, p. 533.

(12) *Ibid.*, pp. 845 et 847.

(13) *Ibid.*, p. 534.

Les décistes dans l'Opposition de gauche

En octobre 1923, après une lettre de Trotsky au comité central, une opposition de gauche se manifeste par une lettre collective de 46 militants au comité central, formée d'un texte de fond signé de trois militants : Preobrajenski, Serebriakov (tous les deux anciens secrétaires du comité central jusqu'en mars 1921) et Breslav. A ce texte s'ajoutent des déclarations individuelles ou collectives qui marquent des nuances. Or les anciens décistes ne se manifestent pas en tant que groupe. Ainsi Ossinski et Sapronov déclarent : « *Je partage pour l'essentiel les idées de cet appel.* » Maximovski signe une déclaration affirmant très prudemment : « *Il est naturel qu'actuellement il ne puisse être question d'une lutte dans le parti sous quelque forme que ce soit.* » Vladimir Smirnov, Andreï Boubnov et Benjamin Kossior signent un paragraphe affirmant : « *Je ne suis pas d'accord avec un certain nombre d'opinions dans la première partie de la déclaration. Je suis en désaccord avec certaines caractérisations de la situation interne du parti. En même temps je suis profondément convaincu que la condition du parti exige qu'on prenne des mesures radicales car elle n'est pas saine actuellement.* » Drobnis, dans un texte à part, déclare : « *Je signe avec les mêmes réserves que Boubnov, quoique je n'approuve ni la forme ni le ton dont le caractère me persuade tout de même d'être d'accord avec la partie pratique de cette déclaration* » (14). Les positions des anciens décistes sont donc variables, mais les principaux s'engagent dans la bataille publique engagée entre autres après la parution de l'article de Trotsky *Cours nouveau* dans la *Pravda*. Ainsi, le 11 décembre 1923, Sapronov et Vladimir Smirnov prennent la parole au nom de l'opposition à l'assemblée des militants Moscou. Bien qu'il fasse de la défaite de la révolution mondiale une des causes de la dégénérescence de la révolution, Sapronov affirmera un peu plus tard qu'en 1923 « *l'opposition avait toutes les chances de l'emporter* » mais, d'après lui, c'est la passivité de ses chefs, membres de l'élite dirigeante, qui l'a condamnée à la défaite

La défaite de l'opposition, dont le trafic éhonté des votes amplifie très largement l'ampleur, la réduit un moment au silence, décistes compris. Un an plus tard, Staline proclame la possibilité de construire le « *socialisme dans un seul pays* ».

L'Opposition unifiée

Au cours de l'été 1925, Zinoviev et Kamenev, inquiets des conséquences pratiques du « *socialisme dans un seul pays* » (à commencer par les concessions à la paysannerie aisée et — relativement, certes, mais réellement — riche, et de la mainmise croissante de Staline sur l'appareil, constituent une Nouvelle Opposition, laminée au XV^e Congrès de décembre 1925, dont l'écrasante majorité des délégués sont désignés par le secrétariat du comité central lui-même.

L'Opposition de gauche renaissante et la Nouvelle Opposition forment l'Opposition unifiée, dont l'acte de naissance est une déclaration de treize membres du comité central remise à ce dernier en avril 1926. Les décistes en font partie, sauf Ossinski, rallié à Staline-Boukharine en décembre 1925. Commence alors une lutte de dix-huit mois que Trotsky divisera en trois périodes : d'avril 1926 au 16 octobre 1926, première offensive, du 16 octobre au 8 août 1927, retraite et réorganisation, du 8 août au XV^e Congrès de décembre 1927 : nouvelle offensive qui s'achève par l'explosion de l'opposition entre ses deux composantes initiales. L'opposition, au cours de ces trois périodes, a essentiellement développé une activité de propagande marquée à chaque fois par une déclaration de ses dirigeants visant, souligne Trotsky, à « *montrer encore et toujours à la masse du parti que l'opposition se fixe comme tâche, non un deuxième parti et la guerre civile, mais le redressement de la ligne suivie par le parti et par l'Etat par une réforme profonde* » (15).

(14) *Cahiers Léon Trotsky*, n° 54 (décembre 1994), pp. 115-121.

(15) Léon Trotsky, *Œuvres*, deuxième série, tome I, p. 48. Jean-Jacques Marie, *Trotsky*, p. 331.

Le 30 septembre 1926 Trotsky, Sapro-nov et Smilga, intervenant à la cellule de chemin de fer Riazan-Oural'sk, y emportent la majorité. L'appareil menacé réagit avec une brutalité extrême et interdit par la violence à l'opposition de prendre la parole dans les réunions. Face au mur dressé par l'appareil, l'Opposition unifiée décide de suspendre son activité par une déclaration du 16 octobre 1926, signée de six membres du comité central (dont Trotsky, Zinoviev et Kamenev), immédiatement suivie, le 23 octobre, par l'exclusion de Trotsky et de Kamenev du bureau politique. Smirnov, bientôt exclu du PC, où il sera réintégré après l'engagement de ne mener aucune activité fractionnelle, et Sapro-nov condamnent ce recul et rompent avec l'Opposition unifiée. Ils voient dans la violence de la réaction de l'appareil la preuve que le parti n'est pas réformable. L'opposition hiberne

La relance de l'opposition

Les ouvriers et les paysans chinois vont brutalement mettre fin à cette hibernation. Le 12 avril 1927, Tchang Kai-chek, promu par Staline membre d'honneur de l'Internationale communiste, écrase dans le sang, avec l'aide de la pègre locale et la coopération de la police des concessions étrangères, britannique et française surtout, la grève des ouvriers de Shanghai et jette leurs dirigeants communistes dans des chaudières de locomotives. Cette catastrophe réveille l'opposition. Dans une déclaration, signée par quatre-vingt-quatre vieux bolcheviks, (dite en général déclaration des 83 par une erreur de calcul !), elle dénonce la politique de Staline et de Boukharine en Chine qui, au nom d'une alliance impossible avec la bourgeoisie chinoise, a poussé les ouvriers chinois à se laisser désarmer puis massacrer à Shanghai par Tchang Kai-chek. Elle la relie à la théorie réactionnaire du « socialisme dans un seul pays » qui accélère la croissance des koulaks, nepmen, bureaucrates, la différenciation et l'inégalité sociales. Elle appelle à la discussion la plus large et à la restauration de la démocratie ouvrière dans le parti.

Les décistes, qui ont rompu avec l'Opposition unifiée mise en sommeil et ont constitué un groupe dit des Quinze, ne signent pas la déclaration des quatre-vingt-quatre car la discussion à l'intérieur du parti leur paraît dénuée d'objet. Pour eux, la petite bourgeoisie (c'est-à-dire surtout la paysannerie aisée) a pris le pouvoir en URSS.

Le 7 novembre 1927, l'opposition participe aux manifestations anniversaires de la révolution d'Octobre à Leningrad et à Moscou sous ses propres banderoles et sur ses propres mots d'ordre. Elle est brutalement expulsée par le service d'ordre. Staline veut empêcher Zinoviev et Trotsky de participer au XV^e Congrès prévu en décembre. La manifestation du 7 lui sert de prétexte. Le 14 novembre, les deux hommes, accusés d'avoir « organisé des manifestations contre-révolutionnaires », sont exclus du parti.

La petite bourgeoisie au pouvoir en URSS ?

Cinq décistes (Sapro-nov, Ilitchenko, Kharetko, Zavaraiian, Slidkover) signent pourtant à la fin de novembre 1927 la lettre adressée à la direction dénonçant les conditions de préparation du XV^e Congrès. Ce congrès exclut les opposants, envoyés par milliers en exil en Sibérie (Trotsky à Alma Ata) en janvier et février 1928. Zinoviev et Kamenev se rallient à Staline.

De façon quelque peu contradictoire avec leur idée que la petite bourgeoisie a pris le pouvoir en URSS et donc qu'il n'y a plus rien à faire dans le Parti communiste soviétique, six dirigeants décistes Minkov, Smirnov, Zavaraiian, Dachkovski, Kharetko et Sapro-nov rédigent une déclaration au presidium du comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC) demandant l'annulation des décisions du XV^e Congrès et un nouveau congrès extraordinaire...

Pour Trotsky, le parti n'est pas complètement et définitivement dégénéré. Dans une lettre dite « à Pierre » du début de 1928 sur les tâches de l'opposition, Trotsky donne comme objectif à cette dernière la conquête des Partis communistes de l'intérieur. « *Les éléments pe-*

tits-bourgeois du Parti communiste de l'URSS, écrit-il, dirigent le parti et l'Etat, mais ils sont obligés de s'appuyer sur la classe ouvrière et de s'affirmer contre l'impérialisme mondial. Ils font des concessions à la bourgeoisie. Mais une attaque plus forte de la bourgeoisie pourrait amener dans le parti un développement à gauche. Si l'opposition se dressait contre l'Union soviétique et contre l'Internationale communiste en tant que parti petit-bourgeois, elle se transformerait obligatoirement en secte. Nous devons mener la lutte pour conquérir le Parti communiste de l'Union soviétique et l'Internationale communiste. » Donc, conclut la lettre, « dans la période présente, pas de deuxième parti, mais une fraction bien organisée » (16).

Le Guépéou ayant saisi la lettre, la *Pravda* la publie dans son numéro du 15 janvier 1928 et l'*Humanité* la publie dans son numéro du lendemain. Pourquoi ? Manifestement parce que Trotsky a écrit « dans la période présente, pas de deuxième parti », ce qui signifie que cette perspective pourrait être envisagée en cas d'échec de la lutte interne pour conquérir la majorité.

Pourquoi la purge permanente ?

Cette dernière perspective peut paraître illusoire. Mais si le parti soviétique avait été un docile instrument entre les mains de l'appareil, pourquoi Staline en a-t-il fait exclure 250 000 membres, accusés de trotskysme ou de déviation droite (Boukharine) de 1929 à 1931 ? Nombre d'exclus ne méritaient sans doute ni l'une ni l'autre étiquette, mais ils apparaissaient à l'appareil comme des éléments incertains. Le déchaînement de la collectivisation forcée, l'effondrement du niveau de vie des ouvriers de 1928 à 1932 (baisse réelle des salaires de 50 % mal compensée par la liquidation du chômage engendrée par le lancement des plans quinquennaux), puis l'arrivée au pouvoir de Hitler grâce à la politique de division hystérique organisée par Staline en Allemagne, vont aggraver la situation. La formation de

groupes d'opposants (Syrtsov-Lominadzé, l'Union des marxistes-léninistes de Rioutine), les manœuvres pour écarter Staline au XVII^e Congrès en janvier 1934, etc., tout cela reflète une crise permanente dans le Parti communiste. De 1932 à 1938, l'appareil, à l'occasion des changements de carte de membres, va bon an mal exclure chaque année de 15 à 18 % des adhérents (soit largement plus de 100 000 à chaque fournée) en débussant d'abord systématiquement tous ceux qui, à un moment ou à un autre, avaient exprimé une opposition voire un simple doute ; il exclu, de 1935 à 1938, des milliers de vieux bolcheviks jusqu'à aboutir après purges et massacres à la mise en place d'un parti de la bureaucratie, dont la formation est due à cette longue série de purges de plus en plus sanglantes.

L'URSS capitalisme d'Etat ?

Dans un texte intitulé : *Agonie de la petite bourgeoisie*, Sapronov définit alors l'URSS comme un capitalisme d'Etat : « Si nous n'avons pas de bourgeoisie, la bureaucratie se trouve au pouvoir ; elle dispose des moyens de production et l'ouvrier reste un esclave salarié, le caractère de la production ne devient pas socialiste. Seuls des renégats du communisme peuvent assimiler l'économie du capitalisme d'Etat et le socialisme. » En même temps il écrit : « Toute la politique du régime bureaucratique, la concentration des moyens de production de la ville et de la campagne dans ses mains et son incapacité à organiser la production en étrangeant la classe ouvrière mènent inéluctablement au transfert des moyens de production à la bourgeoisie nationale et internationale. » Il dénonce une « dictature petite-bourgeoise parasitaire » (17).

Selon Sapronov, « au XV^e Congrès, une scission du PCR (b) s'est produite et son résultat c'est que le congrès s'est

(16) *Ibid.*, pp. 54-55.

(17) Les textes des décistes cités à partir de là ne sont encore publiés nulle part. Je ne peux donc donner aucune référence...

transformé en congrès fondateur d'un parti non prolétarien petit-bourgeois. » Dans une lettre du 7 août 1928, il écrit : « Le régime stalinien, en écrasant l'opposition, a écrasé la dictature du prolétariat et incarné la volonté de l'élément petit-bourgeois qui à son tour a exprimé la volonté de la bourgeoisie nationale et internationale. Il y a trois forces : le prolétariat, la petite bourgeoisie, la bourgeoisie. Le pouvoir est entre les mains de la queue petite-bourgeoise du prolétariat. »

« Thermidor est devenu une réalité, mais il n'est pas achevé parce que l'achèvement de thermidor signifierait le passage du pouvoir entre les mains de la bourgeoisie, ce qui se manifesterait par la garantie complète de la propriété privée, la liberté totale d'accumulation du capital et d'exploitation, le lien étroit avec le capital étranger (...). Thermidor ne s'est pas réalisé car le pouvoir n'est pas encore entre les mains de la bourgeoisie (...). Thermidor en URSS existe encore, grandit mais ne s'est pas encore réalisé. » Pour Sapronov, le système capitaliste et le système bureaucratique petit-bourgeois « sont deux systèmes différents d'exploitation ». Pour Vladimir Smirnov, ce qui définit la politique de Staline c'est « la petite bourgeoisie pay-sanne. »

La division chez les décistes

Cette exigence de fonder un deuxième parti suscite une crise chez les décistes Borodaï, Rafaïl et Drobnis, en désaccord avec cette idée, qui rompent avec le groupe Centralisme démocratique et rejoignent les trotskystes. Sapronov écrit dans une lettre à un camarade du groupe des 15 qu'il reçoit beaucoup de lettres du genre : « Avant le XV^e Congrès, c'est l'aile droite du bloc qui empêchait l'union (Zinoviev-Kamenev — NDR), après le XV^e Congrès où les traîtres sont partis, qu'est-ce qui empêche l'union avec les trotskystes ? » Il reproche à Trotsky sa « diplomatie ».

Un certain Dachkovski s'affirme partisan d'un rapprochement avec les trotskystes. Le déciste Kharetchko, hostile à

cette perspective, lui répond : le groupe de Trotsky « mène une fronde bureaucratique petite bourgeoise ». Il accuse Dachkovski de vouloir l'unité avec des « réformistes capitulards » et Sapronov l'accuse de capituler devant Trotsky.

Selon l'un des rares survivants de ce groupe d'opposition, Dune, d'autres décistes, quoi qu'en désaccord, restent dans le groupe. Les partisans de ce deuxième parti ne sont d'ailleurs pas toujours d'accord entre eux sur les moyens d'y parvenir. Ainsi, selon Dune, les décistes auraient dû adhérer alors au POSDR menchévique (membre d'une Internationale socialiste qui soutient partout l'Etat bourgeois !). Or à l'époque, décimé par la répression, traqué et réduit à une clandestinité difficile, le groupe menchévique était moribond.

Vladimir Smirnov ou l'acharnement contre Trotsky

Etrangement, l'un des rares membres de l'opposition avec qui Smirnov discute est Radek qui, vite, commence à préparer son ralliement à Staline en tentant de démoraliser les opposants. Ainsi, le 11 septembre 1928, il lui écrit : « Certes, Radek commet des erreurs, mais ce ne sont que des erreurs et non une approche incorrecte de l'affaire (ce n'est pas une ligne fautive comme on trouve chez Trotsky (...)). Chez Radek, les fautes apparaissent circonstancielles alors que chez Trotsky ce sont les positions plus ou moins correctes qui apparaissent circonstancielles. » On ne saurait mieux se tromper !

Il reproche bizarrement à Radek d'accuser les décistes de vouloir un second parti : « Le fait de nous attribuer l'idée d'un deuxième parti est une façon calomniatrice de poser le problème et de plus volée par vous à Staline. » Il affirme que l'idée d'un deuxième parti a en réalité été élaborée par Preobrajenski et même avant suggérée par Rykov. Il accuse Trotsky d'avoir repris l'accusation : « Que Trotsky soit capable de calomnier les révolutionnaires éminents, nous nous en sommes convaincus depuis long-

temps. Mais pas Radek ! Alors pourquoi utilise-t-il cette formule archi de mauvaise foi, archi calomniatrice ? »

En même temps il affirme : se pose aujourd'hui la question de fonder un « parti prolétarien » car il n'y en a plus... Quelle est la différence entre cette exigence et celle d'un deuxième parti ? C'est tout simple : puisque le parti au pouvoir n'est plus un parti ouvrier, le parti ouvrier à créer ne saurait être qualifié de deuxième...

Dans une lettre du 14 mai 1929, Vladimir Smirnov condamne la publication de textes de Trotsky dans la presse bourgeoise européenne « car elle désoriente la classe ouvrière et donne à la bourgeoisie la possibilité de se présenter comme un défenseur impartial de l'opposition contre la terreur bolchevique ». La critique est étonnante : que peut importer que Trotsky s'exprime dans des journaux bourgeois à un homme qui affirme que la petite bourgeoisie a pris le pouvoir en URSS ?

Vladimir Smirnov affirme : « Toute la ligne de Trotsky depuis 1923 inclus était une ligne d'apaisement visant à ce que l'opposition avec la majorité du comité central (c'est-à-dire avec les prétendus "centristes") lutte contre "le danger de droite". »

C'est là, affirme Vladimir Smirnov, « ouvrir la voie à la capitulation, comme toujours incomplète, à moitié, aux deux tiers, mais d'autant plus nuisible politiquement ».

Smirnov reproche à Trotsky sa non-intervention publique en 1923, puis son refus de répondre à la campagne publique engagée contre *Les leçons d'octobre* en 1924 au nom d'un accord avec les « centristes » pour dégager une aile gauche chez ces derniers. « Trotsky mène très hardiment la propagande de ses opinions et recule timidement dès qu'il s'agit de mener une lutte réelle pour ces opinions. »

Pire encore, ajoute Smirnov, « maintenant que le comité central a étranglé le parti et s'est transformé en gouvernement de la petite bourgeoisie, Trotsky est un ennemi de la classe ouvrière, Trotsky craint plus que tout le mouvement ouvrier (...), Trotsky craint les masses,

Trotsky craint la lutte des classes (...). Il faut démasquer impitoyablement ce type de centrisme. »

Anton Ciliga, oppositionnel yougoslave, alors emprisonné à Verkhne Oural'sk, écrit : « Au printemps 1930, la rumeur d'une capitulation de Trotsky s'était répandue dans l'isolateur. Vladimir Smirnov avait écrit : "Trotsky vient de capituler. Tant mieux. Ce demi-menchévick cessera enfin de gêner par sa présence l'authentique mouvement révolutionnaire" » (18).

Haro sur la révolution permanente

Sa critique de Trotsky ne porte pas seulement sur la stratégie et la tactique politiques mais sur le fond même. « La théorie de la révolution permanente, écrit Smirnov, constitue à l'époque du déclin du mouvement révolutionnaire une théorie manifestement opportuniste [slogan de la lutte pour la démocratie bourgeoise avancé maintenant par Trotsky pour la Chine] (19) et aventuriste à l'époque de l'essor. » Il n'explique pas en quoi, ce qui réduit sa critique à une formule polémique sans contenu. Il ajoute :

« Deux mots sur les trotskystes. Il y a parmi eux quelques bons garçons mais dans leur ensemble c'est un courant qui nous est étranger. Il est curieux que, d'un côté, ils font toute une série d'avances au gouvernement en place, affirmant que ce dernier peut dans certaines circonstances admettre pacifiquement un changement de direction prolétarienne et, d'un autre côté, se comportent de la façon la plus méprisante envers la tradition du bolchevisme. »

Il leur reproche d'affirmer que « le régime de Staline est engendré par le régime de Lénine », ce qui est, soit dit en passant, totalement faux. Il ajoute : « Ils

(18) Anton Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*. L'« isolateur » est une prison.

(19) Après l'écrasement des grèves de Shanghai et de Canton, et le recul brutal du mouvement ouvrier, Trotsky avait avancé le mot d'ordre démocratique d'Assemblée constituante.

craignent mortellement la lutte des classes (...). Dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat renaissant, ils formeront un groupe opportuniste, quelque chose dans le genre des mencheviks. Voilà pourquoi dans une lettre j'ai qualifié Trotsky de demi-menchevik. C'est pourquoi se fixer comme tâche l'union avec ce courant est inutile et nuisible (...). Leur dénomination de bolcheviks-léninistes est une totale hypocrisie (...). Ils ne sont ni bolcheviks ni léninistes. »

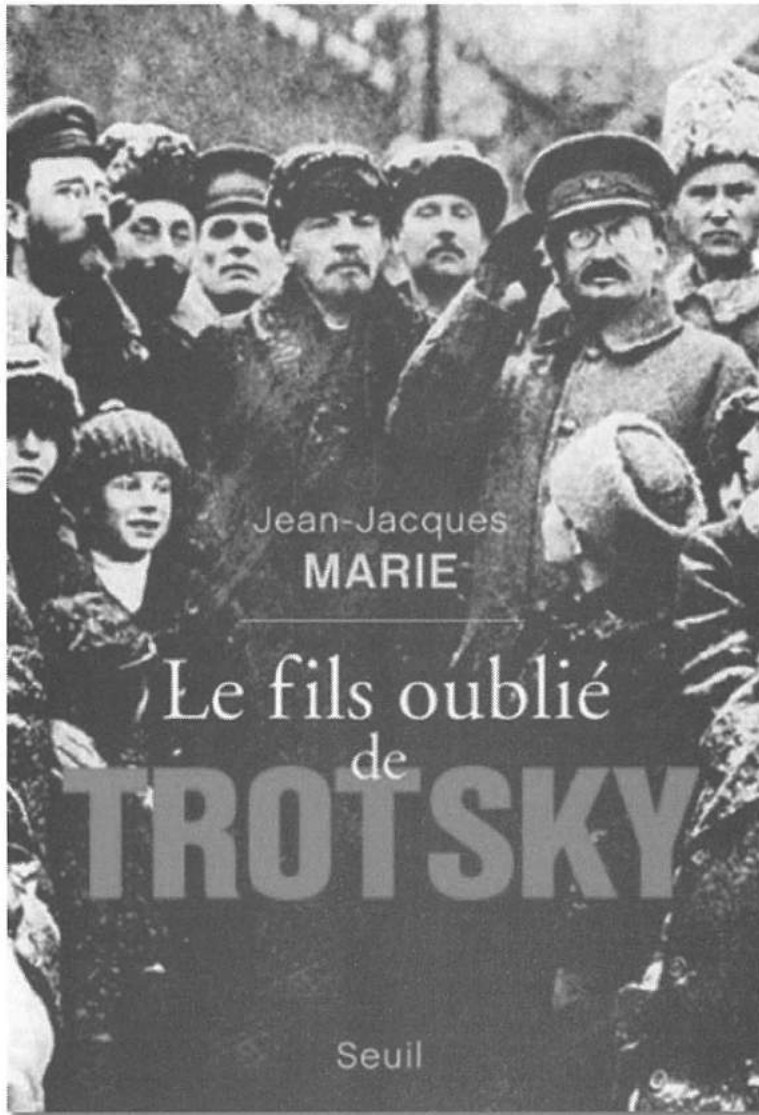
Les décistes forment à compter de 1930 un groupe essentiellement clandestin, que le trotskyste Sosnovski qualifie d'« *opposition dans un seul pays* ». L'un de leurs dirigeants, Dune, affirmera qu'il comptait alors 2 000 membres. Ce chiffre, invérifiable, est probablement exagéré. Dans la prison de Verkhné-Oural'sk, où est interné Vladimir Smirnov, en 1930-1931, sur 140 prisonniers communistes, il y avait 120 trotskystes (divisés en trois tendances), 16 ou 17 décistes, un zinoviéviste et deux ou trois partisans de l'ultra-gauche Miasnikov. C'est à peu près le rapport de force à l'échelle du pays.

Mais à dater de 1932, les décistes disparaissent comme courant organisé. Ceux qui subsistent participent aux grèves de la faim organisées par les trotskystes dans les camps, à Magadan et Vorkouta, et seront liquidés avec eux. Smirnov sera fusillé en 1937, Sapronov l'année suivante.

Trotsky a toujours lié l'orientation politique qu'il proposait à deux éléments conjoints : la défense des bases économiques et sociales de l'URSS fondée sur l'expropriation du capital et la révolution mondiale, donc le sort de l'Internationale communiste.

Lorsqu'en avril 1933 le comité exécutif de cette dernière approuve à l'unanimité la ligne de division systématique imposée par Staline au Parti communiste allemand qui a débouché sur l'arrivée de Hitler au pouvoir et sur la liquidation du Parti communiste allemand, Trotsky abandonne la politique de réforme des partis communistes et se prononce pour la construction d'une nouvelle Internationale et donc de nouveaux partis. Mais à cette époque, les décistes ne sont plus que des individus éparpillés.

Jean-Jacques Marie



Le Fils oublié de Trotsky
Jean-Jacques Marie
Editions du Seuil
Biographies-Témoignages
192 pages - 17 euros.

Présentation de la déclaration des 83 (84)

Le 12 avril 1927, Tchang Kai-Chek, promu par Staline membre d'honneur de l'Internationale communiste, écrase dans le sang, avec l'aide la pègre locale et la coopération de la police des concessions étrangères, britannique et française surtout, la grève des ouvriers de Shanghai et jette leurs dirigeants communistes dans des chaudières de locomotives. Cette catastrophe réveille l'opposition.

Le 9 mai, Zinoviev, lors d'une réunion retransmise à la radio pour le quinzième anniversaire de la fondation de la Pravda, critique la politique de la direction en Chine. Le comité central du 12 mai déclare son intervention inouïe, inacceptable et intolérable.

Dans une déclaration, signée par 84 vieux bolcheviks, mais dite par erreur de calcul des « 83 », l'opposition dénonce la politique de Staline et de Boukharine en Chine qui a mené les ouvriers chinois à se laisser désarmer puis massacrer à Shanghai par Tchang Kai-Chek.

Elle la relie à la théorie du socialisme dans un seul pays qui accélère la croissance des koulaks, nepmen, bureaucrates, la différenciation et l'inégalité sociales. Elle appelle à la discussion la plus large et à la restauration de la démocratie ouvrière dans le parti.

La déclaration évoque longuement la grève générale des mineurs anglais en 1926 et le comportement des dirigeants syndicaux soviétiques, membres du groupe dirigeant Staline-Boukharine (à commencer par leur secrétaire général, Tomsy).

C'est l'épisode dit du « comité anglo-russe. » Confrontés à la volonté du gouvernement de fermer certaines mines, les mineurs déclenchent la grève fin avril 1926. La direction des trade-unions (Citrine et autres) soutient les mineurs dans les mots ; elle ne peut empêcher une grève générale de soutien d'éclater le 1^{er} mai, mais ils brisent aussitôt ce soutien effectif dont le maintien seul permettrait aux mineurs de vaincre. Les dirigeants syndicaux soviétiques, qui lors de la venue d'une délégation des trade-unions l'année précédente avaient offert des bijoux à leurs femmes, forment avec ceux des trade-unions un « comité anglo-russe » qui avalise dans les faits la politique des dirigeants des trade-unions soucieux de protéger le trône. Et les mineurs anglais doivent reprendre le travail au bout de plusieurs semaines, défaits et amers.

Déclaration des 83 (84)

Camarades,

Les graves fautes commises et tolérées dans la direction de la révolution chinoise ont contribué à une lourde défaite. Nous ne sortirons de cette situation qu'en empruntant le chemin tracé par Lénine. Les conditions très anormales, dans lesquelles on examine les questions de la révolution chinoise, créent dans le parti une très grande tension. La « discussion » unilatérale menée dans les colonnes de la *Pravda* et du *Bolchevik* est une déformation voulue du point de vue de l'opposition (à qui, par exemple, on attribue la demande de la sortie du PC du Kuomintang) ; cela marque la volonté du groupe dirigeant du comité central (CC) de cacher ses fautes derrière la chasse à l'opposition. Tout cela dirige l'attention du parti sur une fausse voie.

En conclusion et vu la fausse ligne du CC dans les questions essentielles de la politique du parti, nous nous adressons, par cette déclaration, au comité central.

Les raisons d'une défaite

1. Le fait n'est pas seulement que nous avons subi une immense défaite en Chine ; il faut voir comment et pourquoi nous l'avons subie.

Bien que nous ayons en Chine déjà une puissante classe ouvrière, bien que le prolétariat de Shanghai dans une situation des plus difficiles ait su se révolter et être le maître de la ville, bien que le prolétariat chinois ait, en Chine, une aide puissante de la part de la paysannerie qui se révolte, bref, qu'il y ait eu toutes les données pour la victoire « *du 1905 chinois* » (Lénine), les ouvriers chinois ont finalement tiré les marrons du feu pour la bourgeoisie, jouant en fait jusqu'à maintenant le même rôle que celui auquel étaient condamnés les ouvriers pendant les révolutions de 1848.

Tout permettait d'armer les ouvriers chinois (en premier lieu ceux de Shanghai et de Hankéou). Et malgré cela, le prolétariat héroïque de Shanghai s'est trouvé désarmé et les ouvriers de Hankéou sont eux aussi désarmés à l'heure actuelle bien que Hankéou se trouve entre les mains du Kuomintang « de gauche ».

« La ligne » en Chine, *en fait*, s'est traduite ainsi : on ne devait pas armer les ouvriers, organiser de grèves révolutionnaires, soulever les paysans contre les propriétaires, éditer un quotidien communiste, critiquer messieurs les bourgeois du Kuomintang de « gauche », créer des cellules communistes dans les armées de Tchang Kai-chek, lancer le mot d'ordre des soviets pour ne pas « repousser » la bourgeoisie, pour ne pas « faire peur » à la petite bourgeoisie, pour ne pas ébranler le gouvernement du « Bloc des 4 classes ». En guise de réponse, et pour nous remercier d'une telle politique, la bourgeoisie nationale chinoise — ainsi qu'il fallait s'y attendre — choisissant le moment propice, fusille les ouvriers chinois et appelle à l'aide aujourd'hui les impérialistes japonais, demain les impérialistes américains, après-demain les impérialistes anglais.

Dans les partis communistes du monde entier (ainsi que dans les larges cercles du PC de l'URSS) en liaison avec la défaite chinoise, règne une complète incertitude. Encore hier, on prouvait à tout le monde que les armées nationales en Chine étaient en réalité des armées rouges, des armées révolutionnaires, que Tchang Kai-chek était leur guide révolutionnaire, que la Chine aujourd'hui ou au plus tard demain marcherait sur la voie « non capitaliste » de son développement. Tandis qu'aujourd'hui, dans la lutte contre la véritable ligne léniniste du bolchevisme, on publie de pauvres articles et discours où il est dit qu'en Chine, il n'y a pas du tout d'industrie, qu'il n'y a

pas de chemins de fer, que la Chine en est quasiment au début du féodalisme, que les Chinois sont illettrés, etc., qu'en Chine il est trop tôt pour lancer le programme de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, ainsi que pour créer des soviets. Au lieu de corriger les fautes, on les redouble.

La défaite chinoise peut avoir des répercussions directes sur l'avenir prochain de l'URSS. Si les impérialistes réussissent, pour un laps de temps assez long, à « museler » la Chine, ils marcheront après sur nous, sur l'URSS. La défaite de la révolution chinoise peut étrangement rapprocher la guerre contre l'URSS. Pendant ce temps, le parti est mis dans l'impossibilité d'examiner le problème chinois qui est pourtant, pour lui, le premier parti de l'Internationale communiste, le problème essentiel. En même temps, une violente discussion unilatérale est menée déjà actuellement par le groupe dirigeant du CC. Cette « discussion » est plus exactement une chasse à courre contre l'opposition pour cacher les fautes commises par le groupe dirigeant du comité central.

La défaite de la grève générale en Angleterre

2. La grève générale de l'an passé en Angleterre, trahie et vendue par le conseil général, a été battue. La grève s'est terminée par la défaite des mineurs. Malgré une grandiose évolution des masses à gauche touchant quelques millions d'ouvriers, bien que jamais encore la trahison, la fausseté du réformisme n'ait été mise aussi en lumière que pendant les grandes grèves anglaises, l'aile révolutionnaire organisée du mouvement ouvrier anglais a gagné très peu en influence. La cause principale de cet état de choses provient de notre attitude double de nos contradictions et de notre indécision. L'aide financière accordée par les ouvriers russes aux mineurs anglais fut merveilleuse. Mais la tactique du CC dans la question du comité anglo-russe a été complètement fautive. Nous avons soutenu l'autorité des traîtres du conseil général dans la période la plus

critique pour ceux-ci pendant les semaines et les mois de la grève générale et de la grève des mineurs. Nous les avons aidés à se maintenir sur leurs jambes. Nous avons terminé en capitulant devant eux à la dernière conférence de Berlin, en reconnaissant le conseil général comme le seul représentant du prolétariat anglais (et même comme le seul représentant de son point de vue) et en nous engageant à ne pas nous mêler des affaires intérieures du mouvement ouvrier anglais.

Sur le fond des événements de Chine les dernières décisions du comité anglo-russe prennent un caractère sinistre. Dans toute la presse internationale, le camarade Tomsy et les autres représentants de la CGT russe ont déclaré que la conférence de Berlin a eu « un caractère cordial », que toutes les décisions ont été prises « à l'unanimité » et sont prétendument la victoire du prolétariat mondial, etc.

Cela est faux et mensonger, et on ne peut ainsi que conduire le prolétariat anglais à de nouvelles défaites.

La conférence de Berlin du comité anglo-russe n'a pas dit un mot sur le rôle de bandit que joue l'impérialisme britannique en Chine, elle n'a même pas demandé le retrait des troupes impérialistes de Chine. Au moment même où s'ouvrirait en Chine une guerre directe des impérialistes contre la révolution chinoise, le comité anglo-russe s'est tu, comme un coupable, ou autrement dit, il a fait le jeu de la bourgeoisie anglaise.

Peut-on douter une minute que ceux qui, devant le monde entier, trahissent ouvertement les intérêts du prolétariat anglais, même dans une question aussi grave que la liberté du mouvement syndical en Angleterre, demain, en cas de guerre contre l'URSS, ne joueront pas le même rôle de traîtres et de canailles qu'en 1914 ?

La fautive ligne suivie en Chine et la fautive ligne suivie dans la question du comité anglo-russe sont étroitement liées. La même ligne passe à travers la politique de l'Internationale communiste. En Allemagne, on exclut des centaines et des centaines de prolétaires de gauche, l'avant-garde, pour le simple fait de

s'être solidarisés avec l'opposition russe. Les éléments de droite ont de plus en plus d'influence dans tous les partis. Des fautes de droite les plus grossières (en Allemagne, en Pologne, en France et ailleurs) restent impunies ; n'importe quelle critique venant de gauche, mène à l'amputation. *L'autorité du PC de l'URSS et de la révolution d'Octobre est utilisée pour faire dévier les partis communistes à droite de la ligne léniniste.* Tout cela, pris en bloc, empêche l'IC de préparer et de mener, à la manière de Lénine, la lutte contre la guerre.

Les erreurs de la politique intérieure

3. Pour n'importe quel marxiste, il est indiscutable que la fausse ligne en Chine et dans la question du comité anglo-russe prolonge et complète la fausse ligne dans la politique intérieure.

L'économie de l'Union soviétique en général a terminé sa période de reconstitution. Pendant cette période, on a enregistré dans la construction économique des victoires sérieuses. L'industrie, l'économie rurale et d'autres branches de l'économie approchent le niveau d'avant-guerre et même le dépassent (dans le domaine de la coopération on enregistre des succès analogues). Ces victoires sont les meilleures preuves de la justesse de la formule de la nouvelle politique économique, proclamée par Lénine, et la meilleure réponse aux ennemis de la révolution d'Octobre.

Le pays de la dictature prolétarienne s'est révélé tout à fait capable de travailler à la construction socialiste, il a démontré les premiers succès dans ce domaine, préparant ainsi avec le prolétariat d'autres pays la victoire définitive du socialisme dans le monde entier.

Mais l'époque de reconstruction révèle en même temps que des résultats sérieux, de graves difficultés qui proviennent de l'insuffisance du développement des forces productives et de notre retard économique. Elles sont renforcées du fait qu'on les cache aux larges masses du parti. Au lieu d'une analyse marxiste de la situation réelle de la dictature prolétarienne en URSS, on offre au parti

une fausse théorie petite-bourgeoise, « théorie du socialisme dans un seul pays », totalement étrangère au marxisme et au léninisme.

Ce grossier recul du marxisme fait que le parti a plus de difficultés à voir le *contenu de classe* des processus économiques en cours.

Les phénomènes négatifs de l'époque de la révolution que nous visons sont concrétisés par la situation très pénible des larges masses de la population et par des regroupements de classes hostiles au prolétariat.

Les questions *des salaires et du chômage* prennent un caractère plus aigu.

Une fausse politique accélère la croissance des forces hostiles à la dictature prolétarienne : les koulaks, nepmans, bureaucrates. Cela mène à l'impossibilité d'utiliser comme il conviendrait les ressources matérielles du pays pour l'industrie et pour l'économie d'Etat. Le retard de la grande industrie sur les demandes qui lui proviennent de la part de l'économie nationale (disette de marchandises, hauts prix, chômage) et de tout le système soviétique en entier (la défense du pays) renforce les éléments capitalistes dans l'économie de l'Union soviétique, surtout à la campagne.

La croissance des salaires s'est arrêtée, il y a même des tendances à les baisser, pour certains groupes d'ouvriers. A la place du système antérieur qui consistait à augmenter les salaires suivant la croissance de *la production*, actuellement, on applique comme règle générale que les salaires ne peuvent augmenter qu'à condition de l'augmentation du *rendement de l'ouvrier* (intensification du travail : voir § 2 de la décision du congrès des soviets sur le rapport du camarade Kouibchev). En conclusion, l'ouvrier en URSS ne peut, à l'heure actuelle, améliorer son bien-être, non suivant le développement de l'économie du pays et de la technique comme autrefois, mais à la seule condition de se dépenser davantage et de fournir un plus grand effort physique. *C'est la première fois qu'on pose ainsi le problème*, au moment où l'intensification du travail en général, à l'heure actuelle, a atteint le ni-

veau d'avant-guerre et par endroits l'a dépassé ; une telle politique lèse les intérêts de la classe ouvrière.

Chômage, prix, différenciation de la paysannerie

Le chômage grandit, alimenté par les éléments paysans qui quittent la campagne, frappe aussi les cadres du prolétariat industriel. L'augmentation de l'armée des sans-travail empire en général la situation économique de la classe ouvrière.

Les conditions de logement des ouvriers, dans divers endroits, empirent dans le sens du surpeuplement et de la restriction des droits locatifs.

Les dangers grandissants provenant de cet état de choses sont clairs, car les rapports entre le parti et la classe ouvrière sont les éléments décisifs pour l'avenir de notre Etat ouvrier.

La baisse des prix des marchandises manufacturées n'a été acquise que dans une petite proportion. Malgré le vote de l'opposition au plénum en février de cette année pour la résolution qui se prononçait pour la baisse des prix, toute l'agitation officielle est employée à accuser l'opposition de ne pas vouloir la baisse des prix. Une telle agitation induit en erreur le parti et éloigne son attention des problèmes essentiels de notre politique économique. Tandis que le mécontentement et l'impatience à la ville et à la campagne grandissent, la baisse des prix par ces moyens n'avance pas du tout.

La différenciation de la paysannerie s'accélère. Du mot d'ordre : « Enrichissez-vous », de l'invitation aux koulaks à « s'intégrer dans le socialisme », le groupe dirigeant du CC en est arrivé à passer sous silence le processus de différenciation à la campagne, à sous-estimer ce facteur ; dans la pratique, sa politique a consisté à s'appuyer sur le paysan économiquement fort. Au X^e anniversaire de la révolution d'Octobre, la situation est la suivante : plus de trois millions d'ouvriers agricoles jouent un rôle infime dans les soviets, la coopération et les

cellules communistes ; l'attention et l'aide apportées aux paysans pauvres sont encore insuffisantes. La résolution du dernier congrès des soviets sur l'économie agricole ne dit mot de la différenciation à la campagne. Donc elle se tait sur *la question essentielle* du développement économique et politique de la campagne. Tout cela affaiblit notre soutien à la campagne et entrave l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre avec le paysan moyen. Cette union peut se développer et se renforcer uniquement dans la lutte systématique contre les aspirations exploiteuses des koulaks dont on sous-estime la croissance et le rôle. Une telle politique est grosse de dangers explosifs. Cependant, l'appareil officiel du parti et des soviets frappe à gauche, et ouvre ainsi largement les portes au véritable danger de classe qui vient de droite.

La proposition d'exonérer de l'impôt agricole 50 % des économies rurales, c'est-à-dire les paysans pauvres et peu aisés, est condamnée avec acharnement bien que la situation politique et économique de la campagne la confirme complètement. Quelques dizaines de millions de roubles sur un budget de 5 milliards sont d'une importance tout à fait minime, alors que prendre cette somme sur les économies rurales peu aisées accélère la différenciation à la campagne et affaiblit les positions de la dictature du prolétariat à la campagne.

« *Savoir se mettre d'accord avec les paysans moyens, sans renoncer un seul instant à la lutte contre les koulaks et tout en s'appuyant solidement seulement sur les paysans pauvres* » (Lénine), voilà quelle doit être la ligne essentielle de notre politique à la campagne.

En septembre dernier, nous avons lu un appel signé de trois hauts dirigeants occupant des postes les plus importants (Rykov, Staline et Kouibichev), prétendant que l'opposition, c'est-à-dire une partie de notre propre parti et une partie de notre CC, veulent « voler » la paysannerie. Cet appel promettait, par des économies, de diminuer les dépenses non productives de 3 à 400 millions de roubles par an. En réalité, cette lutte pour les économies menée d'une façon

bureaucratique a conduit à de nouveaux tiraillements contre les ouvriers et n'a donné aucun résultat positif et palpable.

La rationalisation de l'industrie, menée sans plan d'ensemble et réfléchi, a conduit de nouveaux groupes d'ouvriers dans les rangs des sans-travail, sans amener la diminution du prix de revient.

Vu toutes les décisions des deux dernières années qui aggravent la situation des ouvriers, il faut souligner avec force que sans une amélioration systématique et planifiée, lente au début, des conditions de la classe ouvrière, « *cette force productive principale* » (Marx), il est impossible, dans la situation actuelle, de relever ni l'économie ni la construction socialiste.

Pour pouvoir résoudre ces questions brûlante pour le parti de la construction économique dans la situation de rapports de classe compliqués et enchevêtrés à l'intérieur du pays, alors que s'accroît l'offensive extérieure ennemie contre l'URSS et que la révolution mondiale est retardée, *il faut donner vie et force à la démocratie intérieure du parti et renforcer la liaison réelle, vivante et directe du parti avec la classe ouvrière.*

Nous avons besoin d'une discipline de fer dans le parti comme au temps de Lénine. Tout le parti, du haut en bas, à la manière bolchevique, doit être idéologiquement et organiquement « une force collective » fortement soudée, participant réellement et non officiellement, en bloc, à la solution de toutes les questions qui se posent devant le parti, la classe ouvrière et le pays tout entier.

Le régime intérieur du parti, dans ces derniers temps, provoque une baisse immense de l'activité du parti, cette force dirigeante de la révolution prolétarienne. Dans les larges masses de la base du parti se rétrécissent les possibilités de discuter et de résoudre, en pleine conscience, les questions essentielles de la révolution prolétarienne. Cela n'a pu que se refléter de façon négative dans les rapports de la classe ouvrière et du parti et dans l'activité de toute la classe ouvrière.

Le régime instauré dans le parti a été transféré largement dans les syndicats. La classe ouvrière russe, avec l'expérience de trois révolutions faites sous la

direction du Parti bolchevique et de Lénine, cette classe qui a cimenté les fondations du gouvernement soviétique avec le sang de ses meilleurs fils, qui a fait des miracles d'héroïsme et d'organisation, a tout en main pour développer largement ses forces créatrices et ses facultés d'organisation. Mais le régime qui s'instaure actuellement freine toute l'activité de la classe ouvrière, l'empêche de mettre la main à la construction socialiste.

La dictature prolétarienne s'affaiblit dans sa propre base de classe. Au XI^e Congrès, Vladimir Ilitch disait au parti que la tâche principale du travail économique est de savoir choisir justement les hommes, alors que la ligne actuelle est la négation complète de ses indications. Dans la pratique, il arrive, en divers endroits, qu'on évince des usines les ouvriers du parti les plus indépendants, les plus qualifiés et les plus dynamiques sur le plan économique, et on les remplace presque toujours par des éléments qui ne travaillent pas pour le socialisme, mais qui lèchent les bottes de leurs chefs immédiats. La fausseté criante du régime intérieur du parti se répercute ainsi sur les intérêts les plus vitaux de plusieurs millions d'ouvriers.

La situation internationale devient de plus en plus tendue

4. *La situation internationale* devient de plus en plus tendue. Les dangers de guerre augmentent chaque jour. La tâche centrale du PC de l'URSS et de l'avant-garde du prolétariat mondial est de *conjurer « ou même d'éloigner, pour le plus de temps possible » la guerre afin de soutenir et de défendre coûte que coûte la politique de paix que seuls sont capables de mener jusqu'au bout notre parti et le pouvoir soviétique.*

La cause de l'URSS est la cause du prolétariat mondial. Détourner les dangers d'une nouvelle guerre suspendus sur la tête de l'URSS est la tâche la plus importante du prolétariat mondial. Mais nous ne pourrions réaliser cela en faisant bloc avec les traîtres du conseil général.

Aucune lutte sérieuse pour conjurer la guerre n'est possible avec les Purcell et les Citrine. Nous rapprocher des *ouvriers* social-démocrates et sans-parti et les entraîner dans la lutte contre la guerre, nous ne pouvons le faire que *par-dessus* la tête de ces chefs traîtres, qu'en *luttant* contre eux. Nous demandons que le comité central aide le futur plénum de l'exécutif élargi de l'IC à étudier, dans les détails, sans parti pris, se basant sur des documents, les derniers événements de Chine. (Il faut appeler à ce travail les camarades qui ont défendu notre point de vue). D'autre part, il faut que le comité exécutif de l'IC mette à l'ordre du jour les questions chinoise, anglaise et russe dans *toute leur ampleur*, que dans la presse de notre parti, que dans la presse communiste internationale, on donne la possibilité d'étudier en détail ces problèmes, évidemment avec la prudence nécessaire.

Le renforcement international de l'URSS exige le renforcement de la ligne révolutionnaire prolétarienne à l'intérieur de l'URSS. Nous sommes affaiblis par le blocage des salaires, par l'aggravation des conditions d'embauche des ouvriers et par la croissance continue du chômage. Nous sommes affaiblis par la fausse politique envers les paysans pauvres, les fautes dans notre politique économique, par la défaite des ouvriers anglais et de la révolution chinoise et par un mauvais régime intérieur du parti.

Toute notre politique souffre de l'orientation à droite qu'on lui a donnée. Si le nouveau coup préparé contre la gauche, contre l'opposition est exécuté, cela déliera complètement les mains aux éléments de droite, non prolétariens et antiprolétariens. Les coups sur la gauche auront pour conclusion logique la victoire des Oustrialov. Oustrialov exige ce nouveau coup contre l'opposition depuis longtemps, au nom de la théorie de la néoNep. Oustrialov est l'ennemi le plus acharné du bolchevisme, le plus logique, le plus conséquent. Les administrateurs satisfaits, les bureaucrates, les petits-bourgeois arrivés aux postes de commandement, qui regardent la masse d'en haut, sentent le terrain de plus en plus ferme sous leurs pieds. Ce sont tous des

éléments de néoNep. Derrière eux se tiennent les Oustrialov spécialistes puis les nepmans et les koulaks qualifiés de paysans économiquement forts. C'est de ce côté que vient le véritable danger.

Les changements ne sont pas aussi visibles dans les questions intérieures que dans les problèmes de politique étrangère car les processus internes se développent beaucoup moins vite que la grève générale anglaise et la révolution chinoise. Mais les tendances fondamentales de cette politique sont les mêmes là-bas qu'ici. Et plus leur maturation est lente à l'intérieur du pays et plus leur manifestation risque d'être grave.

Lénine définissait l'Etat soviétique comme un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique dans un pays où la majorité de la population est composée de paysans. Cela a été dit en 1921. *Cette définition de Lénine est plus juste aujourd'hui que jamais.* Pendant les années de la Nep, la nouvelle bourgeoisie des villes et des campagnes s'est transformée en force réelle. Dans une telle situation, porter un coup contre l'opposition, ne veut rien dire d'autre qu'essayer parmi les cris hypocrites sur l'unité (« *les initiateurs de toute scission crient toujours le plus fort pour l'unité* », disait Engels), de discréditer et de détruire *l'aile gauche prolétarienne, léniniste, de notre parti.* Une telle destruction signifierait le renforcement rapide, inévitable, de l'aile droite du PC de l'URSS ainsi que la subordination des intérêts du prolétariat aux intérêts des autres classes.

L'unité du parti

5. Nous avons toujours besoin de l'unité du parti, surtout dans les conditions présentes. Lénine nous a appris que le bolchevik doit viser à l'unité sur la base de la ligne politique révolutionnaire et prolétarienne. Dans les conditions historiques les plus pénibles, pendant les années d'illégalité ; puis, en 1917, quand, en pleine guerre, nous luttions pour le pouvoir ; en 1918, quand dans la situation effroyablement difficiles et sans précédent on discutait de la paix de Brest-Litovsk et dans les années qui suivirent, du temps de Lénine, le par-

ti discutait ouvertement les points litigieux et trouvait le bon chemin vers une véritable unité, non factice. Cela nous a sauvés dans des situations beaucoup plus difficiles que celle de maintenant.

Le danger principal provient de ce qu'on cache les véritables divergences au parti et à la classe ouvrière. Toutes les tentatives de poser des questions litigieuses devant le parti sont dénoncées comme un attentat à l'unité du parti. La fausse ligne façonnée, en haut, mécaniquement, crée officiellement l'unité factice et le « tout va bien ». En réalité, cet état de choses affaiblit les positions du parti dans la classe ouvrière et entrave les positions de la classe ouvrière dans la lutte contre ses ennemis de classe. Il empêche la croissance politique de notre parti pour une juste direction léniniste, et doit inévitablement susciter des dangers extrêmement sérieux pour notre parti, au premier tournant brusque, au premier coup sérieux, et dans le cas d'un bouleversement intérieur.

Voyant clairement ces dangers, nous jugeons qu'il est de notre devoir de prévenir le comité central précisément pour rassembler les rangs du parti sur la base d'une politique léniniste dans les questions internationales et intérieures.

Comment éliminer les divergences, comment redresser la ligne de classe sans nuire, dans la plus petite mesure, à la tâche de l'unité du parti ?

Comme cela se faisait toujours du temps de Lénine.

Nous proposons

Nous proposons que le CC décide les choses suivantes :

1. Au plus tard trois mois avant le XV^e Congrès du parti, convoquer le plénum du CC pour examiner à l'avance toutes les questions du XV^e Congrès.

2. Ce plénum devra faire tout son possible pour élaborer des décisions *unanimes*, ce qui permettrait de garantir le maximum d'unité du parti et liquider les luttes intestines.

3. Ce plénum devra charger la délégation du PC de l'URSS à l'IC de prendre dans l'Internationale diverses mesures pour faire réintégrer dans le par-

ti les camarades exclus qui le demanderont à l'IC et qui sont toujours sur la plate-forme de l'IC (il est évident que cela ne concerne nullement Katz et Korsch).

4. Si néanmoins, au sein de ce plénum spécial du CC, se font jour des divergences de principe, elles devront être, en temps voulu, formulées et publiées. Chaque camarade devra avoir la possibilité de défendre son point de vue devant le parti, dans sa presse et dans les réunions, comme cela existait du temps de Lénine.

5. La polémique devra être menée dans les cadres stricts de la camaraderie et l'efficacité sans être aiguïsée et exagérée.

6. Les projets de thèses du CC, des organisations de base, de membres du parti ou de groupes de ceux-ci, devront être publiés dans la *Pravda* (ou dans l'annexe de la *Pravda*), ainsi que dans toute la presse du parti de province, environ deux ou trois mois avant le XV^e Congrès du parti.

7. Le mot d'ordre principal pour la préparation du XV^e Congrès de notre parti devra être *l'unité*, une unité réelle, léniniste du PC de l'URSS.

P. S. : Notre déclaration ayant été retardée par la collecte des signatures, nous sommes obligés de la faire au moment même où, d'en haut, on déchaîne une campagne contre le camarade Zinoviev sous prétexte qu'il a pris la parole le 9 mai dans une réunion prétendument de sans-partis. Ceux parmi nous, qui ont entendu le discours du camarade Zinoviev ou qui ont eu la possibilité de prendre connaissance du sténogramme, sont prêts à mettre leur signature, sans hésitation, au bas de son discours. Celui-ci, dans sa forme modérée et inattaquable, a traduit l'état d'esprit de larges cercles du parti qui poussent un cri d'alarme contre l'envahissement de la *Pravda* par la tendance de Martynov. Le discours du camarade Zinoviev a servi de prétexte pour recommencer la chasse à courre contre lui. Notre résolution le montre : cette chasse contre l'opposition a commencé au moment même où arrivaient les nouvelles de la défaite chinoise.

La campagne menée contre le camarade Zinoviev vise à l'écartier du comité central avant le congrès et, en dehors du congrès, *afin de se débarrasser d'un des critiques de la ligne fausse*. Cela permettrait, pendant la préparation du XV^e Congrès du parti et du VI^e Congrès mondial, d'être débarrassé d'un critique gênant de la fausse ligne du parti. La même chose pourrait demain se répéter avec d'autres membres du CC. De tels moyens ne peuvent que nuire au parti.

La mesure prise sous la pression du bureau politique interdisant la participation du camarade Zinoviev au plénum de l'IC n'a jamais eu de précédent dans l'histoire de l'Internationale communiste. On a éloigné un des fondateurs de l'IC, son premier président — élu sur proposition de Lénine.

La décision d'écartier le camarade Zinoviev, toujours membre de son exécutif, des travaux de l'IC au moment où on examinait les problèmes les plus importants du mouvement ouvrier international, ne peut être expliqué que par le *manque de courage politique* de ceux qui préfèrent des mesures administratives à la lutte idéologique. Ce fait, outre sa signification politique, est une violation grossière des droits formels du camarade Zinoviev membre de l'exécutif

et élu à l'unanimité au V^e Congrès mondial. Ecartier les léninistes ne peut aider à l'unité de l'IC. Cette déclaration servira pour nous accuser de travail fractionnel. Les fonctionnaires prêts à tout, les « plumitifs » de la « nouvelle école » des « jeunes » vont être les premiers à se déchaîner. Mais cette lettre est aussi dirigée contre eux, car parmi eux, il y a des gens qui, au moment du danger, seront les premiers à abandonner la cause du prolétariat. En envoyant cette déclaration, nous faisons notre devoir de révolutionnaires et de membres du parti, conformément à la tradition des véritables bolcheviks-léninistes.

Sous cette déclaration, nous avons collecté, dans un laps de temps très court, quelques dizaines de signatures de vieux bolcheviks. Nous ne doutons pas une seule minute que d'autres vieux bolcheviks se trouvant un peu partout en URSS ainsi qu'à l'étranger, connaissant la teneur de notre déclaration, lui auraient donné leur signature.

Nous ne doutons pas une seule minute que le point de vue exposé dans ce document est partagé par la majorité de notre parti, et en particulier de ses militants ouvriers. Pour qui connaît les ouvriers, membres de notre parti, c'est une preuve que cela est juste.



**Zinoviev,
Kamenev
et Trotsky furent
à l'initiative de
la déclaration des 84.**

LES FAMINES SOVIÉTIQUES DE 1932-1933

Quelques enjeux actuels de la recherche

Les famines soviétiques de 1932-1933 constituent l'un des épisodes les plus sombres de l'histoire du stalinisme et plus généralement un fait majeur du XX^e siècle. De l'automne 1931 à la récolte de l'été 1933 qui marque la fin de la crise, la faim a causé directement ou indirectement la mort de six à sept millions de personnes à travers toute l'Union soviétique, principalement en Ukraine, au Kazakhstan, dans le Caucase du Nord et sur les rives de la Volga (1).

En dépit de leur importance, les famines de 1932-1933 restent relativement mal connues en France. La seule monographie disponible sur le sujet est la traduction d'un ouvrage de l'historien britannique Robert Conquest paru en 1986, livre « classique » mais dépassé (2). Plus généralement, peu de contributions marquantes ont été publiées en langue française (3).

L'histoire des famines n'est pas seulement mal connue, elle est également obscurcie par des décennies de falsifications et d'instrumentalisation diverses. A la différence des grandes purges de 1937-1938, les terribles événements de 1932-1933 n'ont jamais été reconnus par la bureaucratie jusqu'à la chute de l'URSS. Si l'événement a fait l'objet

d'une large publicité à l'époque des faits, la famine est ensuite tombée dans un oubli presque complet de l'après-guerre au début des années 1980.

(1) La région des Terres noires, l'Oural et la Sibérie-Occidentale ont également connu des famines de moindre ampleur, mais néanmoins meurtrières. Plus généralement, la quasi-totalité des territoires composant l'Union soviétique ont fait face à des situations de pénurie au début des années 1930.

(2) Robert Conquest, *Sanglantes moissons, La collectivisation des terres en URSS*, Robert Laffont, 1995. Ce livre, écrit avant l'ouverture des archives soviétiques, a connu un grand succès et a servi de première caution universitaire à la thèse du « génocide » ukrainien.

(3) Citons néanmoins le recueil de témoignages *L'année noire - Témoignages sur la famine en Ukraine*, Albin Michel, 2000, précédé d'une très bonne introduction de Georges Sokoloff. Voir également l'article de Nicolas Werth, « La Grande Famine ukrainienne de 1932-1933 » in *La terre et le désarroi. Staline et son système*, Perrin, collection « Tempus », 2007, contestable mais présentant de nombreuses sources sur le sujet. Enfin, plus spécifiquement sur la famine kazakhe de 1932-1933, voir Isabelle Ohayon, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline*, Maisonneuve et Larose, 2005.

Le thème d'une campagne tapageuse

A partir de cette période et plus encore après l'éclatement de l'Union soviétique, la famine, généralement réduite à sa dimension ukrainienne, est au contraire devenue le thème d'une campagne tapageuse sur les « crimes du communisme ». Le *Holodomor* (4) est ainsi présenté comme un génocide volontairement organisé par Staline contre la nation ukrainienne. Cette thèse a pris un caractère officiel en Ukraine, où la négation du caractère génocidaire de la famine est considérée comme un délit. Moins marquée depuis l'arrivée au pouvoir de Viktor Ianoukovytch en 2010, la campagne officielle pour la reconnaissance du « génocide ukrainien » dans les instances internationales a été particulièrement active sous le régime issu de la « révolution orange » de 2004 (5).

La thèse du génocide ukrainien est aussi le cheval de bataille de tous ceux qui, à la suite de l'historien allemand Ernst Nolte, prétendent assimiler les crimes du « communisme » à ceux du nazisme (6). La famine ukrainienne constituerait donc pour cette cohorte « d'historiens » et d'essayistes un équivalent communiste à l'extermination des juifs (7).

Remarquons que la notion de génocide est un concept juridique qui s'accorde mal avec les subtilités du travail d'historien. On rejoindra sur ce point Pierre Nora qui, à propos de la pénalisation de la négation du génocide arménien, rappelle que « *tous les historiens sérieux sont réticents à utiliser (Le terme de génocide), lui préférant, selon les cas, "anéantissement", "extermination", "crimes de masse". L'expression, élaborée pendant la guerre, a été dotée d'une définition juridique en 1948, fondée sur une intention exterminatrice. Elle a pris une connotation extensive aux frontières floues, et son utilisation n'a plus qu'un contenu émotif, politique ou idéologique* » (8).

Dans le cas du *Holodomor* ukrainien, le débat sur le génocide a appauvri l'analyse des mécanismes du désastre de 1933 et a conduit à limiter, en dehors d'un cercle étroit de spécialistes, notre

connaissance du déroulement de la famine en dehors de l'Ukraine.

En dépit de ces obstacles, l'ouverture des archives soviétiques a permis de faire de grands progrès dans la compréhension des famines soviétiques de 1932-1933. De nombreuses contributions ont été publiées en Ukraine, en Russie et dans le monde anglo-saxon, nous permettant ainsi d'avoir une vision à la fois plus claire et plus circonstanciée des causes de la crise et de son déroulement.

Dans cette perspective, il est possible de rendre compte de plusieurs aspects du débat historiographique sur cet événement et d'apporter des réponses substantielles aux questions suivantes : la famine a-t-elle été organisée, ou du moins délibérément aggravée par le régime stalinien ? Quels sont les facteurs qui ont concourus au déclenchement de la crise ? Enfin, dans quelle mesure peut-on parler d'une spécificité de la famine ukrainienne ?

La question des récoltes

Depuis les années 1980, une littérature abondante a été produite sur le caractère « artificiel » de la famine de 1932-1933 et sur la rétention délibérée de quantités phénoménales de céréales par Staline,

(4) Le terme ukrainien d'« Holodomor » est la contraction de Moriti Golodom qui peut se traduire de l'ukrainien par « tué par la faim »

(5) Voir à ce sujet l'intéressant article de Eric Aunoble : « La famine de 1933 en Ukraine : du tabou au totem », 23 octobre 2008 sur le site du *Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire* <http://cvuh.free.fr/spip.php?article208>

(6) Voir Michel Sérac, *Défense des révolutions*, Sélis, 2008.

(7) On se souvient de la formule de Stéphane Courtois, dans l'introduction au *Livre noir du communisme*, selon qui « *La mort de faim d'un enfant de koulak ukrainien délibérément acculé à la famine par le régime stalinien "vaut" la mort de faim d'un enfant juif du ghetto de Varsovie.* » La mauvaise littérature publiée sur ce thème est abondante. Voir le courageux pamphlet de Benoît Rayski, *L'enfant juif et l'enfant ukrainien. Réflexions sur un blasphème*, Editions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 2001.

(8) *Le Monde*, 27 décembre 2011.

dans le seul but d'anéantir par la faim la nation ukrainienne. Cette légende trouve son origine dans une mauvaise utilisation des statistiques soviétiques sur la récolte de 1932. Dès 1986, Robert Conquest affirme ainsi que « *cette récolte de 1932 est généralement considérée comme assez bonne en soi (meilleure par exemple que celle de 1928) et aurait suffi si elle n'avait pas fait l'objet de saisies arbitraires* » (9).

De fait, les statistiques officielles de l'Etat soviétique indiquent que la récolte de 1932 s'élève à 69,9 millions de tonnes de céréales dans l'ensemble de l'URSS, un montant supérieur aux quantités récoltées en 1931 (69,5 millions de tonnes) ou 1933 (68,5 millions). Cependant, l'ouverture des archives soviétiques a démontré que le montant officiel de la récolte était largement surévalué, tandis que de nombreux éléments permettent aujourd'hui d'établir que l'ensemble de l'Union soviétique faisait face à une grave pénurie qui n'était absolument pas planifiée ou prévue par le régime :

1. S'il est impossible d'évaluer précisément la récolte de 1932, l'exploitation des rapports annuels des kolkhozes centralisés auprès du commissariat à l'Agriculture et les estimations (confidentielles) de la direction statistiques suggèrent que la récolte de 1932 n'a pas pu dépasser les 60 millions de tonnes de céréales, et a peut-être été inférieure à 50 millions de tonnes. Ces chiffres font de 1932 la pire année agricole de des décennies 1920-1930 (10).

2. En 1932-1933, l'Etat n'a pu collecter que 18,5 millions de tonnes de céréales à travers l'Union soviétique, malgré la violence des méthodes utilisées par les brigades de réquisition et la pression constante exercée par Moscou sur les cadres régionaux. Ce chiffre est à comparer aux 22,1 et 22,8 millions de tonnes collectées respectivement en 1930-1931 et 1931-1932. En 1932-1933, l'Etat a retourné aux campagnes près de 1,6 million de tonnes de grains au titre de l'aide alimentaire ou de l'organisation des prochaines semences, la quantité la plus importante de la période 1920-1940. Comment ces chiffres et la réalité d'une famine catastrophique peuvent-ils être conciliés

avec l'hypothèse d'une « bonne récolte » délibérément retenue par Staline ?

3. Surtout, l'ensemble de l'Union soviétique a été confronté à la crise de la faim au début des années 1930. Si la famine a davantage ravagé les campagnes, les centres urbains et industriels — dont l'approvisionnement était pourtant une des priorités de l'Etat — ont fait face à un effondrement du système de rationnement. 12,2 millions de tonnes de nourriture seront distribués aux différentes populations rationnées en 1932-1933, une diminution de plus de 15 % par rapport à l'année précédente. Si on garde en tête que le nombre de personnes dépendantes du système de rationnement n'a pas cessé d'augmenter entre 1928 et 1933, ces coupes expliquent la grave disette qui touche les villes soviétiques et même l'armée en 1932-1933, sans parler de la situation désespérée à laquelle font face les détenus du goulag et les déportés (11).

Plusieurs auteurs soulignent à juste titre que 1,6 million de tonnes de céréales ont été exportées en 1932-1933 (12). Ce chiffre doit cependant être comparé aux montants des exportations des années

(9) Robert Conquest, *Sanglantes moissons. La collectivisation des terres en URSS*, Ed. Robert Laffont, 1995 (1986), p. 239.

(10) L'évaluation de la récolte de 1932 a fait l'objet d'une discussion houleuse entre l'historien Mark Tauger d'une part, et les chercheurs Stephen Wheatcroft et Robert Davies d'autre part. Voir Mark Tauger, « The 1932 Harvest and the Famine of 1933 », *Slavic Review*, vol. 50, Issue 1, 1991, pp. 70-89 ; Stephen Wheatcroft et Robert Davies, « A note on the grain harvest », in *The Years of Hunger : Soviet Agriculture, 1931-1933. The Industrialization of Soviet Russia, Vol. 5*, Palgrave, 2004, pp. 442-448. Ainsi que les échanges qui suivent dans la revue britannique *Europe-Asia Studies*, vol. 58, n° 6, 2006, pp. 973-984 et vol. 59, n° 5, 2007, pp. 847-868.

(11) Sur la famine dans les « implantations spéciales » de déportés, voir Lynne Viola, « La famine de 1932-1933 en Union soviétique », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 88, octobre-décembre 2005, pp. 5-22.

(12) L'essentiel de ces exportations a eu lieu pendant l'été 1932, à partir des réserves d'Etat et des premières rentrées de collecte. Ce détail est important car le politburo croyait alors encore à la venue d'une bonne collecte pour l'année agricole 1932-1933.

précédentes : 5,8 millions de tonnes en 1930-1931, 4,8 millions en 1931-1932 (13). Les historiens Stephen Wheatcroft, Robert Davies et Mark Tauger se sont par ailleurs penchés sur la question cruciale des réserves de blé détenues par l'Etat au début des années 1930. Celles-ci s'élevaient à environ 1,6 million de tonnes de céréales à la mi-juillet 1933, contre 8,5 millions au mois de janvier. Or ces réserves, qui étaient destinées à assurer l'approvisionnement des villes pendant la période de « soudure » (juillet-août) entre deux récoltes, suffisaient à couvrir le système de rationnement pour une durée de quatre à six semaines. Il semble donc douteux que le régime ait pu mobiliser une partie substantielle de ces stocks pour venir en aide aux campagnes, sans léser en retour la population (ouvriers, militaires, détenus du goulag) dépendant du système de rationnement (14).

En dehors des exportations et de ces réserves, tous les grains virtuellement disponibles au cours de l'année 1932-1933 ont donc été utilisés pour nourrir la population. Même en stoppant les exportations de céréales et en exploitant l'ensemble des stocks existants, le régime n'aurait guère pu mobiliser plus de 2,5 millions de tonnes de céréales, moins de 5 % de la récolte de 1932-1933. Cette quantité — très théorique — aurait sans doute permis de sauver de nombreuses vies, mais pas d'éviter une famine.

La plus grave crise agricole connue depuis la fin de la guerre civile

Plus de vingt ans après l'ouverture des archives, il apparaît donc clairement que la famine de 1932-1933 n'était pas artificielle, si on comprend par ce terme l'organisation délibérée d'une pénurie par la bureaucratie. Tout montre en effet que l'Union soviétique faisait alors face à la plus grave crise agricole connue depuis la fin de la guerre civile et que l'Etat était confronté à des difficultés redoutables qu'il n'avait ni souhaitées ni prévues.

Ce constat n'efface pas la responsabilité de la direction stalinienne dans la famine. Les mauvaises récoltes de 1931 et 1932 sont dans une large mesure la conséquence de la désorganisation des campagnes, consécutive à la collectivisation chaotique de 1929-1931. Environ 1,8 million de personnes ont été déportées au titre de la dékoulakisation, tandis que les débordements de la collectivisation ont générés de graves troubles dans les campagnes (15).

A cette situation s'ajoute la très lourde fiscalité pesant sur la paysannerie à partir de 1929, fiscalité destinée à financer le premier plan quinquennal. Le total des collectes réalisées représente près de 35 % de la récolte en 1930, et plus de 40 % en 1931 ! Ce processus épuise rapidement les réserves de grains contenues dans les kolkhozes et accroît leur vulnérabilité.

Ces facteurs ne doivent pas nous faire oublier les causes naturelles des mauvaises récoltes, qui ont sans doute joué un rôle non négligeable. 1931 est l'année la plus sèche depuis 1891 et les conditions de sécheresse demeurent dans certaines régions en 1932 (16). D'autres causes naturelles à la famine ont pu être

(13) Robert W. Davies et Stephen G. Wheatcroft, *The Years of Hunger : Soviet Agriculture, 1931-1933. The Industrialization of Soviet Russia, Vol. 5*, Palgrave, 2004, pp. 470-471. A titre de comparaison, l'empire tsariste avait exporté plus de 8 millions de tonnes de céréales pendant la famine de 1891.

(14) Voir Robert W. Davies, Stephen G. Wheatcroft, Mark B. Tauger, « Stalin, Grain Stocks and the famine of 1932-1933 », *Slavic review*, vol. 54, 1995.

(15) Les archives de l'OGPU documentent près de 14 000 troubles de grande ampleur dans les campagnes soviétiques en 1930, impliquant 2,5 millions de paysans. Voir Lynne Viola, Viktor Danilov (dir.) *The War Against the Peasantry, 1927-1930 : The Tragedy of the Soviet Countryside*, Yale University Press, 2005.

(16) S. G. Wheatcroft, « The Significance of Climatic and Weather Change on Soviet Agriculture (with particular reference to the 1920s and 1930s) », SIPs, No. 11 1977. http://www.famine.unimelb.edu.au/documents/CREES_SIPS-11_weather.pdf

avancées. L'historien américain Mark Tauger a ainsi documenté l'existence d'une infestation de rouille et d'ergot en 1932-1933, qui auraient contribué à réduire considérablement les récoltes dans l'ouest de l'URSS (17). Mais ces fléaux étaient courants à l'époque et les travaux de Mark Tauger ne permettent pas de comparer l'ampleur de l'infestation de 1932 avec celles des années précédentes (18).

Les spécificités des famines kazakhes et ukrainiennes

Si l'ensemble des régions céréalières ont été durement frappées par la famine, les cas des famines kazakhes et ukrainiennes méritent une attention particulière.

La République du Kazakhstan a été, proportionnellement, la zone qui a le plus souffert des ravages de la famine entre 1931 et 1933. On estime en effet que 35 % à 38 % (!) de la population kazakh, soit 1,3 à 1,5 million de personnes, a péri au cours de la famine (19). Paradoxalement relativement peu d'études ont été consacrées à cet événement, ni aucun recueil de témoignages sur cette période n'a été publié.

La violence et la durée de la famine kazakhe qui commence dès l'automne 1931 — plus tôt que partout ailleurs en URSS — s'expliquent par les spécificités de pastoralisme (20) et la violence de la politique de « sédentarisation » menée à partir de 1929. Conçue à la fois pour liquider les clans nomades semi-féodaux constitutifs de la société traditionnelle kazakhe et pour réorienter une population d'éleveurs vers l'agriculture, cette politique est conduite à marche forcée de 1929 à 1931 et dans une atmosphère d'incurie généralisée. Elle se traduit par une chute vertigineuse des cheptels : le nombre de têtes de bétail passe de 7,7 à 1,7 million entre 1927 et 1933, celui des chevaux de 3,57 millions à 511 000 (21) ! Dès lors, comment ne pas s'étonner des ravages de la pénurie sur une société d'éleveurs, généralement plus sensibles aux crises agricoles que les agriculteurs ?

Si l'Ukraine a été proportionnellement moins touchée que le Kazakhstan, cette région est celle qui présente le nombre absolu de victimes le plus élevé : entre 2,6 et 3,5 millions de morts, soit plus ou moins la moitié du nombre total de morts à travers l'URSS en 1932-1933 (22). Surtout, de nombreux historiens soutiennent aujourd'hui que la famine ukrainienne constitue un « génocide » organisé par Staline. Tenant compte des problèmes soulignés plus haut quant à l'utilisation du terme de « génocide » par l'historien, le débat de la spécificité du cas ukrainien mérite cependant que l'on se penche dessus. Si la famine a touché l'ensemble de l'Union soviétique et n'a pas été le résultat d'une politique délibérée, peut-on cependant dire que l'Ukraine a fait l'objet de mesures spécifiques visant à instrumentaliser la famine pour briser le nationalisme ukrainien ?

On sait aujourd'hui que la campagne des collectes de l'année 1932-1933 en Ukraine s'est accompagnée de mesures répressives d'une brutalité croissante. De

(17) Mark Tauger, « Natural Disaster and Human Action in the Famine of 1931-1933 », *The Carl Beck Papers in Russian & East European Studies*, n. 1056, juin 2001. http://history.wvu.edu/faculty_staff/current_faculty/dr_mark_tauger/soviet_articles

(18) Pour une critique de l'article de Mark Tauger, voir Stephen Wheatcroft « Towards Explaining the Soviet Famine of 1931-33 : Political and Natural Factors in Perspective », *Food and Foodways*, vol. 12, n° 2-3, 2004, pp. 107-136.

(19) Voir Niccolo Pianciola, « Famine in the steppe. The Collectivization of Agriculture and the Kazakh Herdsmen, 1928-1934 », *Cahiers du monde russe*, n° 45 (1-2), 2004, p. 137.

(20) Les éleveurs forment un groupe social particulièrement vulnérable à l'occurrence de famines dans la mesure où celles-ci se traduisent par une forte augmentation du prix des céréales, et donc par une dégradation des termes de l'échange pour les possesseurs de cheptels.

(21) Niccolo Pianciola, *Ibid.*, p. 166.

(22) Des données démographiques sont accessibles via une carte interactive sur le site universitaire <http://www.famine.unimelb.edu.au/1928-33cdrcbr.php> ainsi que de nombreux articles et données (en anglais ou en russe) sur les famines de 1932-1933.

juillet à septembre 1932, les résultats de la collecte sont extrêmement mauvais. A partir de novembre, deux commissions plénipotenciaires sont envoyées en Ukraine et dans le Kouban, peuplé majoritairement par des Ukrainiens. Ces commissions, dirigées respectivement par Molotov et Kaganovitch, sont chargées de résoudre par tous les moyens la crise des collectes et prennent d'emblée différentes mesures en ce sens. Les villages jugés les plus récalcitrants sont inscrits sur des « listes noires » leur interdisant tout accès à des biens manufacturés jusqu'à ce qu'ils aient remplis les objectifs de collectes. Initialement appliqués à six villages en décembre 1932, le système des listes noires sera appliqué à de nombreux villages ukrainiens et même à des districts entiers de janvier à juin 1933 (23).

Alors que des centaines de milliers de personnes fuient l'Ukraine et le Kouban pour échapper à la famine, un décret du 22 janvier 1933 ordonne à l'OGPU de bloquer les frontières de ces régions afin de stopper l'exode des paysans « *organisé (...) par les ennemis du pouvoir soviétique, des agents de la Pologne afin de provoquer (...) une agitation dans les régions du nord de l'URSS contre les kolkhozes et contre le pouvoir soviétique en général* » (24). Sur la base de ce décret, 220 000 personnes sont arrêtées en moins d'un mois aux frontières de l'Ukraine et du Kouban, et 190 000 d'entre elles réexpédiées dans des régions ravagées par la famine (25).

Sans doute plus fondamentale, la décision du politburo de mettre fin par un décret du 14 décembre 1932 à la politique d'ukrainisation est perçue par plusieurs auteurs comme le point de départ d'une dérive spécifiquement « ukrainienne » de la famine. Au lendemain de la révolution, la jeune République soviétique avait implémenté une politique « d'indigénisation » en faveur des différents groupes nationaux composants l'URSS. Cette politique s'était traduite tout au long des années 1920 par le renforcement des langues et des cultures nationales (création d'alphabets nationaux, de journaux et d'écoles spécifiques), ainsi que par la promotion de cadres locaux au sein des différentes Républiques. Au cours de l'année

1932-1933, l'échec de la campagne des collectes en Ukraine et la « résistance » des paysans sont mis à plusieurs reprises par Staline sur le compte du « nationalisme ukrainien » dont il faut dès lors corriger les « excès ». C'est le sens affiché du décret du 14 décembre qui dénonce une application « *mécanique* » de l'ukrainisation qui aurait permis aux « *nationalistes-bourgeois et aux petliouristes* » (du nom de l'ataman nationaliste ukrainien Simon Petlioura, adversaire des bolcheviks pendant la guerre civile) d'infiltrer les kolkhozes et de déstabiliser le pouvoir soviétique (26). En janvier 1933, Pavel Postychev est nommé second secrétaire du comité central du Parti communiste ukrainien et déclenche rapidement une purge dirigée contre les cadres partisans — supposés ou non — de l'ukrainisation. Mykola Skrypnyk, commissaire à l'Éducation et figure emblématique des politiques culturelles menées pendant la NEP, est violemment mis en cause et se suicide peu après avoir été démis de son poste, le 7 juillet 1933. Tout au long de l'année 1933, des dizaines de milliers d'Ukrainiens estampillés « nationalistes » sont arrêtés, tandis que près de 60 000 Cosaques du Kouban sont déportés dans le nord de l'URSS (27).

La violence des politiques mises en place en Ukraine et dans le Kouban pour conduire les réquisitions à leur terme sont indéniables, mais sont-elles spécifiques à ces régions ? Les travaux de Stephen Wheatcroft et Robert W. Davies, ainsi que les recherches récentes de l'historien russe Viktor Kondrachine (28) sur la famine

(23) Stephen Wheatcroft et Robert Davies, *The Years of Hunger*, pp. 187-197.

(24) Georges Sokoloff, « La guerre paysanne de Joseph Staline », in *L'année noire...*, p. 43.

(25) Andrea Graziosi, « Les famines soviétiques de 1932-1933 et le Holodomor ukrainien. Une nouvelle interprétation est-elle possible et quelles en seraient les conséquences ? », *Cahiers du monde russe*, n° 46/3, 2005, p. 467.

(26) Terry Martin, *The Affirmative Action Empire, Nations and Nationalism in The Soviet Union, 1923-1939*, Cornell University Press, 2001, p. 303.

(27) Terry Martin, *The Affirmative Action Empire, ibid.*, pp. 327-329.

dans les régions de la Volga et des Terres noires remettent sérieusement en question cette thèse. Les principales régions céréalières ont en effet connu une répression comparable à celle subie par l'Ukraine de novembre 1932 à juin 1933. Le système des « listes noires » a ainsi également été appliqué en basse Volga, de même que le blocage des frontières, un mois après l'Ukraine et le Kouban.

Parallèlement à la répression, le régime tiendra également compte de l'incapacité de la paysannerie à remplir les objectifs de collectes. Les plans pour l'Ukraine, initialement fixés à 5,8 millions de tonnes de céréales en mai 1932, sont réduits à trois reprises entre août 1932 et janvier 1933 par les commissions Molotov-Kaganovitch pour être finalement fixés à 3,8 millions de tonnes (l'Etat ne parviendra à n'en collecter que 3,6 millions) (29). Le Caucase du Nord « bénéficiera » aussi de réductions d'objectifs, ainsi que dans une moindre mesure la basse Volga et la région des Terres noires.

Comme nous l'avons vu, Staline autorisera par ailleurs l'envoi de céréales aux campagnes sinistrées à partir de février 1933. La majorité de ces aides, substantielles mais néanmoins largement insuffisantes au regard de l'ampleur de la famine, sont envoyées en direction de l'Ukraine et du Caucase du Nord (30).

Mais en quoi la « terreur nationale » qui se développe en Ukraine à partir du début de 1933 s'articule-t-elle avec la famine ? L'historien américain Terry Martin a attiré l'attention sur ce qu'il appelle « l'interprétation nationale de la famine » (31) par Staline. Selon cet auteur, les difficultés rencontrées lors de la campagne de réquisitions de 1932-1933 sont interprétées par Staline comme les symptômes du renforcement du nationalisme ukrainien et d'un affaiblissement plus général de la mainmise du Kremlin sur les Républiques d'URSS. La terreur anti-ukrainienne de 1933, bientôt amenée à s'étendre à l'ensemble des minorités nationales composant l'Union, n'est donc pas une cause mais bien une conséquence de la famine.

Reprenant ce point de vue, le chercheur Hiroaki Kuromiya souligne un aspect longtemps négligé de l'étude de ces

événements, à savoir le contexte international dans lequel la bureaucratie prend ses décisions au début des années 1930 (32). Celui-ci est alors marqué par la tension croissante entre l'URSS d'une part, la Pologne et le Japon d'autre part. En décembre 1931, la Mandchourie est occupée par le Japon impérial qui menace dès lors l'Extrême-Orient russe (33). Depuis la fin des années 1920, les services secrets polonais et japonais entretiennent par ailleurs des liens étroits et financent pendant la famine des groupes d'émigrés ukrainiens et polonais chargés d'infiltrer la République socialiste soviétique (RSS) d'Ukraine. Selon Kuromiya, ces manœuvres, bien connues des services de contre-espionnage soviétique, ont encouragé Moscou à déclencher la terreur de 1933-1934 pour « renforcer » l'Ukraine.

Ces faits n'apportent pas de réponses définitives aux questions posées par l'étude des famines de 1932-1933. Ils permettent cependant d'en éclaircir les enjeux et d'écarter toute explication simplificatrice de cette catastrophe.

Charles Allain

(28) Viktor Kondrachine, *Golod 1932-1933 godov : tragediia rossiiskoi derevni*, Moscou, 2008.

(29) Stephen Wheatcroft et Robert Davies, *The Years of Hunger*, p. 471.

(30) Stephen Wheatcroft et Robert Davies, *The Years of Hunger*, pp. 479-485.

(31) Terry Martin, « The National Interpretation of the Grain Requisition Crisis », *The Affirmative Action Empire...*, *ibid.*, pp. 273-309.

(32) Voir Hiroaki Kuromiya, « The Soviet Famine of 1932-1933 Reconsidered », *Europe-Asia Studies*, vol. 60/4, 2008.

(33) Jusqu'au milieu des années 1930 et la montée du péril nazi, le Japon et la Pologne étaient perçus comme les principales menaces extérieures par l'Union soviétique. Fait peu connu, les accrochages entre l'Armée rouge et l'armée japonaise en Mandchourie sont très fréquents tout au long des années 1930 et culmineront lors de la bataille de Halhin Gol en mai-septembre 1939.

Voir Hiroaki Kuromiya et Andrej Peplonski, « The Great Terror. Polish-Japanese connections », *Cahiers du monde russe*, 2009/4, vol. 50, et Hiroaki Kuromiya, « Stalin's Great Terror and Espionnage », 2009, http://www.ucis.pitt.edu/nceer/2009_824-09_Kuromiya.pdf



La famine en URSS en 1921.

Conscience de l'écrivain (par Victor Serge)

Présentation

Nous reproduisons ci-après l'un des derniers articles écrit par Victor Serge quelques mois avant sa mort et publié dans la revue *Masses* de novembre 1946.

Cet article fait allusion à la fois au sort de plusieurs écrivains soviétiques liquidés par Staline et au silence dont les poètes Eluard et Aragon qui jouent les directeurs de conscience entourent leur disparition.

Lorsqu'il écrit cet article, Victor Serge ignore un certain nombre d'éléments qui ne seront connus que plus tard. Il ne sait pas que le NKVD a arrêté Riazanov le 23 juillet 1937. Le NKVD, selon le rite, accuse Riazanov d'avoir appartenu à une organisation clandestine des droitiers et des trotskystes, bien entendu « terroriste ». Il le nie farouchement. L'enquêteur du NKVD roue de coups ce vieil homme de 67 ans, malade du cœur, mais Riazanov refuse d'avouer aucun des crimes imaginaires qu'on veut lui imputer. Le 21 janvier 1938, le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS le condamne à mort en un quart d'heure pour appartenance à « une organisation terroriste trotskyste ». Il est fusillé aussitôt en ce jour anniversaire de la mort de Lénine. Mais comme le NKVD n'a rien pu lui extorquer, sa condamnation et son exécution ne sont pas rendues publiques. Sa propre femme n'en est pas informée. Victor Serge ne peut donc rien savoir de tout cela (1). Il ne pouvait pas savoir non plus que Mandelstam est mort affamé dans un camp de concentration en 1938.



(1) Voir à ce propos l'article « Riazanov », et en particulier les pages 115 et 116, dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 51.

Conscience de l'écrivain

Par Victor Serge

La tragédie des écrivains soviétiques

Je ne veux considérer ici ce problème que sous les aspects les plus redoutables de la réalité immédiate. Ces notes sont d'un écrivain qui a le sentiment d'avoir combattu depuis une vingtaine d'années au milieu d'événements de plus en plus étouffants où sans cesse il voyait périr diversement des hommes (et des œuvres) dont la vocation essentielle était d'exprimer la conscience.

J'ai reçu récemment de très loin, par de multiples détours, deux messages simultanés qui se complètent par leur signification tragique. La littérature de notre temps d'après-guerre sans paix, c'est-à-dire sans réconciliation des victimes, sans élan vers une reconstruction du monde, sans renouvellement de notre confiance en l'homme, reflète surtout l'angoisse. Elle montre ainsi quelle marge étroite de liberté créatrice est laissée par la réalité sociale à l'intellectuel, même quand celui-ci, pour se donner à une illusion vivifiante et sans doute se hausser à la hauteur du cauchemar, se plaît à affirmer, comme certains auteurs français, une « liberté vertigineuse ». S'il y avait toutefois aujourd'hui des échanges assez sincères, si nous ne vivions pas isolés par d'immenses cloisonnements de prisons, on constaterait l'apparition singulière dans la littérature russe soviétique, d'une bienfaisante clarté.

Parmi la foule des œuvres de guerre, quelquefois écrites avec un indéniable talent mais dont toutes les données générales, fournies par les bureaux compétents, sont connues d'avance, quelques poèmes ont surgi, qui ne portent l'estampille officielle que comme le soldat son

uniforme. Il arrive que l'on aperçoive tout à coup l'homme sous l'uniforme et que cet homme ait un visage d'intensité, une silhouette personnelle. Le régime de la pensée dirigée a raisonnablement considéré qu'au temps des plus noires souffrances il fallait accorder quelque soulagement à l'âme humaine ; et il a autorisé d'une part une renaissance religieuse convenablement surveillée, de l'autre une poésie lyrique strictement limitée au grand thème de l'amour. L'amour est certes plus dangereux pour les tyrannies qu'on ne le croirait à première vue. Elles le savent. Il ne faut pas que l'homme et la femme trouvent dans l'exaltation du couple des évasions absorbantes, susceptibles d'amoindrir leur zèle au travail, leur obéissance aux consignes suprêmes de l'Etat, leur dévouement au Chef... Je me souviens d'un jeune ouvrier « fatigué d'idéologie » qui écrivait au vieux Maxime Gorki : « *Je voudrais que le paysan, au lieu d'embrasser son tracteur, embrassât la paysanne, je voudrais des champs où ne pousseraient pas des clous mais des herbes, je voudrais me distraire !* » Et le grand écrivain, devenu officiel, répondit sur un ton indigné : « *Se distraire, mais c'est le plus ancien mot d'ordre des parasites. Que d'autres travaillent, distrayons-nous !* » (*Pravda*, 20 décembre 1931).

Le plus remarquable poète lyrique de la Russie, Serge Essénine, vécut précisément pour cette raison, sous une réprobation harcelante qui le conduisit finalement au suicide, en 1925. Quelques années plus tard, le même conflit intérieur amenait au suicide le poète de l'espoir en la dictature, Vladimir Maïakovski...

Mais en temps de guerre, des périls moins psychologiques que le lyrisme menacent l'Etat absolu. Il devient alors sage puisque la jeunesse entière est frustrée du droit à la vie, de lui permettre le chant de l'amour qui, s'il aide à vivre, peut aussi aider à combattre et mourir. Le fait est qu'à côté d'une prose patriotique accablante de monotonie, la littérature russe soviétique vient de produire quelques poèmes d'amour d'une noble vigueur et d'une fraîcheur de sentiment et de pensée qui suffiraient à démontrer que l'homme russe continue de vivre profondément sous les plus lourdes contraintes. J'ai sous les yeux le neuvième cahier de la revue *Znamia (L'Etendard)* pour 1945, qui contient le poème de Margarita Aliguier, *Ta Victoire*, en 6 700 vers. L'auteur n'était hier qu'une jeune inconnue. L'œuvre est simple, écrite dans la langue classique des poètes russes du XIX^e siècle, et elle atteint par moments les sommets d'un lyrisme dense d'expérience vécue, de passion lucide, d'intelligence affective, propre au plus vaste rayonnement émotionnel.

« ... *Que celui qui tombe sur la poussière rougie,*

le casque transpercé d'un éclat,

que celui qui tombe pardonne à deux vivants

leur saint droit à la caresse terrestre ! »

Dans son ensemble, en dépit de concessions inévitables et probablement sincères à la phraséologie-idéologie du moment, cette œuvre me paraît de tout premier ordre ; et je ne vois rien à lui comparer dans les quatre langues européennes dont je m'efforce de suivre la production littéraire.

Résistance du poète : Mandelstam

Au moment même où je recevais le cahier de littérature officielle contenant ce poème, j'apprenais avec plusieurs années de retard, car la règle est de secret, la mort (il faudrait dire l'assassinat) de

l'un des poètes russes les plus significatifs des trente dernières années : Ossip Emilievitch Mandelstam. Il dépasserait de peu la cinquantaine, s'il vivait. Il avait fondé vers 1913, avec Nicolas Goumilev, l'école de l'Akméisme qui exerça une large et féconde influence. L'Akméisme se donnait pour objet d'exprimer la « vérité immédiate » sous des formes parfaitement adéquates. (N. S. Goumilev, un des quatre ou cinq poètes russes de première grandeur au début de la révolution, professa ouvertement des opinions contre-révolutionnaires et fut fusillé en 1921.) Je me souviens d'une soirée, à Leningrad, chez les Mandelstam en 1932. Le poète réunissait quelques amis écrivains pour nous lire une œuvre en prose qu'il rapportait d'un voyage en Arménie. Je ne nommerai ici aucun des assistants, mes camarades et amis, afin de ne point compromettre les survivants. Juif, plutôt petit, avec un visage de tristesse concentrée et des yeux bruns inquiets et méditatifs, Mandelstam, hautement apprécié des lettrés, vivait pauvrement, difficilement. On ne le publiait guère, il produisait peu, n'osant lutter contre le blâme des censures et les diatribes des orateurs des associations d'écrivains prolétariens. Le texte ciselé qu'il nous lut me fit penser à du bon Giraudoux, mais il n'y était pas question du vaste rêve de Suzanne devant le Pacifique ; il y était secrètement question de la résistance du poète au lacet de l'étrangleur. Les visions du lac d'Erivan et des neiges de l'Ararat élevaient en murmure de brise une revendication de liberté, un éloge subversif de l'imagination, une affirmation de la pensée ingouvernable...

Mandelstam, sa lecture finie, nous interrogea : « *Croyez-vous que ce soit publiable ?* » Il n'était pas défendu d'admirer les paysages. Mais les censeurs pénétraient-ils le langage protestataire des paysages ? J'ignore si ces pages virent le jour car je fus à peu de temps de là enfermé à la prison intérieure (et secrète) de Moscou (pour délit d'opinion). J'apprends que Mandelstam tenta par la suite de se suicider ; qu'il écrivit pendant la

terreur un quatrain épigrammatique dans lequel on pouvait voir une allusion au Chef et commit l'imprudence de le laisser connaître à quelques personnes ; qu'il fut arrêté ; qu'à partir de 1942 ses rares amis le considèrent comme décédé en captivité, dans des circonstances inconnues... Il est permis de publier un grand poème d'amour. Il est mortellement interdit de demander à l'Etat ce que sont devenus les poètes et les prosateurs disparus. L'amour même doit se taire sur le seuil des oubliettes.

Sous menace de mort

L'histoire du massacre des écrivains soviétiques en 1936-1939 n'est pas faite. Aucun récit n'en a été publié. Quel éditeur, quelle revue eût accueilli ce récit ? Tout s'étant passé dans les ténèbres, il ne pourrait du reste qu'être fragmentaire. Mais publié ou non, ce drame constitue une des données fondamentales de la culture du temps présent. Un ami, qui était un des écrivains les plus remarquables de la génération révolutionnaire, me disait à Moscou : « *Notre conscience d'écrivains soviétiques est bien différentes de celle des hommes de lettres d'Occident. Pas un de nous n'échappe à l'angoisse de l'exécution possible... Pas un de nous qui ne s'exclame amèrement dans sa solitude : Ah, si je pouvais créer librement !* » L'angoisse de ce créateur extraordinaire a été pleinement justifiée : nul ne sait ce qu'il est devenu. Ses quinze livres puissamment valables ont été retirés des bibliothèques. Ses collègues n'osent plus prononcer son nom.

Tel a été le sort de plusieurs maîtres-écrivains de premier ordre, en lesquels il faudrait reconnaître les véritables fondateurs de la littérature soviétique. Ainsi Boris Pilniak, auteur d'*Ivan-da-Maria*, de *L'Année nue*, de *Bois-des-îles*, de *La Volga se jette dans la Mer Caspienne*. Ainsi Babel, l'auteur de *Cavalerie rouge* (*Konarmia*) et des *Contes odéssites*. Ainsi Voronski, ancien forçat révolutionnaire, qui fut l'animateur de la littérature soviétique à partir de 1918 (*L'Art et la*

Vie, Au-delà des eaux mortes et vives, L'Œil de l'ouragan), certainement fustillé puisqu'il fut de l'Opposition de gauche. Ainsi le vieil Ivanov-Razoumik, philosophe et historien, un des guides intellectuels de la génération de 1917... Ivanov-Razoumik venait de publier une biographie de Chtchedrine quand il disparut. J'eus de ses nouvelles en prison, par un jeune poète, mon compagnon d'une nuit de cellule, qui ne savait pas bien pourquoi il était lui-même enfermé ; je crus discerner que l'on reprochait au maître et à ses élèves de maintenir un attachement caché à la philosophie idéaliste de Mikhaïlovski et de Pierre Lavrov... Ainsi le metteur en scène Meyerhold dont les audaces renouvelèrent le théâtre russe entre 1902 et 1936. Ainsi l'historien du marxisme, Riazanov, décédé en déportation au début de la guerre... Je ne saurais naturellement dresser la liste des écrivains moins connus, des jeunes, des auteurs de mémoires sur la révolution, disparus par centaines. Cette liste, personne ne la connaît, si ce n'est — peut-être — les dirigeants des services secrets de la police politique. Et le *peut-être* que je place ici est *opaque* car les chefs de police qui firent les épurations ont eux-mêmes disparu. La règle est que l'homme supprimé, ses œuvres sont éliminées, son nom n'est plus prononcé, il est rayé du passé et même de l'histoire. Je viens de lire les très beaux souvenirs de Constantin Fédine sur Maxime Gorki. Ils se rapportent à une époque pendant laquelle je connus assez bien Maxime Gorki qui maintenait une courageuse indépendance morale, ne se privait pas de critiquer le pouvoir révolutionnaire et finit par recevoir de Lénine une amicale invitation à s'exiler à l'étranger... Il m'est possible de vérifier l'étonnante exactitude des notes de Constantin Fédine, la probité qu'il met à rapporter les propos coutumiers de Gorki dont je crois retrouver le geste et la voix. A chaque page cependant, je constate l'omission des idées maintes fois exprimées, des faits historiques, des noms... J'admire avec crispation l'habileté, la ténacité, l'honnêteté

paralysée de l'écrivain qui réussit à tracer un portrait véridique puissamment vivant tout en se conformant sans défaut (mais non sans détresse, j'imagine) à la règle d'obéissance.

Aucun des écrivains disparus que je viens de nommer, sauf Riazanov, n'a fait l'objet d'une accusation formulée à haute voix. (Et Riazanov fut accusé dans la presse d'avoir conspiré avec l'Internationale socialiste à préparer la guerre contre l'URSS, ce qui tenait du délire ; il fut condamné en secret, par mesure administrative. En vérité, il avait eu quelques éclats d'indignation et quelques mouvements de générosité envers des marxistes persécutés). Aucun n'a fait l'objet d'une condamnation motivée tant soit peu publique. Plusieurs, comme Pilniak, Babel, Meyerhold, Riazanov, étaient personnellement connus dans les deux hémisphères. Ils ont des œuvres traduites en anglais, français, allemand, espagnol, catalan, tchèque, yiddish, chinois... Aucun Pen-club, même de ceux qui leur avaient offert des dîners, n'a posé la moindre question à leur sujet. Aucune revue littéraire n'a commenté, que je sache leur fin mystérieuse. Des livres sur la littérature soviétique ont été publiés à l'étranger, qui les passent sous silence ou ne les mentionnent qu'incidemment et évasivement... Une complicité universelle entoure leur supplice.

L'universelle lâcheté

Sur l'attitude des revues, c'est-à-dire des intellectuels qui font les revues, devant ces mystères et ces crimes, je me permettrai de citer un trait comme j'en pourrais puiser beaucoup dans mon expérience personnelle. Quand le vieux marxiste, allemand Otto Rühle, biographe de Karl Marx, auteur de maints ouvrages d'une importance reconnue, militant de la révolution allemande de 1918, mourut à Mexico en 1943, j'offris à une importante revue sud-américaine où il avait de nombreux amis de lui consacrer un essai. Ma proposition fut

d'abord accueillie avec intérêt, bien que mon nom d'hérétique suscitât une certaine inquiétude. Sitôt que j'eus exprimé l'intention de mentionner, parmi les combats soutenus par Otto Rühle, sa participation à la commission John Dewey qui proclama, après les procès de Moscou l'innocence de Trotsky, il me fut catégoriquement répondu : « *Non, impossible.* » Du point de vue rationnel, je n'ai jamais bien compris pourquoi c'était impossible, à moins que ce ne fût parce qu'une peur injustifiable faussait la conscience des rédacteurs de la revue.

Le même mal s'est aujourd'hui répandu aux deux bouts de la mappemonde. Une nouvelle revue parisienne, populaire et sympathique, *Maintenant*, publiait en janvier dernier une étude sur le poète Marcel Martinet, mort sous l'occupation (*Les Temps Maudits*, 1918, *La Nuit*, 1920, *Une Feuille de Hêtre*, 1935). L'auteur de ces pages affectueuses passe entièrement sous silence les luttes que le poète soutint pendant vingt années pour l'intégrité de la pensée révolutionnaire. Omission touchant à l'impiété : Marcel Martinet, dont le courage moral ne fléchit jamais, l'eût repoussée comme une trahison. Je pressens toutefois qu'il est pratiquement impossible de publier aujourd'hui à Paris cent lignes claires sur les problèmes que je traite ici. Et je comprends que les amis du poète, ayant à choisir entre le silence total sur sa mort et son œuvre et cet *in memoriam* mutilé aient quand même préféré lui dresser un monument provisoire où la vraie grandeur fait défaut...

Le civilisé qui voit se commettre un crime sous ses fenêtres, en plein jour, sans que personne et lui-même se permette d'intervenir ou même de pousser un cri audible, garde-t-il ensuite la pleine estime de lui-même, la clarté de jugement, l'esprit critique, la capacité de créer s'il est artiste ? L'écrivain informé de ce qui se passe dans le monde — et je tiens que c'est un devoir de l'écrivain que d'être informé — est souvent dans l'inconfortable situation de ce civilisé. La conscience blessée, il n'échappe à

l'oppressante contamination de la pensée dirigée, dirigée au surplus par la terreur et par la perversion psychologique, que s'il affronte l'inhumanité entière du problème avec une ferme décision de non-consentement. Ici se posent, il est vrai, les questions complexes de la foi, inséparable de l'ambiance sociale et de l'intérêt... Encore devrions-nous exiger de la loi religieuse ou politique qu'elle n'oblitére point la conscience. La foi de l'homme moderne devrait être compatible avec la connaissance claire, la loyauté, cette simple hygiène mentale, le sens de la dignité de soi-même et d'autrui ; ou elle devient une régression à des mentalités antérieures à celles de notre culture considérée sous ses formes supérieures. Il arrive trop fréquemment sous nos yeux que l'écrivain (en termes plus généraux, l'intellectuel) fasse preuve d'un aveuglement qui confine tantôt à l'imbécillité, tantôt à la fourberie. Nous assistons alors à la désagrégation des valeurs universelles par l'insincérité obligée du double jeu envers soi-même et autrui. Que cette insincérité puisse être refoulée jusque dans le subconscient et que l'écrivain se croie, en s'y abandonnant, parfaitement sincère ou dévoué à une suprême *raison d'Etat*, n'en est que plus inquiétant.

Le chant du faux témoin

Je ne songe pas à méconnaître l'importance de l'œuvre littéraire de la Résistance française à laquelle tant de mes camarades ont donné tant de morts et tant de souffrances. Cette œuvre, évidemment, atteste une vitalité précieuse. Et c'est pourquoi j'éprouve en lisant certains de ses textes un malaise d'asphyxie. Que la poésie se lève pour flageller les bourreaux, exalter l'héroïsme des torturés, garder la fière mémoire des fusillés, c'est sans nul doute l'une de ses missions les plus humaines au temps présent. Mais que cette poésie soit souvent signée de poètes qui, par ailleurs louent le bourreau, louent le tortionnaire, insultent les fusillés, mentent sur les

tombe d'une autre résistance *mue par* les mêmes mobiles — la défense de l'homme contre la tyrannie — cela nous amène, par une effrayante alchimie, à la négation de toutes les valeurs affirmées. L'or pur n'est plus que vase trouble. La conscience de l'écrivain se révèle pleine de noires coulisses. La voix passionnée du chant n'est plus que celle du faux témoin.

La qualité poétique de l'œuvre d'Aragon m'a quelquefois paru émouvante et même excellente ; mais combien d'hommes dont il rechercha l'enseignement, qu'il aima ou feignit d'aimer en URSS et dans la III^e Internationale, ont subi la torture et la mort des fusillés sans qu'il s'en émût ? Sans qu'il se soit posé à leur endroit la question élémentaire de l'innocence ou de la culpabilité ? Sans qu'il se soit interrogé sur la sinistre gravité des répressions paradoxalement justifiées par « l'humanisme révolutionnaire ? » Aragon écrivit autrefois, en 1937, je crois dans *Commune*, des pages incroyables sur les accusés des procès de Moscou. Qu'ils eussent ou non conspiré, ces vieux socialistes méritaient au moins le respect humain qu'un tribunal de vainqueurs accorde à Nuremberg aux chefs du nazisme. (Que le respect de la vérité eût sauvé ces hommes, il est devenu difficile d'en douter, maintenant que les archives du nazisme sont entre les mains des Alliés. La vérification de certaines accusations délirantes est devenue aisée. J'ose écrire qu'elle est faite.) Le poète de la résistance communiste fut entre autres l'ami de Bruno Jasienski, cet écrivain communiste polonais dont *L'Humanité* publiait les romans (*Je brûle Paris*, un titre réussi...), que je connus à Moscou si craintivement fidèle à la « ligne générale du parti » et qui serait mort dans un camp de concentration de l'Extrême-Orient... Aragon fut l'ami du secrétaire général de l'Association des écrivains prolétariens, le plus officiel des dirigeants de la littérature soviétique. Léopold Averbach. Fusillé où, quand, comment ? Fusillé certainement, puisqu'il était le neveu du commissaire du

peuple à l'Intérieur et chef de la police politique, Iagoda, lui-même fusillé.

L'allégeance de l'écrivain au parti d'une grande puissance accoutumée à fusiller beaucoup, est dans ce cas précis une explication suffisante. Mais dès lors comment comprendre ces vers sur les traîtres, écrits par un autre poète du même parti (Paul Eluard) :

*« Ils nous ont vanté nos bourreaux
Ils nous ont détaillé le mal
Ils n'ont rien dit innocemment. »*

Oui, comment les comprendre ? Constatons la désintégration psychologique. Constatons que le poème, si parfait qu'il puisse être dans sa coulée, rend un son faux. Le lecteur croit entendre la voix d'un défenseur de la liberté, d'un ennemi des fusilleurs d'innocents, et le lecteur est trompé. Et l'on s'inquiète. Mais que se passe-t-il donc dans l'âme de ces poètes ? Le poète est tout à coup dépouillé de sa clarté. *« Qu'est-ce que la vérité ? »*, demandait Ponce Pilate au condamné. Des milliers d'hommes formés par les disciplines intellectuelles de la pensée scientifique — semble-t-il — répondent en fait : *« C'est le commandement du chef de mon parti... »* Mort de l'intelligence. Mort de l'éthique.

Pensée engagée ou dirigée

A de moindres degrés, nombre d'autres écrivains de la Résistance, moins nettement classés, subissant une intoxication par l'ambiance, encourrent la même critique. Ils semblent n'avoir découvert l'annihilation de l'homme par les machineries totalitaires que pour l'avoir subie pendant plusieurs années. Ne la voyaient-ils pas auparavant, ailleurs ? Ignorent-ils que ce drame n'est point national, que l'Europe, que notre civilisation entière en sont poignardées ? Il est abondamment question, sous de bonnes plumes, de « pensée engagée », d'« engagement dans l'action » de « parti-pris de l'homme », de « littérature responsable » et même de consentir à périr

pour les justes causes de notre temps... Mais que signifient au juste ces formules ? Ne les veut-on appliquer que dans le cercle étroit d'un patriotisme de mouvement, déjà dépassé ? Entend-on conférer à ces mots un sens ésotérique au détriment de leur sens universel ? La « pensée engagée » est-elle permise ici, et là s'efface-t-elle humblement devant la pensée dirigée ? L'« engagement dans l'action » est-il légitime contre une oppression et condamnable contre une autre ? Ce ne serait qu'un retour à la mentalité tribale de millénaires passés : « Tu ne tueras point » l'homme de ta tribu, mais il est louable de tuer l'homme de la tribu voisine... La « littérature responsable » préconisée avec raison par Jean-Paul Sartre limite-t-elle elle-même sa responsabilité à tels cas historiques déterminés pour y renoncer devant tels autres ? Il conviendrait de le dire. La conscience de l'écrivain ne peut sans se trahir éluder ces questions. Et ces questions intéressent aujourd'hui la conscience tout court, je veux dire celle de tous les hommes pour lesquels la vieille magie des mots et des œuvres vivantes créées avec des mots reste un moyen d'éclaircir et d'ennoblir la vie.

Victor Serge



La revue *Masses* de novembre 1946 dans laquelle Victor Serge écrit l'article que nous avons reproduit.



Le testament politique de Walter Benjamin

Benjamin s'était réfugié dans notre pays, où il avait déjà fait de nombreux séjours ; il était depuis sa jeunesse un admirateur passionné de la France, de ses arts et de sa littérature. Il avait traduit Proust, Baudelaire, reconnu l'importance du surréalisme, fait connaître à l'Allemagne nos écrivains du XX^e siècle, en particulier Valéry et Gide, et c'est à Paris, à la BNF qu'il poursuivit ses recherches jusqu'à la dernière minute puisqu'il ne quitta la ville que le 15 juin 1940 (l'armée allemande était entrée dans Paris le 14).

La signature du pacte germano-soviétique, en 1939, avait anéanti ses dernières illusions. Elle annonçait la catastrophe imminente. Le post-scriptum d'une de ses lettres, de juin 1939, est terrible : « *Karl Kraus est encore mort trop tôt. Ecoutez ceci : la Société viennoise du gaz a cessé toute livraison de gaz aux*

juifs. L'utilisation du gaz par la population juive entraînait des pertes pour la société, parce que les plus forts consommateurs justement ne réglaient pas leurs factures. Les juifs recouraient de préférence au gaz pour se suicider » (1).

Enfermé dans un camp à Nevers

En tant qu'Allemand, bien qu'il fût devenu apatride, Hitler l'ayant privé de la nationalité allemande, il fut enfermé, dans un pitoyable état de santé en raison de sa maladie de cœur, dans un camp, à Nevers, en novembre 1939, par la police française. Des amis l'en avaient tiré, au bout de deux mois et demi. Sa demande de naturalisation n'avait pas eu de suite.

(1) *Correspondance II*, p. 300.

Il ne pouvait plus que tenter de s'enfuir aux Etats-Unis, s'il obtenait à temps un visa grâce à Adorno et Horkheimer déjà réfugiés aux Etats-Unis ; ses derniers essais leur avaient été envoyés pour publication dans leur revue *Zeitschrift für Sozialforschung*, ce qui lui avait valu quelques ressources, très chèrement acquises, car ces prétendus socialistes et marxistes jugeaient que les écrits de Benjamin étaient trop politiques, le contraignant à les réécrire, ce dont il souffrait cruellement, et allèrent jusqu'à le censurer (2). Benjamin consacra l'année 1939 et ses derniers mois de liberté, jusqu'à la débâcle de 1940, à travailler obstinément à la Bibliothèque nationale (3) — qui était devenue sa véritable patrie — acharné à mener à son terme sa grande œuvre, jamais achevée sur *Paris, capitale du XIX^e siècle*, et à mettre la dernière main à ses célèbres *Thèses sur la philosophie de l'histoire*, son testament politique et philosophique. Il ne s'est décidé à partir de Paris que trop tard, mais il n'était pas homme, comme il le dit lui-même, à prendre des décisions rapides, il tenait à ses recherches autant ou plus qu'à sa vie, il attendait des nouvelles de New York qui n'arrivaient jamais et enfin, comme à peu près tout le monde, il n'imaginait pas que l'armée française qui avait tenu tête aux armées allemandes de 1914 à 1918 s'effondrerait en quelques jours, devant les troupes hitlériennes.

Grâce à Hannah Arendt

Benjamin a affirmé qu'il méditait sur ce projet de *Thèses* depuis vingt ans, ce qui dit l'importance qu'il y attachait. Les témoins qui l'ont accompagné dans sa fuite épuisante vers Port-Bou, le 25 septembre 1940, ont été unanimes à souligner combien il avait peur de perdre sa lourde serviette dans laquelle devait se trouver, entre autres, une copie de ce texte capital. Il en avait remis un double à Hannah Arendt, qui le transmit, dès son arrivée en Amérique, aux dirigeants de la revue *Zeitschrift für Sozialforschung*, mais Benjamin ne pouvait savoir s'il parviendrait à destination. En fait, la serviette a disparu, mais les *Thèses* ont sur-

vécu, grâce à Hannah Arendt. A la grande colère de cette dernière, Adorno et Horkheimer n'étaient pas disposés à les publier, mettant en avant des raisons financières. Quand elle l'apprend, Hannah Arendt « entre dans une colère noire ». « Il faut réagir mais comment ? (...) Par leurs atermoiements, les "amis" de Benjamin se sont déjà vengés d'un texte où lui-même se vengeait de la fausse pensée humaniste, du réformisme faussement progressiste, du moralisme vertueux et donneur de leçons. Il avait déjà vu et écrit qu'ils n'étaient pas de son camp, qu'il devait les combattre. » Elle contraindra finalement « la bande de cochons » de l'Institut, comme elle les appelle, à publier les *Thèses* en 1942 (4).

On en possède aujourd'hui diverses versions. Celle qui est utilisée ici est tirée de l'édition des « *Essais 2 - 1935-1940* » (chez Denoël-Gonthier, 1971-1983). L'œuvre très concentrée est brève, treize pages. Les thèses sont distribuées en dix-huit paragraphes, numérotés en chiffres romains, suivis de deux compléments, A et B.

Walter Benjamin pouvait être déchiré à l'idée que ses *Thèses* risquaient d'être perdues. Elles sont, à ses yeux, le sommet de son expérience historique. Il était épuisé physiquement, « au bout du rouleau » — c'est son mot. Il voulait absolument transmettre ce qu'il avait compris. Il croyait avoir réussi à résoudre la division de son esprit entre théologie et marxisme (sa « schizophrénie »). Ainsi avait-il pu renoncer au langage ésoté-

(2) Horkheimer censura *L'art à l'époque de sa reproductibilité technique* en 1936 avant l'impression dans la revue. « Y manquaient non seulement tous les concepts, mais le caractère programmatique également. » Horkheimer justifia ces modifications, effectuées sur ses indications, en disant qu'il « essayait de préserver la revue, qui devait rester un organe scientifique, d'être entraînée dans des discussions politiques journalistiques » (dans la *Biographie de Benjamin*, de Bernd Witte, Cerf, 1988, p. 201).

(3) Ses précieux manuscrits furent cachés et mis à l'abri sur les rayons de la BNF par Georges Bataille qui y était conservateur.

(4) D'après Bruno Tackels, *op. cit.*, pp. 655-657.

rique d'œuvres anciennes. Mais comme il était poète autant que philosophe de l'histoire, l'expression lyrique et épique de sa pensée exige du lecteur un effort de déchiffrement.

Le joueur d'échec

Une première surprise l'attend, dès la thèse I. Le texte est célèbre.

« On connaît la légende de l'automate capable de répondre, dans une partie d'échecs, à chaque coup de son partenaire et de s'assurer le succès de la partie. Une poupée en costume turc, narghilé à la bouche, est assise devant l'échiquier qui repose sur une vaste table. Un système de miroirs crée l'illusion que le regard puisse traverser cette table de part en part. En vérité, un nain bossu s'y est tapi, maître dans l'art des échecs et qui, par des ficelles, dirige la main de la poupée. On peut se représenter en philosophie une réplique de cet appareil. La poupée, appelée "matérialisme historique", gagnera toujours. Elle peut hardiment défier qui que ce soit si elle prend à son service la théologie, aujourd'hui, on le sait, petite et laide et qui, au demeurant, n'ose plus se montrer. »

Benjamin subordonne-t-il la victoire du matérialisme historique à la « théologie », même vieille et ratatinée ? Se rallie-t-il à la théologie judaïque ? C'est une conclusion qu'on va trouver chez beaucoup de commentateurs. On découvrira dans le texte complet des *Thèses* deux mentions du mot « théologie », sept du mot « messie » et de ses dérivés (« messianique », « messianisme »), le mot « Messie » étant le dernier du document, sans parler de la métaphore de l'« *Angelus novus* ». Il y aurait bien là de quoi qualifier ces *Thèses* d'expression théologique judaïque. Mais une telle conclusion est contradictoire avec un Benjamin qui prend résolument la défense du marxisme, qui s'exprime comme « historien instruit à l'école de Marx », affirmant à sept reprises qu'il « professe le matérialisme historique » dont il se veut le « théoricien » ou le « tenant », qui fait appel à Marx contre les partisans d'un « marxisme vulgaire » (sociaux-démocrates et staliniens, chacun à leur fa-

çon) et de la « conception positiviste » de l'histoire, et qui garde espoir en la révolution libératrice. On peut ainsi comprendre que dans cette introduction aux *Thèses*, Benjamin se met en scène dans les deux personnages, celui qu'il est devenu et celui qu'il a été, l'un n'effaçant pas l'autre.

Une analyse marxiste ?

Les *Thèses* contiennent une analyse, qui se veut marxiste, de la situation dans laquelle se trouve l'humanité au moment où elles sont écrites. Une situation de catastrophe. Dans d'autres pages (*supra*, *L'œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique*, 1935-1936), Benjamin avait repris à son compte l'analyse marxiste selon laquelle l'impérialisme a atteint un stade où, incapable de développer les forces productives, il les transforme en forces de destruction, ce qui conduit au fascisme et à la guerre. « La tradition des opprimés nous enseigne que l'« état d'exception » dans lequel nous vivons est la règle » (thèse VIII). Benjamin, dans la thèse IX, fournit une description saisissante des catastrophes qui accablent et accableront l'humanité aussi longtemps qu'elle ne se sera pas libérée (« *L'image du bonheur est inséparable de celle de la délivrance* », thèse II).

“L'Angelus Novus” (thèse IX)

« Il existe un tableau de Klee qui s'intitule “Angelus Novus” (5). Il représente un ange qui semble avoir dessein de s'éloigner du lieu où il se tient immobile. Ses yeux sont écarquillés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. Tel est l'aspect que doit avoir nécessairement l'ange de l'histoire. Il a le visage tourné vers le passé. Où se présente à nous une chaîne d'événements, il ne voit qu'une seule et unique catastrophe, qui ne cesse d'accumuler ruines sur ruines et les jette à ses pieds. Il voudrait bien s'attarder, ré-

(5) Benjamin avait fait l'acquisition en 1920 de ce tableau qui ne l'a jamais quitté et dont il a fait héritier Scholem.

veiller les morts et rassembler les vaincus. Mais du paradis souffle une tempête qui s'est prise dans ses ailes, si forte que l'ange ne les peut plus refermer. Cette tempête le pousse incessamment vers l'avenir auquel il tourne le dos, cependant que jusqu'au ciel devant lui s'accroissent les ruines. Cette tempête est ce que nous appelons le progrès. »

« Ce que nous appelons le progrès » — sans même remonter plus loin que ce dix-neuvième siècle auquel Benjamin a accordé tant d'années d'études —, s'est révélé atroce pour les hommes. L'industrialisation féroce pour l'accumulation du capital, la colonisation violente, les guerres (1870, 1914...), la répression sanglante de toutes les révolutions (1831-34, 1848, 1871 en France, 1919-1923 en Allemagne etc.), la fureur destructrice des nazis et la guerre ouverte en 1939. On n'oubliera pas les dommages subis par « *l'exploitation de la nature* », ou plutôt destruction de la nature (thèse XI) du capitalisme sauvage. Angelus Novus n'appartient pas au Ciel ni à l'Enfer. C'est Benjamin lui-même qui présente à travers cette allégorie une vision tragique des maux dont souffrent les hommes et qui « *voudrait bien s'attarder, réveiller les morts et rassembler les vaincus* » pour mettre fin à l'accumulation des ruines.

Les traîtres (thèses X et XI)

La dernière et terrible catastrophe qui est en train d'écraser l'humanité est le fascisme. Qui est responsable de sa victoire ?

« *A cet instant où gisent à terre les politiciens en qui les adversaires du fascisme avaient mis leur espoir, où ces politiciens aggravent leur défaite en trahissant leur propre cause, nous voudrions arracher l'enfant politique du monde aux filets dans lesquels ils l'avaient enfermé.* »

Ces lignes désignent-elles comme responsables à la fois les dirigeants de la deuxième et de la troisième Internationales qui ont trahi leur propre cause ? Staline vient de signer le pacte germano-soviétique. Mais Benjamin ne fera pas

dans les *Thèses* de référence directe au stalinisme comme il le fait à la social-démocratie. La rupture avec les uns et les autres, est difficile à assumer : « *Nous voudrions suggérer comme il coûte cher à nos habitudes de pensée d'aboutir à une vision de l'histoire qui refuse toute complicité avec celle à laquelle s'accrochent encore ces politiciens* » (thèse X).

Pour expliquer les trahisons

« *Le point de départ de notre réflexion est que l'attachement de ces politiciens au mythe du progrès, leur confiance dans la "masse" qui leur servait de "base", et finalement leur asservissement à un incontrôlable appareil ne furent que trois aspects d'une même réalité.* » L'attaque semble encore porter aussi bien contre la social-démocratie que contre le stalinisme. Mais l'auteur des *Thèses* ne va guère la développer que contre le « *mythe du progrès* ».

“Le mythe du progrès” et du travail libérateur (thèse XIII)

La faillite ou trahison des dirigeants ouvriers tient donc, entre autres, à ses yeux, dans la conception « *positiviste* » du « *mythe du progrès* » :

« *Le progrès était, primo, un progrès de l'humanité même (non seulement de ses aptitudes et de ses connaissances). Il était, secundo, un progrès illimité, correspondant au caractère infiniment perfectible de l'humanité). Tertio, on le tenait pour essentiellement continu (pour automatique et suivant une ligne droite ou une spirale)* » (thèse XIII). « *Rien ne fut plus corrupteur pour le mouvement ouvrier allemand que la conviction de nager dans le sens du courant* » (thèse XI). Cette « *prétention dogmatique* » a servi d'habillage à la trahison du programme marxiste. Car, si telle est la marche des choses, le triomphe du socialisme n'est qu'une affaire de patience et rien ne doit être envisagé qui risquerait de le retarder. Le paradis est pour demain. On reconnaît là les thèses réformistes de la

Deuxième Internationale. Benjamin aurait pu faire le rapprochement avec la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Il ne le fait pas, même s'il partageait apparemment le jugement de Brecht qui, à cette époque, ne croyait pas en la justesse de cette politique. Prudence de rédaction, dernière illusion ?

On a voulu conclure des conceptions mal comprises ou dénaturées de Benjamin qu'il dénonçait le progrès et même qu'il voyait dans la révolution le moyen de stopper le développement des forces productives pour protéger l'homme et la nature, un « écologiste » à sa façon (6). Le moment non d'accélérer la locomotive de l'histoire mais de tirer « le frein d'urgence » avant la prochaine catastrophe.

Libération par le travail ou par la révolution ?

“Tirer le frein d'urgence ?”

La réalité est bien différente. Dans sa thèse XI, Benjamin écrit à ce sujet :

« Tel qu'on le conçoit à présent, le travail vise à l'exploitation de la nature, exploitation qu'avec une naïve suffisance l'on oppose à celle du prolétariat. Comparées à cette conception positiviste, les fantastiques imaginations de Fourier, qui ont fourni matière à tant de railleries, révèlent un surprenant bon sens. Pour lui l'effet du travail social bien ordonné devrait être que quatre Lunes éclairent la nuit de la Terre, que la glace se retire des pôles, que l'eau de mer cesse d'être salée et que les bêtes fauves se mettent au service des hommes. Tout cela illustre un travail qui, bien loin d'exploiter la nature, est en mesure de faire naître d'elle les créations virtuelles qui sommeillent en son sein. »

Rien qui annonce des dogmes écologiques.

« Tirer le frein d'urgence », pour Benjamin, ne signifie pas autre chose que la nécessité d'en finir enfin avec l'accumulation des catastrophes : il avait fait la découverte, en janvier 1938, de l'ouvrage d'Auguste Blanqui (7), *L'éter-*

nité par les astres, dans lequel le révolutionnaire, un moment abattu par ses terribles détentions, voyait l'histoire comme un « *éternel retour* » qui comprenait celui des désastres pour les opprimés. Benjamin fera revivre cette idée à sa façon avec « *L'Angelus Novus* ». Il conclut de sa lecture de Blanqui : « *Il faut fonder le concept de progrès sur l'idée de catastrophe. Que les choses continuent à "aller ainsi", voilà la catastrophe* » (8). Et il ajoute : « *Le sauvetage s'accroche à la petite faille dans la catastrophe continue. Seul le chapitre des bifurcations reste ouvert à l'espérance, avait écrit Blanqui (...). Le progrès n'est ici bas que pour nos neveux. Ils ont plus de chance que nous.* »

Et ce que l'écrivain reproche aux « *historiographes historicistes* » ou historiens serviles, c'est d'être « *entrés en intropathie avec les vainqueurs* », c'est de dissimuler cette vérité que l'histoire n'est pas « *un temps homogène et vide* », de belles images qui se succèdent. « *Pour qui professe le matérialisme historique (...), tous ceux qui jusqu'ici ont remporté la victoire participent à ce cortège triomphal où les maîtres d'aujourd'hui marchent sur les corps des vaincus d'aujourd'hui* » et s'emparent du « *butin* », « *ce qu'on définit comme biens culturels (...). Comment ne pas frémir d'effroi ? Ils ne sont pas nés du seul effort des grands génies qui les créèrent, mais en même temps, de l'anonyme corvée imposée aux contemporains de ces génies. Il n'y a aucun document de culture qui ne soit aussi document de barbarie.* » « *La tâche* » du

(6) Voir Enzo Traverso, *Walter Benjamin et Trotsky*, publié dans la revue *IV^e Internationale* et reproduit dans *Les Cahiers Léon Trotsky*, n° 47, janvier 1992, pp. 55 et suivantes.

(7) Auguste Blanqui (1805-1881), en qui Marx et Engels voyaient, vers 1860, le « *parti révolutionnaire de France* », a subi trente-sept années de détention, dans des conditions féroces. Lors de son arrestation en province, le jour même de la proclamation de la Commune, ce qui l'empêcha d'y participer, Thiers s'était écrié : « *Enfin, nous le tenons, ce scélérat.* »

(8) Walter Benjamin, *Charles Baudelaire*, Petite collection Payot, p. 242.

« théoricien du matérialisme historique est de brosser l'histoire à rebrousse-poil » (thèse VII).

Benjamin s'appuie sur Marx pour affirmer que ce n'est pas le travail, en lui-même, qui libérera l'homme, car il n'est pas « le Messie du monde moderne ». « Avec les ouvriers allemands, dit Benjamin (thèse XI), sous une forme sécularisée, la vieille éthique protestante de l'ouvrage célébrait sa résurrection. Le programme de Gotha porte déjà les traces de cette confusion. Il définit le travail comme "la source de toute richesse et de toute culture". A quoi Marx, pressentant le pire, objectait que l'homme ne possède que sa force de travail, qu'il ne peut être que l'esclave d'autres hommes (...) qui se sont faits propriétaires. »

Il faut donc que les hommes soient débarrassés de l'exploitation de l'homme par l'homme pour se trouver en mesure de mettre leur travail au service de l'humanité.

Alors tout devient possible. Si Benjamin, avec Fourier, rêvait de « quatre Lunes pour éclairer la Terre » etc., Trotsky avait pu écrire : « L'emplacement actuel des montagnes, des rivières, des champs et des prés, des steppes, et des côtes ne peut être considéré comme définitif. (...) L'homme socialiste maîtrisera la nature... ; il désignera les lieux où les montagnes doivent être abattues, changera le cours des rivières et emprisonnera les océans (...). La machine ne s'opposera pas à la terre. Elle est l'instrument de l'homme moderne dans tous les domaines de la vie » (9).

Dans son *Manifeste d'Alarme* de mai 1940, le fondateur de la IV^e Internationale affirme qu'« avec le niveau actuel de technique et de qualification des travailleurs, il est parfaitement possible de créer des conditions adéquates pour le développement matériel et spirituel de l'humanité tout entière. Il faudrait seulement organiser la vie économique dans chaque pays sur notre planète entière de façon juste, scientifiquement et rationnellement, conformément à un plan général. » On ne voit pas, d'après ses *Thèses*, ce que Benjamin aurait trouvé à redire à ces mots.

Quelle révolution ?

Benjamin a cependant parfaitement compris qu'une révolution, bien que les révolutionnaires s'y préparent, éclate toujours de façon inattendue. Il avait découvert avec enthousiasme la formule de Trotsky dans son *Histoire de la Révolution russe*. « L'histoire de la révolution est pour nous le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées » (10). Il comparera, pour sa part, l'assaut révolutionnaire au « saut du tigre dans le passé » qui venge les défaits des générations piétinées par les vainqueurs. « Ce saut ne peut s'effectuer que dans une arène où commande la classe dirigeante. Effectué en plein air, le même saut est le saut dialectique, la révolution telle que l'a conçue Marx (thèse XIV) ».

Quelle révolution quand les opprimés partout baissent la tête ? Benjamin est bien conscient que la victoire d'Hitler n'est pas la fin de l'histoire. Même si la force capable de sauver le monde n'est encore qu'un « enfant », pour reprendre son mot, il n'ignore pas que les « avant-gardes » sont, à l'origine, toujours faibles — il croyait en faire partie, ce qu'il avait écrit à Scholem dans sa fameuse lettre sur « le drapeau rouge à la fenêtre » : il appartenait à « une petite mais très importante avant-garde ». C'est bien pour l'avenir qu'il a écrit ses *Thèses*.

Le Messie, une allégorie politique

Le mot « Messie » conclut les *Thèses* ; c'est un choix délibéré chez un philosophe qui accordait une certaine fonction magique au nom, héritée des origines du langage : « Mais pour les juifs, l'avenir ne devint pas néanmoins un temps homogène et vide. Car en lui chaque seconde était la porte étroite par laquelle pouvait passer le Messie. »

(9) *Littérature et révolution*, op. cit., pp. 283-286.

(10) Léon Trotsky, préface *Histoire de la Révolution russe*, éditions Seuil, 1967, p. 33. Enzo Traverso avait lui-même fait le rapprochement entre le « saut du tigre » de Walter Benjamin et ce passage.

Benjamin, porte-parole de la pensée juive, c'est l'opinion à laquelle parvient Bernd Witte dans sa biographie : « *Ici la pensée religieuse et la pensée politique n'en forment plus qu'une seule. En d'autres termes : la politique a pris un caractère eschatologique et trouve son accomplissement, non plus dans le temps historique, mais dans le jugement dernier du monde, dont l'historien matérialiste prépare et anticipe la sentence (...). Ainsi la figure originelle de la tradition juïdaique, le prophète, a-t-elle fait retour, transformée en Benjamin* » (11).

Comblé un vide politique

Comprendre les *Thèses* comme une attente de la rédemption divine, c'est oublier que Benjamin se proclamait athée, que son matérialisme n'était pas une feinte, mais l'abandon de l'idéalisme anarchiste de ses premières productions, ce qui ne signifie pas l'oubli de sa formation juïdaique et théologique ni de ses habitudes de style.

Ainsi, peut-on comprendre les références au Messie, au « nain bossu » de la théologie devenue « *petite et laide* », comme étant partie d'une vaste allégorie politique : après avoir compris et dénoncé la faillite et la trahison des dirigeants du prolétariat (thèses X et XI), dans le souci de redonner vie à l'espoir, Benjamin se trouve devant un vide politique qu'il ne pourra tenter de combler que de façon allégorique à sa façon à demi ésotérique (12).

Trotsky et Benjamin sont morts à quelques semaines d'intervalle, Trotsky le 21 août, Benjamin le 26 septembre 1940. Des rapprochements peuvent s'établir entre eux. Mais Benjamin, individualiste, bien que connaissant et admirant les écrits de Trotsky n'a manifestement jamais cherché à entrer en contact avec des militants de l'opposition.

Ses amis staliniens, Brecht compris, par la violence de leurs propos contre Trotsky ont pu empêcher que les positions du révolutionnaire soient connues des ouvriers et des intellectuels cherchant des réponses, et d'abord en Allemagne.

Les épigones contre-révolutionnaires

Un auteur a écrit à propos des *Thèses* : « *On aurait peine à concevoir un plus complet désaveu de la théorie marxiste et du marxisme. C'est cela le "legs" de Benjamin* » (13). Il traduit sans aucun doute une pensée dominante sur ce sujet associée à la campagne contre-révolutionnaire des idéologues « entrés en intropathie » avec la bourgeoisie. Cette pensée dominante a été parfaitement exprimée par le successeur d'Adorno et Horkheimer comme porte-parole de « l'École de Francfort », Habermas, dans un article intitulé : *Actualité de Walter Benjamin* (14).

Benjamin écrivait à Horkheimer le 22 février 1940 : le travail des *Thèses* « *doit établir une scission irrémédiable entre notre façon de voir et les survivances du positivisme qui, à mon avis, démarquent si profondément ceux des concepts d'histoire qui, en eux-mêmes, nous sont les plus proches et les plus familiers* » (15). Alors que Benjamin expliquait que le prétendu progrès du capitalisme n'est plus qu'une course vers une catastrophe permanente et que le dogme « positiviste » du réformisme désarme le prolétariat et le conduit à l'impuissance, alors qu'il espérait le « saut du tigre » révolutionnaire. Benjamin aurait vomi, la conclusion d'Habermas : « *Dans des conditions historiques*

(11) Bernard Witte, *op. cit.*, pp. 250-252.

(12) « *D'une manière générale, Benjamin qui avait conscience de l'envergure de sa pensée, non seulement reconnaissait avec sa lucidité habituelle, dans ses lettres, le caractère provisoire de certaines propositions, mais il avouait aussi cultiver "l'ésotérique" pour en masquer l'indétermination, voire pour camoufler une idée insuffisamment fondée, mais prometteuse* » (Web : feliepastorello.boidi-p.personnelles – Asja Lacis/Walter Benjamin : une rencontre improbable, cf. liminaires).

(13) José-Maria Valverde, *Pour Walter Benjamin, op. cit.*

(14) Jürgen Habermas : *L'actualité de Walter Benjamin. La critique : prise de conscience ou préservation*, 1972, p. 127.

(15) Cité dans *Écrits français, op. cit.*, p. 337.

qui interdisent qu'on songe à la révolution et nous amènent à attendre des processus de bouleversement longtemps contenus, il est nécessaire que la manière dont on se représente la révolution évolue elle aussi et inclut le processus de formation d'une nouvelle subjectivité. »

La révolution est devenue impossible, le capitalisme est indépassable, sauf à changer les mentalités. C'est ce qu'a prétendu Marcuse, un autre représentant de « L'École de Francfort ». Et Habermas d'embaucher le pauvre Benjamin dans cette trahison de tout ce qu'il avait défendu : « *Parmi les voies qui nous y conduiraient, l'herméneutique conservatrice et révolutionnaire de Benjamin en est une, qui déchiffre l'histoire de la culture dans la perspective d'une préservation en vue d'un bouleversement.* » Le mot « bouleversement » a remplacé celui de « révolution ». Et le tour est joué. Benjamin traitait ces écritures de « phraséologie » et de « bavardage ».

Il demeurera, faute d'être un militant intégré à la lutte des classes, un critique

d'art séduit par le marxisme. Ses analyses, sa place dans l'histoire qu'il a vécue, ne lui ont pas permis de comprendre qu'une révolution ne peut aboutir si manque à sa tête la force subjective du parti révolutionnaire.

La lutte de classes reste pour lui une philosophie de l'esprit et non une réalité vivante.

Il a traversé la révolution allemande en 1918-1923 sans la voir et s'est rapproché du KPD au moment-même où il est en cours de destruction par Staline ; l'effondrement du KPD s'accroît après 1933. Il est lié avec des intellectuels qui acceptent les falsifications monstrueuses du stalinisme. Sans les cautionner, il ne va pas jusqu'à les dénoncer publiquement.

Walter Benjamin s'est efforcé de comprendre le marxisme, sans y parvenir jusqu'au bout, faute de s'être engagé dans le combat contre le stalinisme, l'obstacle principal à la révolution qu'il espérait de ses vœux.

Marcel Picquier



Le massacre de Babi Yar dans l'histoire et dans la littérature ou les gaietés de la censure...

Le massacre de 52 000 juifs

Arrivée le 23 septembre 1941 à Kiev qu'elle occupe sans se heurter à une grande résistance, la Wehrmacht y organise aussitôt le plus grand massacre de juifs de la guerre. Le 27 septembre, huit jours après avoir envahi la ville, les autorités allemandes font placarder une affiche en russe, ukrainien et allemand ordonnant à tous les juifs de se rassembler, le 29, avec leurs papiers, leur argent, leurs objets précieux, des vêtements chauds, du linge et leurs valises, sous peine d'être fusillés, pour un départ non précisé. Selon les souvenirs du jeune Rouvim Stein, l'un des rarissimes survivants du massacre, neuf rabbins arrêtés par les nazis signent un appel à leurs compatriotes les invitant à obéir à cette convocation et prétendant : « *Après un contrôle sanitaire, tous les juifs et leurs enfants, en*

tant que peuple élu, seront transférés dans des lieux sûrs. » Depuis ce jour-là, ajoute-t-il, il a cessé de croire en Dieu.

Pendant trois jours et trois nuits, un flot incessant s'écoule dans la ville silencieuse vers le ravin aux pentes escarpées dit Babi Yar (le ravin des bonnes femmes). Arrivés aux abords du ravin, hommes, femmes et enfants sont déshabillés, leurs papiers confisqués et jetés sur le sol, leurs habits pliés, puis on les pousse le long d'une fosse et les soldats allemands en ligne les abattent à coups de revolver et de fusil ou à la mitrailleuse. Cinquante-deux mille juifs sont ainsi liquidés en quelques jours. Deux ans plus tard, à l'approche de l'Armée rouge, la Gestapo réquisitionnera des prisonniers de guerre pour déterrer les cadavres, les entasser en d'énormes bûchers arrosés de pétrole et les brûler. En attendant, le journal collaborationniste *La Parole ukrainienne* commente : « *Le plus grand ennemi du peuple est le youpin* » (2 octobre 1941) et : « *Notre tâche est de rétablir la culture nationale dé-*

truite par les juifs et les bolcheviks » (10 octobre 1941).

Le 19 décembre 1942, les *Izvestia* publient un communiqué sur le génocide des juifs soviétiques par les nazis fondé sur un rapport de Pavel Soudoplatov. Ce rapport évoque les massacres de juifs à Marioupol, où trois mille enfants juifs ont été abattus, à Smolensk, où les enfants juifs ont été gazés dans des camions puis enterrés encore vivants, à Khorol, près de Poltava, où les enfants juifs ont été brûlés vifs, à Pervomaïskaia, près d'Odessa, où ils ont été noyés dans la rivière, à Vitebsk où tous les enfants de moins de seize ans ont été enterrés vivants. Le communiqué signale les cinquante-deux mille juifs massacrés à Babi Yar. Un rapport interne du 1^{er} avril 1943, non publié, du quartier général des partisans de Biélorussie, souligne que « *les Allemands avec la plus grande fureur retournèrent leur rage assassine contre la population juive de Biélorussie (...) et commencèrent de manière organisée et systématique à exterminer la population juive* ». Ces communiqués, pour gommer l'ampleur de la collaboration avec l'occupant, évitent de signaler la coopération de la majorité de la paysannerie ukrainienne dans la chasse aux juifs.

Lorsque l'antisémitisme stalinien va déferler sur l'URSS à partir de janvier 1939, toute référence à Babi Yar et plus généralement aux massacres de juifs organisés par les nazis disparaîtra en URSS.

Soudain, le 19 septembre 1961 le journal de l'Union des écrivains, *Literatournaïa Gazeta*, publie sous le titre de *Babi Yar* un poème d'Evtouchenko évoquant le massacre, occulté en URSS, de 52 000 juifs par les nazis dans ce ravin de la banlieue de Kiev à la fin de septembre 1941 et l'absence de plaque rappelant l'existence de ce carnage.

« *Il n'y a pas de monument sur Babi Yar*

Une pente abrupte, comme une grosse plaque tombale...

Tout ici crie en silence,

Et, ôtant mon chapeau,

Je sens mes cheveux

Blanchir lentement.

*Et moi-même,
Je suis un cri compact et sans voix
Au-dessus de milliers et de milliers
d'enterrés. »*

Ces vers font grand bruit. Mais Khrouchtchev, absorbé par la préparation du XXII^e Congrès du PCUS qui s'ouvre le 17 octobre et qui doit se conclure par l'expulsion de la momie de Staline du mausolée de Lénine, n'y accorde d'abord pas grande attention. Mais ce répit n'est que momentané.

Les imprécations de Khrouchtchev

En mars 1963, Khrouchtchev, devant un auditoire d'écrivains et de bureaucrates réunis, tombera d'abord à bras raccourcis sur le *Babi Yar* d'Evtouchenko dans une longue tirade antisémite :

« *Dans ce poème, s'indigne-t-il, les faits sont exposés comme s'il n'y avait que la population juive qui ait été victime des atrocités commises par les fascistes.* » Evtouchenko avait souligné l'absence d'une plaque rappelant le massacre sans expliquer le sens de cette absence que Khrouchtchev, lui, devine fort bien : « *Pour qui et dans quel but avait-on besoin de présenter les choses comme si quelqu'un, dans notre pays, usait de discriminations envers les juifs ? Il n'y a pas de discrimination (...). La question juive n'existe pas chez nous et ceux qui l'inventent répètent servilement ce que l'on dit ailleurs.* »

A cette affirmation de principe Khrouchtchev ajoute un cas de trahison inventé : lorsqu'à Stalingrad l'Armée rouge captura l'état-major de Paulus, Khrouchtchev fut, dit-il, informé que parmi les prisonniers figurait un certain Kogan, « *ancien instructeur du comité de Komsomol de la ville de Kiev* », puis que le commissaire de brigade qui avait arrêté Kogan était juif lui aussi, un certain Vinokour... « *Donc, conclut Khrouchtchev, un juif était interprète dans l'état-major de Paulus et c'est un autre juif, avec nos troupes, qui fit prisonnier Paulus et son interprète* ». Un match nul en quelque sorte destiné à prouver que « *ce n'est pas en partant du point de vue national, mais du point de*

vue de classe que l'on apprécie les actes des hommes ». Vérité générale qui prend ici un sens particulier : les nazis n'ont en réalité mené aucune « politique nationale » vis-à-vis des juifs, dont l'extermination systématique est ainsi niée. Or cet épisode, que Khrouchtchev se gardera de reprendre dans ses *Souvenirs*, est totalement inventé : aucun interprète du nom de Kogan ne figurait dans l'état-major de Von Paulus. Ce Kogan est fabriqué pour les besoins de la (mauvaise) cause...

Au mauvais moment

Quelques mois plus tard, Anatoli Kouznetsov dépose à la rédaction de la revue *Iounost* le manuscrit d'un roman-document intitulé *Babi Yar*. Il dépose son roman au moment où se dessine en URSS une campagne antisémite concertée déclenchée au sommet. Au même moment, en effet, sort en Ukraine, tirée à 75 000 exemplaires, une brochure violemment antisémite d'un certain Trofim Kichko : *Le judaïsme sans fard*. Selon Kichko, le Talmud autorise les juifs à voler les non juifs, à utiliser contre eux le faux témoignage et le parjure, etc. Et le reste à l'encan.

Une course d'obstacles

Un jour, sous Brejnev, le poète Boulat Okoudjava voulut publier un recueil de poème sous le titre *Un tramway mélancolique*. La censure refusa ce titre jugé trop pessimiste sur la réalité soviétique : si le tramway est mélancolique les passagers le sont sans doute aussi. Or s'ils le sont c'est qu'ils ne sont pas contents. Comment pourraient-ils l'être ? Le recueil reçut, si mes souvenirs sont bons, le titre de *Joyeux tambour*, plus propre à susciter l'image de l'avenir radieux que la bureaucratie proposait aux peuples de l'URSS qui n'en croyaient rien. On peut deviner à partir de cet incident grotesque à quels obstacles se heurta Anatoli Kouznetsov quand il alla proposer en 1962 le manuscrit de son roman *Babi Yar* à la rédaction de la revue *Iounost* dirigée par le très conformiste et très médiocre romancier Boris Polevoi.

On peut deviner dès lors à quels triturations et coupures fut soumis le texte de Kouznetsov avant d'être publié dans *Iounost*. Outre les coupes, en effet, la rédaction de *Iounost* procède ici et là à des entreprises de réécriture voire à des adjonctions en général de caractère idéologique aussi indigestes que pâteuses. Non content, en effet, de raccourcir le texte, les rédacteurs le retravaillent, le réécrivent, le remodelent en fonction de critères purement politiques. C'est cette version mutilée et déformée que les Editions sociales du PCF publieront en 1967. En 1969, Anatoly Kouznetsov parvient à quitter l'URSS et se réfugie à Londres où il publie la version complète de son roman accompagné d'un avertissement aux lecteurs où il raconte et explique non sans humour les différentes épreuves par lesquelles est passé le livre, les étapes de cette publication finale, aujourd'hui traduite en français, et les diverses composantes du texte authentique.

Un mélange de souvenirs et de documents

Kouznetsov avait 12 ans lorsque les nazis organisèrent le massacre de Babi Yar près duquel sa famille habitait. Aussi son roman-document se présente-t-il comme un mélange de souvenirs et de documents sur cette tragédie, qui n'est d'ailleurs pas vécue comme telle par tous les acteurs passifs ou actifs de cette histoire sanglante. Ainsi, le grand-père d'Anatoli Kouznetsov se réjouit-il de l'arrivée des Allemands qui vont balayer ce qu'il appelle le pouvoir des « vanu-pieds » installé par les bolcheviks qu'il déteste. Les passages où le grand-père exhale sa rancœur ont évidemment disparu de l'édition soviétique.

Le roman de Kouznetsov, au-delà du massacre de Babi Yar, retrace la tragédie vécue par Kiev et plus largement par l'Ukraine sous l'occupation allemande. Il évoque ainsi « *l'une des plus tragiques épopées vécues par le peuple ukrainien* », l'envoi massif d'Ukrainiens au travail forcé en Allemagne et leur réduction sauvage au stade d'esclaves affa-

més, torturés, abattus au moindre de geste, voire de simples bêtes de somme, plus mal traités que ces dernières. Il est aussi un récit parcellaire mais passionnant de la guerre en Ukraine vue par un adolescent.

Un puzzle

Le texte ici publié se présente comme une sorte de puzzle. Kouznetsov fait imprimer en romain les passages publiés par *Iounost* en 1966 (ceux qui constituent le volume publié en français par les Editions sociales), en italique les passages supprimés par la censure à cette époque et entre crochets les passages assez rares ajoutés par l'auteur entre 1967 et 1970.

On peut donc lire *Babi Yar* sur plusieurs plans : un récit de la débâcle de l'armée qui s'appelait encore rouge, de l'arrivée et de la présence de l'armée allemande, et des réactions joyeuses des nationalistes ukrainiens devant le débarquement de leurs « libérateurs » esclavagistes ; une vision du massacre de Babi Yar ; un témoignage des réactions de la population ou un miroir de la réaction d'un enfant de douze ans à cet ensemble de faits. Mais on peut aussi y faire une promenade réjouissante dans les coulisses de la censure effectuée non par les censeurs eux-mêmes mais par la rédaction de la revue.

Les gaietés de la censure

Cette promenade procure des découvertes étonnantes. Ainsi, la rédaction supprime la phrase : « *Il fait beau.* » Censurer le temps qu'il fait peut surprendre. La phrase, il est vrai, vient après une autre (supprimée elle aussi) : « *Le pouvoir soviétique n'est plus* », qui suit une autre, elle, maintenue : « *Le drapeau de guerre allemand flotte sur la citadelle.* » Il est impossible idéologiquement qu'il fasse beau dans une telle situation. Mais les censeurs ne vont pas jusqu'à remplacer le soleil par la pluie.

Certaines coupures peuvent intriguer à cause de leur portée politique qui n'est pas évidente au premier regard. Ainsi,

évoquant le sort des esclaves ukrainiens envoyés de force travailler en Allemagne (après une brève comédie de volontariat accompagnée de perspectives de victuailles abondantes mais imaginaires), Kouznetsov écrit : « *Un grand nombre de gens périrent dans les usines de guerre sous les bombes américaines et britanniques. Les Allemands n'arrêtaient pas le travail pendant les alertes et les ouvriers originaires des pays de l'Est n'étaient pas conduits dans les abris.* » Il faut donc cacher aux lecteurs soviétiques la présence de travailleurs de l'Est en Allemagne et les bombardements alliés meurtriers. La censure supprime aussi quatre pages consacrées au déchaînement d'un groupe de soldats de Vlassov qui s'enivrent, pillent et incendient à tout-va. La collaboration de Russes et d'Ukrainiens doit être au maximum effacée.

D'autres peuvent surprendre plus encore. Ainsi Anatoli Kouznetsov raconte-t-il que sa grand-mère l'emmenait à l'Eglise et qu'il récitait le *Notre père* avec conviction. Il ajoute : « *Mon père s'en aperçut, il fut horrifié et ordonna à ma mère de m'arracher aux griffes de la "religion opium du peuple".* » La phrase est biffée ! Faudrait-il défendre la religion orthodoxe au moment de la campagne antisémite ?

Bien évidemment, toutes les phrases évoquant les horreurs de la collectivisation forcée, les répressions staliniennes ou établissant un parallèle (par ailleurs partiel) entre Staline et Hitler sont soigneusement effacées. Sont effacées aussi celles qui évoquent les pillages effectués par la population lors de l'entrée des troupes allemandes ou la collaboration des nationalistes ukrainiens et d'une partie de la population ukrainienne avec l'occupant.

La portée de ces trafics

Annie Epelboin, dans son excellente préface qui précède celle de Kouznetsov, rédigée en 1970, résume la portée de ces trafics en précisant fort justement : « *Le tabou porte principalement sur trois points : l'accueil favorable réservé aux Allemands par une part de la population*

ukrainienne, et la collaboration qui s'ensuivit, les causes de l'antisoviétisme alors exprimé, renvoyant au désastre de la collectivisation et de la grande famine de 1933 et enfin le système de répression stalinien que Kouznetsov ose rapprocher du système hitlérien. » Elle souligne la parenté du point de vue exprimé dans *Babi Yar* avec celui de Vassili Grossman dans *Vie et Destin*. A bon droit, certes, mais le talent d'écrivain de Kouznetsov est inférieur à celui de Grossman et sa pensée politique un peu courte ne dépasse guère le niveau d'un humanisme généreux mais bien général.

Ces modestes réserves ne sauraient détourner de la lecture d'un livre qui donne une image vraie de la tragédie qui a affecté les juifs ukrainiens et plus modestement mais largement les autres Ukrainiens eux-mêmes. 52 000 juifs sont abattus à la mitrailleuse et ensevelis à la hâte en trois jours. La police ukrainienne collabore à cette entreprise nazie de purification ethnique. Kouznetsov raconte ce qu'il a vu et entendu ou rapporte ce que d'autres ont vu, entendu ou plus rare-

ment vécu. Ainsi reproduit-il le témoignage d'une actrice du théâtre de marionnettes de Kiev, Dina Pronitcheva, « l'unique témoin rescapé de là-bas », écrit-il. Elle avait échappé aux balles par miracle, réussi à se dégager d'un monceau de cadavres et à ramper hors du ravin avec un gamin que les Allemands abattirent quelques heures plus tard lorsqu'il commit l'imprudence d'élever la voix. Elle en ressortit à demi-folle, mais assez forte encore pour raconter.

Anatoli Kouznetsov a qualifié à bon droit son livre de roman-document ; il est vraiment et l'un et l'autre. De plus, Kouznetsov sait raconter. Son *Babi Yar* mérite donc d'être lu à un double titre... et même à un troisième titre comme témoignage minutieux sur les perversités et les absurdités de la censure bureaucratique.

Jean-Jacques Marie

Anatoli Kouznetsov : *Babi Yar* ; traduction du russe par Meriem Menant, revue et corrigée par Annie Epelboin ; préface d'Annie Epelboin. Adresse aux lecteurs d'Anatoli Kouznetsov, Paris, Robert Laffont, 450 pages, 21 euros.



A partir du 29 septembre 1941 à Kiev, pendant trois jours et trois nuits, un flot incessant s'écoule dans la ville silencieuse vers le ravin aux pentes escarpées dit Babi Yar (le ravin des bonnes femmes). Arrivés aux abords du ravin, hommes, femmes et enfants sont déshabillés, leurs papiers confisqués et jetés sur le sol, leurs habits pliés, puis on les pousse le long d'une fosse et les soldats allemands en ligne les abattent à coups de revolver et de fusil ou à la mitrailleuse. Cinquante-deux mille juifs sont ainsi liquidés en quelques jours.



**Communication de Jean-Pierre Cassard
lors du rassemblement du samedi 29 octobre 2011
en hommage aux vingt-sept fusillés de Châteaubriant
et à nos deux camarades Marc Bourhis et Pierre Guéguen
fusillés par les SS le 22 octobre 1941 (extraits)**

Pierre Guéguen : un engagement militant de toute une vie contre la guerre impérialiste

Pour rendre hommage à Pierre Guéguen, je commencerai par une citation de Karl Marx que nous, les trotskystes, aimons reprendre : « *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement dans des conditions choisies par eux, mais dans les conditions directement héritées et données du passé.* »

En effet, l'histoire militante de Pierre Guéguen a été marquée par l'héritage monstrueux de l'impérialisme. Cet héritage a un nom, il s'agit de la guerre impérialiste. C'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage, une guerre « *pour le partage du monde* » comme l'écrivait Lénine en 1916, l'an-

née même où Pierre Guéguen est mobilisé pour participer à la Première Guerre mondiale.

Cette expérience et son cortège d'horreurs le marquèrent toute sa vie et expliquent largement son engagement politique : Pierre Guéguen adhère à la SFIO en 1919, et dès la fondation du PC, à la section française de l'Internationale communiste (SFIC) de Lénine et Trotsky. Instituteur communiste, il fonde la section de Quimperlé de l'association républicaine des anciens combattants. Il est sanctionné par sa hiérarchie pour avoir prononcé un discours violent contre la guerre lors de l'inauguration d'un monument aux morts, le 3 juillet 1921.

Dans la brochure en hommage à Marc Bourhis et Pierre Guéguen, vous pourrez prendre connaissance de son activité militante qui fait de Pierre Guéguen une figure de premier plan du mouvement communiste en Bretagne. En 1930, il recrute Marc Bourhis et milite avec lui dans la même cellule. Si, en 1933, Marc Bourhis quitte le PCF et rejoint la IV^e internationale, il est incontestable que les deux hommes restent liés amicalement et politiquement. L'influence de Marc Bourhis sur Pierre Guéguen est un fait que l'on ne peut occulter. Ainsi, Pierre Guéguen connaît l'analyse de Léon Trotsky sur la nécessité du « *front unique ouvrier* » pour faire barrage au fascisme et à la Deuxième Guerre mondiale impérialiste qui approche. C'est pourquoi Pierre Guéguen va rompre avec le stalinisme. Le 1^{er} septembre 1939, lors du conseil municipal de Concarneau, le maire Pierre Guéguen dénonce le pacte germano-soviétique, signé quelques jours plus tôt, le 23 août 1939, en ces termes : « *Si la Russie s'était placée de notre côté, nous ne connaîtrions pas demain les horreurs de la guerre et les massacres des femmes et des enfants.* » C'est cette opposition au pacte Hitler-Staline qui amène le parti stalinien à exclure Pierre Guéguen qui leur répond « *que s'il était antistalinien, il restait communiste !* »

La calomnie, la violence et la falsification

Je voudrais aussi aborder un autre point concernant Pierre Guéguen, qui est la calomnie, la violence et pour finir la falsification dont il a été la victime de la part de l'appareil du stalinisme.

Peut-on imaginer aujourd'hui la violence de la calomnie stalinienne, la violence verbale et physique de l'appareil stalinien à l'égard des trotskystes, de leurs sympathisants et de tous ceux qui ne soumettaient pas à Staline ? La brochure que nous publions nous en donne une petite idée avec la déclaration du comité central du PCF de septembre 1944, « *Les trotskystes agents de la Gestapo* ». On peut y lire ceci : « *Pendant l'occupation, la Gestapo a fait publier par ses*

agents trotskystes un journal dénommé La Vérité. » Et plus loin cette phrase infâme qui rend les trotskystes coresponsables de l'exécution des otages de Châteaubriant : « *Ils (les trotskystes) complétaient sur le plan de la provocation la politique d'assassinat d'otages instaurée par Hitler pour essayer d'effrayer les patriotes.* » Il faut souligner que Pierre Guéguen ne céda jamais à ces méthodes. Bien plus, il participa à un important meeting trotskyste du Parti ouvrier internationaliste présidé par Marc Bourhis à Concarneau, le 29 décembre 1937, lui apportant sa caution de maire de la ville surnommée « *Concarneau la rouge* » ! Cet évènement est tout à fait extraordinaire dans le contexte de l'époque. Le parti stalinien pense alors exclure Pierre Guéguen. Il faudra attendre 1939 pour que cela se réalise.

Les staliens l'insultent et le menacent physiquement

Rappelons que lors du conseil municipal où Pierre Guéguen dénonce le pacte Hitler-Staline, les staliens l'insultent et le menacent physiquement. C'est Charles Bourhis, le père de Marc, qui le protège pour lui permettre de sortir indemne de la mairie de Concarneau. Mais la violence va plus loin. L'historien Marc Morlec note : « *Ils (les staliens) choisissent immédiatement la violence pour seule réponse. Violence qui ne se serait pas arrêtée aux mots si l'on en croit certains témoignages qui parlent de menaces de mort réelles voire de tentatives d'élimination. Des individus armés auraient suivi Guéguen, devenu un leader gênant pour le parti (...).* » On peut alors se poser la question suivante : l'appareil stalinien, le Guépéou, a-t-il envisagé l'assassinat de Pierre Guéguen devenu un militant antistalinien déclaré ? C'est tout à fait vraisemblable. Ce danger mortel ne nous étonne pas, les opposants à Staline étaient tous en danger de mort ! Bref ! L'attitude de Guéguen est une provocation pour le PCF. Le parti finit par l'exclure et engage une campagne active de dénigrement contre lui.

Mais un tournant s'annonce. Le 22 juin 1941, Hitler attaque l'URSS. Pierre Guéguen et Marc Bourhis discutent la portée de l'évènement le 23 juin, lors d'un meeting improvisé au café « chez Arthur », à la pointe de Trévi-gnon. Pour eux, la situation est claire : il faut combattre le nazisme et défendre l'Union soviétique, où subsistent les conquêtes d'Octobre ! Quelques jours plus tard, le 2 juillet 1941, ils sont arrêtés et internés au camp de Choisel, à Châteaubriant. Pierre Guéguen est alors mis en quarantaine par les détenus stali-niens, mais cela a peu d'effet grâce à la présence de Marc Bourhis et aussi de l'ouvrier concarnois Jean Rossignol. Transférés à la baraque des otages, les deux hommes sont fusillés le 22 octobre 1941 en représailles d'un attentat commis contre un officier nazi, avec vingt-cinq autres otages.

Commence alors une entreprise de falsification. Pierre Guéguen, hier encore menacé physiquement par l'appareil stalinien, devient un martyr patriote, tout comme le trotskyste Marc Bourhis. Et cela, malgré toutes les tentatives des trotskystes, dont Alice Bourhis, veuve de Marc Bourhis, pour rétablir la vérité, et ce dès 1945. Il faut attendre le 18 octobre 2003 pour que *L'Humanité*, le journal du PCF, reconnaisse parmi les fusillés de Châteaubriant l'instituteur trotskyste Marc Bourhis et Pierre Guéguen ainsi qualifié : « *Pierre Guéguen*

était ce que nous appellerions aujourd'hui un communiste critique... » L'organe du PCF n'ose toujours pas dire en 2003, soixante-deux ans plus tard, ce que Guéguen se disait être dès 1940 : un communiste antistalinien. Notre rassemblement contribue ainsi à rétablir la vérité.

Conclusion

Pour conclure,

Hommage à Marc Bourhis, instituteur trotskyste de la IV^e internationale !

Hommage à celui qui était « *l'âme du parti révolutionnaire dans sa commune* » !

Hommage à Marc Bourhis qui n'a pas voulu abandonner son camarade Pierre Guéguen, alors qu'il aurait pu s'évader !

Hommage à Pierre Guéguen qui eut le courage de rompre publiquement avec le stalinisme !

Hommage à Pierre Guéguen qui resta communiste antistalinien jusqu'à son exécution par les SS !

J'ai commencé par une citation de Karl Marx, et je terminerai par une citation de Léon Trotsky : « *La révolution ouvrira un jour toutes les armoires secrètes, révisera tous les procès, réhabilitera tous les calomniés, dressera des monuments aux victimes et vouera une malédiction éternelle aux bourreaux.* »

Les Cahiers du mouvement ouvrier vont publier deux numéros spéciaux consacrés à la guerre civile en Espagne (1936-1939). Ces deux numéros comprendront les matériaux suivants :

- Chronologie de la période de la République (1931-1939) établie par Jean Catalogne et Roland Corominas.
- Andreu Camps : l'échec du gouvernement Primo de Rivera (1923-1931).
- Luis Gonzalez : les heures décisives des 17-18 juillet 1936.
- J. A. Pozo : le fourmillement des comités.
- J. A. Pozo : le comité central des milices, de la formation à la dissolution.
- J. A. Pozo : les journées de mai 1937.
- Wilebaldo Solano : les journées de mai 1937.
- Elias Garcia : les anarchistes de la CNT-FAI en 1936-1937.
- Pierre Chevalier : le gouvernement républicain et les indépendantistes marocains.
- Le procès du POUM.
- Le procès inachevé des bolcheviks-léninistes espagnols.
- L'épisode de la junte Casado.
- Trotsky et le POUM (choix de textes).
- Trotsky : classes, parti, direction (extraits).
- Portraits politiques par Andreu Camps, Luis Gonzalez, J. A. Pozo, Jacqueline Trinquet :
 - Julio Cid, bolchevik-léniniste, mort le 18 juillet 1936
 - Jaime Bailus
 - Largo Caballero
 - Lluys Companys
 - Andreu Nin :
 - Santiago Carillo
 - Juan Negrin
 - Buenaventura Durutti
 - Garcia Oliver
- Les intellectuels, relais de la propagande stalinienne : Jose Bergamin, André Malraux, Leon Feuchtwanger, Louis Fischer, Heinrich Mann, Romain Rolland.

A dater du n° 54, le prix des Cahiers du mouvement ouvrier passera à 9 euros et le prix de l'abonnement en France à 32 euros.

**Fin juin 2011, est sorti le numéro 143
des Cahiers du Cermtri, intitulé :**

“Les premières organisations de la IV^e Internationale en Argentine (1929-1943)”

Ce Cahier, qui est consacré aux premières expressions organisées du trotskysme en Argentine, fait largement usage du livre d'Ernesto Gonzalez, *El trotskismo obrero e internacionalista en la Argentina*, la plupart des documents publiés étant inédits en français.

Il couvre la période de 1929-1943 : l'année 1929 marque le début de relations effectives avec Trotsky et l'Opposition de gauche, et 1943 marque l'effondrement du système politique tel qu'il fonctionnait dans les années 1930. Les militants se réclamant du trotskysme se trouvent donc face à de nouveaux problèmes, et c'est par rapport à eux qu'ils se différencieront. La question de l'analyse du péronisme deviendra déterminante.

L'Argentine est le pays d'Amérique latine qui a connu le plus tôt un processus d'industrialisation. C'est un pays d'immigration.

Le mouvement ouvrier se constitue comme tel dès la fin du XIX^e siècle et il est bien évidemment marqué par les influences et les traditions qu'apportent avec eux les éléments principaux de cette émigration (Italie, Espagne). Le mouvement syndical est ainsi largement in-

fluencé par l'anarcho-syndicalisme. Le parti social-démocrate sera fondé en mars 1896. Les premières organisations syndicales sont d'abord dominées par les anarchistes puis, à partir de 1915, par les socialistes.

Dans les années 1930 se constituera la CGT, résultat d'un long combat entre anarcho-syndicalistes et sociaux-démocrates, dans une situation où, face à un régime autoritaire, le Parti socialiste s'oriente à gauche. C'est d'ailleurs pendant ces années que, à partir d'après combats de résistance, les syndicats se développent, regroupant près de 500 000 adhérents en 1941 (soit 70,30 % des travailleurs dans les principaux secteurs).

Le Parti communiste argentin, formellement constitué en 1920, vient de l'aile gauche de ce PS. Comme les autres partis communistes d'Amérique latine, celui d'Argentine — formé de jeunes militants souvent inexpérimentés — fut parmi les premières victimes de la stalinisation de l'Internationale communiste (IC). Très tôt, leurs directions furent inféodées à l'appareil central du Komintern. Dès la fin des années 1920, le principal dirigeant du PC argentin Codovilla fut un exécutant fidèle du stalinisme.

C'est donc dans des conditions difficiles internationalement et nationalement que des militants influencés par les positions de l'Opposition de gauche cherchent à se regrouper et à prendre contact avec Trotsky.

En 1930, un coup d'Etat militaire installe au pouvoir un régime réactionnaire et opposé à toute tentative d'organisation de la classe ouvrière. Ce coup d'Etat coïncide avec la mise en œuvre par l'Internationale communiste de la politique dite de « la troisième période ». Ainsi, au moment où le Parti radical est attaqué par la dictature militaire, où s'accroissent les liens de subordination à l'impérialisme et où le PS dans cette conjoncture est entraîné à adopter une politique plus combative, ce sont précisément eux qui deviennent les cibles privilégiées du PC argentin, dénoncés comme « radicaux-fascistes » et « sociaux-fascistes ».

A l'intérieur du PC argentin, se créera une opposition qui porte le nom de « frontiste » par référence à sa défense du front unique. De là viendront également de jeunes militants qui se rallieront aux positions de Trotsky.

Lorsqu'en 1935-36, une remontée ouvrière fragilisera les bases du régime, c'est le moment du tournant de l'IC vers les fronts populaires et le PC argentin exprimera cette ligne ; la politique du PC argentin passe de la dénonciation sectaire de tous ceux qui se réclamaient de la démocratie et des indépendances nationales à la soumission ouverte devant l'impérialisme. Cette dernière volte-face entraînera d'autres ruptures.

En 1936, Liborio Justo (Quebracho) rompt avec le PC argentin et la politique de l'Internationale communiste. Il adresse une *Lettre ouverte aux camarades communistes* dans laquelle il s'élève contre la politique nationale et internationale du stalinisme, dénonce les infâmes procès de Moscou et proclame sa solidarité avec Trotsky et la nécessité de construire une nouvelle Internationale.

Parmi tous les militants qui se réclament du trotskysme, de véritables problèmes politiques expliquent les difficultés à constituer une organisation unie.

D'abord ceux portant sur la caractérisation de l'Argentine : pays bour-

geois « comme les autres » ou pays semi-colonial ?

Quel rapport entre les mots d'ordre démocratiques et nationaux et les mots d'ordre socialistes ?

En d'autres termes, quelle application pratique de la théorie de la révolution permanente à la réalité argentine ?

Dans ce *Cahier*, furent aussi des extraits de l'autobiographie du militant syndicaliste **Mateo Fossa qui raconte avec son franc-parler sa rencontre avec Trotsky.**

En voici un court extrait :

« *Moi, on m'appelait "le trotskyste". J'avais de la sympathie. Je ne sais pas pourquoi, mais j'avais de la sympathie pour Trotsky, parce qu'il me semblait qu'il avait raison. Et je l'ai connu.* »

Le mouvement ouvrier m'avait envoyé comme délégué à un congrès qui devait se tenir à Mexico pour la constitution de la Confédération latino-américaine des travailleurs (1).

A l'époque j'étais secrétaire du syndicat du bois (...). Je me souviens que Liacho, un gars qui travaillait à La Razon, me dit : "Allez, vas-y !", et je lui dis : "Et comment, puisque je n'ai rien ?" Le soir même, il vendait le pardessus de son vieux, nous allions à l'aéroport, achetions un billet et je partais au Mexique. Il y avait dans l'avion un camarade uruguayen, qui s'appelait Aguayo et qui était secrétaire des travailleurs maritimes (...).

Quand nous sommes arrivés, il y avait une coterie entre les communistes et les bureaucrates du mouvement ouvrier ; ils avaient dit aux Mexicains que si je rentrais, eux s'en iraient. J'apportais des mandats des syndicats que je représentais : j'entre, je donne mes mandats et quand j'étais entré, ils ne savaient plus que faire pour me faire sortir de la salle. Alors ils me disent : "Vous êtes le camarade Fossa ?" Je dis oui. "On vous demande au téléphone." Je sors, ils ferment la porte, installent un garde qui m'empêche de passer. Ils m'ont fait d'autres saloperies, surtout les staliniens : ils m'ont menacé. (...)

(1) Ce congrès se tint du 6 au 8 septembre 1938 à Mexico.

L'argent du retour, c'est Cardenas qui me l'a donné : il m'a bien traité, je me souviens que je marchais en sandales parce que ces canailles m'avaient mené à l'hôtel, puis m'avaient annoncé, après, qu'ils ne le paieraient pas. Alors Cardenas m'a payé l'hôtel, une paire de chaussures et le voyage de retour parce que j'étais complètement nettoyé.

C'est pendant ces jours que, dans une librairie de la rue Donceles, le libraire me dit qu'il avait reçu 400 pesos de la maison d'édition Claridad pour La révolution trahie de Trotsky. Je lui ai dit que je voulais parler avec le secrétaire. Je parlai avec lui et nous convînmes de nous rencontrer : une porte vitrée, il passait en voiture et m'embarqua. C'est ainsi que j'allai voir Trotsky.

J'ai parlé à trois reprises avec lui. Nous avons toujours parlé en castillan, la première fois avec quelque difficulté, mais assez bien la deuxième fois, et la troisième, il le parlait bien. Avec moi, Trotsky s'est comporté de manière... il m'a traité comme un camarade. Il m'a posé plusieurs questions, donné des conseils que j'ai encore présents à l'esprit aujourd'hui. "Voyez, camarade, il ne s'agit pas pour vous de combattre pour Trotsky ; vous êtes en Argentine, vous avez toute une série de problèmes révolutionnaires, il faut s'en occuper, essayer de les résoudre du mieux possible. Et ne pas parler de Trotsky. Résoudre les problèmes du pays, les problèmes révolutionnaires", me dit-il.

Je lui dis : "Voyez-vous, camarade, ça me met en colère, parce que, chez les trotskystes de mon pays, il y a pas mal de branleurs de cafés." Il a demandé au secrétaire qui était là ce que cela voulait dire, et l'autre lui a expliqué en français : "Quand ils sont dans un café, ils sont très révolutionnaires, mais quand il faut être là où il faut, ils n'y sont pas." Il m'a dit : "Vous avez raison."

J'ai parlé avec lui et j'en suis sorti convaincu qu'il me fallait adhérer à la IV^e Internationale. Je lui ai donc demandé directement à lui mon adhésion. »

Trotsky relate d'ailleurs cette entrevue dans les *Œuvres* :

« Le camarade Fossa était délégué du comité des libertés syndicales à la

conférence des syndicats latino-américains convoquée au Mexique. Le comité des libertés syndicales groupe autour de lui 28 organisations, dont 24 syndicats indépendants. Chaque organisation séparément avait donné son mandat écrit au camarade Fossa. En dépit de cela, les chefs de l'union syndicale latino-américaine lui avaient interdit l'accès de la conférence. De quelle façon ? Très simplement : ils avaient fermé les portes devant lui. Pour quelle raison ? La raison est plus complexe. Le camarade Fossa avait été pendant un certain temps membre du Parti communiste argentin, mais il avait élevé des protestations contre les procès de Moscou. Il n'en fallut pas davantage pour que ce militant confirmé du mouvement syndical soit déclaré ennemi du peuple, "trotskyste", etc. Les staliniens de Buenos Aires ont informé immédiatement Lombardo Toledano de la venue au congrès d'un délégué dangereux, qui ne croyait pas à la pureté irréprochable de Staline, Vychinsky, Ejoy et autres falsificateurs. Quand le GPU ordonne, Toledano obéit. C'est l'essentiel de son rôle à présent dans le mouvement ouvrier. Aussi incroyable que cela paraisse, Lombardo Toledano, avocat de la bourgeoisie, a fermé la porte de la conférence syndicale au camarade Fossa, révolutionnaire argentin honnête. Il ne reste aux prolétaires mexicains qu'à crier : "Vive le régime totalitaire ! Vive notre Führer Adolf Toledano !"

Le 23 septembre 1938, le camarade Fossa a rendu visite au camarade Trotsky et, au cours d'une longue conversation, lui a posé une série de questions importantes. »

Et pour clore ce *Cahier*, a été publié un texte de Nahuel Moreno qui est postérieur à la période étudiée, mais a l'avantage de préciser les positions des différents groupes (qui se sont constitués et souvent déchirés), ce qui aide à la compréhension des documents publiés dans ce *Cahier*.

Evelyne Morel

CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS

Marek Halter

A l'occasion de son roman dont l'action se passe au Birobidjan, cette « République autonome » juive créée par Staline en 1934, Marek Halter s'est rendu au Birobidjan et en a rapporté un documentaire qui est passé sur France 5, le dimanche 29 janvier. Je n'ai pas pu voir ce documentaire, mais la présentation qu'en donne *Le Monde Télévision* (22-23 janvier) contient une falsification assez grossière. On y lit : « Pour le pouvoir socialiste, la création de cet Etat permet, entre autres, d'évincer les juifs des postes à responsabilité sans se voir taxé d'antisémitisme. » Or si Staline déportera à partir de 1937 des peuples entiers et si, à partir de 1949, il déchaînera une campagne antisémite (déguisée en campagne « anticosmopolite ») qui aboutira à la liquidation physique de dizaines de cadres et d'intellectuels juifs, dont les dirigeants du comité antifasciste juif, jamais des juifs n'ont été envoyés de force au Birobidjan et à peu près aucun cadre juif important du parti soviétique n'y a

été affecté. La phrase citée est donc une invention.

D'ailleurs, le grand spécialiste du décompte des juifs dans les instances de l'URSS à diverses étapes, le très réactionnaire Alexandre Soljenitsyne, dont les conclusions sont hautement contestables... mais pas les chiffres, écrit dans *Deux siècles ensemble* :

« En 1936, on compte huit juifs parmi les commissaires du peuple (...). En novembre 1930 est créé le commissariat au Commerce extérieur avec à sa tête — il y restera sept ans — A. P. Rosengoltz. On compte un tiers de juifs parmi les membres du collège (...). Au Gosplan, en 1931, le présidium compte sur dix-huit membres plus de la moitié de juifs (...). En décembre 1936, parmi les patrons des dix départements du GUGB du NKVD (...), nous trouvons sept juifs » (1).

(1) Voir Jean-Jacques Marie : *L'antisémitisme en Russie de Catherine II à Poutine*, p. 410.

Le Monde

Certes, on pourrait qualifier cela de perle ou de mauvaise plaisanterie, mais la « perle » a un sens. Dans *Le Monde*, daté du 18 février, un journaliste cite une mâle déclaration de Ségolène Royal lors d'un meeting à Châtelleraut. Elle y a proclamé : « *L'enjeu de cette présidentielle, c'est la lutte des classes.* » Citant ces propos, le journaliste la qualifie de « *Rosa Luxembourg de Poitou-Charentes* ». Certes, on pourrait se contenter de voir dans cette formule une pointe d'humour, encore que ce ne soit guère le registre du *Monde*, sauf de façon fort involontaire, mais l'humour dissimule en l'occurrence une véritable falsification.

Assimiler, même plaisamment, Ségolène Royal à une Rosa Luxembourg régionale ou provinciale, c'est oublier que tout sépare ces deux femmes. Ségolène Royal est depuis longtemps vice-prési-

dente d'une Internationale socialiste qui accueillait complaisamment dans ses rangs, sans susciter la moindre protestation de sa part, Ben Ali, Hosni Moubarak et Laurent Gbagbo, et y accueille toujours un nombre important de mafieux divers.

Elle a approuvé la guerre en Afghanistan et en Libye. Rosa Luxembourg, elle, a été jetée en prison pour son opposition à la guerre. Elle a fondé le Parti communiste allemand et a été assassinée sur ordre des ancêtres de l'Internationale dont Ségolène Royal est la vice-présidente. Il y a donc entre elles une différence non d'échelle mais de nature que l'utilisation circonstancielle de l'expression « lutte de classes » par la collègue de Moubarak, Ben Ali, Gbagbo et quelques autres du même acabit ne saurait masquer.

Un étrange silence

On peut falsifier l'histoire en déformant des épisodes importants... ou en les passant sous silence.

Les éditions Rosspen de Moscou (la plus sérieuse maison d'édition russe dans le domaine de l'histoire) ont publié en 2004 une *Histoire du goulag stalinien (1929-1956)* en sept volumes. Le comité de rédaction est composé de Iouri Afanassiev, Anaroli Tchoubarian, Robert Conquest, E. Danielson, T. Emmons, P. Gregory, Oleg Khlevniouk, V. Khristoforov, V. Kozlov, S. Lironenko, Alexandre Soljenitsyne, A. Sorokine, A. Iakovlev.

Le sixième volume est consacré aux « *soulèvements, révoltes, grèves des détenus* ». Il comporte une première subdivision intitulée : « *Les soulèvements de droit commun et les contras "grévistes de la faim" des années 1930-1940* ». On y trouve quatorze documents...

Au total, le volume comporte 284 documents sur les mouvements de protestation dans les camps jusqu'en 1955.

Pas un seul n'évoque les deux grandes grèves de la faim organisées par les trotskystes à Vorkouta et à Magadan (Kolyma) en 1936 et 1937.

La première d'entre elle est rapidement évoquée dans l'introduction (page 28). L'auteur signale la publication de documents sur les mouvements de protestation dans les camps dans les années trente par Boris Nicolaïevski dans l'organe des mencheviks russes exilés aux Etats-Unis, *Sotsialisticheski Vestnik*, documents qui, commente l'auteur, « *contiennent en particulier des témoignages précis sur l'une des dernières manifestations organisées de détenus politiques dans les camps de Vorkouta en 1936. Les dernières manifestations de détenus trotskystes avant la guerre étaient liées à une*

lutte sans espoir pour obtenir le retour au statut de détenus politiques. La lutte désespérée, ferme et principielle des détenus trotskystes pour leurs droits dans les camps de Vorkouta, leur liquidation massive en 1938, confirmée par de nombreux témoignages dignes de foi, ont transformé ce combat d'arrière-garde des opposants idéologiques au stalinisme en l'un des événements significatifs de l'histoire du goulag avant la guerre. »

Puis, l'auteur de l'introduction, ajoute : « *L'historiographie trotskyste des années 50-60 a donné aux grèves de la faim et grèves de trotskystes un sens particulier, on peut dire mythologique.* » Et l'auteur cite un unique exemple de ce caractère « mythologique », l'affirmation par Deutscher — dont chacun sait, qu'auteur d'une biographie élogieuse de Staline, il n'était pas trotskyste (1) — qu'après la liquidation de ces mouvements de grève, il n'y en eut plus dans le goulag pendant de longues années. Affirmation fausse, certes, mais, à l'époque, on n'avait guère d'informations sur les révoltes dans le goulag...

On peut dès lors s'interroger. Pourquoi qualifier le combat des trotskystes

dans les camps de « combats d'arrière-garde » ? D'arrière-garde » en quoi ?

Pourquoi ne publier aucun document sur eux et leurs grèves, alors que les documents existent, comme par exemple la liste, établie par le NKVD, des trotskystes fusillés à Magadan après leur grève de la faim (2) ?

Pourquoi ne pas même évoquer leur grève de la faim à Magadan ? Pourquoi la passer sous silence et faire donc comme si elle n'avait pas eu lieu (3) ?

Jean-Jacques Marie

(1) Voir à ce propos dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 48, l'article : « Isaac Deutscher, un compagnon de route du stalinisme. »

(2) On trouvera cette liste, avec la fiche de chacun établie par le NKVD, dans les n° 22 et 24 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, ainsi qu'un récit de la grève de la faim des trotskystes à Vorkouta dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 2, 4 et 27 et dans mon livre, *Le fils oublié de Trotsky* (pages 129-134), et un document d'un indic sur cette grève dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 34.

(3) On trouvera un récit de la grève de la faim des trotskystes à Magadan dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

NOTES DE LECTURE

Le “bureau juif” de la préfecture de police de Paris de Vichy à de Gaulle

Laurent Joly : *L'antisémitisme de bureau. Enquête au cœur de la préfecture de police de Paris et du commissariat général aux questions juives (1940-1944)*, 444 pages, Grasset, 23 euros.

Laurent Joly radiographie dans ce livre les deux institutions publiques qui ont mis en œuvre la politique de chasse aux juifs organisée par le gouvernement de Vichy : la sous-direction des Affaires juives, dit service juif, de la préfecture de police de Paris, installée à l'automne 1940, sous direction forte de plus de cent cinquante agents et employés, et le commissariat aux Affaires juives créé en mars 1941 à Vichy et dont l'activité est liée aux noms de Xavier Vallat et de Louis Darquier de Pellepoix.

Il veut, affirme-t-il, comprendre comment ces deux institutions « vont parvenir à détendre l'intense système de contrainte auquel ils étaient soumis au départ par les mécanismes de l'Occupation et de la politique de collaboration pour développer des logiques institutionnelles autonomes et vouées à se pérenniser. »

A dire vrai, l'autonomie ne se manifeste guère que dans les modalités de la mise en œuvre ; si les occupants peuvent imposer politiquement leurs

exigences, ils n'ont pas les forces nécessaires à leur traduction pratique. Vichy et la préfecture de police remplissent cette mission et disposent donc dès lors d'une étroite marge de manœuvre.

“Faire carrière dans les affaires juives”

Laurent Joly étudie très minutieusement l'activité des deux institutions, leur composition, les stratégies d'avancement des uns et des autres pour, selon son expression, « faire carrière dans les affaires juives », le comportement de leurs différents chefs de service, qui poursuivront pour la plupart leur brillante carrière administrative au lendemain de la guerre. A cette fin, il s'appuie à la fois sur les dossiers retrouvés dans les archives laissées par ces institutions et sur des interviews de survivants, évidemment, en règle générale, empressés de se justifier.

Le travail n'est pas toujours facile. Laurent Joly note en effet « la disparition des dossiers de quelques-uns des principaux responsables du “service juif”, à commencer par le dossier d'épuration d'André Tulard, chef de bureau puis sous-directeur des Etrangers et des Affaires juives. »

Le recensement des juifs, premier pas vers la déportation

L'activité première du « service juif » consiste à établir avec la collaboration des victimes incitées à venir se déclarer un recensement le plus complet possible des juifs de la Seine. André Tulard, très légèrement (mais d'après lui fort injustement) sanctionné à la Libération, se justifiera : « *La reconnaissance de la qualité juive, opération purement administrative, avait pour conséquence le recensement de l'intéressé et non son internement* », alors que le fichier a servi essentiellement à l'expropriation des propriétaires ou patrons juifs (dite « aryansisation » de leurs entreprises) et à l'organisation des rafles des juifs, de leur transfert au camp de Drancy et à leur déportation.

Mieux encore : « *A la Libération, note Laurent Joly, François et Tulard feront peser sur les juifs la responsabilité de leur déclaration : rien ne les obligeait à le faire et la préfecture de police n'a effectué aucune enquête préalable ! Les juifs n'avaient donc qu'à ne pas répondre aux convocations... impératives. Pierre Vayssettes, sous-chef auprès de Tulard en 1940-1943, distinguera même les juifs "intelligents" (qui évitèrent de se recenser) des juifs "moins intelligents" (qui se déclarèrent).* »

Laurent Joly commente cette autojustification avec un certain humour : « *Il y avait donc 90 % de juifs "moins intelligents" ... puisque c'est la proportion de ceux qui obéirent à l'injonction d'aller se faire recenser !*

Précisons qu'à la Libération l'auteur de ce remarquable distinguo ne souffrira guère du zèle qu'il a mis à coorganiser ce recensement meurtrier. Bien qu'accusé en prime d'avoir « *rudoyé les juifs qui se présentaient à son service* », il sera certes révoqué sans pension en 1945, mais obtiendra trois ans plus tard le rétablissement de ses droits à la retraite. Il ne parviendra pas néanmoins à obtenir sa réintégration. Sa demande, il est vrai, était soumise à l'examen de son

ancien supérieur au « service juif », André Tulard, devenu chef du service du contentieux et sans aucun doute peu désireux de voir réapparaître dans les bureaux un collaborateur aussi encombrant.

Seuls trois cadres du « service juif » de la préfecture de police de Paris seront effectivement sanctionnés à la Libération. Laurent Joly donne de cette extrême indulgence une explication un peu courte : « *De manière générale, affirme-t-il, les ressources juridiques et intellectuelles des juges des années 1944-1949 ne leur ont pas permis d'apprécier le rôle proprement criminel des fonctionnaires de l'antisémitisme d'Etat.* » Selon lui, cette insuffisance de leurs ressources juridiques et intellectuelles découle de ce que « *les magistrats professionnels ont presque tous servi sous le régime de Vichy* ».

Mais cette indulgence a des raisons plus profondes que cette complicité objective entre les magistrats et les fonctionnaires chargés de mâcher le travail pour l'occupant.

La continuité de l'Etat sous les flonflons du Conseil national de la résistance

Impulsée par Stéphane Hessel, Raymond Aubrac, quelques nostalgiques du stalinisme et une cohorte de journalistes ignares, une vaste propagande chante les mérites historiques du Conseil national de la résistance (CNR) auquel cette propagande attribue indûment les conquêtes sociales arrachées par la classe ouvrière à la Libération bien que le programme du CNR soit pour l'essentiel constitué de phrases générales, voire creuses. L'un des responsables du CNR, Georges Bidault, « démocrate chrétien », futur chef du Mouvement républicain populaire (MRP) déclarait d'ailleurs à l'un de ses confidents : « *S'il y avait eu à nouveau la Commune de Paris, nous aurions tous été versaillais* » c'est-à-dire des massacreurs !

D'ailleurs de Gaulle déclara, le 25 juillet 1944, devant l'Assemblée

constituante : « *L'établissement de l'autorité publique, de haut en bas de l'Etat, est d'autant plus urgent que nous allons nous trouver devant des problèmes très grands et très compliqués en ce qui concerne la vie même de la nation.* » Donc pas touche à l'appareil d'Etat, et en particulier à la police et à la gendarmerie où apparaîtront des centaines de « résistants » juste après le passage des armées de libération, voire, pour les plus hardis, à la veille.

Dans une France en ébullition révolutionnaire, le souci de De Gaulle et de son entourage est de maintenir intact l'appareil d'Etat qui a massivement collaboré, car ils en ont un besoin vital pour contenir la poussée révolutionnaire des masses, avec l'appui indispensable du Parti communiste français qui bénéficie alors de la confiance de la très grande majorité de la classe ouvrière du pays. Ce même souci d'assurer la permanence de l'Etat et de son appareil administratif, judiciaire et policier amènera l'Allemagne fédérale (et plus modestement la RDA) à utiliser massivement les services des anciens fonctionnaires — et en particulier des policiers ! — nazis. Les magistrats, tous restés en fonction — sauf un — sous Vichy, l'ont fort bien compris. Ils manifestent une extrême indulgence pour les organisateurs de la chasse aux juifs.

Quand de Gaulle fait décorer l'un des chefs du "bureau juif" de la préfecture de police

Le cas d'André Broc est particulièrement significatif. Ce sinistre personnage, auteur d'une thèse de droit « sur la qualification de juif » soutenue le 15 décembre 1942, aussitôt publiée en livre par les PUF, visant à définir comment bien reconnaître un juif, fait l'objet d'une mansuétude à peine exceptionnelle. « *L'enquête de la commission d'épuration laisse clairement entendre que plusieurs dizaines de juifs ont été déportés à cause de son zèle bureaucratique. Tous ses supérieurs et collègues interrogés témoignent dans ce*

sens. » Laurent Joly qui affirme un peu trop aimablement son « *absence d'empathie et sa profonde déconnexion avec le réel* », souligne néanmoins clairement : « *Son activité a entraîné la mort de plusieurs dizaines de personnes.* » Et pourtant Broc est maintenu en fonction. Il est même affecté au service de liquidation des affaires juives chargé entre autres de la délivrance d'attestations aux anciens internés et déportés, de « *recherches d'israélites disparus et activités connexes* ». On a donc affaire à un spécialiste.

Broc est frappé d'une sanction dont le caractère dérisoire vaut quasiment justification de son action : son avancement de classe est retardé pour une durée d'un an ! Pour Broc c'est encore trop : il saisit le Conseil d'Etat, obtient l'annulation de la sanction, bénéficie même d'une promotion comme administrateur et poursuit sa carrière à la préfecture de police de Paris jusqu'à sa retraite en 1974. En 1977 il publie, aux PUF encore, un *Que sais-je ?* sur la protection civile dont il est manifestement un spécialiste. En 1958 il est décoré de la Légion dite d'honneur qu'il reçoit en présence du général de Gaulle en personne. Un élu communiste protestant lors d'une séance du Conseil de Paris, le préfet de police répond que la décision a été prise par le gouvernement « *en pleine connaissance de cause* ». On ne saurait être plus clair.

L'impunité assurée au patron du camp de Drancy

Le cas de Jean François est tout aussi éclairant. Ce directeur de la police générale à la préfecture de police et responsable du camp de Drancy pendant près de deux ans a supervisé le départ de vingt-cinq convois pour les camps en Allemagne. La cour de justice de la Seine classera par deux fois son dossier sans suite. Dans un des mémoires pour sa défense qu'il multiplie, sûr de son impunité, il a le culot de déclarer : « *Si je n'avais ma conscience pour moi, j'en arriverais à regretter de m'être débattu*

en faveur des internés de Drancy »... qui ne s'en sont pas aperçu ! On le voit, Maurice Papon, qui, lui, commença à se réorienter discrètement vers Londres quand il se fut persuadé que Hitler allait perdre la guerre, était tout sauf un cas exceptionnel.

Ainsi, commente Laurent Joly, « *les principaux bureaucrates et juristes de la politique antijuive de l'Etat français ont-ils échappé à la justice de la Libération* » sans avoir eux-mêmes à fournir de

grands efforts pour cela. Cette indulgence politique n'empêche pas nombre d'héritiers vindicatifs de Vichy de dénoncer les horreurs de l'épuration...

Les gouvernements bourgeois successifs avaient, il est vrai, grand besoin d'hommes aux compétences si vastes et capables de s'adapter à toutes les situations sans broncher pour défendre la pérennité de l'Etat bourgeois.

Jean-Jacques Marie

Deux Russies

Richard Hough, *La mutinerie du cuirassé Potemkine*, traduit de l'anglais par Hugo Mathieu, 244 pages, Texto, Tallandier 2011, 8 euros.

Andreï Soldatov, Irina Borogan, *Les héritiers du KGB, enquête sur les nouveaux boyards*, préface de Galia Ackerman, traduit du russe par Natalia Rutkevitch, 380 pages, François Bourin éditeur, 2011, 21 euros.

Tout semble séparer ces deux ouvrages : l'un relate la révolte des marins du cuirassé Potemkine en juin 1905, l'autre décrit la façon dont la Sécurité d'Etat russe, le FSB, né en 1995 sur les ruines de l'ancien KGB, tente d'enserrer la société russe dans ses filets au service des dirigeants de l'Etat. Entre les révoltés du Potemkine et les superflics du FSB, un seul point commun : ils nous parlent d'une société rongée de l'intérieur et dont l'ordre policier est fragile.

L'affaire des asticots

La quatrième de couverture du livre de Richard Hough affirme : « *Le temps, la propagande et le célèbre film de Ser-*

guei Eisenstein ont tant altéré la vérité sur la mutinerie du cuirassé Potemkine que, de toute l'histoire navale, c'est un des événements qui a donné lieu aux récits et aux interprétations les plus variés. » La propagande certes, mais le reproche fait ici au film d'Eisenstein est tout à fait déplacé. Il ne s'agit pas d'un documentaire, mais d'un film épique. Qui penserait à reprocher au *Quatre-vingt treize* de Victor Hugo de ne pas nous donner une relation exacte de la guerre de Vendée ou au roman d'Anatole France *Les Dieux ont soif* de ne pas décrire fidèlement les événements que vit son héros ? Personne.

Cette réserve n'enlève rien à l'intérêt du livre de Richard Hough, qui appuie son récit à la fois sur les témoignages des principaux acteurs, Matouchenko et Feldman, d'anciens officiers de la marine tsariste, les sources britanniques et l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de l'URSS, ensemble hétéroclite... mais dont l'auteur maîtrise les sources.

Son récit a deux grands mérites. D'abord, il est vivant et bien mené. Ensuite, sous la légende d'un mouvement dressant l'ensemble de l'équipage contre

les officiers et le régime tsariste, il restitue une réalité beaucoup plus complexe faite d'hésitations, d'incertitudes, de moments d'enthousiasme et de reculs. Il souligne aussi aux moments cruciaux le rôle décisif des — rares — militants organisés, le marin Afanassy Matuchenko, qui finira pendu en 1907, et l'étudiant Constantin Feldman, membres l'un et l'autre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. C'est en règle générale ainsi que se déroulent les événements historiques.

Le livre s'ouvre bien entendu sur « l'affaire des asticots », ces asticots que les marins virent grouiller sur les carcasses de bœuf destinées à faire le bortsch mais que le médecin du bord — qui, comme tous les autres officiers, nourrissait pour les marins paysans un insondable mépris — juge excellentes, comme le fera plus tard Alexandre Soljenitsyne lui-même qui verra dans les asticots une invention provocatrice des révolutionnaires.

L'aventure du Potemkine commence par cette circonstance... Il aurait sans doute suffi que le médecin reconnaisse la vérité pour que rien ne se passe. Les pages suivantes soulignent en effet que la majorité de l'équipage n'était guère prête à se soulever et à se dresser contre le régime tsariste, malgré la révolte qui embrase la ville d'Odessa.

Le massacre du grand escalier

Les pages les plus fortes du livre, ensuite, sont sans doute celles qui évoquent ce véritable soulèvement de la population d'Odessa, le massacre du grand escalier immortalisé par Eisenstein et l'odyssée des marins mutinés qui, loin de se sentir une mission d'incendiaires de la révolution, cherchent, vu leur isolement, un endroit où se réfugier qu'ils trouvent finalement en Roumanie.

Si Richard Hough est un excellent connaisseur de l'histoire de la marine (entre autres russe) et de l'épisode du Potemkine, ses connaissances politiques sont, elles, plus floues. Ainsi ne peut-on lire sans sourire des lignes comme celles où il évoque le comité créé par les ma-

rins : « *En accord avec les principes marxistes, ses délibérations seraient publiques, car le Kniaz Potemkin Tavritchesky était maintenant une démocratie populaire.* » Que les délibérations d'un organisme élu soient publiques relève de la simple démocratie (il est vrai, en général, bafouée)... alors que dans les « démocraties populaires » — ainsi nommées par pure antiphrase — les délibérations étaient, elles, rigoureusement secrètes et cachées au bas peuple. Mais cela ne retire rien à l'intérêt du livre.

Héritiers du KGB ?

Avec Soldatov et Borogan, on entre précisément dans un univers qui rappelle celui de feu les démocraties populaires, puisque l'actuelle Sûreté de l'Etat russe, le FSB, a été formée en 1995 sur les ruines de l'ancien KGB dont elle occupe toujours le siège historique à la Loubianka. Elle compte aujourd'hui 200 000 agents dont les dirigeants bénéficient de multiples prébendes. Les deux journalistes russes racontent comment Boris Eltsine a d'abord tenté de démembrer l'ancien KGB pour mieux assurer le contrôle de la présidence de la Russie sur la police politique. Poutine, issu de cette dernière, a inversé cette politique et reconstitué une Sécurité d'Etat dont Soldatov et Borogan montrent que, si elle est l'héritière du KGB, elle en diffère par de nombreux points. Certes, le FSB a fabriqué un culte d'Andropov qui fut le chef du KGB quinze ans durant, mais ce culte ne lui redonne pas une place identique à celle qu'occupait le KGB dans l'URSS de Khrouchtchev, Brejnev, Andropov et Gorbatchev.

Soldatov et Borogan soulignent : « *Quelques années après l'arrivée de Poutine au Kremlin, il était devenu évident que le FSB n'était pas soumis au moindre contrôle de la part du Parlement et n'avait pas de concurrents. Le Service est une organisation radicalement nouvelle, plus influente que son prédécesseur soviétique. Jamais auparavant un officier des services spéciaux n'avait dirigé le pays pendant dix ans. Même Iouri Andropov, le patron du*

KGB si populaire aux yeux des membres actuels du FSB, n'était pas un officier de carrière mais un apparatchik du parti chargé par le comité central de gérer la Sécurité de l'Etat. »

Le KGB était en effet sous le contrôle étroit de l'appareil du Parti communiste. Après la mort de Staline, tous les candidats à sa succession avaient au moins un point en commun : ils ne voulaient pas que la police politique puisse être utilisée pour faire tomber leur tête. C'est pourquoi Khrouchtchev rétrograda la Sécurité d'Etat du rang de ministère à celui de simple comité étroitement subordonné au secrétariat du comité central.

Les auteurs décrivent avec beaucoup de précision la machine de propagande du FSB, les avantages matériels dont bénéficient ses officiers supérieurs, sa prison à moitié secrète de Lefortovo à Moscou, ses opérations à l'extérieur comme les abus divers que lui permettent sa « lutte contre le terrorisme » dont le FSB vante les succès plus que douteux... sauf — parfois et partiellement — dans la tentative de mettre en condition la population russe.

Au service de qui ?

Les deux auteurs concluent : « *Le règne du droit et de la justice n'est qu'une vue de l'esprit dans la Russie d'aujourd'hui où les services secrets estiment que leurs intérêts et ceux de l'Etat qu'ils protègent sont au-dessus de toutes les lois existantes.* » Et ils ajoutent : « *La*

mentalité du FSB, profondément marquée par les traditions soviétiques et tsaristes, se caractérise par le clanisme, la suspicion et la paranoïa vis-à-vis du monde extérieur. » Il faut sans doute apporter une nuance à cette conclusion : qu'est-ce que l'Etat dont le FSB défend les intérêts ? Est-ce l'Etat en tant qu'institution exprimant les intérêts généraux d'une classe dominante, un simple organisme de contrainte mis au service des intérêts d'un clan plus ou moins mafieux ou chargé d'arbitrer les conflits entre divers clans, tous aussi mafieux, qui pillent l'économie encore à demi nationalisée sous la couverture de l'Etat ? En un mot qu'est-ce que cet « Etat russe » où, par exemple, d'un revers de manche l'on envoie en prison... pour six ans un homme coupable de constituer un syndicat indépendant dans l'entreprise d'extraction de diamants Alrosa, contrôlée par le clan Poutine et aux revenus juteux pour lui (1) ? La réponse n'est certes pas évidente mais on ne saurait éviter de la poser.

Jean-Jacques Marie

(1) Valentin Ourousov, fondateur en 2008 à Alrosa d'un syndicat indépendant bientôt fort d'un millier de membres et qui eut l'audace — vigoureusement punie — de demander une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail. Or Alrosa contrôle 25 % du marché mondial du diamant. Après l'emprisonnement d'Ourousov son syndicat a été démantelé. Le diamant rapporte donc encore plus... mais à qui ?

Un personnage digne de sa légende dorée

Eric Teyssier,
Spartacus entre le mythe et l'histoire,
éditions Perrin, 346 pages, 22 euros.

Karl Marx faisait de Spartacus et de Képler ses héros préférés... Que peut-il pourtant y avoir de commun entre le gladiateur révolté qui organise des dizaines de milliers d'esclaves contre la domination de Rome et l'astronome partisan de l'héliocentrisme qui affirme : « *Les orbites des planètes sont des ellipses dont le Soleil occupe l'un des foyers* » ? Rien manifestement sinon une certaine manifestation de l'esprit qui dit non, l'un dans le domaine de l'action, l'autre dans celui de la pensée.

Dans une lettre à Engels du 27 février 1861, Marx explicite ce choix en déclarant : « *Je lisais ce soir pour me délasser l'Histoire des guerres civiles de la République romaine d'Appien dans l'original grec (...). Le portrait qu'il nous fait de Spartacus nous le montre comme le plus beau type que nous trouvions dans toute l'histoire ancienne. C'est un grand capitaine (pas un Garibaldi), un noble caractère, un vrai représentant du prolétariat antique.* »

C'est sans doute à partir du jugement de Marx que la légende de Spartacus déjà esquissée avant lui a pris son envol dans le mouvement ouvrier. Elle a pris forme définitive lorsque Rosa Luxemburg et ses camarades sociaux-démocrates allemands hostiles à la guerre vont faire passer Spartacus du rang de révolté au statut de révolutionnaire en fondant les *Lettres de Spartacus* et en donnant à l'aile gauche révolutionnaire qu'ils forment au sein de la social-démocratie le nom du gladiateur.

La légende

La légende est en marche. Dans son beau livre *Spartacus entre le mythe et l'histoire*, Eric Teyssier étudie sa nais-

sance et son développement et la confronte à la réalité telle que l'on peut la dégager des trop maigres sources que les historiens antiques nous ont laissées. Après Marcel Olivier, dont, à la différence d'Eric Teyssier, je n'ai pas lu le roman, Arthur Koestler, dans son *Spartacus* publié en 1945, lui donne forme quasiment définitive en attribuant à Spartacus la volonté d'édifier une « *citée du soleil* » où régnerait l'égalité. Le chroniqueur Fulvius, inventé par le romancier, attribue à Spartacus l'intention de « *ne plus faire la guerre, d'instaurer la grande fraternité de tous les bergers, de tous les travailleurs et de tous les serfs de l'Italie du Sud et d'instituer une confédération des villes fondées sur les idées de la justice et de la bonne volonté.* »

Koestler invente même une sorte de Constitution édictée par Spartacus qui abolit la propriété individuelle et instaura un communisme communautaire : « *C'est la communauté qui dorénavant pourvoira aux besoins de chacun. Nul n'asservira son prochain (...). Chacun sera nourri sur les biens de tous (...). Chacun devra travailler selon ses forces et ses moyens et il n'y aura pas de différences dans la répartition des biens ; toutes les parts seront égales (...), nul ne pourra s'assurer d'avantage sur son voisin, soit par un achat soit par une vente...* »

Six ans plus tard, le romancier américain Howard Fast donnera une nouvelle impulsion à cette transformation du révolté en révolutionnaire, préfigurant, de façon certes quelque peu prématurée, l'ère radieuse du communisme. Le film de Stanley Kubrick animera d'un souffle épique cette vision du révolutionnaire antique.

La réalité

Le premier mérite d'Eric Teyssier est de rétablir la réalité, d'abord celle du monde des gladiateurs en ce début du

premier siècle avant Jésus-Christ, celle de la gladiature trop souvent déformée par le cinéma, puis celle de la révolte d'une poignée de gladiateurs de Capoue, qui s'échappent un jour de 73 avant Jésus-Christ, sous la conduite de Spartacus, Crixus et Oenomaus. Les révoltés bénéficient d'une chance inouïe : à leur sortie de la ville, ils tombent sur un convoi d'armes qu'ils raflent. Et surtout, les principaux généraux romains sont alors occupés ailleurs : Lucullus contre Mithridate en Orient, Pompée en Espagne contre Sertorius. Et les troupes urbaines sont de médiocre qualité.

Eric Teyssier définit la nature réelle de cette révolte, les conditions qui lui permettent de se développer, les divisions ethniques entre les gladiateurs et les esclaves révoltés. Il montre en Spartacus, comme le résume fort justement la quatrième de couverture, « *un organisateur de talent, un grand meneur d'hommes, un tacticien au coup d'œil sûr, mais aussi un chef de guerre parfois cruel et un piètre diplomate.* »

A vrai dire, les possibilités pour Spartacus d'exercer l'art de la diplomatie sont assez minces. Mais lorsque, acculé par Crassus (1) dans la botte du sud de l'Italie il négocie avec les pirates pour transférer une partie de ses troupes dans la Sicile voisine, il se fait rouler comme un bleu : les pirates encaissent l'or qu'il leur donne puis s'enfuient avec l'or sans emmener personne. Il s'est là sans doute montré quelque peu naïf. Mais d'où lui viennent les talents d'organisateur, de meneur d'hommes et de tacticien ? Eric Teyssier suppose que le thrace Spartacus a d'abord été un chef dans sa tribu. Mais ce passé ne saurait suffire à expliquer les talents qu'il a déployés et qui montrent en lui un personnage hors pair.

Confronté à la minceur des sources dont il effectue une excellente synthèse, Eric Teyssier doit combler leurs trous parfois béants par des hypothèses. Ainsi, décrivant l'itinéraire des troupes de Spartacus que ce dernier, après ses premières victoires, fait remonter de la Campanie vers le Pô avec l'objectif probable de fuir l'Italie par les Alpes, il se demande comme tout un chacun pourquoi Spartacus a rebroussé chemin et est

revenu vers le sud de l'Italie où son destin était alors scellé. Faute de machines de siège, il ne pouvait prendre que de petites cités et la prise de Rome — à supposer qu'il y ait pensé — était un rêve inaccessible. Peut-être après le ralliement de nombreux Italiens libres aux esclaves révoltés l'objectif de quitter le sol italien ne faisait-il pas l'unanimité dans son armée. Mais, comme le souligne Eric Teyssier, la troupe des cent mille esclaves et hommes libres révoltés arrive certainement au bord du Pô au moment de la fonte des neiges, et le fleuve déborde. La traversée organisée du fleuve par cette énorme troupe qui ne dispose pas d'embarcations est impossible. Elle rebrousse donc chemin.

Lorsqu'après avoir défait six fois de suite des légions romaines de plus en plus nombreuses l'armée de Spartacus est défaite par Crassus, ce dernier fait crucifier six mille esclaves le long de la Via Appia. On pourrait s'étonner de ce gâchis, car un esclave est une valeur marchande. Mais un esclave révolté doit être puni et de la façon la plus démonstrative possible pour avertir les autres. Et puis, souligne Eric Teyssier, dès la fin du II^e siècle avant Jésus-Christ, l'expansion romaine avait fait venir sur le marché des milliers d'esclaves. Le développement de la gladiature romaine correspondait, écrit-il, « *à une forme de "déstockage"*. En liquidant « *une partie de l'offre servile, la gladiature permet de stabiliser les prix sur un marché où l'offre peut parfois largement dépasser la demande.* »

Ce « déstockage » peut paraître choquant... Mais lorsque le gouvernement Giscard d'Estaing démantela la sidérurgie lorraine à la fin des années 1970, son Premier ministre, Raymond Barre, qualifia les licenciements massifs décidés à l'époque de « dégraissage », assimilant

(1) Qui s'intéresse au sort ultérieur de l'homme qui fit ainsi crucifier six mille esclaves révoltés doit lire le livre de Giusto Traina sur la bataille de Carrhes (éditions Les Belles Lettres) où les Parthes écrasèrent les troupes de Crassus à qui, pour couronner leur succès, ils coupèrent la tête ainsi qu'à son fils.

ainsi les ouvriers envoyés au chômage à de la cellulite ou de la mauvaise graisse à éliminer. Eric Teyssier ajoute à propos de la gladiature : « *Ce critère strictement économique est probablement renforcé par un choix sécuritaire.* » Les guerriers vaincus sont dangereux. Les gladiateurs révoltés encore plus. On comprend pourquoi Crassus a fait crucifier les six mille rescapés de la dernière bataille où Spartacus trouva la mort.

Qui était vraiment Spartacus ?

En conclusion d'un récit fort bien mené des opérations militaires qui, malgré les divisions entre les Gaulois et les autres, permet à Spartacus de défaire six fois de suite les légions romaines avant d'être battu et tué par Crassus, Eric Teyssier tente de répondre à la question inévitable : qui était vraiment Spartacus dont le visage réel, souligne-t-il est manifestement « *très éloigné de ses avatars contemporains. Il n'est pas un révolutionnaire car son but n'a jamais été de changer la société de son temps* » ? Comment aurait-il pu se hisser à ce point

au-dessus de la société de son temps ? Réduit à l'esclavage, il se révolte contre son sort mais ne pouvait penser à supprimer l'esclavage lui-même qui « *constitue le fruit naturel de la guerre* ». Aristote n'avait-il pas écrit que l'esclavage pourrait disparaître seulement le jour où les navettes fonctionneraient toutes seules, à l'apparition donc des machines ?

Certes, mais cet homme dont l'historien Florus nous dit qu'il méprisait l'or et l'argent — mépris fort étonnant à cette période et qui l'est d'ailleurs toujours resté ! — est manifestement hors du commun : « *Il a tenté avec une énergie étonnante de sauvegarder la vie des milliers d'esclaves et d'hommes libres qui l'ont rejoint durant ces deux années d'errance et d'espérance (...). En fait seule semble compter (pour lui) l'absolue nécessité de mettre ces dizaines de milliers d'hommes et leurs rares compagnes à l'abri des maîtres et des bourreaux. (...) Spartacus a échoué, mais à aucun moment son destin personnel ne semble être passé avant la sauvegarde de tous.* » Cela suffit à expliquer et à justifier sa légende.

Jean-Jacques Marie

La Première Internationale

Mathieu Léonard,
L'émancipation des travailleurs,
une histoire
de la Première Internationale,
La Fabrique éditions,
414 pages, 16 euros.

Michel Cordillot,
Aux origines du socialisme moderne.
La Première Internationale.
La Commune de Paris. L'exil,
éditions de l'atelier,
254 pages, 22 euros.

La fondation à Londres le 28 septembre 1864 de l'Association internationale des travailleurs (AIT), plus tard dénommée Première Internationale, ouvre une nouvelle période dans l'histoire de l'humanité. Marx et Engels avaient affirmé dans le *Manifeste du Parti communiste* écrit à la fin de 1847 : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte de classes* » (1). Mais jusqu'en 1864, cette lutte de classes n'a, sauf épisodes éphémères et localisés, jamais connu de forme consciente organisée et durable. Avec la fondation de l'Association internationale des travailleurs, elle commence précisément à revêtir cette forme consciente organisée, aujourd'hui plus que jamais soumise à d'innombrables tentatives de dénaturation et de dislocation, mais qui a transformé le mouvement ouvrier morcelé et éparé en une force internationale capable d'affronter non pas seulement tel ou tel patron mais le capital et son État un peu partout.

Dans la bibliographie sommaire de *Que Sais-je ?* sur *Les Internationales ouvrières*, publié en 1964, Annie Kriegel notait : « *Il n'existe pas encore d'histoire de l'AIT.* » On ne peut en effet considérer comme telle ni les quarante-deux pages du dernier chapitre du tome un de *Histoire du mouvement ouvrier* d'Edouard Dolléans (1947), ni la

cinquante de pages qu'y consacre Franz Mehring dans son excellente biographie de Karl Marx (édition française 1983) ou d'autres ouvrages similaires. Si depuis lors de nombreux travaux partiels ont été publiés, comme l'ouvrage de Jacques Rougerie sur *Les sections françaises de l'Association internationale des travailleurs* (1968), ils ne sauraient suppléer une vue d'ensemble.

Une Internationale bien gênante

Cette discrétion pourrait étonner mais ceux que Franz Mehring appelait ironiquement les « *dévots de Marx* » dans la social-démocratie de son temps et leurs frères jumeaux de l'Internationale communiste stalinisée ne pouvaient guère s'appesantir sur une Première Internationale ouverte, avant sa dislocation, à tous les courants ouvriers. De plus, Marx, si important qu'ait été son rôle d'animation voire de direction politique, n'avait participé qu'à un seul et unique congrès, celui de La Haye en 1872 qui prélude à la disparition de l'Internationale. Et ces braves gens réduisant Marx au rang de momie destinée à cautionner leurs turpitudes n'avaient aucune raison de se pencher sur la réalité de cette Internationale fondatrice. Cette dernière est en effet réellement et profondément internationaliste comme le manifeste d'emblée son activité visant, comme dans la grève des bronziers de 1867 racontée par Michel Cordillot et par Mathieu Léonard, à organiser la solidarité effective et combattante des ouvriers de divers pays (la France et l'Angleterre en ce qui concerne la grève des bronziers). Or l'internationalisme de la Deuxième Internationale se réduira à des cérémonies dominicales au fur et à mesure du soutien croissant apporté par la majorité de ses partis à leur propre État national. Quant à l'internationalisme de la Troisième Internationale, à partir de sa stalinisation il n'est

que le masque grossier de sa subordination à la bureaucratie du Kremlin qui la dissout en 1943 dès qu'elle est devenue un fardeau inutile.

Une vision d'ensemble

Les deux ouvrages de Michel Cordillot et de Mathieu Léonard se complètent pour donner de cet événement fondateur une vision souvent complémentaire et toujours argumentée. Celui de Mathieu Léonard, récit chronologique, couvre toute l'existence de l'AIT, de sa fondation à sa dislocation et même au-delà ; le recueil d'articles de Michel Cordillot éclaire quelques moments clés : le rôle de la section française de l'AIT dans les grèves des bronziers, tailleurs et autres ouvriers en 1867, le fonctionnement de la commission ouvrière de 1867, l'itinéraire politique de Camelinat, le communard, Benoît Malon, historien de la Commune, les proscrits blanquistes à New York, etc.

L'ouvrage panoramique de Mathieu Léonard, évidemment beaucoup plus complet, confirme le constat de Michel Cordillot au début de son étude sur la commission ouvrière constituée en 1867 : « *Début 1867, deux ans après la fondation de la première section à Paris, rue des Gravilliers, l'Association internationale des travailleurs n'a pas véritablement réussi à s'implanter en profondeur en France. Quelques mois plus tard, par suite des persécutions impériales, mais aussi parce qu'elle est en proie à des dissensions internes, elle semble moribonde. Pourtant, moins de deux années après, elle a non seulement échappé à la disparition pure et simple, mais elle est devenue une force sociale qui fait trembler l'Empire et qui semble se développer de manière irrésistible. Entre-temps s'est également produit un changement capital puisque les dirigeants mutuellistes d'obédience proudhonienne stricte ont cédé la place à des éléments révolutionnaires se réclamant du collectivisme, dont les porte-parole les plus connus sont Eugène Varlin et Benoît Malon.* »

Certes, ce que les deux auteurs disent l'un et l'autre était assez souvent déjà

plus ou moins bien — ou mal ! — connu, mais les deux ouvrages, surtout celui de Mathieu Léonard, présentent, sous forme discontinue pour l'un et continue pour l'autre, une véritable histoire de l'AIT, de ses soubresauts, de ses conflits internes, de ses difficultés, de ses victoires partielles et de sa désintégration.

Ils soulignent l'un et l'autre que le mouvement ouvrier avait commencé à se constituer — en particulier et surtout en Angleterre — lorsque la Première Internationale est créée. Mais elle se heurte dès le début à de nombreux obstacles externes (la répression) et internes (des divergences fondamentales entre les divers courants qui la composent : proudhoniens, syndicalistes des trade-unions britanniques, marxistes, blanquistes, anarchistes dits antiautoritaires, etc.) dont la coexistence est rarement pacifique. Mathieu Léonard donne un tableau précis et nuancé des divergences, des conflits qui en découleront et prendront après l'écrasement de la Commune une acuité très grande, et du ballet des alliances qui se font et défont au gré des événements.

Grève ou pas grève ?

On peut juger de l'ampleur des divergences si l'on se rappelle que la section française de l'AIT est d'abord dominée par les disciples du très réactionnaire socialiste Proudhon dont Maurras arborera plus tard la photo dans son bureau. Réactionnaire en quoi ? Proudhon s'opposait aux grèves, à l'engagement des ouvriers dans l'action politique et au travail des femmes qui, selon lui, devaient rester au foyer à faire des enfants et à pouponner. Il assimilait aimablement la grève au crime : « *Il n'existe pas plus un droit de coalition (façon de désigner la grève collective) qu'il n'y a un droit d'exaction, de brigandage, de rapine, d'adultère.* » Comme le rappelle Mathieu Léonard, qui cite cette phrase, selon l'anarchiste Kropotkine, Proudhon cherchait à « *rendre le capitalisme moins offensif* ». Autant vouloir transformer le loup de La Fontaine en agneau.

Proudhon répondra à la critique de la philosophie dans laquelle Marx ridicu-

lise sa *Philosophie de la misère* en déclarant : « *Le véritable sens de l'ouvrage de Marx c'est qu'il a le regret que partout j'aie pensé comme lui et que je l'aie dit avant lui.* » On peut juger de la légitimité du reproche ainsi fait à Marx en lisant ce qu'écrit Proudhon pour justifier économiquement sa condamnation des grèves pour obtenir des augmentations de salaires : « *Tout mouvement de hausse dans les salaires, écrit-il, ne peut avoir d'autre effet que celui d'une hausse sur le blé, le vin, etc.* » Et il justifie cet argument traditionnel des patrons en avançant cette explication ahurissante qui fait disparaître le mécanisme de la plus-value extorquée au travailleur — c'est-à-dire le temps de travail non payé que le capitaliste cherche à accroître le plus possible — en affirmant : « *Or qu'est-ce que le salaire ? C'est le prix de revient du blé, etc., c'est le prix intégral de toutes choses.* » Proudhon niait ainsi purement et simplement l'exploitation capitaliste. Il avait donc vraiment tout compris...

Mathieu Léonard montre comment l'AIT devient la référence pour des milliers d'ouvriers en France et ailleurs lorsque, engagée dans le soutien actif aux grèves déclenchées à partir de 1867, elle porte à sa tête les militants attachés à la lutte de classes à la place des mutuellistes proudhoniens qui la nient ou veulent la contourner.

Les obstacles extérieurs se multiplient dès que l'AIT intervient comme force organisant la solidarité internationale des travailleurs dans les grèves dont elle est rarement l'inspiratrice mais où elle intervient souvent pour en organiser le soutien politique. Les patrons réagissent avec une extrême brutalité aux tentatives des travailleurs de s'organiser. Mathieu Léonard raconte en particulier en détail la grève des mineurs du Creusot au cœur du royaume du patron de choc le très catholique Eugène Schneider, sénateur de l'Empire, chéri de ce régime et du clergé auquel il verse une véritable dîme : il verse en effet à l'Eglise — sans leur demander leur avis — 10 % des cotisations des caisses de secours des ouvriers. L'Eglise, pourtant largement financée par le régime, empêche

cette dîme sans barguigner et ne la remboursera jamais aux intéressés ainsi spoliés à son profit. La charité chrétienne a des limites. Au lendemain des dernières élections législatives du régime, Eugène Schneider licencie d'un coup deux cents ouvriers soupçonnés de ne pas avoir voté pour lui. En janvier 1870 les mineurs se mettent en grève. L'Empire envoie trois mille fantassins au secours du sénateur impérial. Deux dirigeants de l'AIT s'impliquent dans le soutien à la grève : Varlin, qui fonde au Creusot une section de l'AIT, et Benoît Malon (2). Six grévistes sont abattus par la soldatesque et vingt-cinq condamnés à des peines de prison de dix-huit mois à trois ans, des centaines d'autres sont licenciés. Mais le comité de grève en annonçant la fin du mouvement déclare : « *Nous proclamons hautement notre adhésion à la grande Association internationale des travailleurs, cette sublime franc-maçonnerie de tous les prolétaires du monde.* » Ainsi se mêlent défaite et victoire. Lors de l'écrasement de la Commune, c'est, en toute logique, un prêtre qui dénoncera à la soldatesque Varlin, fusillé sur le champ...

Le début de la fin

L'écrasement sanglant de la Commune annonce l'agonie de la Première Internationale. Même si cette dernière n'en a pas été l'initiatrice et si Marx avait exprimé les plus vives réserves sur une insurrection du peuple de Paris dont il craignait le sort qu'il allait subir, la bourgeoisie française et au-delà dénonce en elle l'organisatrice de la révolte et organise une campagne internationale de dénonciation calomnieuse. Le mouvement ouvrier en France est décimé ; en Angleterre les trade-unions s'orientent de plus en plus vers un réformisme national. Le conflit entre Marx et Bakounine n'est que la forme la plus aiguë de déchirements entre groupes et fractions qui paralysent puis disloquent la Première Internationale. Des phases successives de ce mouvement qui voit les uns et les autres — Marx et Engels compris — produire leurs textes les moins convaincants, Mathieu Léonard donne un récit clair et dans l'ensemble très juste.

Une autre période s'ouvre : celle de la construction de partis ouvriers dans les divers pays où le développement du capitalisme donne un essor vigoureux au développement de la classe ouvrière. Le parti social-démocrate allemand né en 1875 de la fusion des partisans de Ferdinand Lassalle (mort dans un duel en 1863) d'un côté et de Marx et Engels de l'autre est le moteur de cette construction inégale suivant les pays et qui ne parviendra jamais à atteindre cet objectif dans le pays qui s'annonce comme le nouvel eldorado du capitalisme : les Etats-Unis, dont la bourgeoisie dirigeante parviendra toujours à empêcher la construction d'un parti ouvrier. Voilà qui donne une coloration involontairement ironique à la décision prise en 1872 sous l'impulsion de Marx de transférer le siège de l'Internationale... à New York. Certes, elle échappait ainsi aux règlements de comptes entre sections européennes, mais elle ne pouvait dès lors que péricliter rapidement, d'autant qu'elle avait manifestement fait son temps.

Un combat perdu d'avance ?

Dans sa conclusion, Mathieu Léonard écrit : « *La II^e Internationale fondée en 1889 est celle des partis sociaux-démocrates qui, si elle use d'une rhétorique marxiste, reste strictement politicienne avec la constitution d'un appareil bureaucratique censé représenter et instruire la classe ouvrière, mais qui, de plus en plus séparé de ses réalités sociales, finit toujours dans l'exercice du pouvoir par se retourner contre elle.* » Que veut dire ici « politicien » ? La volonté de s'engager dans le combat politique ou un ensemble de compromis et de compromissions ? La formule pour le moins cavalière réduit l'évolution de la social-démocratie à la réalisation d'un schéma préétabli, puisque l'on ne sait d'où vient cet « appareil bureaucratique » dont parle Mathieu Léonard. La social-démocratie allemande, interdite dix ans durant par Bismarck et qui combat ans une semi-clandestinité, est ainsi d'emblée identifiée à cette même social-démocratie qui, trente ans plus tard, peu

à peu intégrée à l'Etat monarchique, soutient la monarchie allemande engagée dans la guerre. La formule met aussi sur le même plan tous les courants de la social-démocratie : Jaurès, devenu vite hostile au colonialisme avant d'être assassiné pour son opposition à la guerre, et le social-démocrate hollandais Van Kol, partisan du colonialisme ; Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, engagés dans le combat pour abattre l'ordre et l'Etat bourgeois, et Ebert et Noske, qui les ont fait assassiner pour défendre cet ordre et cet Etat ; Lénine, qui se dresse contre la guerre, et Plekhanov, qui l'appuie de toutes ses forces ; et l'on pourrait allonger la liste.

Ensuite, « strictement politicienne » est faux. A l'exception de la France — sans parler des Etats-Unis où elle n'a jamais existé — la social-démocratie s'est largement impliquée dans l'édification du mouvement syndical.

Après avoir évoqué les diverses scissions du courant anarchiste — dont la majorité des membres soutiendront l'union sacrée belliciste en 1914 ! — il ajoute : « *Le bolchevisme et ses avatars imposeront le modèle unique du parti-Etat à l'ensemble du mouvement ouvrier. Un régime qui mêlera et alternera terreur politique, communisme de caserne, bureaucratie cannibale, capitalisme d'Etat, discipline productiviste, militarisme nationale, culte de la personnalité et univers concentrationnaire.* »

Là encore, la formule, gommant l'histoire et ses convulsions, met sur le même plan le bolchevisme de 1917 et celui de 1929, puis (agonisant !) de 1938, ou pour parler autrement, d'un côté Lénine, Trotsky et leurs camarades qui ont exproprié le capital, annulé le paiement de la dette aux banques, nationalisé les banques et, de l'autre, Staline et sa nomenklatura qui, après avoir liquidé les révolutionnaires de la veille et imposé les horreurs du goulag, pillera la propriété d'Etat à son profit en rétablissant plus ou moins la propriété privée.

Ces raccourcis rapides évitent d'étudier les conditions réelles dans lesquelles se constitue comme un chancre sur le corps des partis ouvriers et des syndicats ouvriers une bureaucratie qui les subor-

donne à la défense de l'Etat bourgeois et de se demander comment la combattre. Ils suggèrent que toute activité politique organisée débouche d'emblée inéluctablement sur la bureaucratie. Ils annulent le mouvement réel de l'histoire remplacé par la métaphysique et invitent ainsi à remplacer l'action par la contemplation critique, d'autant plus critique qu'elle est plus contemplative, rappelant ainsi la formule de Péguy sur l'homme de Kant dont les mains sont pures, mais qui n'en a pas. Ils relèvent enfin plus du pamphlet politique que de l'histoire. Mais les trois pages contestables où ils figurent ne doivent pas détourner un instant de l'histoire riche et vivante de la Première Internationale que dessine Mathieu Léo-

nard dans les quatre cents pages antérieures de son *Emancipation des travailleurs*.

Jean-Jacques Marie

(1) Je ne sais pourquoi les éditions récentes du *Manifeste* reprennent la traduction de la fille de Marx, Laura Lafargue, qui a rajouté au texte de son père un membre de phrase qui ne figure pas dans le texte allemand... pour écrire : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes.* » Ce ne que est plus que superflu, parasitaire et schématise inutilement la pensée de Marx et Engels.

(2) On trouvera les articles de Benoît Malon sur la grève du Creusot dans les numéros 11, 12, 15 et 16 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Un massacre humanitaire ?

**Thomas Deltombe,
Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa,
Kamerun ! Une guerre cachée
aux origines de la Françafrique
1948-1971,
éditions La Découverte, 2011**

Une guerre, dit l'éditeur, menée « pendant plus de 15 ans, de 1955 à 1971... Une guerre coloniale, puis néocoloniale, qui a fait des dizaines de milliers de morts, peut-être davantage. Une guerre totalement effacée de l'histoire officielle (en France comme au Cameroun). »

Une enquête fouillée et passionnante

Quatre ans durant, deux journalistes français, Manuel Deltombe et Thomas Domergue, et l'historien camerounais Jacob Tatsitsa ont mené leur enquête. Tout en s'appuyant sur les recherches existantes, ils ont rencontré les témoins encore vivants, confronté les sources, et dépouillé les archives, constaté que

« contrairement à ce qui est dit par ceux qui recopient les livres des autres et cherchent ensuite à camoufler leur paresse, il existe des centaines de milliers de pages d'archives disponibles... C'est plutôt la profusion que la rareté des sources qui rend la recherche difficile. » Le lecteur est appelé à participer à cette recherche, à ces rencontres, à ces interrogations.

En plus de six cent cinquante pages et plus de cinquante pages de notes, ils tentent de cerner au plus près la réalité des faits, tout en soulignant que leur « travail doit être regardé comme une tentative incertaine visant à documenter une guerre inconnue... Elle comporte nécessairement des oublis et, sans doute, des erreurs. Ce livre doit donc également être conçu comme une invitation à poursuivre les recherches existantes, à les compléter, à les corriger, à les nuancer. »

C'est aussi l'objet du site du livre (<http://www.kamerun-lesite.com>).

Une démarche d'autant plus nécessaire que, parallèlement au silence de

l'histoire officielle ou des manuels, sur le Net, des internautes, « *tout à leur volonté de briser un silence qui a trop duré* », relaient les informations les plus fantaisistes. C'est à qui annoncera le plus grand nombre de victimes. « *Une autre forme de négationnisme, en somme, qui ne complète que trop bien la conspiration du silence à laquelle ils prétendent, héroïquement, mettre fin.* »

L'UPC

L'Union des populations du Cameroun (UPC), mouvement non violent, croit d'abord pouvoir faire triompher sa cause à l'ONU. Mais si son dirigeant, Ruben Um Nyobé, est bien reçu à New York, aucune des missions de suivi de l'ONU ne mettra jamais en doute les affirmations des autorités françaises. Il mettra du temps à comprendre qu'« *eux aussi sont des colonialistes* ». Jusqu'en 1955, la répression contre l'UPC reste dans le cadre traditionnel : harcèlement, arrestations, clientélisme, diabolisation (avec l'appui de l'Église catholique), élections truquées...

Mais l'UPC étend son influence, forme ses cadres, souvent issus, comme Um Nyobé lui-même, du mouvement syndical. Ses dirigeants ne se laissent pas acheter et maintiennent leur programme : indépendance, réunification, justice sociale. En 1955, la décision est prise de l'éradiquer. Interdite, l'UPC est rejetée dans la clandestinité et poussée à la lutte armée.

La guerre "révolutionnaire"

Avec l'Algérie, le Cameroun est la seule colonie où les autorités françaises font face à une organisation populaire et bien structurée. Tirant les leçons de leur échec au Vietnam, les responsables militaires, recyclés en Algérie et au Cameroun, vont y appliquer les méthodes de ce qu'ils appellent la « *guerre révolutionnaire* » et qui consiste à placer les populations civiles au cœur du système répressif. « *Quadrillage et surveillance implacable des populations, utilisation massive de la propagande et usage sys-*

tématique de la torture », retournement des opposants, opérations de terreur (exposition de têtes coupées) complètent les opérations de guerre traditionnelles.

Au Cameroun, cette guerre aura lieu dans le plus total silence médiatique, les journaux français, *Le Monde* et *Le Figaro* en tête, se faisant les propagandistes enthousiastes de la politique du gouvernement. Et l'« *intervention militaire (...) s'est terminée par un succès* », comme l'écrit Michel Debré dans ses *Mémoires*, une intervention « *peu connue* », « *oubliée* » des journalistes comme des historiens, dit-il avec une pointe d'amertume.

Partir pour mieux rester

Ce succès est dû aussi au fait que de Gaulle a compris qu'il fallait que la France « *parte pour mieux rester. Pour rester cachée derrière des régimes qu'elle a elle-même installés, formés et consolidés.* »

En avril 1958, il y a eu un précédent fâcheux. Au Togo, l'autre pays sous mandat de l'ONU, de vraies élections ont porté au pouvoir le leader du Comité de l'unité togolaise, Sylvanus Olympio, qui n'était pas le candidat de la France et rechigne à signer les accords de coopération trop contraignants. Il faudra attendre 1963 pour qu'il soit opportunément assassiné et que son successeur rentre dans le rang.

Aussi, après l'assassinat dans le maquis d'Um Nyobé, en septembre 1958, c'est sans élections que la France intronise Ahmadou Ahidjo comme « *père de l'indépendance.* » Une indépendance où les administrateurs coloniaux d'hier deviennent « *conseillers techniques* » et continuent à faire la loi, une indépendance corsetée dans les accords secrets de coopération civile et militaire.

Sous couvert de cette « *indépendance* », l'armée française « *se lâche* », c'est « *la guerre totale, l'hécatombe (...). Les représailles collectives, les camps de regroupement, les bombardements aveugles sur des villages entiers.* »

Le Cameroun sera le « *laboratoire de la Françafrique* ». C'est à la même fausse indépendance qu'accèdent les

autres colonies françaises d'Afrique. Comme le dit crûment une étude confidentielle, rédigée en 1973 par un officier du Centre militaire d'information et de documentation sur l'outre-mer (CMI-DOM), « *formées de personnel transférés de l'armée française, organisées sur le modèle de cette dernière et équipées de matériel cédé par la France, les armées des jeunes Etats indépendants constituent, au début, les seuls outils structurés à la disposition des gouvernements (...). (Elles ont pour mission de) préserver l'ordre politique et social et être prêtes à faire face à la subversion et, éventuellement, à l'opposition politique.* »

De la guerre contre l'UPC à la guerre permanente contre le peuple camerounais

La dictature d'Ahmadou Ahidjo applique les méthodes utilisées contre les maquis de l'UPC à tous les « subversifs » avérés ou potentiels. La guerre contre l'UPC se transforme en guerre permanente contre le peuple camerounais, interdisant toute forme d'opposi-

tion ou même de regroupement indépendant de quelque nature que ce soit. « *Les doctrines françaises de contre-insurrection ont muté en système de gouvernement.* »

Vérité et mensonge

Ahidjo se maintiendra ainsi au pouvoir jusqu'en 1982, date à laquelle il cède (toujours sans élections) la place à son Premier ministre, Paul Bija. Celui-ci, après presque trente ans de règne, vient d'être « réélu » pour un nouveau septennat en octobre 2011.

Se félicitant du « *processus de véritable démocratisation* » en cours, Alain Juppé a qualifié ces élections d'« *acceptables* ». Acceptables, pour qui si ce n'est pour Bolloré, Total et les dizaines d'entreprises françaises qui continuent à piller le pays ?

Interrogé, en mai 2009 à Yaoundé, sur « *l'assassinat par l'armée française de certains nationalistes camerounais* », François Fillon répondait : « *Tout cela, c'est de la pure invention.* »

Ils ont besoin du mensonge.

Une raison de plus pour lire et faire lire *Kamerun*.

Katia Dorey

Les communistes de gauche en 1918

Moscou 1918. La revue *Kommunist*, « Les communistes de gauche contre le capitalisme d'Etat », collectif Smolny. Toulouse, 400 pages, 20 euros.

La discussion sur la paix de Brest-Litovsk a suscité une crise grave dans le Parti bolchevique. Les partisans de la « guerre révolutionnaire », de partisans contre l'Allemagne se dressent contre Lénine et la (très faible !) majorité des instances dirigeantes. Le comité régional de Moscou cesse de reconnaître l'autorité du comité central. Boukharine, Piatakov, Boubnov, Safarov, Inessa Armand constituent un bureau public de fraction. Le 5 mars 1918, Boukharine publie le numéro un d'un journal d'opposition, *Le Communiste*, au nom des comités bolcheviques de ville et de région de Petrograd. Il en publiera avec les « communistes de gauche » quatre numéros dont le collectif Smolny a eu l'excellente idée de publier pour la première fois la traduction en français !

Les communistes de gauche s'opposent à Lénine sur un deuxième point : sur ce que Lénine appelle l'introduction de ce qu'il nomme le « capitalisme d'Etat », c'est-à-dire la centralisation d'une économie qui s'en va en lambeaux, et l'instauration d'une discipline du travail nécessaire à son rétablissement.

Au IV^e Congrès des soviets, le 15 mars, Lénine fait adopter une motion qui définit « *comme tâche essentielle et urgente de l'heure d'élever la discipline et l'autodiscipline des travailleurs, (...) de combattre impitoyablement le chaos, la désorganisation et la ruine (...), héritage d'une guerre extrêmement pénible* ».

Un décret du 23 mars signé Lénine introduit les premières mesures pratiques

en ce sens, qui suscitent des protestations multiples. La direction du syndicat des cheminots y voit l'amorce de la dictature personnelle du commissaire. Selon Boukharine, la décision contredit *L'Etat et la Révolution* où Lénine déclare : sous le socialisme, une cuisinière pourra diriger l'Etat. Si on installe un commissaire-dictateur au-dessus de la « cuisinière », ironise-t-il, elle n'apprendra jamais à gérer l'Etat ! Mais pour Lénine, pas question d'attendre, pour remettre l'économie sur les rails, que la cuisinière apprenne à gérer l'Etat.

Les chemins de fer pris d'assaut par des trafiquants de toutes sortes sont paralysés. Le 18 mars, dans une brève note visant à combattre ce chaos qui bloque le transport du charbon et du blé, Lénine exige des mesures impitoyables et draconiennes, le renforcement de la centralisation et des droits dictatoriaux pour les détachements de la garde militaire chargés du respect de l'ordre dans les transports dont la situation ne cessera d'empirer jusqu'à la fin de la guerre civile. Ce soir-là, le gouvernement discute d'un projet de réglementation en ce sens. Le projet est adopté le 21 mars. En réponse à une protestation du syndicat des cheminots, dirigé par les mencheviks et les S-R de gauche, contre un texte qui, selon lui, liquide le rôle du syndicat au profit du pouvoir individuel du commissaire aux Transports, Lénine renforce encore son caractère contraignant. Il généralise le principe posé dans le décret des chemins de fer adopté sur son insistance par le gouvernement le 23 mars et publié dans la presse le 26 mars.

Lénine revient inlassablement sur ce point à ses yeux crucial. Dans une note de la mi-avril, il souligne « *la nécessité et l'urgence de mesures impitoyables de lutte contre le chaos, le désordre et la fainéantise, des mesures les plus décidées et les plus draconiennes pour éle-*

ver la discipline et l'autodiscipline des ouvriers et des paysans ». A cette fin il exige « *l'achèvement de la nationalisation de toutes les fabriques, usines, chemins de fer, moyens de production et d'échange (...), une véritable mise en œuvre de la centralisation de la vie économique à une échelle nationale* ». Il substitue la contrainte à l'initiative désordonnée des comités et déclare : « *La dictature sur les couches de la bourgeoisie doit aussi être la dictature sur les couches du prolétariat et de la paysannerie qui n'agissent pas dans les intérêts de l'État.* »

Lénine expose sa nouvelle orientation dans *Les tâches immédiates du pouvoir des soviets*, publié le 28 avril. Il insiste sur le contrôle et le recensement de toute la production, et d'abord du blé, au point de répéter parfois les deux mots trois fois dans la même phrase. Mais, dans la dislocation générale de la société qu'elle accélère et la montée de la faim qui l'accompagne, le « *peuple tout entier* » auquel Lénine veut confier le recensement et le contrôle de la fabrication et de la répartition des produits va tendre à se désagréger en individus cherchant par tous les moyens à se nourrir eux et leur famille. Dès lors, Lénine va remplacer son initiative par l'appareil du parti et des organismes divers.

Ensuite, écrit-il, « *comparé aux nations avancées, le Russe travaille mal* » ; il faut donc « *apprendre à travailler* », introduire « *le travail obligatoire (...)* avec une grande circonspection et par degrés » et introduire le salaire aux pièces pour élever la productivité du travail au-dessus de celle des pays capitalistes avancés. Elle restera toujours très inférieure.

Lénine affirme enfin pour la première fois la nécessité de la dictature personnelle, qui « *a très souvent été, dans l'histoire des mouvements révolutionnaires, l'expression, le véhicule, l'agent de la dictature des classes révolutionnaires* ».

D'ailleurs, la grande industrie mécanique, qui constitue la base matérielle productive du socialisme, « *exige une unité de volonté rigoureuse, absolue* » qui ne peut être assurée que par la soumission de la volonté de milliers d'individus à un seul. « *Cette soumission rappellera plutôt la direction délicate d'un chef d'orchestre, si ceux qui participent au travail commun sont parfaitement conscients et disciplinés. Elle peut revêtir des formes tranchées, dictatoriales si la parfaite discipline et la conscience font défaut* », ce qui est le cas dans la Russie soviétique de cette époque. Le développement de la révolution exige que « *les masses obéissent sans réserve à la volonté unique des dirigeants du travail* ».

Ce sont ces positions que la revue *Kommunist* critique vivement au nom, en gros, de l'initiative de la classe ouvrière. Ils affirment en même temps dans leurs thèses sur la situation actuelle qu'« *une majorité décisive de la classe d'ouvriers, de soldats et de paysans (...), et en premier lieu les masses épuisées de soldats déclassés* » (page 70) ont refusé l'idée de la guerre révolutionnaire et soutenu la paix de Brest-Litovsk et que celle-ci a eu des effets néfastes sur Petrograd : « *Arrêt de la production, augmentation du chômage, déclassement du prolétariat et perte de son militantisme de classe* » (page 75). Nous reviendrons en détail sur ces articles dont la lecture permet de comprendre un peu mieux les enjeux du débat.

Jean-Jacques Marie

Un abonné des *Cahiers du mouvement ouvrier* nous a transmis le texte suivant :

Que peut-il ? Tout.

Qu'a-t-il fait ? Rien.

**Avec cette pleine puissance,
en huit mois un homme de génie
eût changé la face de la France,
de l'Europe peut-être.**

**Seulement voilà, il a pris la France
et n'en sait rien faire.**

**Dieu sait pourtant que le Président se démène :
il fait rage, il touche à tout, il court après les projets ;
ne pouvant créer, il décrète ; il cherche
à donner le change sur sa nullité ;**

**c'est le mouvement perpétuel ;
mais, hélas ! Cette roue tourne à vide.**

**L'homme qui, après sa prise du pouvoir
a épousé une princesse étrangère
est un carriériste avantageux.**

**Il aime la gloriole, les paillettes, les grands mots,
ce qui sonne, ce qui brille, toutes les verroteries du pouvoir.
Il a pour lui l'argent, l'agio, la banque, la Bourse, le coffre-fort.
Il a des caprices, il faut qu'il les satisfasse.**

**Quand on mesure l'homme et qu'on le trouve si petit
et qu'ensuite on mesure le succès et qu'on le trouve énorme,
il est impossible que l'esprit n'éprouve pas quelque surprise.
On y ajoutera le cynisme car, la France, il la foule aux pieds,
lui rit au nez, la brave, la nie, l'insulte et la bafoue !
Triste spectacle que celui du galop, à travers l'absurde,
d'un homme médiocre échappé.**

**Victor Hugo,
dans *Napoléon, le petit*,
réédité chez Actes Sud**

Avouez que vous pensiez à un autre...

Manifeste des états généraux de l'histoire et de la géographie

Dimanche 29 janvier 2012

L'enseignement de l'histoire et de la géographie à toutes les générations d'élèves, de l'école élémentaire au baccalauréat, est la fierté de la République. Les professeurs d'histoire et de géographie sont les porteurs de cette mission que la nation leur a confiée. Le niveau de démocratie dans un pays se mesure à la place qu'il réserve à l'enseignement de l'histoire et de la géographie pour les futurs citoyens.

Réunis à l'appel de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG), le samedi 28 janvier 2012 à Paris,

Les états généraux de l'histoire et de la géographie s'insurgent contre :

- la suppression de l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie en terminale S à la rentrée 2012 ;
- la diminution de la place et des horaires de l'enseignement de l'histoire et de la géographie ;
- la mise en place de programmes qui ne permettent pas de maîtriser les repères fondamentaux nécessaires à la poursuite des études supérieures et à l'insertion dans la vie professionnelle ;
- la dégradation des conditions de préparation des étudiants aux concours d'enseignement,
- la quasi-disparition de la formation des professeurs débutants et de la formation continue.

L'APHG, en conséquence, exige :

- le rétablissement immédiat de l'enseignement obligatoire d'histoire et de géographie validé par une épreuve au baccalauréat en terminale S ;
- des horaires nationaux décents à tous les niveaux ;
- des programmes intelligibles, réalisables par tous les élèves et aptes à structurer leur raisonnement ;
- une formation réelle pour les professeurs débutants, incluant une année de stage ;
- le rétablissement d'une formation continue pour tous les personnels, financée par l'Etat.

La satisfaction de l'ensemble de ces propositions répond aux exigences d'une école républicaine et d'une éducation citoyenne.

Rejoignez-nous : <http://www.aphg.fr>

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360